

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA LÉGISLATION ANGLAISE

SUR LA

RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

« Ce n'est pas seulement avec la froide raison
« et la pure logique, mais c'est aussi avec le
« cœur qu'il faut aborder l'étude des problèmes
« sociaux. »

(DESCHANEL).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le 23 Janvier 1899, à deux heures

PAR

A. MONNIER

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { MM. BERTHÉLEMY, professeur.
SALEILLES, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA LÉGISLATION ANGLAISE

SUR LA

RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

« Ce n'est pas seulement avec la froide raison
« et la pure logique, mais c'est aussi avec le
« cœur qu'il faut aborder l'étude des problèmes
« sociaux. »

(DESCHANEL).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 23 Janvier 1899 à 2 heures

PAR

A. MONNIER

Avocat à la Cour d'Appel de Paris



Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *MM. BERTHÉLEMY, professeur.*
SALEILLES, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

FONDÉ PAR J.-B. SIREY, ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1899

LISTE DES ABRÉVIATIONS

A. C.....	— — — —	Acts of Court.
C. C. A.....	— — — —	County Courts Act. 1888.
C. C. R.....	— — — —	County Courts Rules, 1889.
E. L. A.....	— — — —	Employers' liability Act. 1880.
E. W. A.....	— — — —	Employers' and Workmen Act. 1875.
F. W. A.....	— — — —	Factory and Workshop Acts.
H. L.....	— — — —	House of Lords.
J. P.....	— — — —	« Justice of the Peace » Reports.
L. C. A.....	— — — —	Lord Campbell's Act.
L. J.....	— — — —	« Law-Journal » Reports.
L. J. Q. B.....	— — — —	Law-Journal of the Queens' Bench.
L. R.....	— — — —	Law-Reports.
L. R. Ir.....	— — — —	Law-Reports of Ireland.
L. T.....	— — — —	« Law-Times » Reports.
P. D.....	— — — —	Parliamentary Debates.
Q. B.....	— — — —	Quens' Bench.
Q. B. D.....	— — — —	Quens' Bench Demands.
R.....	— — — —	The Reports.
R. S. C.....	— — — —	Rules of the Supreme-Court.
T. L. R.....	— — — —	« Times » Law-Reports.
W. C. A.....	— — — —	Workmen Compensation Act. 1897.
W. R.....	— — — —	Weekly-Reporter.

LISTE DES AUTEURS ET RECUEILS

**de jurisprudence et de législation consultés et
cités au cours de l'ouvrage.**

Bellom : Les lois d'assurances à l'étranger ;
Bulletin du Comité Permanent ;
Bulletin de l'Office du travail ;
Bry : Cours élémentaire de législation industrielle ;
Browne (E.) : Employers' liability ; past and prospective legislation, with special reference to « contracting-out » ;
Deiss (E.) : A travers l'Angleterre industrielle et commerciale ;
Ellis-Hill : The law and practice relating to Workmen's compensation and Employers' liability ;
Justice of the Peace Reports ;
Labour-Gazette ;
Law-Journal Reports ;
Law-Journal of the Queen's Bench ;
Law-Times Reports ;
Justice of the Peace Reports ;
Parliamentary-Debates ;
Queens'Bench Demands ;
Rapports officiels des Congrès internationaux des accidents du travail (Paris, 1889 ; Berne, 1891 ; Milan, 1894 ; Bruxelles, 1897) ;
Réforme sociale ;
The Reports ;
Reports of the Royal Commission of Labour ;
Revue d'économie politique ;
Revue politique et parlementaire ;
Ruegg : A study on the Employer's liability Act ;
Times-law Reports ;
Weekly-Reporter ;
Willy : The Employers' liability Act, 1880 ;
Wolff : The Employers' liability What ought it to be ?

INTRODUCTION

La question de la réparation des accidents du travail ne s'est posée que de nos jours d'une manière bien nette comme une difficulté à part méritant une place distincte dans le problème social. Elle ne devait se présenter dans sa réelle gravité et prendre une tournure aiguë que du jour où le machinisme est apparu dans le monde bouleversant la situation économique des peuples modernes.

Le principe de la responsabilité patronale est un principe tout nouveau qui n'aurait pu que fort difficilement se dégager jadis. L'ouvrier, qui louait ses services plutôt que de rester petit patron lui-même, travaillait dans l'atelier domestique avec ses propres outils, jouissant d'une certaine indépendance et d'une autonomie assez complète. Il pouvait donc sembler à la fois naturel et logique de laisser à sa charge exclusive les risques et les dangers du travail et de faire supporter à lui seul les conséquences d'un accident qui n'était dû le plus souvent qu'à son propre fait, qu'à sa négligence personnelle.

Les conditions du travail sont maintenant bien différentes. L'outil n'appartient plus à l'ouvrier ; l'instrument de production, la machine, est désormais la propriété exclusive du patron. Il doit en résulter pour ce dernier une responsabilité et des devoirs stricts du fait des choses qui lui appartiennent.

La reconnaissance définitive du principe général de la responsabilité du patron apparaît d'ailleurs comme une nécessité, comme un corollaire naturel et indispensable des transformations profondes qu'a dû subir l'industrie dans le cours de ce siècle. Les accidents sont devenus partout plus nombreux et plus graves. Les risques et les dangers du travail ont été subitement décuplés par l'emploi d'engins capricieux et formidables : se produisant dans l'usine, c'est-à-dire au milieu d'une agglomération ouvrière, l'accident occasionne un plus grand nombre de victimes : il devient catastrophe entraînant avec lui une abondante moisson de vies humaines.

Outillage mécanique et concentration de la main d'œuvre, voilà les deux causes qui peuvent, en principe, être attribuées à l'accroissement constaté des accidents.

Il faut bien remarquer pourtant — et c'est ce qui résulte de l'étude des statistiques — que l'on doit classer parmi les plus dangereux certains métiers qui ont gardé les anciens procédés et où l'usage des machines n'est pas pratiqué (maçons, couvreurs, débardeurs, industrie du roulage et du camionnage).

Nous trouvons sur ce point dans les tarifs des primes des Compagnies d'assurances des renseignements d'un caractère très scientifique et qui constituent une excellente base de comparaison et d'appréciation des risques.

Consultons, par exemple, le tarif des primes d'assurances collectives exigées par la société « la Préservatrice » (*Bulletin de l'Office du travail*, avril 1898, p. 288).

Nous y verrons d'abord la confirmation du fait que nous avançons tout à l'heure : dans une même industrie le taux de la prime qui mesure le danger couru va-

riera suivant que les moteurs et outils mécaniques seront ou non mis en usage.

Ainsi la prime (par 100 francs de salaire) demandée dans la clouterie avec outils mécaniques est de 1 fr. 35 et de 1 fr. 15 dans la clouterie sans outils mécaniques; elle est de 3 fr. 85 dans l'ébénisterie (ateliers mécaniques) et s'abaisse à 1 fr. 30 pour les ateliers non mécaniques. Dans la menuiserie la prime est également de 3 fr. 85 pour le personnel employé aux outils mécaniques et de 1 fr. 30 seulement pour les ouvriers non employés à ces outils.

D'autre part les statistiques officielles d'accidents et les moyennes des tarifs d'assurances sont d'accord pour nous montrer que les dangers les plus grands et par conséquent les primes les plus élevées existent dans certaines industries où la vapeur et les forces mécaniques ne sont pas employées. Ainsi pour le camionnage et le roulage la prime s'élève jusqu'à 5 fr. 05 (par 100 francs de salaire) et pour la couverture de bâtiments le pourcentage est de 2 fr. 60. La prime est de 3 fr. pour les ouvriers travaillant dans les carrières ou employés dans les entreprises de vidanges, industries où les risques de mort sont également graves.

Il ne faudrait donc pas, tout en reconnaissant que le machinisme a d'une manière générale augmenté les dangers du travail industriel, exagérer les reproches à lui adresser sur ce point. C'est ce que prouve la statistique française générale de 1896 que nous rapportons ici. On y verra que le total des accidents mortels attribuables aux machines a été de 151 (soit : 23 causés par des moteurs, 60 par des courroies de transmission, 38 par des machines-outils, 17 par des ascenseurs, 13 par des chau-

dières). En revanche les éboulements ont provoqué 74 accidents mortels, les chutes : 243 ; la manutention de fardeaux, 12 ; la conduite de voitures, 41 ; soit un total de 370 morts non attribuables aux machines.

Les accidents les plus nombreux et les plus graves n'ont donc pas lieu dans les usines. L'opinion contraire est assez répandue pour qu'il nous ait paru utile de la réfuter d'une façon bien nette, et en nous basant exclusivement sur des chiffres certains.

D'ailleurs, d'une manière générale, l'on ne tient pas assez compte des accidents individuels qui se produisent un par un, en détail, et qui lorsqu'on les récapitule donnent des totaux considérables auxquels on était loin de s'attendre.

« 3.000 ouvriers sont journellement victimes d'accidents plus ou moins graves (1), dit M. Engel-Gros ; et pourquoi ne voyons-nous pas le monde civilisé se révolter devant une pareille calamité ? Uniquement parce que la catastrophe se produit en détail et dans l'intérieur des ateliers, en famille pour ainsi dire. Cette circonstance suffit pour désintéresser les masses ! » (*Loc. cit.*, p. 521).

M. Engel-Gros a essayé de calculer le chiffre annuel des accidents (2) du travail de par le monde industriel.

1. Voir l'intéressant rapport de M. Engel-Gros, sur la Prévention des accidents dans l'industrie, présenté au Congrès international des accidents du travail de Berne, 1891, rapports de la 2^e session, p. 509 et sq.

2. Qu'est-ce qu'un accident ? (Voir dans le compte-rendu des travaux du Congrès de Bruxelles, 1897, le rapport du Dr Louis Bernacchi, directeur de l'Institut médical pour les accidents du travail, à Milan, p. 337 et sq.).

Selon E. W. Wœdtke (Unfallversicherungsgesetz von 6 Juli 1884 und Guttentag'sche Sammlung deutsche Reichsgesetze, n° 23,

Il arrive au total formidable de 1.000.000 d'accidents dont 80.000 graves (estropiés pour la vie ou morts). « Liste lugubre! disait M. Joseph Chamberlain à la Chambre des communes. C'est le compte de boucherie (butchers'bill) qui ne sera jamais clos hélas! et où de nouveaux noms viendront s'ajouter sans cesse! »

M. Engel-Gros base son raisonnement sur ce qui se passe dans l'industrie textile. Les chiffres qu'il accepte sont ceux relevés dans les publications de l'Office impérial d'assurances allemand.

Il y aurait d'après lui 4 accidents pour 1000 ouvriers et 3000 accidents par jour!

Ces chiffres ne nous paraissent pas exagérés puisque le point de comparaison adopté est l'industrie textile où les accidents sont les moins nombreux et les moins graves (la prime y est de 0 fr. 50 seulement par 100 fr.

1888) et L. Becker (Anleitung zur Bestimmung der Arbeits und Erwerbsunfähigkeit nach Verletzungen, 3 auf, Berlin, 1890). Le Bureau impérial allemand d'assurances contre les accidents du travail, considère l'accident comme « un fait anormal et étranger au cours naturel du travail, qui se produit inopinément et dont les conséquences sont nuisibles à la vie et à la santé ».

Les divers projets de loi italiens parlent de « lésions personnelles pour cause violente à l'occasion du travail ».

Le règlement général de la Caisse nationale italienne d'assurances contre les accidents des ouvriers durant leur travail, à l'article 3, établit que : « Sont exclus de l'assurance les infirmités ne dérivant pas directement d'une cause extérieure violente et imprévue, les infirmités causées par les imperfections de l'organisme ou de l'état physique de l'assuré et qui ne sont pas la conséquence unique et directe de l'accident. »

Du sens si large de la loi allemande à celui de la loi italienne, si insuffisamment déterminé et aux nombreuses restrictions de la Caisse nationale italienne, quelle distance et quelle différence d'interprétation!

de salaire ; voir *Bulletin de l'office du travail*, avril 1898, p. 288).

Quel que soit le total exact des accidents, il est certain que l'industrie en se développant a créé un nouvel état de choses en augmentant les risques ; les conditions du travail ne sont plus les mêmes ; l'ouvrier est devenu « comme un rouage de la machine qui le conduit et le domine ». Il faut que la législation marche parallèlement à ces transformations.

Le législateur aura deux séries de questions à examiner, deux buts à atteindre : la prévention et la réparation des accidents

La première question est assurément la plus grave et celle dont la solution présente le plus d'intérêt pratique puisqu'elle cherche à supprimer le mal et l'attaque dans ses racines. Bornons-nous à la signaler en marquant la place importante qu'elle occupe et abordons de suite notre sujet en exposant l'état de la question en Angleterre et en présentant un historique succinct de la législation anglaise sur la réparation des accidents.

La question de la réparation des accidents du travail à mesure qu'on l'étudie de plus près apparaît comme plus complexe et plus profonde. La loi soulève ici une foule de problèmes délicats et amène des répercussions multiples.

« Il faut, dit M. Cheysson, se fixer un plan d'organisation sociale dans laquelle cette importante question doit rentrer. — Ce sera l'aile d'un grand édifice dont il faut au préalable concevoir le projet tout entier sinon jeter les bases ».

C'est au législateur allemand que reviennent l'honneur et le mérite de s'être mis le premier à l'œuvre et d'avoir abordé de front le problème.

De bonne heure l'Allemagne proclamait le principe fondamental du risque professionnel et élaborait un vaste système de réparation générale assurant une indemnité à l'ouvrier même coupable de faute lourde. — Le Reichstag votait le 6 juillet 1884 la première loi sur l'assurance obligatoire contre les accidents de l'industrie. Cette œuvre constitue un monument grandiose, modèle dont se sont inspirées la plupart des législations européennes (1).

Si le législateur allemand a frayé le chemin et montré la route à suivre, la législation anglaise bien au contraire est restée fort en retard sur ce point. — « L'Angleterre, a dit M. Wolff, qui peut être considérée comme la grand'mère de la législation protectrice, redevient ici une simple écolière ».

Responsabilité des chefs d'industrie, réparations et indemnités dues par le patron en cas d'accidents, risque professionnel, assurances ? Autant de questions théoriques ou pratiques sur lesquelles la loi anglaise était restée muette ou qu'elle avait à peine effleurées. Les difficultés fréquentes qui surgissaient entre patrons et ouvriers à la suite d'un accident étaient tranchées le plus souvent d'après le droit commun et soumises aux tribunaux ordinaires. — L'affaire pouvait encore être soumise au « Courts of conciliation » et aboutir ainsi à un compromis, à un arrangement dans lequel chaque partie sacrifiait quelque chose de ses prétentions

1. L'assistance obligatoire à la charge des communes existe en Allemagne depuis le ^{xv}^e siècle. — Ce principe devait faciliter l'admission des assurances sociales obligatoires qui allègent d'autant le fardeau de l'assistance légale des patrons.

extrêmes. Mais les décisions de cet arbitre départiteur, qui n'était la plupart du temps qu'un tiers désintéressé dans le litige, avaient un caractère purement facultatif et restaient en fait sans sanction et le plus souvent sans exécution.

Non seulement en Angleterre les réformes furent tardives, mais tous les efforts tentés dans ce sens apparaissent comme pénibles, et peu soutenus, trop mal coordonnés et s'éparpillant sur des points trop divers pour avoir pu pendant longtemps donner un résultat appréciable. — « Nous avons jusqu'ici marché à tâtons et comme dans l'obscurité, dit M. Wolff ; nous avons tiré notre arc au hasard, fait voguer nos vaisseaux à l'aventure ! — Il faut maintenant prendre la carte, choisir un port déterminé et cingler droit sur lui ».

Le législateur anglais semble n'avoir jamais eu des vues bien uniformes sur le sujet qui nous occupe. Sa marche a été incohérente : elle devait fatalement manquer de méthode n'étant guidée par aucun plan bien défini, et nettement conçu, se développant ensuite d'une manière logique et toute naturelle.

Faut-il s'étonner que le législateur soupçonnant la gravité du problème qu'il allait aborder, pressentant les difficultés sans nombre qui seraient comme autant d'obstacles sur son chemin ait paru pendant longtemps peu désireux d'entamer une aussi épineuse question ? — Faut-il le blâmer d'avoir hésité et paru indécis avant de s'engager à fond dans une route si mal explorée et encore semée de foudrières ! Assurément non ! bien que l'on puisse trouver étrange que dans le premier pays industriel de l'Europe les réformes économiques, les plus indispensables, aient été aussi lentes, imposées par

l'opinion publique et passivement subies, comme une nécessité inéluctable, par ceux-là mêmes qui auraient dû les diriger et les accomplir.

Comment expliquer cette attitude expectative et indifférente que le Parlement anglais conserva pendant de longues années vis-à-vis de questions qui touchaient d'aussi près les intérêts vitaux de la classe ouvrière ?

Trois causes peuvent, selon nous, être attribuées à ce fait :

1° L'influence encore sensible en Angleterre de la vieille théorie de « liberté naturelle » plus connue sous le nom de « doctrine de Manchester ». Le législateur, disait-on, doit éviter d'intervenir dans les relations entre patrons et ouvriers (1), il faut laisser faire !

« Toute perturbation dans le régime économique des sociétés déclare Adam-Smith, vient de l'ingérence des gouvernements ». « Les pouvoirs publics, ne peuvent toucher à l'admirable mécanisme établi par la nature

1. M. Geoffrey Drage, député de Derby, s'exprimait ainsi à la Chambre des Communes, lors de la discussion du Bill Ridley-Chamberlain : « Je suis d'une manière générale opposé à ce que le législateur intervienne pour régler les droits et les habitudes d'hommes faits, arrivés à leur plein développement moral et physique. C'est là une raison de principe qui me rend hostile à l'adoption de votre Bill » (P. D., vol. XLIX, p. 636).

Cette déclaration fut relevée par sir Ch. Dilke dans l'important discours qu'il prononça, le 17 mai 1897, devant la Chambre des Communes et où l'honorable Barouett exposait des vues nettement socialistes : « Un orateur, le seul de son espèce, est venu défendre à la tribune le système de l'Ecole manchestérienne. — Ce système a fait son temps ; le principe en est condamné et il ne peut plus servir de base à la vie industrielle de notre époque. — Je suis ici comme sur bien d'autres points, partisan convaincu de l'intervention de l'Etat, qui doit prendre en main la défense de l'ouvrier et le protéger contre les empiètements du patron. »

pour la production et la distribution des richesses sans y apporter le désordre et la ruine (*Wealth of nations*, Livre I, Ch. VIII).

2° La seconde cause que nous avons signalée consiste dans une tendance spéciale qui caractérise l'esprit de l'ouvrier anglais (*self responsibility*).

Celui-ci diffère en bien des points du nôtre. Il est plus autonome, plus indépendant dans ses vues et dans la manière de fournir son travail. — Il s'attribue volontiers à lui-même la responsabilité des accidents dont il est la victime même lorsque des précautions préventives ne sont pas prises par le patron. — Aussi l'opinion que les accidents arrivent presque toujours par la négligence ou l'imprudence des victimes est-elle généralement adoptée par les ouvriers eux-mêmes.

Le besoin d'une législation proclamant la responsabilité générale de l'employeur était donc moins impérieux en Angleterre et un pareil principe eut été pendant longtemps considéré comme une anomalie.

Ajoutons que l'ouvrier anglais moyen est plus intelligent que le nôtre (la proportion de « *Skilled workmen* » est plus forte que sur le continent). Il travaille plus vite et mieux et les accidents quoique très fréquents au dire des inspecteurs sont cependant moins nombreux que chez nous pour une même quantité de travail fournie.

3° A ces deux causes doctrinaire et morale peut s'en ajouter une troisième d'ordre politique : c'est la prépondérance de l'élément conservateur dans le Parlement anglais. — Les patrons et gros capitalistes occupent l'immense majorité des sièges ; les grandes industries métallurgiques et minières sont largement représentées à la

Chambre des Communes, de mêmes que les grandes propriétés foncières à la Chambre des Lords.

Or il faudrait à ces patrons et à ces grands propriétaires, à cette aristocratie industrielle et foncière un désintéressement et un dévouement inconnus dans les assemblées politiques, pour consentir à élaborer des réformes et à voter des lois dont le résultat immédiat serait d'aggraver leur situation personnelle en leur imposant un sacrifice pécuniaire, si léger soit-il ! — Ici, comme cela a lieu trop souvent, c'est un intérêt particulier et secondaire qui prime l'intérêt général.

« En Angleterre, a dit H. Taine, il ne faut jamais oublier la « question d'argent ». — Elle tient partout et toujours la première place : c'est la clef de l'évolution politique et économique de ce pays ».

Les réformes généreuses et désintéressées ne sont pas le propre de l'Angleterre !

Historique de la législation anglaise sur la réparation des accidents. — Si nous faisons abstraction du droit commun (common law) ensemble de règles nombreuses édictées par le juge (judge-made law) ou naissant de la coutume et ayant par leur caractère général et la constance de leur application la force et la vigueur d'une loi positive, nous rencontrerons tout d'abord en nous plaçant dans l'ordre chronologique : la loi du 26 août 1846, connue sous le nom de « Lord Campbell's Act » du nom de son auteur.

Cette loi avait pour but d'assurer une indemnité aux familles des « personnes tuées par accidents ». — Sa portée était donc générale (le mot « personne » l'indique) c'est-à-dire qu'elle s'appliquait aux ouvriers comme aux tiers non employés dans l'industrie.

Nous l'étudierons plus loin en détail ainsi que le statut qui l'a amendée quelques années plus tard.

Nous verrons comment elle constituait une heureuse modification du droit commun qui refusait toute réparation aux familles et héritiers des personnes mortes victimes d'accident.

Il faut attendre ensuite plus de 30 ans pour voir le Parlement s'occuper de nouveau des victimes de l'industrie. — La loi de 1846 laissait de côté les accidents n'ayant pas entraîné la mort (non fatal accidents) qui continuaient comme par le passé à être régis par le droit commun. Il en fut ainsi jusqu'en 1880.

La loi du 7 septembre 1880 (Employers' liability Act) constituait un véritable progrès : elle s'appliquait à tous les ouvriers et leur assurait une indemnité sans distinguer si l'accident avait été mortel ou non.

Malheureusement la nouvelle législation était entachée d'un vice rédhibitoire qui suffisait pour réduire à néant les avantages qu'elle cherchait à assurer.

Le patron n'était d'après l'Employers' liability Act responsable qu'en cas de négligence personnelle ou de faute de sa part. — La victime devait pour obtenir la moindre indemnité s'engager dans un procès long, coûteux et incertain. — Il lui fallait fournir une preuve toujours difficile et souvent impossible ; c'était la guerre à l'état permanent entre employeurs et employés, le recours forcé aux tribunaux, le procès, ferment de haines sociales, rendu obligatoire et fatal après chaque accident.

Les nombreux efforts tentés pour abroger ou modifier cette législation mirent fort longtemps à aboutir. — Les deux assemblées qui composent le Parlement ne pouvaient tomber d'accord : les théories les plus contradic-

toires, les opinions les plus inconciliables résultant de la diversité et de l'opposition des intérêts en jeu étaient professées de part et d'autre.

L'expérience et l'habileté parlementaire de deux ministres anglais : Sir Mathew White Ridley (Secretary du Home-Office) et M. J. Chamberlain (Secretary for colonies) surent triompher des dernières résistances et vaincre les timidités de la dernière heure.

Les Lords se montrèrent moins intransigeants, les communes firent quelques concessions et le Workmen compensation for accidents Bill devint le Workmen compensation Act du 6 août 1897. — Le législateur anglais proclame enfin le grand principe du risque professionnel. — Le patron est désormais responsable dans tous les cas d'accidents, sauf faute lourde de la victime. — Il aura donc à répondre de sa négligence personnelle, du cas fortuit (act of god) et de la faute légère de son ouvrier.

Le Bill n'a malheureusement qu'une portée assez restreinte et ne doit s'appliquer qu'à un petit nombre d'industries dangereuses.

Ce rapide aperçu de la législation anglaise nous trace la marche que nous devons suivre dans cette étude. — En effet, chacune des lois que nous venons de signaler est encore en vigueur. Il n'y a pas entre les différentes étapes de cette législation une solution de continuité nette et bien visible. — La loi présente ici une succession de statuts et d'acts, parties fort disparates s'emboîtant tant bien que mal pour former un ensemble compliqué et assez peu consistant.

Le législateur anglais réforme peu et abroge moins encore.

Les anciennes lois subsisteront donc le plus souvent auprès des nouvelles et exerceront une action parallèle et concordante. Une même personne aura ainsi plusieurs voies juridiques ouvertes devant elle, plusieurs chemins pour arriver au même but.

L'étude des droits appartenant à la victime, en cas d'accident, devra donc pour être complète comprendre l'ensemble des acts et statuts depuis le Lord Campbell's act de 1846 jusqu'à la dernière loi de 1897.

Le plan que nous adoptons pour nous guider en parcourant un sujet aussi touffu est établi d'après un ordre chronologique. C'est là, croyons-nous, la meilleure méthode à suivre lorsqu'on doit étudier une législation dans son ensemble. — Les lois d'aujourd'hui se rattachent le plus souvent à celle d'hier ; elles les complètent ou les modifient.

Il faut pour bien comprendre la portée et le sens de telle loi pouvoir remonter à ses origines, connaître le point de départ, le droit primitif premier anneau de toute une législation qui s'enchaîne ensuite naturellement et d'une manière ininterrompue.

CHAPITRE PREMIER

LA RESPONSABILITÉ DU PATRON D'APRÈS LE DROIT COMMUN (COMMON LAW ET COMMON EMPLOYMENT).

Par « common law », il faut entendre un ensemble de règles consacrées par un usage immémorial et universellement admises, distinctes de la loi écrite ou statutaire, et qui, le plus souvent, ont pour origine des décisions judiciaires fondées sur la justice naturelle et l'équité ou des coutumes locales (1).

La responsabilité du patron, d'après le droit commun anglais, a pour base un principe de droit naturel que toutes les législations actuelles ont reconnu et proclamé (2).

1. C'est la définition donnée par Maunder dans son Encyclopédie :

« Common law is the law that receives its binding force from immemorial usage and universal reception, in distinction from the written or statute law; and which chiefly originated in judicial decisions founded on natural justice and equity, or on local customs. »

2. Ce principe de justice élémentaire est reconnu dans les articles 1382 et 1383 de notre Code civil français, ainsi conçus :

Art. 1382 : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage à autrui, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. »

Art. 1383 : « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence. »

Ce principe, pierre d'assise de toute la théorie des quasi-délits, est le suivant :

« Lorsqu'une personne est coupable de négligence envers une autre personne pour laquelle il en résulte un préjudice, elle devra réparer le dommage qu'elle a causé, à condition toutefois que ce préjudice soit le résultat immédiat de ladite négligence. »

Le droit commun anglais consacre donc la théorie de la « faute délictuelle », ce qui entraîne les deux conséquences suivantes .

1° L'accident provient-il de la faute ou de la négligence du patron ou de ses préposés, de la mauvaise installation de l'outillage, d'un vice des machines provenant du défaut d'entretien, le patron est responsable et doit indemniser l'ouvrier du préjudice souffert.

C'est à la victime qui demande l'indemnité de faire la preuve d'après le principe : *actori incumbit probatio*.

2° L'accident provient-il de la faute ou de l'imprudence de l'ouvrier, ou d'un cas fortuit, le patron est irresponsable et l'ouvrier n'a droit à aucune indemnité.

Pour que la victime d'un accident ait gain de cause dans une action en réparation intentée d'après le droit commun, il faudra donc qu'elle réussisse à prouver :

1° Qu'il y a eu négligence de la part du défendeur ;

2° Que cette négligence a été la cause directe de l'accident.

Il est donc d'importance capitale de bien définir tout d'abord ce qui constitue une négligence du maître envers ses serviteurs.

La personne négligente est celle qui aura manqué à ses devoirs envers la partie lésée. C'est pourquoi le demandeur aura avant toute chose à faire la preuve des

devoirs dont son adversaire était tenu envers lui. Il devra établir ensuite que celui-ci les a méconnus.

Ces devoirs d'un homme envers un autre ne peuvent se mesurer d'une manière fixe et déterminée : leur étendue variera suivant les circonstances. L'obligation dans laquelle on se trouve de montrer un certain souci pour quelqu'un dépend entièrement des rapports qui existent entre les deux personnes.

Supposons qu'un homme entre dans une propriété privée avec la permission du propriétaire qui lui concède ce droit à titre gracieux. — L'endroit est dangereux : un accident se produit.

Le propriétaire ne sera pas responsable, à moins qu'il n'ait connu le danger et que volontairement il ne l'ait caché.

Pour qu'il y ait responsabilité dans notre exemple, il faudrait prouver l'existence d'un élément délictuel : fraude ou intention de nuire. — Pour que le propriétaire puisse être poursuivi, il faudrait établir qu'il y a eu de sa part acte coupable ou manquement à des devoirs positifs.

Au contraire, si ce même propriétaire donne à des étrangers la permission générale de circuler à leur gré sur ses terres, il serait responsable des accidents qui se produiraient pendant qu'ils usent de cette autorisation, à moins qu'il ne les ait prévenus des dangers qu'ils pouvaient courir en déclarant rejeter toute responsabilité de ce fait (1).

D'autre part, si le propriétaire lui-même mande un étranger sur ses terres au sujet de quelque affaire à la-

1. *Gautret v. Egerton*, 2 L. R., 371 ; 16 L. T., 17.

quelle il est intéressé, son devoir est de veiller à ce que celui-ci ne courre aucun danger.

Les devoirs du propriétaire sont ici beaucoup plus stricts que dans les cas précédents ; il ne lui suffirait plus de se conduire en bon père de famille, c'est-à-dire en homme de diligence ordinaire : il devra aussi faire tout son possible pour prévenir un accident.

L'étranger devra de son côté veiller à sa propre sécurité, mais il est en droit de compter sur le tenancier pour prévenir les conséquences d'un danger insolite que celui-ci connaît ou qu'il devrait connaître.

En deux mots, il naît des rapports qui existent entre ces deux hommes un contrat tacite entraînant un devoir réciproque de veiller à leur mutuelle sécurité. — Tout manquement à cette obligation constituerait une négligence (1).

En appliquant ces principes à la responsabilité du maître envers son serviteur, il sera tout d'abord nécessaire de rechercher quelle est la nature du contrat qui les unit de manière à connaître leurs devoirs réciproques. C'est en effet la nature de ce contrat qui permettra de fixer l'étendue des devoirs qui rattachent le maître à son domestique, le patron à son ouvrier (2).

Il y aura là une question d'appréciation qui sera souvent fort délicate.

Si l'on se trouve en présence d'un contrat écrit, fixant nettement et sans discussion possible les conditions du travail, rien de plus simple : il suffira de s'en tenir aux

1. Indermann v. Dames, 4 L. R., p. 274.

2. Wilson v. Merry, L. R., 1 H. L. Sc., 323 ; Johnson v. Lindsay et Co, 1891, A. C., 371 ; 61 L. J. Q. H., 90.

termes mêmes du contrat qui obligent également les deux parties.

Mais le contrat de travail ne sera jamais en fait passé par écrit. Tout aura lieu verbalement et les conditions seront réglées par l'usage et la coutume locale. Le juge devra alors examiner chaque circonstance, chaque fait en particulier.

Voici, en cas de contrat stricte, les règles du droit commun généralement admises tirées de la jurisprudence ordinaire des tribunaux anglais :

1^o *Le salarié* est supposé posséder l'habileté et la compétence nécessaires pour faire le travail auquel il s'engage. Il doit montrer une prudence ordinaire et obéir aux ordres raisonnables du patron ou de ses supérieurs.

L'ouvrier n'a aucun droit d'action contre son patron s'il subit un dommage résultant de la négligence d'une personne qui se trouvait dans le même service ou le même emploi que lui, c'est-à-dire, en d'autres termes, qu'il consent à supporter les risques ordinaires de son travail, y compris le risque que lui fait (1) courir la négligence d'un de ses camarades.

C'est la théorie du « common employment » qui constituait pour le patron un moyen de défense aussi injuste qu'efficace : nous verrons plus loin comment cette doctrine illogique et partielle a réussi à se substituer presque entièrement aux principes du droit commun, faisant sentir son influence néfaste sur toutes les questions de responsabilité et de réparation des accidents.

1. *Swainson v. The North East. Railway Co.*, 38 L. T., 201 ; 47 L. J. Ex., 372.

2° *Le patron*, d'autre part, s'engageait à payer les salaires convenus. C'était à lui que revenait la surveillance du travail, à moins qu'il n'eût choisi un homme compétent pour le remplacer. Les outils et machines qu'il faisait utiliser par ses ouvriers devaient être, autant qu'il pouvait le savoir, en bon état et capables de bien remplir l'usage auquel on les destinait.

Le patron n'avait pas à répondre envers ses employés des accidents qui pouvaient se produire soit par cas fortuit, soit par le fait de machines imparfaites (vices de construction), soit par la négligence des camarades de travail de la victime (*common employment*).

Il était donc nécessaire, pour que le salarié put introduire une demande en dommages-intérêts contre son maître, de prouver que ce dernier était coupable de quelque négligence personnelle.

Le droit d'action de l'ouvrier entravé par ces conditions de preuves si difficiles à réaliser était de plus, d'après le droit commun primitif, absolument éphémère.

En effet, il s'agit d'un droit personnel d'action contre le maître, et il faut appliquer ici le principe de droit commun que toute action personnelle meurt avec la personne à qui elle appartient (*actio personalis moritur cum persona*).

C'est pourquoi, si la personne qui avait subi le dommage venait à mourir avant d'avoir obtenu un jugement, son droit d'action s'éteignait aussi et personne au monde ne pouvait obtenir une réparation pour le préjudice causé au défunt.

Tel serait encore le droit si deux statuts ne l'avaient modifié.

Le « Lord Campbell's Act » et son « Amending statute »

donnent à certains parents du défunt un droit d'action pour se faire indemniser de la perte qu'ils ont subie en raison de la mort de la victime, à condition toutefois que la mort ait eu pour cause des faits qui auraient donné à la victime, si elle avait vécu, un droit de réparation pour ses blessures.

Ces deux statuts ne modifient en rien les principes du droit commun relatifs au défendeur et conséquemment si ce dernier vient à mourir avant que le demandeur ait obtenu un jugement contre lui, l'action s'éteint aussi et la victime est laissée sans remède (1).

Nous avons considéré jusqu'ici quels étaient les droits accordés par la « Common-law » à l'ouvrier pour obtenir en cas de dommages physiques et personnels une indemnité du patron.

Il nous reste à étudier le second côté de la question, c'est-à-dire à nous placer non plus au point de vue du plaignant, mais à celui du défendeur, à examiner après les armes d'attaques, les moyens de défense qui pourront leur être opposés.

Cette seconde partie est de beaucoup la plus importante. En effet, le droit commun anglais n'a jamais été appliqué à l'ouvrier dans ses principes théoriques, dans sa doctrine pure et primitive. L'ancien droit, basé sur la coutume, en fut bientôt réduit, après des déformations successives, à un ensemble de règles édictées par le juge (judge-made law) et dont le but unique était de permettre à l'employeur d'évincer les poursuites dirigées contre lui. Les tribunaux anglais eurent vite fait de couronner

1. Kirk v. Todd, 21, ch. II, 484; Gillett v. Fairbank, 3 T. L. R., 618.

leur œuvre partielle et servile en donnant aux patrons des moyens sûrs et efficaces pour repousser « dans tous les cas » la demande de la victime. C'était le juge lui-même, le gardien du droit et de la justice, qui trouvait et consacrait certains subterfuges hypocrites pour écraser le faible et pour tourner la loi !

Ces moyens de défense sont au nombre de trois .

1° L'exception de « Common-employment » ;

2° Celle de « Contributory-negligence » ;

3° Celle de « Volenti non fit injuria ».

1° *Exception de Common-employment*. — La législation coutumière que nous venons d'étudier, bien que très incomplète et laissant une trop large place au pouvoir arbitraire des tribunaux, était cependant assez rationnelle et avait le mérite de s'appliquer également à tous les citoyens à une époque où l'ouvrier avait tout à craindre de l'écrasante supériorité du patron. C'était une justice égale pour tous, un droit que tous pouvaient invoquer... au moins en principe.

Mais cette responsabilité du patron uniquement basée sur l'idée de faute ou de négligence devenait de plus en plus insuffisante devant l'énorme accroissement des entreprises industrielles et les accumulations formidables de capitaux qui augmentaient d'une part les risques et les dangers du travail et facilitaient de l'autre les abus des patrons en rendant le travail plus esclave du capital.

Une réforme s'imposait : c'était au Parlement de donner à l'industrie cette législation libérale et protectrice qui lui faisait défaut. Mais les Communes, divisées par des luttes de parti, se désintéressèrent de la question et la Chambre Haute était animée d'un esprit trop rétrograde pour la résoudre.

Le silence du législateur et le défaut de textes positifs encouragèrent les finesses d'interprétation, les supercheres juridiques.

Le Juge anglais, gardien du droit commun et des coutumes, aurait pu, concevant la noble tâche qu'il avait à remplir, usant de ses pouvoirs si étendus, suppléer à l'inaction du Parlement par une jurisprudence nouvelle plus large et plus humaine et, prenant en main la défense du faible, marcher droit devant lui dans la voie du progrès.

Ce fut tout le contraire. Il fallait réformer les vieux principes du droit commun, on les déforma ; il fallait les compléter, on les mutila ; le juge s'efforça, par des fictions habiles, de tourner la loi, sous prétexte de mieux l'appliquer.

C'est ainsi que naquit la doctrine du Common-employment, arme puissante, forgée de toutes pièces par le Juge à l'usage du patron, théorie aussi extravagante qu'arbitraire, ayant force de loi, et dont l'ouvrier anglais devait souffrir pendant plus d'un demi-siècle.

« Satan, dit M^r Birell Augustine (1), découvrit quel-
« quelque mal à faire pour occuper certaines mains oisi-
« ves et donner du travail à des cerveaux subtils et rai-
« sonneurs. Les Juges de Sa Majesté trouvèrent moyen
« non seulement d'interpréter en les torturant les con-
« trats conclus entre patrons et ouvriers, mais même de
» les fabriquer de toutes pièces, d'y introduire des clau-
« ses contre le gré des parties.

1. Voir le discours de M. Birell Augustine, député de Fife (West), prononcé à la Chambre des Communes, le 17 mai 1897, P. D., vol. XLIX, p. 690.

« C'est ainsi que fut inventée la doctrine de Common-employment.

« Elle remonte à 1837. Lord Abinger la planta ; le baron Alderson l'arrosa ; et le diable favorisa sa croissance.

« Des ouvriers qui n'avaient jamais entendu parler les uns des autres, qui n'avaient pas entre eux le moindre rapport, étaient considérés comme étant en Common-employment ! »

En quoi consistait cette exception au droit commun ?

D'après la Common-law, le patron devait répondre non seulement de sa négligence et de sa faute personnelle, mais aussi de celle de ses employés. L'ouvrier s'il avait conservé la situation juridique d'un tiers quelconque aurait donc pu poursuivre le patron en réparation à raison d'un accident causé par un de ses camarades de travail au service du même patron.

C'est ce que demandait la logique, le droit commun devant, à défaut de lois industrielles spéciales, s'appliquer aux ouvriers comme à tous les autres justiciables.

En résumé, la doctrine du Common-employment était une fiction juridique par laquelle on supposait, sans raison d'ailleurs, que l'ouvrier en contractant avec le patron acceptait pour lui seul les risques provenant de la faute ou de la négligence de l'un de ses camarades de travail.

C'était une faveur injustifiable accordée au patron en violation des droits de l'ouvrier.

En Angleterre, le premier procès connu dans lequel un serviteur poursuivit son maître en dommages-intérêts à raison d'un préjudice subi par le fait d'un camarade, fut

l'affaire Priestley contre Fowler qui fut plaidée en 1837 (1).

Le jugement rendu en faveur du patron déclarait que ce dernier ne pouvait être tenu pour responsable de la négligence du camarade du plaignant.

En *Ecosse*, la théorie du Common-employment fut plus difficilement admise et tardivement appliquée. La résistance des tribunaux écossais auxquels la Chambre des Lords voulait imposer cette doctrine contribua grandement à en atténuer les funestes effets.

C'est en 1852, pour la première fois, que l'exception de Common-employment fut invoquée devant un tribunal écossais par M. Inglis, alors avocat, et devenu dans la suite Lord Président de la Haute Cour d'Ecosse.

Cette même année, Lord Cockburn, magistrat écossais des plus éminents, critiquait en termes pleins de bon sens cette doctrine d'importation récente.

« Cette exception de Common-employment n'a jamais, à aucune époque, fait partie du droit écossais. J'ai rarement rencontré un principe qui fut aussi opposé à la logique élémentaire et à la raison.

« Je puis à la rigueur trouver certains motifs pour décharger le patron de sa responsabilité d'une manière générale. J'ai beau chercher, je ne puis découvrir une excuse acceptable pour l'exempter dans un seul cas : celui où des personnes par lui employées viennent à blesser l'une d'entre elles.

« La victime me semble, ici, avoir plus que quiconque droit à une indemnité, car le patron est, en conscience, tenu à des devoirs plus grands envers ceux qui sont à son service et dont le travail lui profite » (2).

1. 3 M. et W., 1.

2. Cette citation et la suivante sont empruntées au discours de

Le Lord Président de la Haute Cour d'Ecosse, où Lord Cockburn siégeait comme conseiller, disait à son tour :

« Je ne puis m'écarter de ce large et solide principe
« que, du moment où le patron est d'après le Common-
« law responsable envers les tiers pour les dommages
« par eux subis, il doit l'être à *fortiori* envers ses pro-
« pres ouvriers qui sont pour lui plus que de simples
« étrangers. »

Les tribunaux écossais étaient donc loin d'admettre sans résistance la doctrine du Common-employment.

Il fallut pour obtenir leur soumission et unifier la jurisprudence, que la Chambre des lords usât de moyens extrêmes. Dès 1858, la Chambre haute, agissant comme Cour suprême de justice, annula tous les jugements des tribunaux écossais qui repoussaient l'exception de common employment.

La lutte devenait inutile : les juges écossais se soumi-
rent.

A partir de 1860 la théorie nouvelle est généralement admise par tous les tribunaux de la Grande-Bretagne : elle s'étend et se fortifie jusqu'à ces toutes dernières années, mais subit alors de nouveaux et terribles assauts auxquels elle semble ne pas devoir résister (1).

C'est dans cette période intermédiaire qui va de 1860 à 1897 (2) qu'il serait intéressant d'étudier la jurispru-

M. A. Ure, député de Linlithgow, prononcé à la Chambre des Communes, le 9 mars 1898, lors de la discussion du bill Forwood, P. D., vol. LIV, p. 1091.

1. Voir plus loin (ch. V), les dispositions du Workmen Compensation Act relatives au Com. empl. et la discussion du bill Forwood.

2. Nous renvoyons ceux que tenterait une étude plus approfondie de cette question à l'intéressant ouvrage, très documenté, de

dence des cours anglaises, de voir comment la théorie de Common-employment malgré son extension généralisée était en fait sourdement combattue par les uns et ardemment défendue par les autres, par quels artifices de raisonnement, par quelles subtilités de langage certains tribunaux ayant peut-être conscience de sa fragilité s'efforçaient de la justifier et de la consolider.

Ne pouvant entrer dans ses détails, nous nous bornons à examiner le dernier état de la jurisprudence qui nous montrera comment la doctrine de Common-employment était jusqu'à nos jours comprise et appliquée par les tribunaux du Royaume-Uni.

Cette jurisprudence a été fixée d'une manière définitive par la Chambre des lords dans trois circonstances récentes.

Dans le procès « Reid contre la Bartonshill Colliery Company » (1) le lord chancelier, lord Cranworth, examina avec soin en rendant son jugement la théorie de la responsabilité du patron en cas de négligence, soit envers le public en général, soit envers son employé.

Il s'exprimait ainsi :

« Lorsqu'une personne qui a subi un dommage par le
« fait d'autrui cherche à faire supporter les conséquences
« de la négligence qui a causé le dommage à une per-
« sonne autre que celle qui en a été l'auteur, elle devra
« établir que les circonstances ont été telles que cette
« autre personne peut être tenue pour responsable.

« Pour cela, il suffira, en général, d'établir que la
« personne dont la négligence a causé l'accident travail-

M. W. Ellis Hill : The law and practice relating to Workmer Compensation and employers liability.

1. 8 Mc. Q. H. L. Co, 226.

« lait au moment où il s'est produit non pour son propre
« compte, mais pour celui de son maître, et que l'acci-
« dent a été le fait de l'employé qui n'a pas agi avec
« toute l'attention désirable.

« Dans ce cas, il faudrait appliquer la maxime « Res-
« pondeat superior » et le patron serait tenu pour res-
« ponsable.

« Qu'il s'agisse d'un cocher qui en conduisant impru-
« demment la voiture de son maître, écrase un passant,
« d'un garde-chasse employé à tuer du gibier et qui en
« tirant maladroitement un lièvre tue ou blesse une per-
« sonne qui se trouvait près de lui, ou encore d'un ou-
« vrier travaillant à la construction d'une maison et qui
« laisse tomber du haut de son échafaudage une pierre
« ou une brique sur la tête d'un promeneur — dans tous
« ces cas (et les exemples pourraient être multipliés à
« l'infini) — la victime pourra considérer l'acte négli-
« gent ou coupable de l'employé comme le fait du pa-
« tron lui-même.

« *Qui facit per alium, facit per se.* Si le maître lui-même
« avait conduit la voiture avec imprudence, s'il avait tiré
« avec maladresse ou laissé tomber par négligence la
« pierre qui a assommé un passant, il eût été directe-
« ment responsable. Or la loi ne lui permet pas d'échap-
« per aux poursuites, sous prétexte que l'acte n'a pas été
« commis de sa propre main.

« Il doit garantir les tiers contre tout dommage prove-
« nant de sa propre faute ou de celle de ses employés
« dans le cours de leur travail.

« Nul n'a le droit de faire courir à autrui un risque
« quelconque sans son consentement. Cela suffit pour
« justifier la sagesse de la règle qui rend toute personne

« responsable, en cas de risques créés par elle directe-
« ment ou indirectement, de toutes les conséquences fâ-
« cheuses qui pourraient en résulter.

« Mais ces mêmes principes peuvent-ils s'appliquer,
« s'il s'agit d'un ouvrier blessé par un camarade partici-
« pant au même travail ? Je ne le crois pas !

« L'ouvrier conclut avec le patron un contrat de tra-
« vail, et ce faisant il connaît ou doit connaître les ris-
« ques auxquels il expose sa vie. Il sait que le moindre
« oubli de son camarade peut lui être mortel et que le
« patron est ici impuissant pour le prévenir. Il n'a rien
« à reprocher à son maître : toute la faute doit peser
« sur son compagnon de travail qui a causé l'accident.

« C'est pourquoi le principe de droit commun qui dé-
« cide que le maître est personnellement responsable de
« la négligence de ses employés ne peut trouver ici son
« application. L'ouvrier n'aura donc aucun droit d'ac-
« tion en cas d'accident causé par un de ses camarades
« employé au même travail que lui » (1).

Dans une affaire plus récente (Wilson v. Merry) qui fut jugée en 1868, lord Cairns qui remplissait alors les fonctions de Lord Chancelier, fit une étude encore plus approfondie des droits réciproques appartenant au patron et à l'ouvrier. Il étendait même l'application de la doctrine du « Common-employment » à des personnes qu'd'après le langage usuel ne pouvaient être considérées comme compagnons de travail de la victime et qui tout en étant au service du même maître occupaient une situation bien supérieure à celle de l'ouvrier.

Après avoir résumé les paroles de lord Cranworth citées plus haut, lord Cairns s'exprime ainsi :

1. E. Hill, *loc. cit.*, p. 7.

« My Lords, je voudrais terminer cette étude de notre
« droit en vous exposant mes opinions personnelles :

« Pour établir la responsabilité ou la non responsa-
« bilité du patron envers son ouvrier, la question n'est
« pas, je crois, de savoir si l'auteur de l'accident était
« ou n'était pas dans le sens technique du mot le com-
« pagnon de travail ou le collaborateur de la victime.

« La plupart des accidents sont, il est vrai, causés par
« la négligence d'un camarade mais ce cas de la négli-
« gence d'un compagnon de travail me paraît un simple
« exemple de la règle et non la règle elle-même. La règle
« doit être placée plus haut et sur un terrain plus large.

« Le maître ne sera responsable que lorsqu'il y aura
« de sa part négligence ou manquement à des obligations
« contractées envers ses ouvriers.

« Le patron ne s'est pas engagé à exécuter lui-même
« les travaux qu'il a entrepris : il en serait le plus sou-
« vent incapable et son incompetence pourrait être dé-
« sastreuse pour les ouvriers.

« L'ouvrier pourra toujours s'il le préfère choisir un
« maître qui dirige lui-même son entreprise.

« Dans tous les cas, si le patron n'exerce pas lui-même
« la surveillance et la direction du travail, il est très cer-
« tainement tenu envers ses ouvriers de choisir des hom-
« mes compétents, capables de le remplacer, et de les
« mettre à même de donner aux employés toutes les
« garanties auxquels ils ont droit.

« Après cela, le patron a, suivant moi, fait tout ce
« qu'il devait : il est quitte envers ses ouvriers.

« Si les contre-maîtres et directeurs qu'il a choisis sont
« coupables de négligence, ce ne sera pas la négligence
« du patron.

« Le patron ne peut pas garantir la compétence de
« ses ouvriers. Il ne peut plus être accusé de négligence
« s'il a fait son possible pour n'employer que des hommes
« habiles et instruits. »

La doctrine du common-employment est donc avant tout fondée sur un contrat tacite intervenu entre le patron et l'ouvrier. Il faudra, pour que le défendeur puisse profiter de l'exception, qu'il établisse l'existence d'un rapport contractuel de louage de services entre lui et l'ouvrier.

Le patron défendeur ne devra donc pas se contenter d'alléguer que la victime et la personne dont la négligence a causé l'accident étaient engagées dans un travail commun. Il est aussi nécessaire qu'elles soient au service du même maître.

C'est ce qui ressort avec évidence de l'affaire Swainson c. The North Eastern Railway Co (1).

La demande en indemnité était introduite par la veuve d'un certain Thomas Swainson, signaliste au service de la Compagnie du Great Northern. Cet employé travaillait à la gare de Leeds au profit des deux compagnies (celle du Great Northern et celle du North Eastern) qui possèdent et exploitent ensemble cette station. C'est ainsi qu'un jour, étant en service sur la voie, Swainson fut renversé et écrasé par une machine du North Eastern. Il y avait négligence du mécanicien.

Les défendeurs se dérobaient derrière l'exception de common-employment, mais ils perdirent leur procès.

Les considérants disaient que cette exception ne pouvait être invoquée puisqu'il n'y avait pas entre la victime et la compagnie défenderesse un rapport contractuel de maître à serviteur.

1. 47 L. J. Ex., 372; 38 L. T., 201.

Le lord Justice, lord Bramwell, s'exprimait ainsi en rendant le jugement dans cette affaire :

« Il faut considérer quelles charges un serviteur entend
« assumer ; on dit quelquefois qu'il consent à supporter
« seul les risques de son emploi, on pourrait tout aussi
« bien s'exprimer autrement et dire que l'employé est
« censé avoir renoncé à poursuivre son maître en réparation du préjudice qu'il a subi par la faute d'un de
« ses camarades de travail.

« Il sera donc indispensable, dans chaque cas, de
« prouver l'existence de ce rapport juridique entre le
« plaignant et le maître de la personne qui a causé le
« préjudice. »

Les patrons défendeurs ont toujours essayé d'étendre cette exception, qui leur était si favorable, à des cas où la victime et la personne négligente, tout en étant employées dans un travail commun n'étaient pas au service du même maître (1).

Mais des discussions récentes ont eu lieu à ce sujet devant la Chambre des Lords. Divers jugements ont tranché la question et fixé la jurisprudence d'une manière nette et définitive, en repoussant les prétentions des patrons.

L'arrêt rendu par la Cour suprême dans l'affaire *Johnson v. Lindsay and Co* est particulièrement instructif et ne laisse plus aucun doute sur ce point (2).

Johnson, le plaignant, était employé par une maison Higgs and Hill qui avait entrepris à forfait la construction

1. *Woodhead v. Gartneers Mineral Co*, 4th session, Cass. 4th series 469 — House of Lords.

2. *Johnson v. Lindsay and Co*, 1891, A. C. 371 ; 61 L. J. Q. B., 90.

d'une cité ouvrière. Une partie de l'ouvrage projeté devait consister en parquets et cloisons à l'épreuve du feu.

La maison Lindsay and Co, qui avait inventé un système spécial, devait exécuter ce dernier travail en dehors de l'entrepreneur général, quoiqu'il eût été stipulé dans le contrat d'adjudication des travaux que la société Lindsay serait payé par Higgs and Hill.

Le plaignant fut blessé par la faute d'un ouvrier de Lindsay qu'il poursuivit en dommages-intérêts.

La Chambre des Lords donna gain de cause au plaignant et repoussa l'exception de common-employment qui ne pouvait être ici invoquée puisqu'il n'y avait pas communauté de patron.

Lord Herschell, après avoir passé en revue certains cas analogues où les jugements de la Haute-Cour avaient été rendus dans le même sens, s'exprimait ainsi dans ses considérants :

« Ces précédents suffisent pour justifier et confirmer
« la règle d'après laquelle l'exception de common-em-
« ployment ne peut être admise lorsque la personne dont
« on invoque la responsabilité ne peut prouver que le
« plaignant était lui-même à son service.

« Il n'est pas nécessaire que le louage de services soit
« permanent ou d'une durée déterminée. Le serviteur
« ordinaire de A peut, pour un temps et occasionnel-
« lement, devenir le serviteur de B ; une personne qui
« n'est liée par aucun contrat de louages de services,
« peut s'être placée sous les ordres d'un patron et, fai-
« sant acte de serviteur, pouvoir être considérée comme
« tel.

« L'exception de common-employment est donc basée
« — cela résulte des autorités que j'ai citées — sur un

« accord tacite conclu entre la personne poursuivie et le
« demandeur, accord par lequel ce dernier assume pour
« lui seul les risques provenant de la négligence d'un
« camarade.

« Elle ne peut donc être invoquée lorsqu'il n'existe
« aucun rapport entre les personnes en cause et que par-
« tant aucune convention ne peut être supposée entre
« elles » (*Loc. cit.*, p. 377).

Ces principes, une fois admis, furent assez fidèlement appliqués. On peut, en parcourant les recueils de jurisprudence, se rendre compte que, plus d'une fois, les tribunaux se montrèrent fort difficiles pour admettre l'exception de common-employment, si les conditions d'existence d'un lien contractuel exigées pour s'en prévaloir n'étaient pas entièrement réalisées.

Mais les empiètements et les exigences des patrons, généralement repoussées sur ce point, se firent brèche d'un autre côté.

On ne put se mettre d'accord sur la portée du mot « camarade de travail » que la jurisprudence, tout d'abord flottante et indécise, finit par étendre au-delà de toute raison. On en arriva à appliquer la doctrine de common-employment entre personnes de situation fort différentes quoique au service du même maître.

Ainsi, les tribunaux ont considéré comme camarades de travail : un simple mineur et l'ingénieur de la société minière(1) ; un cantonnier de la voie et le directeur général du trafic, employés par la même Compagnie de chemin de fer (2) ; une homme de l'équipage et le méca-

1. *The Bartonshill Coal Co, v. Reid*, 3 Mc. Q. H. L. Co, 266.

2. *Conway v. The Belfast and North Counties Railway Co*, 11 Ir. R. C. L., 45.

nicien en chef (1) ou le capitaine au service du même armateur (2) et à bord du même navire.

D'où il faudrait conclure qu'une simple différence de rang ou d'autorité ne suffirait pas pour écarter notre exception.

Mais il est fort difficile de formuler une règle définitive sur les cas d'application de la doctrine de common-employment puisque tout dépend ici de la preuve de certains faits et de la valeur que les tribunaux attacheront à certaines circonstances de détail.

Le juge n'a pas suivi pour résoudre ces questions délicates une ligne de conduite déterminée. N'ayant pas à distribuer une justice prévue et codifiée, chaque Cour établissait elle-même sa jurisprudence, n'ayant pour règle que sa conscience et plus souvent son bon plaisir.

Il en résulte que la jurisprudence générale est incohérente, évoluant sans cesse, composée d'arrêts inconciliables et qu'elle ne constitue, pour étudier ces questions délicates qu'un guide hésitant et incertain.

On peut concevoir certains cas dans lesquels le patron n'est que nominalelement le chef de l'industrie et devrait, par conséquent, être responsable de la négligence de son directeur qu'il a lui-même choisi et désigné pour le remplacer.

La solution contraire a pourtant prévalu. L'ouvrier se verra donc refuser tout droit d'action contre le patron en raison d'un accident causé par la négligence de son camarade de travail, cette dernière expression ayant un

1. *Hedley v. Pinkney et Sons*, 1894, A. C., 222; 63 L. J. Q. B., 419; 70 L. T., 630; 42 W. R., 497.

2. *Searle v. Lindsay*, 41 C. B. N. S., 429; 31 L. J. C. P., 106.

sens illimité et comprenant le directeur général de l'entreprise aussi bien que le simple manœuvre !

L'exception de common-employment ne sera pas admise si les personnes dont la négligence a causé l'accident n'étaient pas celles que l'employé avait en vue au moment où le contrat a eu lieu, c'est-à-dire que le risque qui viendrait à se réaliser devra être identiquement celui qui a été prévu par l'employé lorsqu'il a loué ses services au patron.

C'est ce qui ressort du cas suivant jugé en 1893 (1).

Il s'agissait de deux navires : le *Pétrel* et le *Cormorant*, appartenant l'un et l'autre à la General Steam Navigation Company et dont les équipages étaient également au service de ladite compagnie.

Il se produisit une collision due à une fausse manœuvre du *Pétrel* et qui fit couler le *Cormorant*.

La General Steam Navigation Company fut déclarée responsable et condamnée à payer à l'équipage et au capitaine une indemnité représentant les effets qu'ils avaient perdus.

L'un des considérants était ainsi conçu :

« Bien que les équipages des deux navires soient au
« service du même armateur il n'y a pas entre eux com-
« munauté d'emploi, en ce sens que le risque de bles-
« sure ou de dommage provenant de la négligence du
« capitaine et des hommes du *Pétrel* ne constitue pas le
« risque ordinaire inhérent au service à bord du *Cormo-*
« *rant*, risque que les marins de ce navire ont seul prévu
« au moment du contrat. »

1. Affaire du *Pétrel*, voir : 1893, A. C., 320 ; 62 L. J. 92 ; 70. L. T., 417.

De nombreuses et inextricables difficultés naissent de ce fait que très souvent il est impossible de savoir d'une manière exacte si la victime et la personne qui a causé l'accident étaient au service du même maître.

Ainsi il arrive fréquemment dans l'industrie qu'une maison prête ou loue ses machines : une grue, une batteuse, un rouleau à vapeur, etc.

Voici quelle est la jurisprudence dans ce cas.

Si le mécanicien-conducteur de la machine louée ou prêtée à un tiers est coupable de négligence pendant qu'il se trouve sous les ordres et la surveillance de ce dernier, il est considéré comme étant au service de l'emprunteur ou du locataire, au moins pour tous les actes concernant la conduite de la machine.

De sorte que si un ouvrier du locataire est victime d'un accident, il ne pourra rien exiger du propriétaire de la machine puisqu'il n'y a aucune négligence de la part de ce dernier et il sera également repoussé par son patron qui invoquera contre lui l'exception de common-employment.

La situation d'un mécanicien qui travaillerait dans ces conditions a été récemment examiné par la Cour d'appel dans l'affaire *Douavan v. Laing, Wharton et Down Syndicate, Limited* (1).

Les défendeurs étaient propriétaires d'une grue à vapeur qui servait au chargement et au déchargement des navires. Ils la louèrent avec l'homme qui la manœuvrait à une société d'entrepôts : *Jones and Co.*

Le mécanicien, un nommé *Wand*, devait se conformer aux indications du plaignant qui lui ordonnait par

1. 1893, 1 Q. B., 629 ; 63 L. J. Q. B., 25 ; 68 L. T., 512.

signaux de lever ou de baisser la chaîne fixée au bras de la grue.

Wand, en chargeant un navire, fit par négligence manœuvrer la chaîne sans attendre le signal de Donavan qui fut renversé et grièvement blessé.

Lord Esher, en motivant son jugement s'exprimait ainsi (1) :

« Il est évident que sous certains rapports Wand était
« bien l'employé des défendeurs. Si par négligence la
« grue s'était détraquée et qu'il en fut résulté un acci-
« dent ceux-ci eussent été responsables. Telle n'a pas
« été dans notre cas la cause du malheur qui s'est
« produit par une fausse manœuvre du mécanicien. Ce-
« lui-ci était dans son travail sous les ordres de Jones et
« Co dont le droit de surveillance sur lui était entier et
« absolu.

« Dans ces conditions, au service de qui Wand se
« trouvait-il en ce qui concerne la manœuvre de la
« grue ?

« Ce sont les défendeurs qui ont choisi cet ouvrier et
« qui le rémunèrent. Cette considération suffirait, si
« aucun autre élément n'intervenait, pour établir que le
« mécanicien était bien leur employé et que leur responsa-
« bilité était en jeu.

« Mais en ce qui concerne la manœuvre de la machine,
« il ne se trouvait plus au service de ses maîtres ordi-
« naires, obligé qu'il était de travailler sous les ordres
« de Jones et Co qui pouvaient le congédier en cas de
« négligence ou du refus d'obéissance de sa part.

« S'il fallait pour confirmer cette opinion recourir à

« des précédents, je pourrais, sans chercher bien loin
« citer l'affaire *Rourke v. White Mos Colliery* » (1).

Quelle serait en cas d'accident la situation d'une tierce personne qui aidait l'ouvrier bénévolement et à l'insu du maître qui, pour employer une expression populaire lui « donnait un coup de main dans son travail » ? L'exception de common-employment pourra-t-elle lui être opposée par le patron désireux de dégager sa responsabilité ? Il semble que non.

Nous avons vu en effet que le common-employment n'existe que là où il y a un lien contractuel entre la personne poursuivie et le demandeur. La victime devrait donc avoir dans notre cas les mêmes droits qu'un tiers quelconque et bénéficier du droit commun sans restrictions.

Mais en pratique les poursuites du tiers seraient absolument illusoires. On lui objectera qu'il a été volontairement au devant du danger, qu'il a de son plein gré assumé certains risques, que c'est à lui seul par conséquent de supporter les conséquences de l'accident qui s'est produit.

Ce nouveau moyen de défense, que nous étudierons plus loin, est connu en Angleterre sous le nom d'exception de « *Volenti non fit injuria*. » Il présente une certaine affinité avec la théorie de common-employment. Le principe est le même dans les deux cas.

Pourtant si le tiers qui prenait part au travail de l'ouvrier avait un intérêt quelconque à l'exécution de ce travail, ni l'exception de common-employment, ni celle de « *Volenti non fit injuria* » ne lui seraient opposables. La common-law devra s'appliquer ici dans son intégrité et

1. 46 L. J. C. P. 283 ; 36 L. T. 49.

le patron sera responsable de la négligence de son employé.

Cette opinion est fondée sur une jurisprudence récente de la Cour d'appel qui s'est affirmée pour la première fois dans le procès *Wright v. The London and North Western Railway Co* (1).

La Compagnie défenderesse avait transporté jusqu'à Penrith un cheval appartenant au plaignant. Le wagon dans lequel l'animal se trouvait fut dirigé sur une voie de garrage afin de faciliter le débarquement.

Le plaignant, avec l'autorisation du chef de gare, aida à garer le wagon et dans ce travail il fut blessé par la négligence d'un employé de la Compagnie.

La Compagnie allégua pour sa défense que la station de Penrith étant fort peu importante et le nombre d'employés très restreint, elle autorisait à leurs risques et périls les propriétaires de bestiaux à coopérer au garage et au déchargement.

Le Lord Justice, s'exprimait ainsi en rendant le jugement :

Il a été décidé dans l'affaire *Degg v. The Midland Railway Co* (2) et dans le procès *Potter-Faulkner* (3) que si un ouvrier invite un de ses amis à prendre part à un travail dangereux de son propre gré et à titre de divertissement le patron serait à l'abri de toute responsabilité au cas où un accident viendrait à se produire.

Mais notre espèce présente des caractères absolument différents.

« Tout d'abord, dans notre cas, le plaignant n'est pas

1. 1 Q. B. D., p. 252.

2. 26 L. J. Ex., 171.

3. 34 L. J. Q. B., 30.

« un « amateur », il travaillait dans son propre intérêt
« pour débarquer son cheval.

« Je ne dis pas que dans toute circonstance une per-
« sonne désirant obtenir plus rapidement la délivrance
« de ses marchandises pourrait participer à la manœuvre
« des wagons et aider les employés de la Compagnie. Il
« y a des circonstances qui autorisent un tiers intéressé
« à le faire alors que cette faculté doit être en général
« rigoureusement refusée à un simple étranger.

« Dans notre cas spécial il y avait des difficultés toutes
« particulières pour garer le wagon et l'habitude, dans
« cette station, était d'autoriser les propriétaires de
« marchandises à contribuer à cette opération.

« D'ailleurs l'autorisation a été demandée au chef de
« gare et accordée par lui.

« Il est donc tout à la fois juste et logique de décider
« que si la Compagnie autorise des étrangers à l'aider
« dans son travail et réalise ainsi une économie de per-
« sonnel, c'est à elle de supporter les conséquences des
« accidents dont ces tiers seraient victimes par la faute
« de ses employés » (*Loc. cit.*, p. 256).

La jurisprudence est très hésitante sur le point de savoir si l'on doit appliquer la doctrine du common-employment en cas d'accidents survenus à des enfants. On a fait valoir, non sans raison, que des enfants ne pouvaient qu'imparfaitement comprendre la gravité des dangers de tel ou tel métier et que, pour ce motif, ils ne pouvaient valablement convenir de supporter seuls les risques provenant du travail lui-même ou de la négligence de quelque camarade.

Cette opinion s'appuie sur un raisonnement très juridique : si l'exception de common-employment est basée

sur un contrat tacite entre maître et serviteur, elle paraît inadmissible là où le contrat fondamental est vicié dès son origine.

Le patron aurait donc toujours à répondre du dommage physique causé à un enfant par la faute d'un camarade de travail.

Pourtant certains auteurs ont objecté que la présomption de la loi d'après laquelle tout ouvrier assume les risques de son emploi était générale et ne pouvait être écartée même dans notre cas. Sinon la victime d'un accident chercherait toujours à établir sa parfaite ignorance quant à la nature et aux conséquences du contrat conclu avec le patron.

L'ouvrier invoquera son manque de clairvoyance et dira qu'il n'a pu prévoir les conséquences légales de ses actes.

Cette doctrine si injuste pour les adultes semble encore plus révoltante lorsqu'elle s'applique à des enfants envers lesquels le patron est tenu à de plus grands devoirs de surveillance et de protection.

2^o *Exception de « Contributory negligence »*. — Le patron responsable en cas seulement de négligence prouvée de sa part, tel est, comme nous l'avons déjà dit, le principe fondamental du droit commun anglais.

Il en résulte une double preuve à la charge de la victime qui doit établir en justice :

1^o Qu'il y a eu faute du patron ;

2^o Que cette faute a été la cause directe de l'accident.

L'exception de « contributory negligence » a précisé pour but d'empêcher le plaignant de fournir la seconde partie de cette preuve. C'est ce qui aura lieu si le défendeur réussit à démontrer que la victime s'est ren-

due elle-même coupable de « contributory negligence », c'est-à-dire qu'elle a contribué à l'accident qu'elle l'a provoqué et facilité par sa propre faute.

Il paraît, en effet, juste et logique de faire subir à chacun les conséquences de ses actes. Le patron doit être enserré dans une responsabilité étroite en cas de négligence de sa part, mais il semblerait en revanche absurde de rejeter sur lui la faute de son ouvrier (1).

C'est d'ailleurs ce qui résulte implicitement du principe fondamental que nous exposons tout à l'heure.

La victime sera donc responsable en cas de faute personnelle, c'est-à-dire qu'elle perdra tout droit à indemnité et supportera seule les conséquences d'un fait qu'elle a été seule à causer.

Que faut-il entendre par « négligence de l'ouvrier ? »

Cette négligence est sujette aux mêmes remarques que nous avons déjà faites lorsqu'il s'agissait du patron.

L'ouvrier doit apporter à son travail une attention et un soin raisonnables (reasonable care and skill), sinon il y aura faute de sa part. Pourtant le seul fait qu'un ouvrier continue à travailler bien qu'il sache que l'ouvrage auquel il est employé est devenu dangereux par la faute du patron ne constituerait pas nécessairement une négligence de sa part. A un accroissement de danger il peut opposer un accroissement de prudence (2).

1. Ceci découle d'un principe de justice idéale impossible à appliquer dans le domaine des faits, mais que nous admettons pour l'instant, tout en faisant nos plus expresses réserves sur les conséquences à en tirer.

On verra plus loin comment ce qui paraissait juste en théorie devient injuste et inadmissible en pratique et comment on est naturellement amené à rendre la responsabilité du patron générale et absolue. — Post, p. et sq.

2. Weblin v. Ballard, 17 Q. B. D., 122 ; 55 L. J. Q. B., 395.

Là où le patron a établi un procédé impropre de travail, il n'y aurait aucune négligence de la part de l'ouvrier à continuer néanmoins ce travail (1).

Si par la faute du défendeur l'ouvrier se trouve dans une situation dangereuse, il n'est pas tenu de faire tout son possible pour s'en tirer. Il faudrait ici tenir compte du caractère éventuel de soudaineté du danger et des difficultés pratiques que l'on rencontre pour y remédier.

Dans ces divers cas l'âge du plaignant constituerait un élément très important d'appréciation : on ne peut logiquement demander à un enfant autant d'attention et de prévoyance qu'à un adulte.

Si la négligence du patron consiste en un manquement à ses devoirs statutaires, l'exception de « contributory negligence » pourra toujours être invoquée par lui. Le défendeur devra, dans ce cas, non seulement prouver que l'accident n'est pas dû à la simple violation d'un devoir ou d'un règlement auquel il ne s'est pas conformé, mais qu'il n'aurait pas pu naître si l'ouvrier n'y avait lui-même contribué.

La question s'est posée de savoir sur qui retomberait le fardeau de la preuve dans le cas où cette exception serait invoquée.

Dans l'affaire *Davey v. The London and South Western Railway Co.*, Lord Esher s'exprimait ainsi en rendant le jugement :

« Dans de pareils procès le fardeau est à la charge exclusive du plaignant. Celui-ci aura deux choses à établir : l'une affirmative, l'autre négative.

1. *Smith v. Bakers*, 1891, A. C., 325 ; 65 L. T., 467 ; 51 J. P., 660.

2. 12 Q. B. D., 70 ; 53 L. J. Q. B., 58.

« Il devra d'abord prouver que l'accident qui lui est
« survenu est dû à la conduite négligente des défendeurs
« ou de ceux pour la faute desquels ces mêmes défendeurs
« sont responsables.

« Cette négligence du patron une fois établie (c'est là
« la partie positive de la preuve), la victime devra prou-
« ver qu'elle n'a en aucune manière contribué à l'acci-
« dent. En effet, même au cas où les défendeurs seraient
« reconnus coupables de négligence et auteurs princi-
« paux de l'accident, il se pourrait aussi que de son côté
« la victime y eût contribué par sa faute et qu'ainsi l'ac-
« cident soit dû à la négligence réciproque des deux
« parties adverses.

« C'est là la partie négative de la preuve à fournir : elle
« est essentielle pour que le plaignant puisse obtenir une
« indemnité » (1).

Ces considérants de Lord Esher d'après lesquels il in-
combe au plaignant de prouver que l'accident est dû à
la négligence *seule* du défendeur, de façon à exclure toute
idée de négligence personnelle et contributive de sa part
ont été critiqués par Lord Halsbury, conseiller au Banc
de la Reine, dans un rapport qu'il présentait à la Cham-
bre des Lords sur l'affaire *Wakelin v. The London and
South Western Railway Co.*, et où il expose des théories
absolument différentes et d'ailleurs mieux fondées en
droit ; (2)

Les poursuites étaient intentées contre la Compagnie
par la veuve d'un homme qui fut écrasé par un train au
moment où il traversait un passage à niveau.

1. 12 Q. B. D., 71.

2. 66 L. J. Q. B., 229 ; 55 L. T., 709 ; 51 J. P., 404.

Lord Halsbury s'exprimait ainsi :

« My Lords, dans cette affaire qui vous est soumise et
« qui est rendue si difficile par son obscurité, il appar-
« tient à la demanderesse (c'est l'application des prin-
« cipes généraux) de prouver que la mort de son mari
« est dû à la négligence des défendeurs, à quelque faute
« ou omission dont ils se sont rendus coupables et aux-
« quelles on peut attribuer le préjudice dont elle se plaint.

« Voilà la seule preuve à fournir. Or, la plaignante
« ne nous la donne pas d'une manière assez nette : elle
se contente d'établir un ensemble de circonstances et de
faits qui me semblent également compatibles avec les
allégations des deux parties. Il en résulte un doute, qui
devra bénéficier aux défendeurs, puisque c'est au de-
mandeur de faire la preuve en application du principe :
« *Ei qui affirmat, non ei qui negat incumbit probatio* ».

« Je crois pourtant que cette question du fardeau et
« de l'étendue de la preuve est plutôt une subtilité de
« langage qu'une pure question de droit.

« On ne peut, en effet, donner une règle générale et
« applicable dans tous les cas : la charge de la preuve
« incombera, d'après les circonstances à telle ou telle
« des parties.

« Si, par exemple, le demandeur réussit à établir la
« faute du défendeur, celui-ci peut, en réponse, invo-
« quer la « contributory negligence », mais alors le far-
« deau de la preuve se renverse et c'est au patron de
« prouver le bien fondé de ses allégations.

« Or, dans l'affaire qui vous est soumise, tout est dans
« le vague et dans l'incertitude ; la demanderesse éta-
« blit un état de choses d'où il résulte que les employés
« et la victime sont coupables de négligence : c'est une

« preuve insuffisante pour dissiper le doute qui doit être
« interprété en faveur de la compagnie. *In pari delicto*
« *potior est conditio defendentis* » (1).

Lord Watson, dans ce même procès, disait que la
« contributory negligence » est sans aucun doute une
question qui regarde le défendeur, « mais, ajoute-t-il, le
« plaignant court fréquemment le risque de voir les
« allégations de son adversaire prouvées par ses propres
« témoins. »

Lord Fitzgerald est du même avis et pense que ce
point de droit qui semble si embarrassant n'est qu'une
simple discussion de mots (*a mere contest of words*) (2).

Il est donc de principe, avant même qu'aucune preuve
ne soit fournie, que c'est au plaignant de prouver la né-
gligence des défendeurs et à ces derniers de prouver la
« contributory negligence. »

Les choses changent parfois d'aspect lorsque le plai-
gnant est parvenu à faire sa preuve. Aussi ne peut-on à
l'avance et dès l'ouverture d'un procès, dire d'une ma-
nière certaine à laquelle des deux parties il incombera
d'établir tel ou tel fait.

Le plaignant devra user de la plus grande prudence,
de la plus extrême circonspection en fournissant sa
preuve. En effet, s'il lui arrivait de faire connaître des
faits qui, rapprochés les uns des autres, établissent que
l'accident est dû à une négligence réciproque des deux
parties et non pas seulement à celle du patron défen-
deur, celui-ci serait admis à se prévaloir de cette pré-
somption et pourrait ainsi se décharger du fardeau de la

1. 12 Appeal Cases à la p. 44.

2. 12 Appeal Cases aux pp. 48 à 51.

preuve qu'une partie des faits invoqués par le plaignant faisait retomber sur lui.

C'est ce qui arriva dans l'affaire Davey que nous avons citée plus haut.

La plaignante avait réussi à établir la négligence fautive des défendeurs. Si elle avait su s'en tenir là, elle aurait obtenu gain de cause, en l'absence de preuve de « contributory negligence » de sa part.

Malheureusement, elle voulut trop prouver, entra dans des détails que les défendeurs surent habilement exploiter à leur profit et desquels il résultait que la victime s'était rendue coupable de « contributory negligence ». Elle perdit son procès.

La victime d'un accident devra donc baser sa preuve sur des faits d'où résulte la présomption que le défendeur est en faute, mais sans qu'on puisse nécessairement en conclure que le plaignant est également coupable de négligence.

3^e Exception de « *Volenti non fit injuria* ». — La doctrine de « *volenti non fit injuria* » présente certaines analogies avec celle de « common-employment. » Elles ont une commune origine : l'arbitraire du juge ; un même but : rejeter tous les risques sur l'ouvrier. Toutes deux se valent au point de vue des conséquences !

L'exception de « common-employment » faisait, comme nous l'avons vu, supporter à la victime les accidents dus à la faute d'un camarade : elle ne pouvait par conséquent s'appliquer aux accidents provenant d'un cas fortuit. Mais ces derniers, les plus nombreux et les plus graves, étaient ceux que le patron avait le plus d'intérêt à faire supporter uniquement à l'ouvrier.

A vrai dire, le cas fortuit d'où l'élément de faute est

toujours absent, pouvait faire naître un doute dans l'esprit du juge. La législation anglaise étant basée sur la négligence, que faire en présence d'un accident qui n'est dû à personne, si ce n'est à l'acte de Dieu ? (1) Que décider lorsqu'il s'agira d'un simple fait du hasard ou de la nature n'engageant aucune responsabilité de part ou d'autre ? Chacun gardera-t-il pour lui les conséquences de sa mauvaise chance, ne pouvant s'en prendre qu'au destin aveugle dont il est la victime ?

C'est cette dernière solution qui a prévalu auprès de la jurisprudence anglaise et elle en a tiré le principe suivant :

« Le patron ne peut être légalement responsable, lorsqu'il ne l'est pas moralement. » Ceci avait pour résultat direct de décharger entièrement le patron du risque professionnel qui retombait ainsi de tout son poids sur l'ouvrier.

Le but cherché était atteint, l'irresponsabilité du patron reconnue. Mais on voulut faire plus : donner au système une base qui parut équitable, couvrir l'iniquité évidente qui rejetait un fardeau écrasant sur les épaules du plus faible en lui donnant une couleur de justice.

C'est là l'objet que visait d'une manière mal dissimulée la doctrine *de volenti non fit injuria*.

Le principe fondamental de cette doctrine est le suivant : lorsqu'un ouvrier contracte avec le patron et que volontairement il s'engage à faire tel travail dans lequel il y a des risques certains et apparents, on doit présumer que cet ouvrier entend assumer pour lui seul et d'une manière définitive les risques de son travail et qu'il ne pourra, dans aucun cas, réclamer une indemnité

1. « Act of God » : c'est le terme usité en anglais pour désigner le cas fortuit.

pour un accident résultant des risques ordinaires inhérents à l'entreprise dans laquelle il est employé.

Cette théorie est donc basée sur une supposition gratuite : l'acceptation des risques. L'ouvrier consent à travailler dans certaines conditions qu'il connaît à l'avance ; il a les yeux ouverts en allant vers le danger, et serait par conséquent mal venu à réclamer, si ces risques se réalisaient sous forme d'accidents.

Le raisonnement suivi pour la doctrine de « common-employment » était identique.

Ce procédé est vraiment trop simple qui consiste en de perpétuelles fictions, en des hypothèses non vérifiées. Il est facile de supposer des « contrats tacites » dont on modifiera les termes et la portée suivant les circonstances et les besoins.

Cette soi-disant convention par laquelle l'ouvrier assumerait pour lui tous les risques, n'aurait d'ailleurs, même si elle était écrite, qu'une valeur très discutable. On serait très fondé à croire qu'il y a eu pression morale de la part du patron, qu'il a forcé la main de son ouvrier et que celui-ci n'ayant pas été entièrement libre, son consentement ne peut produire que des effets très relatifs.

A plus forte raison, s'il s'agit d'un contrat tacite qui n'existe que dans l'imagination du juge, le consentement de l'ouvrier n'étant qu'une fiction que rien ne vient confirmer ; c'est un « semblant » de contrat qui ne peut produire aucun effet juridique !

« On prétend, dit M. Wolff, que l'ouvrier, si sa vie « est exposée, n'a qu'à refuser le travail qu'on lui com-
« mande. Ceci est un argument qui paraît très convain-
« cant à nos tribunaux. Mais alors avec quoi l'ouvrier

« gagnera-t-il son pain ? Il se trouve en présence de ce dilemme : accepter des conditions mêmes défavorables ou renoncer à travailler. »

« On voit dans certains docks l'avis suivant : « Il ne sera pas alloué d'indemnité à ceux qui se tiennent sous le bras de la grue pendant son travail. » Cependant, trois hommes doivent s'y placer pour accomplir l'ouvrage que le patron requiert d'eux. S'ils refusent, ils seront remplacés » (Wolff, *The Employers' liability*, p. 27 et 28) (1).

Nous ne nous attarderons pas plus longtemps à discuter en droit cette doctrine. Nous ne pouvons la considérer comme sérieuse, puisqu'elle part d'une hypothèse non vérifiée. Mais la place importante qu'elle occupa jusqu'à ces dernières années nous oblige, pour être complets, à l'analyser dans ses applications, à voir quelle était son étendue et sa portée d'après la jurisprudence la plus récente de la Cour d'appel et de la Chambre des Lords.

Le principe de la non-responsabilité du patron en présence d'un cas fortuit était généralement admis lorsque l'accident réalisait l'un des « risques ordinaires du travail ». Ces risques ordinaires et généraux étaient en effet les seuls que l'ouvrier eut pu prévoir au moment du contrat. On ne pouvait pousser les suppositions jusqu'à l'absurde et prétendre que l'ouvrier avait renoncé à cer-

1. Voilà un argument que l'on peut opposer à ceux qui prétendent que l'ouvrier est libre en contractant. « L'exception de *« volenti non fit injuria »* est une iniquité masquée par une hypocrisie » (Wolff *loc. cit.*, p. 28). Cette doctrine n'a plus d'ailleurs qu'un intérêt secondaire et rétrospectif : l'Act de 1897 lui porte un coup mortel en proclamant le risque professionnel dans la plupart des industries dangereuses.

tain risques spéciaux et exceptionnels que nul ne pouvait concevoir lors de son entrée chez le patron.

On s'est efforcé récemment de donner à cette exception une portée plus grande encore : on a voulu l'appliquer à des ouvriers connaissant le danger attaché à leur travail alors même que ce danger était causé par l'acte négligent ou fautif du maître ou de ses subordonnés et qui, en connaissance de cause, continuaient leur travail.

Pourtant, la dernière décision de la Chambre des Lords sur ce point (af. Smith V. Baker) (1) repousse, sauf dans des cas très particuliers, toute tentative faite pour étendre la doctrine.

Lord Halsbury s'exprimait ainsi dans son rapport :

« Pour détruire le droit du plaignant par l'application
« de cette maxime, il faudra que les circonstances soient
« telles que l'on puisse en conclure qu'il y avait de la
« part du plaignant consentement exprès ou tacite, ac-
« ceptation de l'état de choses qui a causé l'accident et
« des risques spéciaux et additionnels qui en résultaient
« pour l'ouvrier.

« Il est clair que, sauf dans des cas très exceptionnels,
« jamais le plaignant n'aura donné un pareil consente-
« ment lorsque la circonstance qui a causé l'accident
« n'existait pas avant son entrée au service du patron
« mais qu'elle est née dans le cours du travail et par la
« faute du patron. Il est tout à fait improbable qu'un
« homme appréciant pleinement les risques qu'il court
« et sachant qu'un accident est constamment à craindre,
« consente à prendre tout le risque sur lui ! (2).

1. 1891, A. C., 325 ; 60 L. J. Q. B., 683 ; 65 L. T., 467 ; 33 J. P., 660.

2. 1891, A. C., à la page 338,

» Jamais le Jury n'admettra ces prétentions. »

Le seul fait qu'un employé continue son travail malgré la connaissance certaine qu'il a du danger, ne constituerait pas une preuve concluante contre lui. Il est possible en effet que la conduite de l'ouvrier dans ce cas soit motivée par la certitude qu'il avait de voir le patron obligé de lui payer une indemnité en cas d'accident (1).

Certains auteurs admettent que la doctrine de *volenti non fit injuria* doit être utilisée non pas tant comme un moyen de défense indépendant, que comme un moyen, une occasion d'établir quels étaient, en réalité, les termes du contrat au moment de l'accident. Il est certain que dans les cas où cette exception sera invoquée par le défendeur, le plaignant pourra toujours remonter au contrat de travail conclu avec le patron et chercher à démontrer que l'accident est dû à un risque non prévu par lui au moment de ce contrat.

Ce point fut longuement discuté dans l'affaire Thomas-Quartermaine (2). Lord Bowen, à cette époque Lord Justice d'Appel, rendit un jugement très complet où la question était examinée à fond.

Voici les faits :

Une cuve de haut-fourneau, située dans l'usine des défendeurs, avait été laissée sans rampe protectrice : ce détail facilita la chute de l'un des ouvriers qui fut échaudé par la fonte bouillante.

La Cour du Comté considéra qu'il y avait là un état de choses défectueux dû à la négligence des défendeurs. Elle repoussa l'exception de « contributory negligence »

1. Yarmouth v. France, voir *supra*.

2. 18 Q. B. D., 685; 56 L. J. Q. B., 340; 51 L. T., 537; 51 J. P., 516.

et de *volenti non fit injuria* tout en constatant que le plaignant connaissait l'état défectueux de la cuve.

Dans son jugement, Lord Bowen, L. J., après avoir admis que dans le contrat de travail, l'ouvrier était censé avoir assumé tous les risques ordinaires ou même certains risques spéciaux apparents et par lui connus, s'exprimait ainsi : (1)

« Ces principes permettront souvent d'invoquer l'exception de *volenti non fit injuria* et la justifieront assez bien.

« Mais, si nous envisageons la question à un second point de vue, nous trouverons un autre principe absolument étranger à l'idée de contrat, idée qui sert de base à l'exception.

« Notre droit est plein d'exemples où les devoirs revêtent un double aspect et peuvent être considérés tout à la fois comme découlant du contrat de façon indirecte et par voie de conséquence ou comme naissant de quelque principe juridique plus large pouvant aussi s'appliquer à des cas particuliers.

« Et pourtant, dans la plupart des cas, ce sera une question stérile et de pure métaphysique que celle de savoir si les devoirs réciproques dont nous parlons doivent être envisagés comme conséquence du contrat ou de la loi générale.

« L'Employers' liability Act précise ce point. Il décide, en dehors de toute question de contrat, indépendamment de tout rapport juridique entre le patron et l'ouvrier, qu'une personne ne peut en poursuivre une autre en raison d'un danger ou d'un risque lorsqu'il n'y

1. 18 Q. B. D., à la page 698.

« a pas violation de la loi ou d'un règlement et si ce
« risque était visible, apparent et volontairement encouru.

« Les Juges de la Cour du Comté, dans l'affaire qui
« vient en appel devant nous, tout en repoussant l'ex-
« ception de contributory negligence, ont admis qu'il y
« avait eu connaissance du risque de la part du plai-
« gnant. Il y a d'importantes conséquences à tirer de
« ce fait.

« Cette connaissance ne serait pas suffisante s'il décou-
« lait de faits certains et indiscutables que l'ouvrier,
« bien qu'au courant d'un risque nouveau et en connais-
« sant la nature, ne le supportait pas volontairement.

« Il n'en est pas ainsi dans le cas qui nous intéresse.

« Pendant de longs mois le plaignant, homme plein
« d'intelligence, a vécu auprès de cette cuve, continuant
« à travailler tout en connaissant le danger. Ou bien les
« termes légaux ne signifient rien, ou bien on est forcé
« d'admettre qu'il y avait ici connaissance certaine de la
« part du plaignant et acceptation volontaire des risques
« puisqu'il continuait son travail malgré les conditions
« défectueuses qui ont causé l'accident.

« C'est pourquoi, selon moi, il n'y a aucune preuve
« de négligence contre le patron. Il y a donc lieu de
« rejeter l'appel en condamnant le demandeur à tous
« les frais. »

Lord Herschell exprimait des vues différentes dans
l'affaire *Smith v. Baker*.

« Il est certain, disait-il, en faisant allusion au juge-
« ment de Lord Bowen, que le fait de ne pas avoir en-
« touré les cuves constituait de la part du patron un
« manquement à ses devoirs professionnels, une négli-
« gence grave. D'ailleurs, s'il n'y avait eu aucun repro-

« che à adresser au patron, il n'eût pas été nécessaire
« de faire admettre la maxime *Volenti non fit injuria*.

« Le point de savoir si dans cette affaire le plaignant
« avait une connaissance complète des risques résultant
« de la nature particulière du travail qu'il avait à exécuter me semble bien plutôt une question de fait qu'une
« question de droit. La Cour d'Appel en cherchant à la
« résoudre et en se prononçant sur un fait a outrepassé
« ses droits » (1).

En affirmant que l'exception de *volenti non fit injuria* ne se présente jamais que comme un moyen de défense employé par le patron, lorsqu'il y a eu de sa part violation d'un devoir, Lord Herschell émettait une opinion opposée à celle que Lord Bowen exposait dans l'affaire *Thomas v. Quartermaine* (2). En effet, si l'ouvrier était « *volens* » en exécutant un travail dangereux d'une manière spéciale, il ne pourrait être question de violation d'un devoir par le patron, si un accident survenait.

La difficulté que les défendeurs rencontraient dans l'aff. *Smith v. Baker* provenait de ce fait qu'il y avait eu de leur part violation évidente d'un devoir ; ils cherchèrent donc à prouver que l'ouvrier avait assumé volontairement les risques additionnels provenant de leur faute personnelle.

Lord Halsbury résumait ainsi, dans le procès *Smith-Baker*, la théorie admise par la Cour d'Appel :

« En premier lieu, dans une industrie quelleconque,
« il y a certains risques connus et apparents, risques que

1. 1891, A. C., à la page 325 ; 60 L. J. Q. B., 683 ; 65 L. T., 467 ; 55 J. P., 660.

2. 48 Q. B. D., page 699.

« toute personne employée dans ladite industrie doit
« connaître et accepter nécessairement.

« Tout marin qui escalade les cordages d'un navire
« connaît et évalue les dangers auxquels il est exposé.
« Les risques résultent ici de son acte personnel : on ne
« peut pas dire qu'il ne consente pas à un acte qu'il ac-
« complit lui-même.

« L'application de la maxime de *Volenti non fit injuria*
« serait donc tout à fait justifiée.

« Mais il y a une autre catégorie de cas auxquels notre
« doctrine peut également s'appliquer.

« Il se peut qu'une opération industrielle, un acte de
« production soit exécuté d'une manière spéciale et
« qu'un accident soit ainsi causé. Il y a là, à moins de
« preuve du contraire, une présomption qui permet de
« croire que le patron n'a pas déployé une attention suf-
« fisante dans l'exercice de son industrie.

« Dans ce cas, si le patron défendeur peut prouver
« que l'ouvrier connaissait l'état de choses, s'était rendu
« compte des risques et que malgré ces circonstances
« il continuait volontairement son travail, la déduction
« nécessaire serait que l'ouvrier accepte ces circonstan-
« ces défavorables et qu'il renonce à réclamer du patron
« un surcroît de surveillance et de soins.

« L'affaire *Thomas v. Quartermaine* (voir *Suprà* p. 39)
« peut être rangée dans cette seconde catégorie.

« Le fait d'avoir laissé les cuves à fonte sans rampe
« protectrice constituait une négligence grave, un man-
« quement à des obligations de sécurité auxquels le pa-
« tron eût été tenu envers certains ouvriers nouvelle-
« ment arrivés et imparfaitement au courant des dan-
« gers qu'ils pouvaient courir.

« Tel n'était pas le cas du plaignant qui travaillait
« depuis longtemps dans l'usine et était à même d'ap-
« précier les risques auxquels ils était exposé ».

La doctrine de *volenti non fit injuria* ne peut plus s'appliquer lorsque la négligence de la part du patron est constituée par un manquement à quelque devoir sanctionné par la loi. Ce devoir étant statutaire existe indépendamment de toute idée d'accord entre les parties et la conduite de l'ouvrier ne pourrait servir de base à la présomption qu'il y avait de sa part renonciation aux obligations imposées au patron par la loi.

L'ouvrier ne peut de son plein gré renoncer à des mesures établies dans l'intérêt général. — Si le patron, comme condition du contrat passé entre lui et le travailleur imposait à celui-ci l'obligation de renoncer aux dispositions du statut et de s'engager à ne jamais poursuivre son maître dans aucun cas, cette convention serait radicalement nulle comme contraire à l'ordre public. Cette clause accessoire suffirait pour vicier tout le contrat : l'ouvrier ne redeviendrait à l'égard du patron un étranger et recouvrerait la situation juridique et les droits d'un simple tiers.

Que faut-il décider lorsque l'ouvrier sacrifie sa propre vie pour sauver celle d'un autre, lorsqu'il marche volontairement vers la mort pour sauver son camarade en péril.

La doctrine de *volenti non fit injuria* aurait dû logiquement s'appliquer ici dans toute sa rigueur. — L'ouvrier a été seul juge de sa conduite, sa conscience et son courage ont été les seuls guides de la détermination qu'il a prise ; c'est en toute connaissance de cause et de son

plein gré qu'il a été au devant de l'accident et du danger.

Cependant la jurisprudence n'a pas voulu pousser jusqu'au bout les conséquences naturelles de ses théories ; elle a fléchi dans des cas exceptionnels la rigueur des principes qu'elle avait admis.

Un cas de ce genre, cité par M. Ellis Hill, fut soumis à la Cour d'appel dans l'affaire *Røebuck V. The Norwegian Titanic Company* (1).

Une mine appartenant aux défendeurs fut envahie par des gaz délétères qui s'infiltrèrent par une fissure que la négligence d'un contre-maitre n'avait pas aperçue. — Un des mineurs apprit que l'un de ses camarades était resté en danger de mort au fonds du puit. — N'écoutant que son courage, il descendit pour le sauver : son dévouement lui coûta la vie.

Sa veuve invoquant les dispositions du Lord Campbell's Act et de l'Employers Liability Act poursuivit le propriétaire de la mine d'après le Lord Campbell's act et obtint gain de cause.

Les moyens de défense qui furent opposés étaient au nombre de deux :

1° La Norwegian Titanic Company, fit valoir que Røebuck avait été volontairement au devant de la mort et qu'il y avait lieu d'appliquer l'exception de *volenti non fit injuria*.

2° Que la victime était coupable de contributory negligence.

En ce qui concerne l'exception de contributory negligence, la Cour d'appel déclara que c'était une question

de fait qui ne rentrait pas dans sa compétence et elle admit sans le réformer le jugement rendu par la County Court qui avait repoussé sur ce point les prétentions de la société défenderesse.

Il est d'ailleurs difficile d'apercevoir comment cette exception de contributory negligence aurait put se justifier dans ce cas.

La victime savait en effet à quels grands risques elle exposait sa vie : elle écarta les conseils de la prudence pour sauver son camarade : c'est là une conduite héroïque et non pas négligente.

On ne peut d'ailleurs raisonnablement soutenir qu'un ouvrier s'engage envers son patron, comme conséquence normale du contrat de travail à ne jamais s'exposer à des risques additionnels et non prévus pour sauver la vie d'un de ses compagnons.

Le seul motif plausible que les défendeurs eussent pu mettre en avant pour récuser toute responsabilité est qu'il n'y avait de leur part aucune négligence et qu'ils n'avaient pu s'opposer à la descente de l'ouvrier dans le puits.

La Cour du Comté justifiait la condamnation de la Titanic Company, en disant qu'il était permis d'impliquer de pareilles circonstances que Rœbuck avait reçu de ses maîtres l'ordre de partir au secours de son camarade.

Quels que soient les motifs invoqués par la Cour et même au cas où son jugement n'eût pas été fondé en droit, il faut se féliciter de voir de semblables procès tranchés dans le sens d'une jurisprudence plus humaine en s'écartant au besoin, pour se rapprocher de l'équité, du strict et froid raisonnement juridique.

CHAPITRE II

LA RESPONSABILITÉ DU PATRON D'APRÈS LE LORD CAMPBELL'S FATAL ACCIDENT ACT (1)

D'après le droit commun (voir plus haut p. 6), le préjudice causé à un tiers par une personne coupable de négligence était personnel, c'est-à-dire que l'action en dommages-intérêts qui en résultait était elle-même personnelle et disparaissait avec celui qui avait le droit de l'exercer.

Si donc la victime restait sur place ou mourait à la suite de ses blessures avant d'avoir obtenu un jugement contre la personne dont la négligence avait causé l'accident, ni ses représentants légaux, ni ceux qui vivaient de son travail n'avaient d'action contre l'auteur de l'accident (2).

Cette solution juridique était d'autant plus injuste qu'en cas d'accident grave mettant les jours en danger il était le plus souvent matériellement impossible d'obtenir un jugement avant la mort du plaignant.

La procédure, en effet, était longue et fort compliquée ; des formalités nombreuses et coûteuses (notifications, certificats, etc...) encombraient le chemin des tribunaux et retardaient la solution des procès : les enquêtes indis-

1. Son titre exact était : « An act for compensating the families of persons killed by accident. »

2. *Osborne v. Gillet*, L. R., 8 Ex., 88 ; 42 L. J. Ex., 53.

pensables pour éclairer l'esprit du juge en établissant la nature et les circonstances de l'accident, étaient toujours difficiles et duraient de longs mois !

Dans des conditions aussi défavorables un ouvrier grièvement blessé, dénué le plus souvent d'initiative et de ressources, avait beau faire toutes les diligences humainement possibles ! Il mourait sans avoir obtenu le jugement nécessaire pour assurer un peu de pain à sa femme et à ses enfants !

Renversons maintenant l'hypothèse que nous venons d'examiner : la personne coupable de négligence et auteur de l'accident vient à mourir avant qu'un jugement n'ait été obtenu contre elle et la victime lui survit. — Le droit d'action s'éteint alors et ne peut être exercé contre les héritiers. — L'obligation du défendeur est essentiellement personnelle : elle résulte d'une faute, d'un fait délictueux dont les représentants du défunt ne sauraient être rendus responsables.

Le droit commun anglais est resté tel sur ce point n'ayant pas été modifié par la loi de 1846. — La jurisprudence actuelle des Cours de justice ne laisse aucun doute à cet égard (1).

Les droits des héritiers de la victime contre l'auteur de l'accident ont été au contraire définitivement consacrés par la loi du 26 août 1846, plus connue sous le nom de *Lord Campbell's Fatal accidents Act*, et complétée par un « amending statute » (2).

1. *Kirk v. Todd*, 21 ch. II, 484 ; *Philipps v. Homfray*, 24 ch. II, 439 ; *Gillet v. Fairbairn*, 3 T. L. R., 618.

2. *Lord Campbell's Act Amendment Act* (27 et 28 Vict. c. 93) : An Act to amend the Act ninth and tenth Victoriae, Chapter Ninety-three, for compensating the families of persons killed by Accidents (29th July 1864).

C'est une modification profonde des principes de la common law (1).

La nouvelle législation donne à certains parents des victimes d'accidents, ayant reçu la mort par le fait d'autrui, un droit d'action leur permettant d'obtenir une indemnité en raison du préjudice qu'elles ont subi.

Ce droit d'action n'appartient à ces personnes que dans la mesure et dans le cas où il aurait appartenu à la victime elle-même.

D'après l'article I : « toutes les fois que la mort d'une personne sera causée par un acte coupable, négligence ou faute qui auraient (si la mort n'en était pas résultée) donné à la victime un droit d'action pour obtenir des dommages-intérêts de ce chef, la personne qui eut été passible d'une indemnité s'il n'y avait pas eu mort d'homme, sera responsable d'après la présente loi malgré la mort de la victime. »

D'après l'article II : Le droit d'action donné par la présente loi appartient à la femme, au mari, aux père et mère ou à l'enfant de la victime. — Les poursuites seront intentées au nom et par les soins de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur des biens du défunt.

Le jury dans toute action portée devant lui devra proportionner le montant de l'indemnité à la gravité du

1. Il ne faut pas oublier que la loi de 1846 ayant pour but de modifier le droit commun, a une portée générale : ce n'est donc pas une loi industrielle, elle ne l'est qu'indirectement et dans la mesure où elle s'applique aux ouvriers. — C'est ce qui ressort du texte même de la loi : « An Act for compensating the families of persons killed by accidents. » Le mot « persons » est tout à fait général et s'applique à un tiers quelconque.

préjudice résultant de la mort et dont ont souffert les parties au profit desquelles l'action est introduite.

Le montant de l'indemnité, déduction faite des frais qui n'auraient pu être payés par le défendeur, sera réparti entre les divers intéressés ci-dessus mentionnés. Le verdict du jury déterminera le nombre des parts et leur quotité.

Le législateur a fixé (art. 5 *in fine*) le sens et la portée de certains mots qui auraient pu donner lieu à des controverses. Il l'a fait dans un esprit large et bienveillant désireux d'étendre autant que possible le domaine de la nouvelle loi.

C'est ainsi que le mot « personne » comprendra, en ce qui concerne les droits de la victime, les corps politiques et les associations (Bodies political and corporate) ayant la personnalité civile.

Le mot « parent » comprend les père et mère, grand-père et grand-mère, beau-père et belle-mère.

L'expression « child » (enfant) s'appliquera aux fils et filles, petits-fils et petites-filles, beaux-fils et belles-filles.

Les tribunaux ont décidé qu'un enfant dans le ventre de sa mère a les mêmes droits qu'un enfant né (1) : il pourra, dès le jour de sa naissance, recevoir une indemnité.

Toutefois, l'enfant illégitime est exclu des bénéfices de l'act (2).

Après avoir quelque peu précisé le domaine d'applica-

1. C'est l'application de la vieille maxime romaine : « Infans conceptus pro nato habetur quoties de commodis ejus agitur. » V. The George and Richard, 24 L. T., 717.

2. Dickenson v. The N. E. R. Co, 33 L. J. Ex., 91 ; 9 L. T., 299 ; 12 W. R., 52.

tion de l'act de 1846, il nous faut insister sur une conséquence fort importante de l'article I qui décide que les héritiers auront contre l'auteur de l'accident les mêmes droits qu'aurait eus la victime si elle avait survécu.

En d'autres termes, c'est par représentation que ceux-ci viendront réclamer au défendeur l'indemnité à laquelle le défunt avait droit. La personne décédée sera censée revivre dans la personne de ses héritiers.

Dans une action intentée, d'après le Lord Campbell's Act, le plaignant aura donc tout d'abord, pour établir le bien fondé de sa demande, à prouver que le défunt, s'il avait vécu, aurait eu un droit d'action contre le défendeur. Certains juristes ont prétendu que le législateur avait voulu donner aux héritiers un nouveau droit d'action basé sur le préjudice personnel et pécuniaire qu'ils subissaient en raison de la mort de la victime.

Cette opinion, habilement soutenue par MM. Blackburn, Q. C., et Leesh, J. J. (1), et bien qu'en droit assez défendable, nous paraît absolument contraire à l'esprit et au texte de la loi.

En effet, ce n'est pas une action nouvelle qui appartient aux héritiers. La cause qui donne naissance au droit est toujours la même : c'est simplement le recours qu'avait le défunt et dont celui-ci n'a pu tirer parti avant sa mort qui est exercé par ceux qui continuent sa personne et succèdent à ses droits.

Cette opinion est d'ailleurs exceptionnelle et n'a pas fait jurisprudence. Les tribunaux se sont, en général, assez fidèlement conformés au sens logique de l'article premier.

1. Voir les considérants du jugement rendu dans l'affaire *Senior v. Ward*, 28 L. J. Q. B., 139 ; 7 W. R., 261.

Si nous admettons ce principe que l'action intentée par les héritiers représente le droit même qu'avait la victime contre le défendeur, il faut en conclure que toutes les restrictions et tous les moyens de défense opposables au défunt le seront aussi à ses héritiers.

Supposons, par exemple, que la victime, avant de succomber, ait renoncé à son droit d'action ; elle ne pourra le transmettre à ses héritiers et ceux-ci resteront sans recours contre l'auteur de l'accident.

C'est ainsi que dans l'affaire *Haig contre la Royal Mail Steam Packet Company*, un certain *Schwind*, passager à bord de l'un des navires du défendeur, tomba à la mer et se noya. L'accident était dû à la négligence de l'un des hommes de l'équipage.

Schwind avait, avant de s'embarquer, renoncé par écrit à poursuivre la Compagnie de transports en cas d'accident causé par la faute de l'un des employés du bord.

Si donc la victime avait survécu, elle n'aurait pas pu poursuivre les défendeurs en dommages-intérêts pour la négligence d'une personne à leur service.

La Cour d'appel décida logiquement que les héritiers ne pouvaient avoir aucun droit d'action et leur demande fut repoussée.

Le défendeur pourrait également invoquer contre les représentants du défunt l'exception de contributory-negligence, si la victime s'était rendue coupable de négligence facilitant l'accident qui avait causé sa mort.

De même, il a été jugé à plusieurs reprises que si la victime, avant de mourir de ses blessures, acceptait des

1. 52 L. J. K. B., 640 ; 49 L. T., 802. Cnf. *Griffith v. Earl of Dudley*, 9 Q. B. D., 357 ; 51 L. J. Q. B., 343 ; 46 J. P., 711 ; 30 W. R., 797.

défendeurs, par transaction, une somme d'argent représentative de l'indemnité et renonçait à toute autre réclamation ultérieure, le droit d'action s'éteignait par là-même de son vivant et ne pouvait être repris par sa veuve (1).

Le principe du droit à réparation, reconnu par la loi de 1846, a pour but de réparer le préjudice causé par la mort de la victime. Mais il faut que ce préjudice soit pécuniaire. C'est pourquoi les souffrances morales causées par le chagrin de la perte d'une personne aimée, ne peuvent entrer en ligne de compte pour servir de base à l'indemnité (2).

Les frais mortuaires et de dernière maladie constituent au premier chef un préjudice pécuniaire résultant de l'accident : le défendeur devra les supporter (Voir *contra*, le jugement rendu dans l'affaire Dalton v. The South Eastern Railway Company, 27 L. J. 227 ; Boulter v. Webster, 11 L. T. 598, 13 W. R. 289).

Le plaignant devra établir qu'un dommage pécuniaire actuel est résulté de l'accident pour les personnes au bénéfice desquelles l'action est introduite (*damnum emergens*) (3).

Ce dommage peut résulter d'une espérance raisonnable d'avantages pécuniaires qui s'évanouit avec l'accident.

Un espoir de gain (*lucrum cessans*) fondé sur la personne du défunt (on pourrait supposer toutes sortes de cas) serait, d'après la jurisprudence anglaise, une cause suffisante d'action.

1. Read v. Great Eastern Railway Co, 3 Q. B., 555 ; 37 L. J. Q. B., 278.

2. Blake v. The Midland Railway Co, 48 Q. B., 93 ; 21 L. J. Q. B., 233.

3. Duckworth v. Johnson, 29 L. J. Ex., 25.

Les héritiers demandeurs pourront aussi se prévaloir pour augmenter le taux de l'indemnité de la perte de certains avantages susceptibles d'évaluation pécuniaire : tels que l'éducation, le comfortable et les commodités de la vie (1).

Le bénéfice pécuniaire perdu doit être fondé sur les liens de famille existant entre les personnes titulaires du droit d'action et la personne décédée. C'est ce qui a été jugé dans l'affaire *Sykes v. The North East-Railway Co* (2).

Un père employait son fils dans une briquetterie lui appartenant. Le fils gagnait le salaire d'un skilled-workman et aidait son père dans la direction. Il fut victime d'un accident mortel, ce qui produisit un contre-coup très sensible dans les affaires de son père.

La Cour jugea que ce dernier ne pouvait valablement poursuivre la Compagnie défenderesse, car le préjudice par lui subi résultait de la perte des services du défunt considéré, non pas en tant que fils, mais en tant qu'ouvrier.

Dans ces questions, souvent fort délicates, les tribunaux ont un pouvoir d'appréciation absolu. Le jury auquel incombera la plupart du temps la mission de se prononcer dans ces affaires difficiles, devra, en exigeant des preuves suffisantes, déjouer les tentatives de fraude et écarter la mauvaise foi du plaignant peu scrupuleux qui chercherait dans la mort d'un parent une occasion de lucre.

Les tribunaux se sont, en général, contentés dans ces cas de preuves assez légères, se réservant, en vertu de leur pouvoir souverain d'appréciation, le droit d'examiner

1. *Pym v. G. N. R. Co*, 31 L. J. Q. B., 377 ; 11 W. R., 922.

2. *Sykes v. N. E. R. Co* ; 32 L. T., 499 ; 23 W. R., 473.

si l'on se trouve réellement en présence d'une espérance raisonnable de gain ou de bénéfice pécuniaire pouvant servir de base à une demande d'indemnité.

Le procès *Francklin v. The South East-Railway Co* est un exemple de ces tendances assez larges de la jurisprudence.

Le plaignant était un vieillard employé comme commissionnaire à l'hôpital Saint-Thomas aux gages de 5 sh. 6 d. par semaine. Il était en plus nourri et logé. Son fils, le défunt, gagnait 23 sh. par semaine et aidait de temps en temps son père dans son travail à l'hôpital. C'était une assistance purement manuelle et dont le père aurait fort bien pu se passer.

Pourtant, les magistrats considérèrent que le plaignant avait perdu, dans la personne de son fils, la possibilité éventuelle d'un aide pécuniaire et qu'il pouvait intenter l'action (1).

Le jugement fut rendu dans le même sens pour l'affaire *Duckworth v. Johnson* où il s'agissait d'un ouvrier maçon se portant partie plaignante en raison de la mort de son fils qui gagnait 4 shillings par semaine et les versait dans la bourse commune (2).

De même, dans l'affaire *Hetherington v. The N. E. R. Co* (3). Le demandeur était un homme âgé, presque aveugle et impotent. Son fils, qui fut tué dans un accident de chemins de fer, lui venait en aide depuis plus de six ans. Il y avait bien là pour le plaignant espoir raisonnable d'une aide pécuniaire.

La Cour d'appel a décidé qu'une femme mariée vivant

1. 3 H. et N., 211 ; 4 Jur. N. S., 565.

2. 4 H. et N., 653 ; 5 Jur. N. S., 630 ; 29 L. J. Ex., 25.

3. 9 Q. B. D., 160 ; 51 L. J. Q. B., 495 ; 30 W. R., 797.

ouvertement en adultère avec un autre homme ne pouvait, en cas de mort accidentelle de son mari, réclamer une indemnité (*Stimpson v. Wood* : 57 L. J. Q. B. 484 ; 594 T. 218 ; 52 J. P. 822).

Les juges se sont laissé influencer, non sans raison, par le caractère immoral de cette affaire. Cet arrêt, déclarant la plaignante déchuée de ses droits, montre jusqu'où va le pouvoir d'appréciation des tribunaux qui peuvent dans certaines circonstances frapper une personne d'indignité et la priver du bénéfice de la loi.

Le droit d'action accordé aux divers parents du défunt par la seconde section de l'act leur est donné à chacun séparément.

C'est ce que l'on voit très clairement dans l'affaire *Pyne v. The Great Northern Railway Company*. Le défunt, riche propriétaire foncier, laissait un domaine d'un revenu annuel de 4.000 livres et dont la totalité, d'après le droit successoral anglais, alla à son fils aîné.

La famille de la victime considérée collectivement n'avait subi aucune perte pécuniaire par la mort de son chef. Mais en fait la situation de la veuve et des enfants cadets était singulièrement transformée : ils passaient de la richesse à la quasi-pauvreté.

En vertu de leur droit d'action individuel il leur fut possible de poursuivre la Compagnie.

Le *Queen's Bench* reconnut formellement leurs droits en leur accordant une forte indemnité. (Voir les considérants du jugement dans les *Weekly Reports*, vol. 11, page 922).

Si la vie du défunt était assurée et que d'après les termes de la police une somme d'argent fût payable en cas de mort du père de famille à sa femme et à ses en-

fants, le jury devra en tenir compte en fixant le montant de l'indemnité à allouer (1).

D'après l'article 2 du lord Campbell's Act, l'action doit être introduite au nom et par les soins de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur des biens du défunt.

Le droit d'action se prescrit au bout de 12 mois so-
laires à compter de la mort de la victime (art. III).

Or, il pouvait se faire qu'« en raison de l'impossibilité de se procurer le testament du défunt ou des lettres d'administration (Letters of administration of the personal estate) établissant l'état légal de la personne et des biens de la victime » ou que par le fait de la mauvaise « volonté ou de la négligence qu'apporte l'exécuteur ou « l'administrateur à intenter les poursuites, les héritiers « intéressés et représentants légaux du défunt puissent « se trouver privés des bénéfices de la loi. »

C'est à ce danger éventuel qu'est venu remédier la loi du 29 juillet 1864 portant amendement au lord Campbell's Act.

Elle décide, le délai de prescription restant le même, que si dans le délai de six mois après la mort de la victime, les diligences nécessaires n'ont pas été faites par l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur, l'action pourra être introduite directement par les héritiers ou par tous ceux qui auraient bénéficié de cette action si elle avait été introduite au nom de cet exécuteur ou administrateur (Art. I de la loi de 1864).

Un seul objet de plainte ne peut faire naître qu'une

1. Grand Trunk Railw. Co, of Canada v. Jennings, 13 App. Ca., 800 ; Bradburn v. G. N. R. Co, 23 W. R., 48.

seule action. L'objet de plainte est le préjudice résultant de l'accident qui a causé la mort de la victime et provenant d'un acte volontaire, de la négligence ou de la faute personnelle ou d'un tiers dont le patron est responsable.

Les poursuites, comme nous l'avons vu, doivent être intentées dans les 12 mois du décès de la victime.

Le fait de la part du défendeur d'invoquer la prescription pour repousser les poursuites au cas où le délai légal serait expiré constitue ce que la procédure anglaise appelle : « special defence » (un moyen de défense spécial) (1).

La « special defence » est soumise à certaines règles de procédure et à certaines formalités particulières.

Cette exception, dans notre cas l'expiration du délai légal, pourra être opposée directement devant la Haute Cour si c'est elle qui juge l'affaire (R. S. C. XIX ; rule 15).

Si c'est la County-Court qui est appelée à statuer, notification devra être faite au demandeur de la « défense spéciale » qui lui sera opposée. Cette notification doit être adressée au plaignant cinq jours francs avant le jour de l'audience (C. C. R. X, rule 14).

La seule particularité de procédure dans une action introduite d'après le présent act consiste en ce que le plaignant, exécuter ou administrateur, est tenu de remettre au juge en plus de sa déclaration écrite, une note contenant des renseignements détaillés (a full particular) sur celui ou ceux au profit desquels l'action est introduite, et indiquant la nature de l'accident pour lequel on réclame une indemnité.

1. La procédure anglaise compte 3 special defenses. Nous les étudierons plus loin en examinant la procédure à suivre dans une action intentée d'après l'Employers' liability Act.

Mais cette règle, qui cause des complications inutiles est de moins en moins observée : le demandeur pourra en général fondre en une seule les deux formalités en se bornant à ajouter succinctement dans sa déclaration les renseignements que devait contenir la note complémentaire.

Le défendeur peut déposer entre les mains du tribunal une somme représentant la totalité des indemnités auxquelles il est condamné. Ce n'est jamais à lui de faire une répartition proportionnelle entre les intéressés (art. II de la loi de 1864).

Le verdict, d'ailleurs, sera le plus souvent rendu sous la forme d'une condamnation globale représentant la totalité des indemnités accordées par la Cour aux demandeurs et le jury fixera lui-même la part proportionnelle due à chaque intéressé, après avoir prélevé les frais qui seraient restés impayés par le défendeur.

Ce texte pourrait donner lieu à certaines difficultés : il peut arriver, en effet, que l'affaire soit soumise à un juge seul, siégeant sans jury. C'est un cas que ni la loi de 1846, ni celle de 1864 n'ont prévu.

Chacune des parties, cela n'a jamais fait aucun doute, a le droit d'exiger que le procès soit porté devant un tribunal assisté d'un jury.

Les meilleurs juges dans ces sortes d'affaires seront assurément les hommes du métier, ayant une compétence technique, mieux à même d'apprécier les circonstances et la nature de faits qu'ils voient tous les jours.

Le jury offrira donc aux parties une garantie sérieuse et cela suffit pour expliquer la rareté des procès soumis au magistrat en Chambre.

Mais ce droit de recourir aux jurés est facultatif et d'un commun accord les plaideurs peuvent y renoncer.

Quels seront dans ce cas les pouvoirs du juge siégeant seul ? Quelle sera la marche à suivre à défaut de textes positifs ?

Voici les règles établies par la jurisprudence

Si aucune des deux parties ne fait les démarches nécessaires pour obtenir la présence du jury, on est en droit de conclure que les adversaires sont disposés à s'en rapporter à un juge unique.

Si l'un des plaideurs se repent au dernier moment et demande un jury, le magistrat pourra accorder la remise de l'affaire pour permettre de réunir le jury. Mais la partie qui désire ainsi changer la procédure devra supporter tous les frais inutilement occasionnés par sa faute.

Si la procédure est suivie jusqu'au bout devant un juge unique, celui-ci aura, au cas où le jugement par lui rendu contiendrait une condamnation globale, les mêmes pouvoirs que le jury pour fixer la quotité des parts et les distribuer entre les intéressés.

Le jury devra dans ce cas suivre les règles applicables au jury qu'il remplace.

Si le défendeur à la suite d'un compromis avec l'exécuteur testamentaire du défunt a payé une indemnité globale, les héritiers pourront s'adresser au juge pour que celui-ci en fasse la répartition.

C'est ce qui a été décidé dans l'affaire *Bulmer v. Bulmer* (1).

Cette procédure devant un magistrat unique a l'avantage d'être moins longue et moins coûteuse.

Le paiement en justice de l'indemnité globale qui sera

ensuite répartie et payée à nouveau à chaque intéressé n'est qu'une simple formalité, un moyen légal pour le défendeur de s'acquitter de sa dette. C'est pourquoi, en général, on adoptera un autre procédé plus direct et plus simple.

Le magistrat auquel l'affaire est soumise rendra dans la même audience une ordonnance fixant la part de chacun et autorisant le paiement immédiat et direct aux intéressés. Ce pouvoir appartient sans aucun doute aux magistrats de la High Court depuis l'arrêt rendu dans l'affaire *Bulmer* et qui a fait jurisprudence.

En ce qui concerne l'extension de cette faculté aux juges des Cours de comté, la question est controversée.

D'après la procédure suivie devant les County Courts les indemnités doivent toujours être payées en justice. Il serait, semble-t-il, logique d'étendre cette simplification et de concéder aux magistrats des cours de comté ce même pouvoir spécial qui appartient aux juges de la Cour suprême, dans la mesure, bien entendu, de leur compétence respective qui va jusqu'à 500 livres pour la juridiction inférieure (1). Il serait d'ailleurs fort rare qu'une indemnité même globale accordée par une County-Court dépassât ce maximum fixé par la loi.

En résumé si aucune des parties ne s'y oppose, l'affaire sera soumise à un juge siégeant seul et sans le concours d'un jury.

Ce magistrat, quand il aura fixé le montant des dommages à payer, pourra dans la même audience répartir et faire directement payer les parts qu'il a attribuées à chaque intéressé.

1. County Courts Acts, 1888, s. 67.

Ces règles émanant de décisions judiciaires et toujours en vigueur, ne sauraient cependant s'appliquer aux actions intentées d'après le Workmen Compensation Act de 1897 qui prévoit tous ces cas et édicte des règles spéciales.

CHAPITRE III

LA RESPONSABILITÉ DU PATRON D'APRÈS L'EMPLOYERS' LIABILITY ACT. (1) (43 ET 44 VICT. C. 42)

Nous avons vu dans notre étude de la common-law que la situation de l'ouvrier était fort malheureuse s'il venait à être blessé par la négligence d'un camarade, négligence dont le patron se serait trouvé responsable en dehors de tout contrat de travail et si la victime avait été un simple étranger.

« Cette solution, dit M. Ellis-Hill, si dure qu'elle fut
« pour le travailleur paraissait alors assez logique.

« En effet, disait-on, celui qui se trouve constamment
« exposé à supporter les conséquences de la négligence
« d'un camarade est aussi celui qui peut le plus efficace-
« ment attirer l'attention du patron ou du contre-
« maître sur les maladresses ou les fautes commises. Une
« surveillance plus étroite sera dès lors exercée au double
« profit du patron et de ses ouvriers.

« Ces considérations, qui avaient suffi pendant long-
« temps pour tranquilliser l'esprit des juristes, devin-
« rent fausses et inadmissibles du jour où la doctrine de
« common-employment fut étendue à des personnes qui
« n'étaient qu'aux yeux de la loi compagnons de tra-

1. An Act to extend and regulate the liability of Employers to make compensation for Personal Injuries suffered by Workmen in their service (7th September 1880).

« vail de la victime et qui, en fait, occupaient une situa-
« tion de beaucoup supérieure dans la hiérarchie indus-
« trielle. S'attaquer à de pareilles personnes, c'eût été
« pour l'ouvrier risquer délibérément de perdre son ga-
« gne pain et compromettre ses camarades.

« Une modification du droit sur ce dernier point de-
« venait indispensable ; à vouloir trop ouvertement vio-
« ler la justice on aurait hâté les réformes générales et
« sérieuses que beaucoup commençaient à désirer ou à
« craindre.

« Le Parlement, bien qu'à la discrétion des intérêts
« patronaux et entièrement imbu des vieilles doctrines,
« consentit à contre-cœur quelques concessions immé-
« diates, pensant qu'il valait mieux « donner de suite,
« pour donner moins ! »

« C'est dans cet esprit peu libéral que fut élaborée la
« loi du 7 sept. 1880, que l'on peut citer comme un mo-
« dèle de transaction mesquine, d'obscurités et de com-
« plications inutiles. Législation irritante dans ses appli-
« cations, capricieuse et incertaine dans ses résultats. »
(Ellis Hill, *loc. cit.*, p. 20) (1).

L'Employers' liability Act (loi sur la responsabilité du patron) du 7 sept. 1880, avait, en effet, pour but principal de rétablir partiellement le droit commun en faveur de l'ouvrier en rendant le patron responsable envers ses employés de la faute ou de la négligence des directeurs ou contre-maîtres de son entreprise.

1. Contrairement à l'opinion de l'éminent jurisconsulte anglais auquel nous empruntons cette citation, nous aimons mieux voir dans la loi de 1880, non pas une inspiration rétrograde, mais l'influence et la continuation d'un mouvement progressiste et réformateur qui s'était déjà manifesté en 1876.

La nouvelle loi contenant aussi des dispositions spéciales et nombreuses en faveur des employés de chemins de fer.

Elle devait s'appliquer à tous les contrats de louage de services faits dans une industrie visée par elle.

Mais cette présomption légale pouvait toujours être écartée par le patron s'il établissait que l'ouvrier avait renoncé aux avantages que l'Act lui accordait en usant de sa faculté de « contracting-out ».

Dans ce cas le patron ne pourrait en cas d'accident entraînant sa responsabilité, être poursuivi d'après les dispositions du nouveau statut (1).

Notre étude de l'Act de 1880 se divise d'elle-même en 3 sections que nous aurons à examiner successivement pour connaître : 1° Les droits appartenant à la victime ; 2° la procédure qu'elle devra suivre ; 3° le montant de l'indemnité qu'elle peut obtenir en cas de succès.

A. *Droits de la victime.* — Quels seront les droits de la victime, d'après l'Employers' liability Act ?

Ils seront subordonnés :

1° A la situation personnelle de la victime ;

2° A la nature et aux causes de l'accident.

1° *Situation personnelle de la victime.* — La première question à se poser en cas d'accident sera celle de savoir si le métier, l'emploi auquel se livrait le plaignant est un de ceux visés par l'act et si la victime est bien un « workman » dans le sens dudit statut.

Le premier article n'accorde qu'au « workman » seul le droit de se prévaloir des dispositions de l'act :

1. Griffith v. Earl of Dudley, 51 L. J. Q. B., 543 ; 47 L. T., 10 ; 30 W. R., 797.

« Where after the commencement of this act personal injury is caused to a *workman*.... »

La première chose à faire pour le plaignant sera donc de prouver qu'il est bien « ouvrier » dans le sens que l'act a donné à ce mot.

La définition du mot « *workman* » est donnée dans la section 8 de l'act. Il doit s'appliquer « aux employés de chemins de fer et à toutes les personnes auxquelles s'applique déjà l'Employers and Workmen Act, de 1875 ».

The expression « *workman* » means a « *Railway-servant* » and any person to whom the Employers' and Workmen Act. 1875, applies ».

La première difficulté qui s'élève, si l'on veut analyser la définition donnée par l'art. 8 est relative au mot « *Railway-servant* ». Il est évident que dans son sens large cette expression englobe tous les employés d'une compagnie de chemin de fer.

On est généralement d'accord, quoiqu'il n'y ait sur ce point aucune décision juridique à invoquer, pour repousser cette interprétation large et pour admettre que la loi de 1880 n'a voulu viser, par le mot « *Railway servant* », que les employés se livrant à un travail manuel (largo sensu).

C'est ce qui semble résulter de l'intention générale du législateur et du rapprochement qui existe entre le mot « *Railway-servant* » et les autres catégories d'ouvriers énumérées dans la section (1).

Il est probable que cette expression générale a été usitée pour étendre le bénéfice de l'act à certains em-

1. Gordon v. Jennings ; 51 L. J. Q. B., 417 ; 46 L. T., 534 ; 46 J. P., 519.

ployés tels que les conducteurs de trains (guards) ou contrôleurs de billets (tickets collectors) qui ne sont pas soumis à un travail manuel dans le sens strict du mot et qui pour ce motif étaient exclus de l'Employers and Workmen Act de 1875.

Pour connaître les autres personnes visées par la sect. III de l'Act de 1880, il faut se reporter à l'Employers and Workmen Act de 1875 dont la sect. X est ainsi conçue :

« L'expression « workman » ne s'applique pas aux domestiques et aux serviteurs à gages » (1).

« Elle comprend tout ouvrier tel que valet de ferme (servant in husbandry), journalier, artisan, homme de métier (handicraftsman), mineur... ou autres personnes engagées dans un travail manuel (2), âgées de plus

1. Seraient considérés comme serviteurs à gages (menial servants) :

Un jardinier ayant la direction et la charge des serres chaudes, serres à ananas et du jardin, aux gages de 100 £ par an et résidant dans une maison appartenant à son maître sur le domaine (Nowlan v. Ablett, 2 C. M. et R., 54).

Un garde-chasse, aux gages de 100 £ par an, résidant dans la maison de son maître et ayant à s'occuper de la meute (Nicoll v. Greaves, 33 L. J. G. P., 259).

2. Seraient considérées comme « autres personnes engagées dans un travail manuel » et rentrant dans la présente section :

Un camionneur chargé de transporter les marchandises à domicile et ayant même le soin du cheval dans l'écurie (Yarmouth v. France, 19 Q. B. D., 647 ; 57 L. J. Q. B., 7 ; 36 W. R., 281).

Un décorateur de poterie, travaillant au décor de ses propres pièces et surveillant en même temps le travail des autres peintres dans l'atelier de son maître (Grainger v. Aynesley, 6 Q. B. D., 182 ; 43 L. T., 608).

Un chef d'atelier employé la moitié de la journée à surveiller et l'autre moitié à travailler manuellement (Leech v. Gartside, 1 T. L. R., 391).

ou moins de 21 ans ayant conclu avec un patron, un contrat de travail, avant ou après l'entrée en vigueur de l'Act, que ce contrat soit exprès ou tacite, qu'il soit écrit ou verbal, qu'il s'agisse d'un louage de services ou d'un louage d'ouvrages. »

La douzième et la treizième sect. de l'Empl. and Workmen Act excluent les apprentis pour lesquels une prime dépassant 25 £ serait payée ou qui n'ont pas été placés en apprentissage d'après les Acts sur l'assistance des pauvres. Il en est de même des marins et des mous-ses auxquels l'Act ne peut s'appliquer dans aucun cas.

La section VIII de l'Act de 1880 ne fixe donc aucune-

Ne seraient pas considérés comme « autres personnes engagées dans un travail manuel » et seraient exclus de la présente section :

Un conducteur d'omnibus (Morgan v. The London general Omnibus Co, 13 Q. B. D., 832; 53 L. J. Q. B., 352; 51 L. T., 213; 32 W. R., 759).

Un cocher de tramway (Cook v. The North Metropolitan Tramways Co, 18 Q. B. D., 683; 56 L. J. Q. B., 309; 56 L. T., 448; 3 T. L. R., 523).

Un conducteur d'un train de marchandises ayant en plus de la conduite de son train, à surveiller l'accrochement des wagons et à aider au chargement et déchargement des marchandises (Hunt v. The Great North. Railway Co, 1891, 1, Q. B., 601; 60 L. J. Q. B., 216; 64 L. T., 418; 55 J. P., 470).

Un garçon de café ayant à servir les clients, à balayer les salles, à nettoyer les tables et carreaux, à laver les chopes et verres (Pearce v. Lansdowne, 62 L. J. Q. B., 441; 69 L. T., 316; 57 J. P., 760).

Un garçon épicier chargé de la vente dans le magasin ayant aussi à transporter les marchandises de la porte du magasin à la voiture ou inversement ou à porter de la cave au magasin des sacs et caisses afin d'exposer les produits pour la vente (Bound v. Lawrence, 1892. 1 Q. B., 226; 61 L. J. M. C., 21; 65 L. T., 844; 56 J. P., 118).

ment le sens du mot « Workman » et la loi de 1875, à laquelle elle renvoie, donne une énumération incomplète et se terminant par une expression fort vague.

Le législateur anglais a senti la difficulté. Il a préféré, et c'est sagesse de sa part, donner une simple indication, une définition souple et n'ayant rien d'absolu puisqu'il était réduit à la donner incomplète.

Le dernier mot sera donc aux tribunaux auxquels la loi laisse toute latitude pour décider, d'après les circonstances, quelles seront ces « autres personnes engagées dans un travail manuel. » Mais la jurisprudence (voir la note p. 67 et 68) s'est jusqu'ici montrée fort hésitante et contradictoire : elle n'a pas encore unifié sa doctrine sur ce point (1).

Quoiqu'il en soit de ces discussions théoriques et en s'en tenant aux termes mêmes de la section X le plaignant devra pour prouver qu'il est « ouvrier », établir tout d'abord qu'il a conclu avec la personne qu'il poursuit un contrat de louage de services ou de louage d'ouvrage (a contract of service or a contract of personally to execute any work or labour ; E. et W. A. sect. X).

Il est fort difficile dans certains cas de savoir quel est le patron actuel de l'ouvrier.

Ainsi il arrive parfois qu'un ouvrier est envoyé avec une machine qu'il a l'habitude de conduire pour travail-

1. Voici la définition proposée par M. Ellis-Hill : « L'ouvrier est « une personne ayant conclu avec un patron un contrat par lequel « elle s'engage à un travail manuel, soit à la tâche, soit à la journée et moyennant un certain salaire. »

Cette définition se concilie assez bien avec la section X. — Mais elle ne nous dit pas ce qu'il faut entendre par « travail manuel ». C'est là le nœud de la question. Reculer la difficulté, ce n'est pas la résoudre.

ler à une entreprise dirigée par quelque personne autre que celle qui le paie actuellement. L'ouvrier est-il au service de la personne qui possède la machine ou de celle qui l'a louée ?

En règle générale, on considère comme patron au moment de l'accident la personne qui avait un droit de contrôle sur l'ouvrier à cette époque et qui pouvait le renvoyer s'il se montrait incapable ou négligent (1).

L'affaire *Brown v. The Butterly Colliery Company*, jugée en application de l'E. L. A. est un bon exemple de ce principe (2).

Les défendeurs étaient propriétaires d'une mine et employaient pour l'exploitation des ouvriers chargés de monter le charbon hors du puits, à tant par tonne élevée sur le carreau (3).

Le plaignant était employé par l'un de ces « *butty-men* » pour travailler dans la mine.

Les défendeurs avaient établi certains règlements relatifs à la sécurité dans la mine que tous les ouvriers du fond étaient obligés d'observer. Le fait pour un mineur de travailler dans la mine équivalait à un engagement de sa part à se soumettre auxdites règles. Il existait donc à côté du contrat de travail conclu entre un « *butty-man* » et le plaignant un accord tacite entre ce dernier et les défendeurs. Ce fut assez pour convaincre le juge de la

1. *Donavan v. Laing, Wharton et Down Construction Limited*, 1893, 1 Q. P., 629; 63 L. J. Q. B., 25; 68 L. T., 512; 57 J. P., 583.

2. 53 L. T., 964; 5 J. P., 230; 2 T. L. R., 159.

3. Ce sont les « *butty-men* » que l'on rencontre dans la plupart des mines anglaises. Ce mode de travail à l'entreprise et à la tâche est à la fois plus productif pour le patron et plus rémunérateur pour l'ouvrier. Il permet de proportionner rigoureusement le salaire au travail fourni.

Cour du comté qu'un contrat de louage de services existait entre les deux parties.

Une question délicate et fort controversée est celle de savoir si en cas de sous-entreprise, l'entrepreneur général peut être considéré comme patron de l'ouvrier. La victime pourrait-elle poursuivre directement cet entrepreneur sans s'adresser au « sub-contractor » qui est son patron immédiat. Ceci présente un réel intérêt pour l'ouvrier en cas d'insolvabilité du sous entrepreneur.

L'Employers' liability Act est muet sur ce point : la common-law semblerait donc applicable et l'ouvrier aurait contre l'entrepreneur général (undertaker) coupable de négligence les mêmes droits que contre un tiers quelconque.

Cette difficulté ne présente plus qu'un intérêt rétrospectif : elle a été, comme nous le verrons plus loin définitivement résolue par le Workmen Compensation Act de 1897 en faveur de l'ouvrier.

Le contrat de travail contient parfois une clause expresse par laquelle les parties conviennent de ne pas recourir à l'E. L. A. ; la victime perdrait alors les droits d'action que lui donne cet Act. Il sera donc indispensable de savoir si une pareille convention existe : car elle pourrait entraîner une modification sérieuse dans la situation légale de la victime.

Un contrat de travail, résolu en fait, avant l'accident, peut, en droit, continuer à produire certains effets relativement à la responsabilité du patron.. C'est ce qui fut décidé dans l'affaire *Cowler v. The Meresby Coal Co. Limited* (1).

1. 1 T. L. R., 575.

La défenderesse, une Société minière, avait établi dans ses règlements qu'aucun mineur ne toucherait ses salaires en cas de renvoi ou de départ volontaire avant d'avoir restitué les outils dont il se servait et qui constituaient la propriété de la Société.

Le plaignant fut renvoyé un samedi, sans recevoir les salaires qui lui étaient dus. Le lundi, il descendit dans le puits pour chercher ses outils. Un accident eut lieu. Les tribunaux décidèrent que la victime était toujours au service des défendeurs et qu'elle avait droit à indemnité.

L'ouvrier après avoir établi qu'un contrat de louage de services ou de louage d'ouvrage existait entre lui et le défendeur devra en outre prouver que le travail auquel il était employé constituait bien un « ouvrage manuel ».

Il faut que ce soit un « travail manuel » tel que celui qu'exécutent les laboureurs, valets de ferme, journaliers, artisans, mineurs... (E et W. A., 1875, sect. X).

Les domestiques ou serviteurs à gages sont exclus des bénéfices de l'Act. Peuvent être considérés comme tels ceux qui sont occupés dans la maison de leur maître et ont des rapports constants avec lui (jardinier, piqueur, etc.).

Les autres mots de la sect. X : « ou occupés à tout autre travail manuel » ont donné lieu à de nombreux jugements. Que décider, en effet, lorsque le travail auquel se livrait le plaignant n'était manuel que pour partie ?

La règle générale, que l'on peut déduire de la jurisprudence est qu'il faut considérer le travail principal du plaignant et non des occupations accessoires.

Or, dans certains cas, le travail intellectuel deviendra l'occupation principale, le travail manuel étant relégué à la seconde place.

Tout dépendra, comme nous l'avons vu plus haut, des circonstances de l'affaire.

C'est ainsi, par exemple, que des décisions judiciaires ont considéré comme adonné à un travail manuel l'homme qui conduisait un tombereau et aidait au chargement et au déchargement de ce véhicule ; un peintre en poterie qui était en même temps chargé de la surveillance de l'atelier ; le travail physique l'emportait ici sur les autres devoirs qui étaient purement secondaires.

D'autre part, les tribunaux ont décidé qu'on ne pouvait considérer comme occupés à un travail manuel, dans le sens de la sect. X : un conducteur d'omnibus, un cocher de tramway, un conducteur de train, un garçon épicier et, en général, tous les commis de magasins, enfin les garçons de café (*potman in public-houses*). (Voir p. 67 et 68).

Pourtant, il faut remarquer que le conducteur de train, auquel nous venons de faire allusion, avait cru mieux faire en poursuivant la Compagnie d'après l'E. W. A. S'il avait invoqué les dispositions de l'Employers liab. Act, il aurait, selon toute probabilité, obtenu une indemnité en tant que « *Railway-servant* ».

2^o *Nature et causes de l'accident*. — Le préjudice motivant les poursuites résultera, le plus souvent, du contact physique entre la personne blessée et un objet quelconque.

Mais on peut supposer certains dommages corporels causés en dehors de cette hypothèse générale et où le patron n'a pas, à proprement parler, de négligence à se reprocher.

Quelquefois, par exemple, la victime aura eu à souffrir d'un choc du système nerveux ou d'une commotion cérébrale causée par la terreur ou par quelque violente

émotion, sans qu'il se soit produit ce contact physique, qui caractérise la plupart des accidents et dû à la faute du défendeur.

Citons deux décisions judiciaires, rendues en sens opposé, mais qui mettront bien en lumière ce que nous venons de dire.

Dans l'affaire *Pugh v. The London Brighton and South Coast Railway Co* (1), les défendeurs avaient assuré le plaignant contre les dommages résultant d'un accident. Le demandeur était signaliste de la Compagnie ; il vit, un jour, un train dont plusieurs voitures avaient déraillé. Pugh fit les signaux réglementaires et arrêta le train ; mais la vue de cet accident et la crainte d'une catastrophe avaient ébranlé sa raison.

Le Queens' bench décida que cet ébranlement nerveux constituait bien un dommage physique résultant d'accident prévu et indemnisé par la police d'assurance.

Il s'agissait, dans le second cas (2), d'une femme, la plaignante, qui fut autorisée, par la négligence d'un garde-barrière, à traverser un passage à niveau, au moment où un train arrivait. Il s'en fallut de peu qu'elle ne fut écrasée : la frayeur qu'elle ressentit lui fit perdre la raison.

Le Judicial committee du Privy Council déclara que ce dommage physique ne pouvait servir de base à une action en indemnité, car il ne constituait pas une conséquence naturelle et directe de la négligence de l'employé.

Il est difficile de voir sur quels motifs les juges se sont fondés dans cette affaire. La frayeur ou une forte émo-

1. 65 L. J. Q. B., 521 ; 74 L. T., 724 ; 1896, 2 Q. B., 248.

2. *The Victorian Railway Commissioners v. Coultas*, 38 L. T., 390 ; 18 App. Ca., 222 ; 52 J. P., 500.

tion causent facilement un ébranlement cérébral et il semble qu'il y ait, au point de vue de la victime, bien peu de différence, soit que l'accident résulte du contact physique avec un objet, soit que, sans contact direct, et par suite d'une manœuvre maladroite, il se soit produit un phénomène nerveux dont les conséquences peuvent être fort graves !

Ce jugement du Privy Council mérite donc, en droit, les plus vives critiques : c'est une anomalie (1) dans la jurisprudence anglaise.

Causes de l'accident. — L'Employers' liability Act énumère cinq causes d'accidents. C'est seulement dans l'un de ces cas limitativement prévus que l'ouvrier aura droit à indemnité, c'est-à-dire qu'il sera nécessaire et suffisant pour la victime et afin d'obtenir une réparation d'après la présente loi, de faire rentrer sa demande dans l'un des cinq cadres établis par l'article I

Première cause. — L'accident devra résulter « du manque d'entretien ou de l'état défectueux des chemins et passages, travaux, machines et appareils utilisés dans l'industrie du patron » (2).

Ce premier paragraphe de l'art. I, qui doit être rapproché des §§ I et III de l'art. II, donne à l'ouvrier un droit d'action s'il a souffert un dommage à raison du

1. *Contrà* : Wilkinson v. Downton, 1897, 2 Q. B., 57; Bell v. The Great Northern Railway of Ireland, 1890, 26 L. R. Ir., 428. Les considérants du jugement rendu par la Cour de Dublin dans cette affaire contiennent une appréciation fort sévère de la jurisprudence innovée par le Judicial committee dans le procès Coultas.

2. By reason of any defect in the conditions of the ways, works, machinery or plant connected with or used in the business of the employer.

mauvais état des chemins et passages, travaux et machines mis en usage par le patron, à condition toutefois que le défaut en question se soit produit ou qu'il n'ait pas été découvert et réparé par la négligence du patron ou de quelques-uns de ses employés dont le devoir était de veiller à ce que les chemins, travaux ou machines fussent toujours en bon état d'entretien (art. II, § I).

Le même texte (art. II, § III) décide que si l'ouvrier connaissait le défaut d'entretien ou la négligence et si, dans un délai raisonnable, il n'en a pas averti le patron ou quelqu'employé supérieur à lui dans le service du même patron, il perd tout droit à indemnité, à moins qu'il n'eût la certitude que le patron ou le contre-maitre connaissent le défaut ou la négligence qui ont causé l'accident.

Analysons successivement chacun des éléments du premier paragraphe de l'article I, afin d'en bien fixer le sens et la portée.

Par « défaut dans la condition... (defect in the condition of...) », il faut entendre un état de choses, tel que la puissance ou l'utilité de l'objet en question, soit diminuée ou supprimée. Ce sera souvent, dans ce dernier cas, un vice de construction qui se révélera dans le cours du travail et qui rendra la machine impropre au service que l'on pouvait en attendre (1). On pourrait encore dire qu'une machine est défectueuse lorsqu'elle expose la vie des ouvriers qui la dirigent avec soin et précaution (2).

Un outil ou une machine, parfaits dans leur construction et leur fonctionnement, peuvent devenir défectueux

1. *Mac Giffin v. Palmers' Shipbuilding Co*, 52 L. J. Q. B., 25; 47 L. T., 346.

2. *Walsh v. Whiteley*, 57 L. J. Q. B., 586.

et dangereux si on les emploie à un usage autre que celui auquel ils sont en eux-mêmes destinés. Mais il faudrait, dans ce dernier cas, pour constituer une négligence entraînant la responsabilité, que ce fut sur l'ordre du patron ou de la personne chargée de la surveillance que le changement de destination de la machine ait eu lieu, ou sur leur consentement exprès ou tacite.

Si le patron n'a pas eu connaissance du fait, sa responsabilité ne peut être engagée (1).

Donc, pour donner un droit d'action, les faits devront établir : 1° qu'un défaut existe ; 2° qu'il y a eu négligence.

Cette négligence peut résulter de la nature même du défaut, ou être prouvée par tout autre moyen. Cette opinion est confirmée par le langage du troisième paragraphe de l'art. II qui décide qu'un « défaut » (dans le sens du § I de l'art. I) peut exister, sans qu'il y ait pour cela négligence soit de la part du patron, soit de la part des personnes chargées de la surveillance ou du bon fonctionnement des machines.

Un chef d'industrie n'est pas obligé d'employer des machines du dernier modèle ; le matériel de son usine ne sera donc pas défectueux par ce seul fait qu'il existe d'autres machines plus perfectionnées pour faire le même ouvrage.

La négligence qui doit exister en même temps que le défaut afin de donner à la victime un droit de poursuites devra être celle du patron ou de quelqu'autre personne dont le devoir était de veiller au bon état et à l'entretien des chemins, passages, etc.

Il ne suffirait pas que le plaignant prouvât un état de

1. Jones v. Burford, 1 T. L. R., 137.

choses douteux pouvant fort bien être dû à la négligence du patron ou de ceux auxquels il a confié la mission ci-dessus mentionnée, mais qui pourrait aussi résulter de la négligence d'une autre personne quelconque. Le plaignant devra prouver que c'était le devoir du patron ou du surveillant de découvrir le défaut, de le réparer et qu'ils ne l'ont pas fait.

Une intéressante application de cette théorie, généralement adoptée par la jurisprudence, a eu lieu dans l'affaire *Debont v. The General Steam Navigation Co.*

Le déchargement d'un navire appartenant aux défenseurs avait lieu par les deux ponts à la fois. Un matin, avant de reprendre le travail, le second-maitre auquel incombait le soin de vérifier l'état des travaux et des machines, commença sa tournée par le gaillard d'avant et de là se rendit inspecter le gaillard d'arrière. Mais de la place qu'il occupait alors, il ne pouvait voir ce qui se passait à l'avant du navire.

Pendant ce temps, le mécanicien de la grue qui fonctionnait à l'avant-pont pour enlever la cargaison, plaça sur la plateforme de sa machine une grosse poutre de bois. C'était une pratique constante permettant au mécanicien de se tenir debout plus à son aise, mais formellement interdite par les défenseurs à cause des dangers qu'elle présentait.

La grue venait d'être mise en mouvement, quant tout à coup la pièce de bois glissa et empêcha le frein de fonctionner. La chaîne se détendit et le chargement retomba dans la cale, brisant les jambes d'un ouvrier.

La Cour d'appel considéra qu'il n'y avait aucune preuve de négligence de la part du second maître, étant donné que son devoir, après avoir mis le travail en mar-

che au gaillard d'avant, était d'aller au gaillard d'arrière, d'où il ne pouvait apercevoir l'autre extrémité du navire.

Or, selon toute vraisemblance, c'était après son départ de l'avant-pont que le mécanicien avait placé le morceau de bois sur la plateforme de la grue.

Si la victime avait pu établir que la poutre avait été placée, en la présence du second maître, il y aurait eu dans ce cas négligence de sa part; mais le plaignant n'ayant pu faire cette preuve, sa demande fut repoussée.

D'après le même principe, si un patron ou une personne par lui chargée de la surveillance des travaux se fait remplacer dans cette tâche pour un motif valable et justifié, il n'y aura pas négligence de leur part, si la personne qu'ils se sont ainsi substituée manque à ses devoirs et qu'un accident en résulte.

C'est ce qui fut jugé dans l'affaire Moore contre Gimson (1).

Il s'agissait d'un bâtiment faisant partie des usines du défendeur et qui se trouvait en voie de réparation. Les travaux étaient exécutés par un entrepreneur qui s'était aussi chargé de la surveillance. Le contre-maître du défendeur s'aperçut qu'une portion du bâtiment menaçait de s'écrouler et il attira sur ce point l'attention de l'entrepreneur. Celui-ci fit étayer la partie dangereuse, et assura au contre-maître qu'il n'y avait plus rien à craindre.

Confiant dans cette déclaration, le contre-maître de l'usine fit travailler quelques ouvriers auprès du bâti-

1. 58 L. J. Q. B., 169.

ment qui, subitement, s'écroula, écrasant l'un d'entre eux.

Le « Queens' Bench » considéra qu'il n'y avait aucune preuve de négligence de la part du contre-maître, qui avait ajouté foi aux assertions de l'entrepreneur.

Il faudrait, dans tous les cas, que la personne ainsi chargée de la surveillance fut d'une situation quelque peu supérieure à celle d'un simple ouvrier.

D'ailleurs, sur tous ces points, il est fort difficile de poser des règles exactes et de dire d'une manière précise et générale ce qui constitue un défaut dans l'état des chemins, machines, etc. Il faut tenir compte des circonstances et des divers procédés si différents d'après lesquels a lieu le fonctionnement et la direction d'une usine ou d'une manufacture.

Le danger qu'il y aurait à manœuvrer une machine ne constituerait pas un défaut laissant supposer la négligence. Mais si, tout en prenant les précautions nécessaires, un bon ouvrier ne peut arriver à diriger cette machine sans courir un danger personnel, il faut admettre, dans ce cas, et c'est la solution constante de la jurisprudence, que la machine est devenue défectueuse ou qu'elle a un vice de construction (1).

Il faudra nettement distinguer les cas où le travail des machines serait rendu dangereux par une circonstance extérieure indépendante de la volonté et n'entraînant par conséquent la responsabilité de personne.

Way. — Par « way » (chemin, passage), il faut entendre le parcours qu'un ouvrier accomplirait, dans des

1. *Walsh v. Whiteley*, 57 L. J. Q. B., 586; 53 J. P., 38; *Morgan v. Huschins*, 6 T. L. R., 219.

circonstances ordinaires, pour aller d'une extrémité à l'autre de l'usine où il travaille ou de l'atelier où il est employé (1).

Un chemin ou passage sera défectueux s'il expose l'ouvrier à des dangers accessoires indépendants du risque normal inhérent au travail et accepté par lui. Il faudra, suivant le principe général, qu'il y ait négligence du patron ou de ses proposés.

Voici quelques exemples de chemins considérés comme défectueux par la jurisprudence : le plancher d'une passerelle conduisant du navire à la terre ferme et qui se trouvait mal assemblé (Giles, v. *The Thames Ironworks Co*, 1 T. L. R., 469) ; un passage utilisé dans l'usine des défendeurs et dans lequel des planches avaient été placées pour boucher un trou : les planches se rompirent. (Bromley, v. *The Cavendish Spinning Co, Ltd.*, 2 T. L. R., 881).

L'état d'un chemin bien établi en lui-même ne deviendrait pas défectueux, dans le sens de notre article, par ce seul fait qu'une obstruction passagère le rendrait moins facilement praticable et même dangereux pour les ouvriers. Il en serait de même si l'obstacle ou le danger provenait de l'acte d'un tiers (2).

Si le chemin est endommagé et rendu dangereux en raison d'un certain travail accompli dans le cours de l'industrie du patron, cela ne constituerait pas un défaut permettant de supposer une négligence.

Mais si, sans nécessité et par manque de soin, un changement est fait dans l'état des lieux, le danger qui

1. *Mc Giffin v. Palmers' Shipbuilding Co*, *suprà*.

2. *Mc Giffin v. Palmers' Shipbuilding Co*, *suprà*.

peut en résulter constitue un défaut impliquant la négligence.

Dans ces différentes hypothèses, la victime devra établir que le contre-maître ou le surveillant avaient omis de prendre les précautions nécessaires contre le danger ou ne l'en avaient pas averti, preuve parfois difficile, exigée par le § 1 de l'art. 2, et indispensable pour mettre en jeu la responsabilité du patron.

La loi de 1880 a été, sur ce point spécial, rendue plus complète et plus sévère par les dispositions préventives des *Factory and Workshop Acts*.

C'est ainsi que le « *Factory Act* » du 6 juillet 1895 (1) dans son art. 9, § 1, décide que :

« Dans toutes les usines ou fabriques construites après le 6 juillet 1895, il est formellement interdit de faire passer un arbre ou un axe de rotation, à moins de 18 pouces (2) d'une construction fixe qui ne fait pas partie de la machine, si l'emplacement sur lequel l'axe déborde est un lieu de passage pour les ouvriers. »

Works. Travaux (largo sensu). — Aucune difficulté ne peut s'élever sur le sens à attribuer en général à cette expression. La jurisprudence anglaise n'a jamais cherché à lui donner une interprétation différente de sa signification naturelle.

Et pourtant les auteurs ne sont pas d'accord sur le sens spécial à donner dans notre article où le mot « travaux » est immédiatement suivi des mots « faisant partie de l'industrie du patron ou y étant utilisés (*connected with or used in the business of the employer*). »

1. *F. et W. A.*, 58 et 59 *Vict. c. 37*, s. 9, p. 1. Voir aussi : *F. W. A.*, 41 *Vict. c. 16*, s. 5, p. 1.

2. Environ 0 m. 45.

Les tribunaux se sont prononcés deux fois sur ce point et dans des sens très opposés ou tout au moins qui le paraissent à première vue.

Dans le premier cas (*Howe, v. Finch*) (1), il s'agissait d'un nouveau mur que le défendeur faisait construire dans son usine et dans l'intérêt de son industrie. Avant que ce mur ne fut terminé et par suite d'un vice de construction dû à la négligence de l'entrepreneur de maçonnerie, il s'écroula et blessa l'un des ouvriers de Finch.

La Cour considéra qu'un tel mur à moitié terminé ne pouvait être compris dans le sens de l'expression « *works connected with or used in the business of the employer* », qui ne visait que des travaux, des constructions terminées et faisant actuellement, par leur usage, partie d'une entreprise.

Dans le second cas (*Brannigan v. Robinson*) le défendeur, qui était entrepreneur de maçonnerie, avait pris possession d'un immeuble qu'il devait démolir pour reconstruire un théâtre à la place. Par négligence, il laissa debout un pignon de l'une des maisons sans l'étayer : cette partie du bâtiment s'écroula sur le plaignant qui avait été obligé de s'en approcher dans le cours de son travail.

Le *Queens' Bench* décida que le fait d'avoir laissé le mur non étayé constituait un défaut dans la condition des travaux du défendeur.

Il est facile d'apercevoir au point de vue théorique la différence qui existe entre ces deux cas.

Dans le premier, il s'agissait d'un mur à moitié cons-

1. 51 J. P., 276 ; 34 W. R., 593.

2. 1892, 1 Q. B., 344 ; 61 L. J. Q. B., 202 ; 66 L. T., 647 ; 56 J. P., 328.

truit. C'était un objet non terminé, qui, ne pouvant être utilisé, était censé ne pas faire partie des bâtiments de l'usine.

Dans le second cas, au contraire, le pignon qu'il s'agissait de démolir faisait partie intégrante des travaux du défendeur. Il y avait là, pour ce dernier, un acte essentiel de son entreprise.

M. le Juge Wright, qui rendit le jugement dans l'affaire *Brannigan v. Robinson* se plaçait sur un autre terrain pour la distinguer de l'affaire *Howe v. Finch*. Il fait remarquer que la personne poursuivie dans ce cas ne fut pas le constructeur du mur, mais le propriétaire de l'usine. Or, ce mur, qui n'était pas encore terminé, était pour ainsi dire en possession et sous le contrôle de l'entrepreneur de maçonnerie au moment de l'accident. N'étant pas encore en état de servir, il ne pouvait être considéré comme faisant partie de l'usine.

La victime eût été, sans aucun doute, mieux inspirée, et eût peut-être obtenu gain de cause si elle avait poursuivi le chef d'industrie pour le mauvais état des bâtiments de son usine qui existait dans cette circonstance. Il y aurait assurément « condition défectueuse des travaux » si un mur que le patron est en train de bâtir ou dont la construction est sous sa surveillance, menaçait de s'abattre et de causer ainsi un accident.

Voici les conséquences théoriques que nous pouvons tirer de cette jurisprudence :

Les travaux non encore terminés, et par conséquent non encore utilisés, ne peuvent rentrer dans notre article.

Il en serait différemment des lieux où ces travaux sont exécutés. Leur condition serait défectueuse dans le sens de la présente section si des ouvriers qui y sont employés

étaient exposés à des dangers ou blessés par quelque négligence apportée dans la construction ou l'échaffaudage d'un bâtiment non encore terminé, lorsque ces ouvriers accomplissaient leur besogne coutumière avec une attention normale et raisonnable.

Machinery (Machines). — Nous n'avons trouvé aucune décision juridique fixant le sens de cette expression. Il n'y a d'ailleurs aucune raison pour que sa signification diffère, en quoi que ce soit, de celle qu'on lui attribue d'ordinaire. Il y a dans les *Factory and Workshop Acts* certaines dispositions édictant envers le patron l'obligation d'entourer, de protéger les parties dangereuses de ses machines (1).

La méconnaissance de ce devoir donnerait à l'ouvrier en cas d'accident un double droit d'action, à la fois d'après la *common-law* (2) et d'après l'*Employers' liability Act* (3).

Ce droit d'action résultant de la violation d'un devoir préventif, a été jusqu'ici assez peu mis en pratique. Les ouvriers où leurs conseils ne semblent pas très au courant des dispositions des *F. W. A.*, relatives aux machines dangereuses.

Plant (Appareils). — Cette expression comprend tous les instruments quelconques utilisés par un industriel pour faire marcher son entreprise. Elle s'applique aussi bien aux marchandises en magasin achetées ou fabriquées pour la vente, qu'à tous les biens meubles ou im-

1. Voir : *The Fencing of Machinery in a Factory* dans les *F. et W. A.* de 1878, 1891 et 1895.

2. *Holmes v. Clark* ; *Brisson v. The Great West. Cotton Co, L. R.*, 7 Ex., 130 ; 27 L. T., 125.

3. *Baddeley v. Earl Granville*, v. *suprà*.

meubles qui sont d'un emploi permanent dans l'industrie.

Cette interprétation si large a fait jurisprudence depuis le jugement rendu par le Lord Justice Lindley dans l'affaire *Yarmouth v. France* (1), où il fut décidé qu'un cheval du patron pouvait être compris dans le mot « plant » et que le vice de ce cheval constituait un défaut dans le sens de la sous-section.

Deuxième cause. — Nous venons d'examiner le cas où, d'après le § I, un accident est causé par le manque d'entretien ou l'état défectueux des chemins, travaux ou machines.

Le § II du même article prévoit une autre hypothèse : celle où l'accident est dû :

« A la négligence de toute personne au service du patron lorsqu'elle a une surveillance à exercer et dans « l'exercice de cette surveillance » (2).

Ce principe est soumis à une restriction contenue dans le 3^e paragraphe de l'art. III ainsi conçu :

« Dans le cas où l'ouvrier connaissait le défaut ou la « négligence qui ont causé l'accident et si dans un délai « raisonnable il a omis d'en avertir le patron ou tout « employé supérieur en grade dans le service du patron, « il perd tout droit à indemnité, à moins qu'il ne soit « prouvé que le patron ou le supérieur de l'ouvrier « étaient déjà au courant de ce défaut ou de cette négligence. »

Ce troisième paragraphe de l'art. II n'aura qu'une assez petite portée pratique. — Il empêchera rarement

1. 19 Q. B. D., 647 ; 57 L. J. Q. B., 7 ; 36 W. R., 281.

2. « By reason of the negligence of any person in the service of « the employer who has any superintendence entrusted to him « whilst in the exercise of such superintendence. »

la victime d'un accident de se servir des droits que lui confère le § II de l'art. I.

En effet le patron se trouvera en présence du dilemme suivant :

Ou bien le plaignant ignorait le défaut ou la négligence et la restriction du § III ne peut s'appliquer ;

Ou bien le plaignant en avait connaissance, mais alors il paraît certain que le patron ou le supérieur auxquels il aurait dû en faire part devaient également la connaître, s'ils avaient exercé consciencieusement leurs devoirs de surveillance et dès lors il y a une forte présomption de négligence de leur part.

D'ailleurs, l'ouvrier ne peut le plus souvent connaître la négligence qu'au moment même où ses conséquences se réalisent ! La cause et l'effet apparaîtront ici simultanément !

La présente sous-section peut donner naissance à deux questions importantes.

La première sera celle de savoir si la personne coupable de négligence était réellement chargée de la surveillance dans le sens fixé par notre article ?

La seconde : quel est le degré de négligence nécessaire pour donner naissance à un droit d'action ?

L'expression « personne chargée d'une surveillance » est expliquée dans la section VIII de l'E. L. A. — Elle comprend toute personne pour qui la surveillance est le seul ou le principal devoir et qui n'est pas d'ordinaire attachée à un travail manuel » (1).

1. The expression « person who has superintendence entrusted to him » means a person whose sole or principal duty is that of superintendence and who is not ordinarily engaged in manual labour,

Celui qui dans l'accomplissement de ses devoirs coutumiers est obligé de faire des actes de travail manuel ne peut donc être considéré comme chargé d'une surveillance, même si, en fait, cela avait lieu.

Ainsi ni l'homme de service à la passerelle d'un navire (gangwayman) (1), ni un contre-maître qui travaille avec son équipe à charger un navire et dont le devoir est de prévenir les hommes qui sont dans la cale lorsque des ballots vont être jetés par l'écoutille (2), ni celui qui donne au mécanicien d'une grue le signal de lever ou de baisser l'auget (3) ne sont aux yeux de la loi des personnes chargées d'une surveillance.

Le Queens Bench a décidé qu'il y avait surveillance dans tous les cas où il s'agissait d'un contre-maître allant et venant pour diriger le travail des ouvriers, mais sans y prendre une part directe (4).

Quelle devra être la nature de la négligence d'une personne chargée de surveillance pour que l'ouvrier ait un droit d'action d'après la présente sous-section ?

C'est un point très controversé.

Certains auteurs ont prétendu que le préjudice causé à la victime devait nécessairement être causé par le fait d'une surveillance négligente ; d'autres voulant élargir cette opinion pensent que toute négligence quelleconque de la part d'un surveillant, dans le cours de son emploi, suffirait, si un accident en résulte, pour donner à la victime un droit à réparation.

1. *Shaffers v. The general Steam navigation Co*, 40 Q. B. D., 336 ; 52 L. J. Q. B., 260 ; 48 L. T., 228 ; 47 J. P., 327.

2. *Xellard v. Rooke*, 57 L. J. Q. B., 599 ; 52 J. P., 820.

3. *Claxton v. Mowler*, 4 T. L. R., 756.

4. *Ray v. Wallis*, 51 J. P., 519 ; 3 T. L. R., 777.

Le Banc de la Reine a semblé tout d'abord favorable à la première opinion. — C'est ainsi que dans l'affaire *Shaffers v. The General Steam Navigation Company* (1), le demandeur fut débouté de sa plainte pour cette raison que l'homme employé à la passerelle et dont la négligence avait causé l'accident n'était pas simplement chargé de surveiller, mais qu'il participait à un travail manuel.

Cette jurisprudence est trop étroite en fait et en droit.

En *fait* il arrive fréquemment qu'un contre-maître, tout en conservant son caractère de surveillant donne de temps en temps un « coup de main », une assistance exceptionnelle aux ouvriers : en cela il peut se rendre coupable d'une négligence et il est juste qu'il soit tenu d'en répondre.

En *droit* également cette jurisprudence ne nous paraît pas à l'abri de toute critique : elle est en opposition évidente avec le sens de notre sous-section.

En effet, le législateur ne dit pas « négligence *dans* (*in*) l'exercice de la surveillance » mais « négligence *pendant* (*whilst*) que cette surveillance est exercée. »

Les juges de Westminster sont d'ailleurs revenus sur leur jurisprudence antérieure et dans deux arrêts récents (2) ils ont admis que le contre-maître serait responsable d'après le § II pour toute faute ou négligence commise pendant la durée de la surveillance et ayant causé un accident ; que de plus, une participation occasionnelle au travail de ses ouvriers ne

1. 40 Q. B. D., 356 ; 52 L. J. Q. B., 260 ; 48 L. T., 228 ; 47 J. P., 327.

2. *Wild v. Waygood*, 1892, 1 Q. B., 783 ; *Osborne v. Jackson and Todd*, 41 Q. B. D., 619.

suffisait pas pour lui enlever son caractère de surveillant.

La victime d'un accident devra donc pour pouvoir invoquer la seconde sous-section prouver qu'elle a eu à souffrir de la négligence d'un contre-maître et que l'acte qui a causé l'accident s'est produit pendant la durée de cette surveillance.

N'oublions pas de signaler les dispositions des Factory and Workshop Acts relatives à la surveillance et au contrôle des inspecteurs dans les usines, et interdisant certains travaux dangereux (nettoyage des machines en marche ; ajustage d'une courroie volante en mouvement) et rendant sur ce point les patrons et contre-maître responsables des infractions commises (1).

L'inobservation de ces règlements constituerait une preuve suffisante de négligence dans la surveillance et permettrait à la victime de se prévaloir du § II de l'article 1^{er}.

Troisième cause. — D'après le troisième paragraphe, l'ouvrier aura un droit d'action lorsque l'accident dont il est victime est dû :

« A la négligence de toute personne au service du patron, lorsque l'ouvrier était tenu d'obéir aux ordres et indications de cette personne et que s'y étant conformé, il en est résulté pour lui un préjudice » (2).

Cette disposition est, comme les précédentes, limitée

1. F. et W. A. de 1878, s. 9 (superintendence and control) et de 1895 s. 9, par. II.

2. « By reason of the negligence of any person in the service of the employer to whose orders or directions the workman at the time of the injury was bound to conform, and did conform, where such injury resulted from his having so conformed. »

par la troisième sous-section de l'article 2 de l'Act, d'après laquelle l'ouvrier perd tout droit à indemnité s'il connaît le défaut qui a causé l'accident et s'il n'en a pas, dans un délai convenable, averti le patron ou l'un de ses supérieurs.

En réalité cette restriction aura peu de portée pratique pour les mêmes raisons qui la rendent inefficace lorsqu'il s'agit d'une personne chargée de surveillance, raisons que nous avons exposées plus haut.

Cette personne aux ordres ou aux indications de laquelle l'ouvrier est tenu de se conformer sera en général dans une position inférieure à celle qui est chargée de la surveillance et dont nous avons parlé en analysant le second paragraphe.

Ce peut être, par exemple, un « skilled-workman », qui aura sous son autorité un certain nombre de camarades moins habiles que lui et l'assistant dans son travail (c'est un cas fréquent dans la menuiserie et la construction des navires, la poterie d'art (1); ce peut être encore un chef d'équipe, travaillant avec son équipe (chargement et déchargement des navires).

Cette personne sera donc, comme on le voit, presque toujours employée à un travail manuel.

Il faut remarquer que d'une part la catégorie de personnes auxquelles se rattache la présente sous-section et pour la négligence desquelles le patron est responsable a plus d'étendue que celle des surveillants; mais que d'autre part la responsabilité actuelle résultant de leurs actes est plus restreinte puisqu'il ne suffirait plus

1. Voir l'étude très documentée de M. E. Deiss sur les ateliers anglais dans son ouvrage : *A travers l'Angleterre industrielle et commerciale*.

d'invoquer une négligence générale dans leur conduite et que le droit d'indemnité n'est accordé que dans des circonstances spécifiées et en présence d'une faute bien déterminée.

L'interprétation du présent paragraphe a fait naître dans la jurisprudence une controverse assez sérieuse.

Dans l'affaire *Howard v. Bennett*, Lord Coleridge, Chief-Justice, exprima l'opinion que pour donner à l'ouvrier un droit d'action d'après la troisième sous-section le préjudice devait résulter directement du fait de s'être conformé à l'ordre. Il ne suffirait pas que l'accident eut pour cause un acte subséquent de négligence de la part de la personne qui a donné cet ordre.

Cette opinion fut vivement combattue et repoussée par la Cour d'appel dans l'affaire *Wild v. Waygood* (2). L'arrêt qui fut rendu sur ce point constitue la décision-type de la jurisprudence de notre sous-section.

Un certain Duplea aux ordres duquel le plaignant devait se conformer ordonna à ce dernier de poser une planche sur un ascenseur et de s'y tenir debout. Quelques instants après Duplea, par inattention, mit l'ascenseur en marche ; la planche fut basculée, l'ouvrier renversé et blessé.

La Cour décida que le défendeur était responsable.

Lord Herschell, qui rendit le jugement, soutint que la loi n'avait pas exigé que la négligence fut l'origine directe, la « *causa causans* » de l'accident ; un ordre négligent pourrait avoir des conséquences fort lointaines qui ne se manifesteront pas de suite.

1. 60 L. T., 152 ; 38 L. J. Q. B., 129.

2. 1892, 1 Q. B., 783 ; 61 L. J. Q. B., 391 ; 66 L. T., 309.

« Il sera souvent difficile, disait Lord Herschell, « d'apercevoir le rapport de cause à effet ; il faudra remonter péniblement de l'accident à sa source en suivant un enchaînement de faits souvent peu conciliables mais ayant tous à des degrés plus ou moins directs une même origine : la négligence du supérieur « qui avait donné l'ordre à la victime ; si cet ordre a « le moindre rapport avec l'accident le patron est en « principe responsable. »

Cette jurisprudence si large en apparence est de fait singulièrement restreinte et enrayée par la difficulté de la double preuve que le plaignant devra fournir.

Il faudra, en effet, qu'il établisse : 1° Qu'il a reçu un ordre négligent ; 2° que l'accident en est résulté.

La coexistence de ces deux éléments est indispensable.

Ce principe, malgré sa clarté apparente, donne naissance à de sérieuses difficultés d'interprétation qui se présenteront lorsqu'il s'agira de l'appliquer à des cas particuliers et qui rendront souvent très délicate la preuve exigée de la victime et très douteuse la situation du défendeur.

On peut se demander, par exemple, et c'est un point de droit souvent discuté, s'il est nécessaire que les ordres ou indications dont parle la loi aient été donnés d'une manière expresse et formelle, ou s'ils pourront résulter du caractère même de l'entreprise ou de telle tâche spéciale donnée à l'ouvrier.

Posons la question sous une forme plus concrète :

Un contremaître (ou tout autre personne à laquelle l'ouvrier serait tenu d'obéir) s'aperçoit qu'un de ses hommes accomplit son travail d'une manière défectueuse ou dangereuse ; il le laisse faire sans observations. Peut-on

en conclure que le contre-maître autorise l'ouvrier à travailler de cette manière ? qu'il y a eu de sa part « ordres et indications » dans le sens de notre article ?

Tout dépendra des circonstances, mais l'affirmative nous paraît hors de doute dans certains cas.

Ainsi supposons qu'un ouvrier méconnaisse en présence d'un contre-maître ou d'un chef d'atelier l'une des prescriptions d'un Factory Act. Si celui-ci n'intervient pas de suite pour faire observer le règlement et qu'un accident se produise, on peut très légitimement conclure de ce silence coupable que le contre-maître avait autorisé l'ouvrier à travailler de cette façon et qu'il y a eu de sa part consentement tacite entraînant sans aucun doute sa responsabilité aux termes du § III (1).

Les §§ 2 et 3 ont entre eux une étroite connexité : il sera souvent presque impossible de distinguer dans quel cas l'on se trouve et de savoir laquelle des deux sous-sections il faut appliquer.

L'affaire *Wright v. Wallis* (2) est un exemple souvent cité des difficultés inextricables qui peuvent se présenter sur ce point.

Le plaignant devait se conformer aux ordres d'un certain Thomas, chef d'équipe. Celui-ci lui enjoignit de descendre travailler dans un chaland placé le long du navire dont son équipe effectuait le déchargement, en jetant la cargaison par dessus bord dans le chaland. Thomas avait pour mission, au moment où l'un des ballots de ferraille composant la cargaison allait être lancé, d'avertir les ouvriers du chaland pour leur donner le temps de se garer. A un moment, il omit de le faire ; le plaignant fut atteint et blessé.

1. 3 T. L. R., 779.

M. Ruegg, l'un des magistrats qui siégeaient dans ce procès, fait bien ressortir dans son « Etude sur l'Employers liability Act (1) » où il analyse le cas précédent, quelle est la différence résultant de l'analogie qui existe entre le caractère d'une personne chargée de la surveillance et celui d'une personne aux ordres de qui le plaignant devait se conformer. Dans laquelle de ces deux catégories devait-on ranger le chef d'équipe ?

M. Ruegg constate, non sans quelque malice, que le Queens' Bench se trouvant fort indécis et ne pouvant résoudre le problème, préfère ordonner une enquête complémentaire et renvoyer l'affaire à une autre session.

Lord Esher, M. R. qui était conseiller-rapporteur opinait pour l'application du second paragraphe et considérait qu'il y avait eu de la part de Thomas une négligence grave, indépendante de l'ordre donné à la victime. Il remarquait, avec raison, qu'il s'était écoulé un intervalle assez long entre le moment où l'ordre avait été donné et celui où la négligence s'était produite. (L'ouvrier était descendu le matin dans le chaland et l'accident avait eu lieu dans la journée).

L'éminent magistrat après avoir analysé le cas où l'ordre était donné expressément dans le cours du travail et celui où il en résultait implicitement, s'exprimait ainsi :

« Il faut bien remarquer qu'en dehors de la distinction
« très nette que je viens de faire on doit établir une dif-
« férence essentielle (qu'elle affecte ou non le droit d'ac-
« tion) entre les deux cas suivants :

1. Voir, seconde édit., p. 87, avec la citation *in extenso* du rapport de Lord Esher.

« Dans le premier il s'agira d'éléments de danger résultant directement d'actes accomplis par l'ouvrier en exécution d'ordres reçus et qui l'exposent à un risque immédiat si la personne qui a donné l'ordre est «n égligente.

« Dans le second cas l'obéissance à l'ordre n'est accompagnée par aucun risque actuel dû à la négligence de la personne qui a donné cet ordre.

« Si dès lors pour faire naître un droit d'action, il suffisait que l'exécution de l'ordre exigeât la présence de l'ouvrier dans un lieu où sa vie se trouverait ensuite menacée par des actes négligents de la personne qui le commande, la responsabilité résultant de cet ordre devrait subsister jusqu'à ce qu'un accident se produisit, serait-ce une semaine ou un mois plus tard.

« Or il est certain que tel n'est pas l'esprit de l'Act de 1880.

« Il doit exister, au moment de l'accident, un rapport intime entre la négligence, l'ordre et son exécution. Ces trois éléments doivent se confondre pour causer l'accident ».

Cette jurisprudence est opposée à celle qu'avait admise la Cour d'appel dans d'autres circonstances (1).

On a prétendu parfois que les « ordres ou indications » devaient être absolument *obligatoires*, pour que l'ouvrier qui s'y était conformé put invoquer notre sous-section.

Cette théorie a été assez souvent admise par les tribunaux lorsque l'ordre donné impliquait la violation d'un règlement ou d'un statut. L'ouvrier, dit-on, n'est pas obligé de s'y soumettre : s'il le fait, c'est de son plein

1. Voir *suprà*, p. 107, l'opinion émise par lord Herschell.

gré et en assumant pour lui seul les conséquences de son acte. Il serait immoral, si un accident venait à se produire, de lui permettre de se prévaloir du bénéfice de la loi qu'il a volontairement méconnue.

Cette jurisprudence nous paraît absolument erronée et contraire à l'esprit de notre sous-section. Ce n'est pas à l'ouvrier de décider si l'ordre qui lui est donné par un supérieur est tel qu'il doive s'y conformer. Il suffit que l'ordre soit donné par une personne à laquelle il doit obéissance pour qu'il n'ait pas d'appréciation (1).

D'ailleurs, l'ouvrier n'est pas aussi libre qu'on le prétend et le refus d'obtempérer à un ordre, même coupable, équivaldrait le plus souvent pour lui à un renvoi immédiat.

Quatrième cause. — Il s'agit du cas où l'accident a pour cause :

« L'acte ou l'omission faits par toute personne au service du patron en obéissance aux règlements et prescriptions du patron, ou à des instructions particulières données par une personne à laquelle le patron avait, dans ce but, délégué son autorité » (2).

Il faut que ces règlements d'ateliers ou prescriptions soient entachés d'un vice quelconque (erreur ou impropriété) : c'est une condition essentielle, sous-entendue dans ce paragraphe, mais qui l'explique et le complète. Le § II de l'art. II s'y rattache directement.

1. Voir le jugement rendu en ce sens dans l'affaire *Marley v. Osborne*, 40 T. L. R., 388.

2. « By reason of the act or omission of any person in the service of the employer done or made in obedience to the rules or bye-laws of the employer, or in obedience to particular instructions given by any person delegated with the authority of the employer in that behalf. »

Ce droit de réglementation, dont parle la loi, et qui appartient à tout patron dans son usine, est ordinairement restreint par le contrôle effectif de l'administration supérieure.

C'est ainsi que les Secrétaires d'État de Sa Majesté peuvent accepter et approuver certains règlements concernant les mines ou diverses industries, d'après les dispositions des Factory and Workshop Acts (1), du Coal Mines Regulation Act (1887) (2), et du Metalliferous Mines Regulation Act de 1872 (3).

Le Ministère du Commerce (Board of Trade) ou le Local Government Board ont le même pouvoir de vérification des règlements faits par une Compagnie de chemins de fer (4) ou en exécution de l'Alkali Act (5); ils agiront soit seuls, soit en concours avec un secrétaire d'État pour ce qui regarde les règles établies d'après l'Explosives Act de 1875 (6).

Il est facile d'apercevoir qu'ici le principe est tout différent de celui qui est contenu dans les précédents paragraphes.

Le droit d'action donné par les autres sections est basé sur une faute, une négligence de la personne qui est en rapport direct avec l'ouvrier. L'accident est alors causé par un fait bien déterminé, par l'acte d'un tiers.

Ici, au contraire, l'accident est dû à l'accomplissement scrupuleux de certaines instructions ou au respect des

1. 54 et 55 Vict. c. 75, s. 8; 58 et 59 Vict. c. 37, s. 28.

2. 50 et 51 Vict. c. 58, s. 51.

3. 35 et 36 Vict. c. 77, s. 24.

4. 3 et 4 Vict. c. 97, ss. 7 et 8.

5. 44 et 45 Vict. c. 37, s. 20.

6. 38 Vict. c. 17, ss. 35 et 36.

règlements qui contenaient des erreurs ou des impropriétés, causes indirectes du préjudice que subit la victime.

L'ouvrier devra prouver, pour faire rentrer son cas dans le présent paragraphe : 1° Que le règlement ou la prescription contenait une erreur ou une impropriété ; 2° que l'accident est résulté du fait de s'y être conformé.

Toutefois, d'après le parag. II de l'art. II, cette preuve ne serait pas admise lorsqu'il s'agira de règlements d'ateliers ou de lois locales acceptés et approuvés par l'un des Premiers Secrétaires de Sa Majesté, par le Ministère du Commerce ou par tout autre département ministériel, en vertu d'un acte du Parlement.

Il y aurait, dans ce cas, une sorte de brevet d'infailibilité qui empêcherait l'ouvrier de prouver ce caractère erroné ou impropre.

Cette restriction est fort importante et elle réduit d'autant la portée pratique de notre paragraphe.

En admettant même que la preuve soit légalement possible, l'ouvrier n'osera jamais attaquer de front, et à lui seul, un règlement ou une loi. Il sera bien plus simple pour lui de poursuivre le patron, d'après les principes généraux du droit commun, en invoquant sa négligence, et de se soustraire ainsi aux limitations que l'Act de 1880 apporte au droit de faire la preuve.

Si, en plus de cette raison, l'on considère le petit nombre des accidents qui proviennent de cette cause, on s'expliquera la rareté des cas dans lesquels les tribunaux ont eu à se prononcer sur ce paragraphe.

Remarquons enfin que si l'ouvrier, bien que se conformant aux règlements, est, ce faisant, coupable de négli-

gence, cela suffirait pour l'empêcher d'invoquer la présente sous-section.

On considérerait dans ce cas qu'il n'y a pas eu obéissance suffisante pouvant laisser croire que l'accident provient exclusivement du caractère erroné et fautif de ces instructions ou règlements.

Cinquième cause. — C'est la dernière sous-section de l'art. I.

Elle donne un droit d'action à l'ouvrier blessé par « la
« négligence d'une personne au service du patron char-
« gée de la manœuvre ou de la surveillance des signaux
« aiguilles, locomotives ou trains sur une voie ferrée » (1).

Ce paragraphe est comme les précédents soumis à la restriction contenue dans la troisième sous-section de la seconde section.

Le mot « locomotive engine » ne se rapporte qu'aux machines utilisées pour la traction sur une voie ferrée (2).

Procédure à suivre dans une action intentée d'après l'E. L. A.

Ce sera d'ordinaire la procédure des Cours de Comté. Mais les Cours de Justice du Royaume-Uni ont joui de tout temps d'une autonomie presque absolue. Elles ont toujours eu le pouvoir, de par les droits séculaires que leur reconnaît la Coutume, d'édicter chacune dans son ressort des règles de procédure spéciales (rules of court).

Chaque unité judiciaire a donc en quelque sorte sa discipline propre qu'elle peut établir et modifier à son gré.

1. « By reason of the negligence of any person in the service of
« the employer who has the charge or control of any signal, points,
« locomotive engine, or train upon a railway. »

2. *Murphy v. Wilson*, 48 L. T., 788 ; 48 J. P., 24.

Il en résulte une série de petites législations éparses, analogues dans leurs principes, mais formant, si on les réunit, un ensemble touffu et divers (1).

Ceci complique singulièrement l'étude de la procédure lorsqu'on veut se placer à un point de vue général. Nous devons donc, en faisant abstraction des détails, nous borner à présenter certains principes applicables dans tous les cas et qui, bien que souvent interprétés d'une manière différente, sont admis par toutes les Cours de Justice.

Nous examinerons seulement la procédure anglaise en laissant de côté les règles suivies devant les « Sheriffs' Courts » d'Ecosse ou la « Civil Bill Court » d'Irlande.

La procédure à suivre dans une action intentée d'après le droit commun ou d'après un texte de loi spécial est identique, c'est-à-dire que dans les deux cas on appliquera les règles et formalités du droit commun.

Si le montant de l'indemnité réclamée par le demandeur dépasse 50 £, les poursuites devront être commencées devant la Haute Cour ; si le taux est inférieur à cette somme, le plaignant devra s'adresser à une County Court.

D'une manière générale, la procédure à observer dans une action introduite d'après l'Employers' liability Act sera celle des County Courts qui auront à juger les cas de petits accidents assez nombreux, mais peu graves, entraînant une incapacité de travail plus ou moins longue

1. Des efforts sérieux ont été faits pour obtenir l'unification de la procédure. — Les droits reconnus jusque-là sans contrôle aux Cours de Comté ont été restreints et réglementés par le County Courts Act de 1888 et un essai de codification a été tenté (County Courts Rules, 1889).

et où l'indemnité accordée dépassera rarement le maximum de 50 £.

La loi de 1880 édicte certaines règles particulières s'appliquant aux actions en indemnité et qui méritent d'être considérées à part.

Procédure à suivre avant le procès. — Les formalités judiciaires et actes de procédure, les uns facultatifs, les autres obligatoires, mais devant toujours être accomplis avant l'ouverture du procès en justice, sont les suivants :

A. *Notification de l'Accident (notice of injury).* — L'E. L. A., s. IV, décide qu'avant toute autre démarche une notification de l'accident devra être adressée au défendeur.

La loi fixe à cet effet un délai de six semaines à partir du jour où l'accident s'est produit (en cas de blessures n'ayant pas entraîné la mort : « non fatal accident »). Si la notification n'est pas faite dans ce délai, le droit d'action s'éteindra, à condition toutefois que le défendeur ait déclaré par écrit qu'il entendait invoquer ce défaut de notification comme moyen de défense (1).

En cas d'accident mortel, la notification doit être faite dans les six semaines à compter du jour de la mort, mais dans ce cas, le défaut de notification ne sera pas un obstacle aux poursuites si le juge auquel l'affaire est soumise trouve un motif raisonnable pour excuser ce défaut. Le tribunal aura ici un entier pouvoir d'appréciation.

La septième section de l'Act décide que la notification doit contenir le nom et l'adresse de la victime et exposer en langage ordinaire la cause de l'accident et la date à laquelle il s'est produit.

1. Voir, p. 110, ce qui est dit au sujet des « special defences ».

Elle sera déposée au domicile du patron et s'il y a plusieurs patrons au domicile de l'un d'eux. Il suffira pour cela de la faire parvenir au lieu où la personne que l'on désire poursuivre a son domicile ou exerce son industrie.

La victime pourra aussi adresser la notification à l'intéressé sous pli recommandé envoyé soit à son dernier domicile, soit là où en dernier lieu il exerçait son industrie.

La notification envoyée sous pli recommandé sera censée connue de l'intéressé au moment où la lettre a dû lui parvenir d'après les délais ordinaires de la poste.

Il ne sera pas nécessaire de prouver que la lettre a été distribuée ; il suffira d'établir que le pli a été réellement envoyé et recommandé, ce qui sera facile en montrant le talon du reçu délivré par la poste.

Si la victime était au service d'un groupe de personnes, qu'elles soient associées ou non, la notification sera faite, soit directement, soit au moyen de la poste sous pli recommandé adressé au siège social ou à l'un quelconque des bureaux du groupe.

D'ailleurs, le plaignant pourra par tous les moyens possibles prouver que le patron a dûment reçu la notification dans le délai de six semaines (1).

Cette notification ne serait pas infirmée par une simple omission ou une erreur à moins que le magistrat qui juge l'affaire ne soit d'avis que le défendeur a ainsi subi un préjudice dans ses moyens de défense ou que ce défaut était volontaire et avait pour but de tromper le défendeur.

Les détails quelque peu nombreux qui, d'après la sec-

1. Hearn v. Philipps, 1 T. L. R., 475.

tion VII, doivent être contenus dans la notification ne sont nécessaires que pour lui donner un caractère de perfection. En effet, la notification, bien qu'incomplète et mal rédigée, devra être tenue pour bonne et valable, à moins que les inexactitudes et les incorrections qui s'y trouvent ne lèsent les droits de la défense ou ne laissent supposer de la part du plaignant une intention frauduleuse (1).

L'omission de l'adresse de la victime, de la cause présumée de l'accident ou de la date à laquelle il s'est produit, constituerait un défaut, un vice de forme entachant la notification. De même si l'on donne une fausse adresse, une cause erronée, ou une date inexacte. Ce sont des lacunes ou des incorrections. Mais l'Act de 1880 a prévu d'une façon expresse le cas où la notification serait entachée de semblables défauts et il décide qu'en pareille occurrence la pièce sera cependant valable, à moins qu'il n'apparaisse au magistrat chargé de juger l'affaire que le défendeur a subi un préjudice et que l'omission ou l'inexactitude avaient pour but de l'induire volontairement en erreur (2).

Le principal est que la notification donne au patron, en substance, une connaissance suffisante de ce qui s'est passé. Peu importe que la victime prétende que l'accident a eu pour cause telle ou telle négligence, alors que le jury en lui accordant une indemnité admette une toute autre cause (3).

La seule décision judiciaire qui soit en opposition avec le courant général de la jurisprudence est un jugement

1. *Previdi v. Gatti*, 58 L. T., 762 ; 36 W. R., 670.

2. *Previdi v. Gatti*, *suprà*, per Cave J.

3. *Clarkson v. Musgrave*, 9 Q. B. D., 386 ; 31 W. R., 47.

rendu dans les procès *Keen v. The Millwall Docks Co* (1). La notification était conçue dans les termes suivants :

« Je suis chargé par Georges Keen, domicilié à Limehouse, 136, Rhodeswell Road, de vous réclamer une indemnité pour un accident subi dans vos docks. »

La Cour d'appel considéra que ce n'était pas une notification suffisante. Il faut rapprocher de cet arrêt celui rendu peu de temps après dans l'affaire *Stowe v. Hyde*.

B. *Assignations (Summons)*. — Les poursuites doivent être intentées directement devant la County Court (2).

Les citations et assignations devront être adressées au bailli trente-deux jours francs au moins avant la date de l'audience, si le lieu de l'accident est dans le ressort de la Cour, et trente-cinq jours francs s'il se trouve dans un district étranger.

Dans aucun cas ce délai ne pourra être de moins de 30 jours.

Ces dispositions sont édictées par la loi de l'intérêt du défendeur, c'est-à-dire que si les délais n'ont pas été respectés et que malgré cela le défendeur soit présent à l'audience, ce fait seul suffirait pour faire tomber toute irrégularité de ce chef (3).

Si la victime laisse des orphelins en bas âge (enfants), tout parent ou ami s'intéressant à eux pourra commencer la procédure et prendre les mesures nécessaires pour les faire bénéficier de leurs droits d'action.

Que doit renfermer l'assignation ? L'exposé contenu dans l'assignation (*particulars of demand*) sera rédigé par le plaignant au moment où il dépose sa plainte et

1. 8 Q. B. D., 482 ; 51 L. J. Q. B., 277 ; 46 J. P., 435.

2. E. L. A., s. IV.

3. *Dunn v. Butler*, 1 T. L. R., 476.

quel que soit le montant de l'indemnité par lui réclamée. Une copie de cet exposé sera envoyé au juge.

S'il y a pluralité de défendeurs une pareille copie devra être adressée à chacun d'eux (1).

La copie destinée au juge pourra être envoyée au greffe de la Cour qui la lui fera parvenir.

Le demandeur devra exposer en langage (3) ordinaire :

1° La cause de l'accident ;

2° La date à laquelle il s'est produit ;

3° Le montant de l'indemnité réclamée, et si l'action est introduite au nom de plusieurs personnes, le montant réclamé par chacune d'elles ;

4° Le nom et les renseignements d'identité sur toute personne employée par le défendeur et contre qui une négligence est alléguée ;

5° L'affirmation sous serment que le plaignant était employé comme ouvrier par le défendeur ;

Si l'action est intentée d'après le Lord Campbells' Act en même temps que d'après l'E. L. A., l'exposé devra contenir les renseignements prescrits par la Sect. IV de la loi de 1846.

Si les renseignements ainsi fournis par le demandeur ne sont pas assez complets ou explicites, le défendeur pourra à tout moment, pourvu qu'il y ait encore au moins 5 jours francs avant la date de l'audience avertir le plaignant qu'il désire obtenir des renseignements complémentaires.

Le demandeur devra dans les deux jours de la réception de cet avis compléter, comme il convient, les ren-

1. C. C. R., order 51, rule 15.

2. C. C. R., o. 44, rule 2.

3. C. C. R., o. 44, rule 3.

seignements contenus dans son assignation et en envoyer une nouvelle copie à son adversaire.

Faute de quoi, la Cour peut, avant ou pendant l'audience et s'il est prouvé que le défendeur a de ce chef subi un préjudice dans ses moyens de défense, ordonner au plaignant de donner les renseignements complémentaires demandés. La Cour aura plein pouvoir pour ajourner les débats et suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une entière satisfaction ait été sur ce point donnée au défendeur.

Les frais supplémentaires ainsi occasionnés pourront au gré de la Cour être mis à la charge du demandeur récalcitrant (1).

D'après les County Court Rules le jour franc est de 24 heures : on ne compte ni le premier jour, ni le dernier jour du délai (2).

C. *Transfert de l'action devant la Haute-Cour.* — Le procès peut sur la demande de l'une quelleconque des parties être transféré devant une juridiction supérieure de la même manière et dans les mêmes conditions qu'une action introduite devant une County Court et légalement retirée.

Pourtant le défendeur ne peut se prévaloir du droit que confère la section LXII des C. C. A. (1888), c'est-à-dire qu'il ne peut, alors même que le montant de la demande est de plus de 10 £ et qu'il offre des garanties pour le paiement des frais, s'opposer à ce que l'affaire soit d'abord soumise à la County Court.

La High Court peut spontanément appeler devant elle

1. C. C. R., o. 6, r. 8.

2. « Clear days are reckoned both exclusive of the first and last day » (C. C. R., o. 32).

toute affaire commencée devant (1) la County Court. Cela a lieu, en pratique, par la délivrance d'un « writ of certiorari ».

Cet ordre écrit s'obtient sur une demande adressée à la Cour. Il ne suffirait pas de (2) s'adresser au greffe du district.

Cette demande devra être rédigée sous forme d'affidavit sur un papier spécial avec en tête de la Haute-Cour. Elle exposera tous les faits matériels sur lesquels le signataire se fonde et les motifs et arguments qu'il est de son intérêt d'invoquer.

La cour délègue alors l'un de ses membres pour examiner le bien fondé de la demande.

La juridiction supérieure a la faculté et elle en usera ordinairement, sans appeler directement l'affaire devant elle, de suspendre les débats devant la County Court et d'ordonner le renvoi à une autre session pour laisser le temps de faire une enquête complémentaire.

La partie qui désire le renvoi ne devra pas tarder à en faire la demande, car -si l'ordre écrit de la Haute Cour n'est pas communiqué au greffe de la « County Court » deux jours francs au moins avant la date de l'audience, le juge pourra condamner cette partie à payer tous les frais inutilement occasionnés par elle (4).

La décision prise par le juge délégué de la Haute Cour sur la demande de renvoi, est sans appel, c'est-à-dire que s'il refuse l'ordre écrit, aucune autre Cour ne peut l'accorder pour la même affaire.

1. C. C. A., 1888, s. 126.

2. R. S. C., o. 35, r. 6.

3. C. C. A., s. 129.

4. C. C. A., s. 130.

Pourtant, dans certains cas exceptionnels, le demandeur peut s'adresser directement à la Haute Cour pour lui faire réformer la décision de son délégué.

La partie qui demande le renvoi peut, si elle est une première fois repoussée, s'adresser de nouveau à la Haute Cour ou à son délégué, mais en invoquant des motifs différents de ceux qu'elle a déjà fait valoir une première fois (1).

Le juge peut rédiger l'ordre écrit ordonnant le renvoi comme il l'entend et dans les termes qu'il jugera convenables (2).

En fait, il est extrêmement difficile d'obtenir un « writ of certiorari » pour le renvoi devant la Haute Cour d'une action introduite d'après l'E. L. A. La considération que l'on se heurte à des questions juridiques épineuses qui motiverait amplement le renvoi dans une action de droit commun ne serait ici d'aucune valeur. En effet, la plupart des questions de droit qui peuvent naître ont trait à l'interprétation ou à l'application de l'act ; or, le législateur a décidé expressément que toutes ces questions seraient soumises à la « County Court » et définitivement tranchées par elle.

On étend même d'ordinaire cette compétence à l'appréciation des preuves ayant un caractère scientifique (3).

Le fait que le demandeur désire intenter un procès d'après le droit commun et pour négligence du patron devant la Haute Cour, mais que, ayant déjà commencé des poursuites d'après l'E. L. A. devant une « County

1. C. C. A., s. 132.

2. C. C. A., s. 126.

3. Munday v. The Thames Ironworks Co, limited.

Court, il désire obtenir le renvoi de ce premier procès devant la juridiction supérieure, de manière à ce que les deux affaires se confondent, n'a jamais été considéré comme constituant une raison suffisante pour motiver le renvoi (1).

Mais la crainte fondée que les débats ne puissent avoir lieu en toute impartialité devant la Cour locale et qu'une pression ne se fasse sentir dans un sens ou dans l'autre, serait (2) un argument presque toujours suffisant.

D. *Interrogatoires (Interrogatories)*. — Chacune des parties peut, sans produire d'*affidavit*, par la seule autorisation du juge ou du greffier, adresser des questionnaires écrits à l'une quelconque des parties adverses.

Mais il faudra, dans ce cas, se conformer aux règles appliquées dans toute autre action introduite devant une « County Court » et contenues dans le Règlement XVI des « County Court Rules », 1889.

E. *Moyens de défense spéciaux (special defences)*. — Les exceptions qui peuvent être invoquées dans cette catégorie d'action sont au nombre de trois. Le défendeur peut, pour repousser la demande, se prévaloir :

1° De ce que la notification de l'accident ne lui a pas été faite dans le délai légal ;

2° De ce que les poursuites n'ont pas été intentées dans le temps voulu ;

3° De ce que le paiement de l'indemnité a déjà été effectué en justice.

Ces exceptions ont toutes le trait commun suivant :

1. 10 Q. B. D., 59 ; 52 L. J. Q. B., 419 ; 47 L. T., 351.

2. Bates v. Warner, 5 T. L. R., 582.

c'est que le défendeur, avant de pouvoir les opposer, devra en avertir son adversaire par une notification spéciale.

Cette notification doit être faite cinq jours francs avant celui de l'audience : elle est adressée au greffier de la Cour qui en fait parvenir une copie au demandeur.

La notification doit contenir le nom du défendeur et son adresse ainsi qu'un exposé succinct des motifs qu'il invoquera pendant les débats (C. C. R., order X, r. 10, 14 et 18).

F. *Paiement en justice* (*payment into Court*). — Le défendeur, en réponse à l'assignation de la victime, reconnaissant le bien fondé de la demande et désireux d'éviter les frais supplémentaires d'un procès qu'il craint de perdre, dépose entre les mains du juge la somme réclamée par la partie adverse.

Les règles relatives à cette formalité ne sont point différentes de celles qui règlent la procédure ordinaire des tribunaux sur ce point.

G. *Convocation du jury*. — Si l'une quelconque des parties désire que pendant les débats le juge soit assisté d'un jury, elle en fera la demande par écrit 15 jours francs avant l'audience. Si cette demande n'a pas été faite en temps convenable, le juge peut ajourner les débats pour permettre à l'intéressé de compléter le délai légal (1).

H. *Assesseurs*. — Le procès peut être soumis à un magistrat assisté d'un ou plusieurs assesseurs nommés spécialement pour l'affaire afin de fixer le montant de l'indemnité à allouer (2). Mais, en pratique, cette faculté

1. C. C. R., o. 44, r. 4 ; o. 52 ; o. 22, r. 2.

2. E. L. A., s. 6 (2) ; C. C. R., o. 44, r. 17.

n'est que peu exercée et il sera très rare que des assesseurs soient ainsi désignés, car le juge de la Cour est aussi compétent que ses assesseurs pourraient l'être pour statuer sur les dommages-intérêts.

Des juges auxiliaires pourront aussi être nommés pour conseiller le juge titulaire (1) sur les questions techniques. Ces assesseurs (2) sont désignés par le juge lui-même.

Si aucune demande n'a été formulée pour la convocation d'un jury, celle des parties qui désire que des assesseurs soient désignés devra, dix jours au moins avant l'audience, présenter une requête rédigée en la forme légale où elle exposera le nombre, les noms, adresses et professions des personnes qui ont par écrit exprimé leur consentement à remplir le rôle d'assesseurs.

Si cette partie a obtenu de son adversaire un assentiment au choix des personnes proposées, elle devra le mentionner dans sa demande (3).

Lorsque cette requête est présentée par l'une seule des parties, le greffier devra en adresser une copie à l'adversaire. Celui-ci pourra de son côté adresser une demande analogue et parallèle ou se borner à récuser une ou plusieurs des personnes proposées (4).

Si un ou plusieurs des assesseurs désignés ne venaient pas à l'audience, le juge pourra, suivant les cas : 1° ouvrir les débats assisté seulement des assesseurs présents ; 2° prononcer un ajournement ; 3° compléter le nombre d'assesseurs nécessaire en choisissant une personne con-

1. C. C. A., o. 103 ; C. C. R., o. 21.

2. C. C. R., o. 44, r. 5.

3. C. C. R., o. 44, r. 6.

4. C. C. R., o. 44, r. 7.

sentant à siéger et contre laquelle aucune objection sérieuse n'est faite ; 4^o juger l'affaire purement et simplement en se passant d'assesseurs (1).

L'indemnité accordée aux assesseurs est fort élevée : 2 guinées (environ 52 fr. 50) par jour de présence et dans toute action (2). Ce taux peut même être augmenté par le juge en cas de frais spéciaux occasionnés aux assesseurs (3).

Toute partie demandant à ce que des assesseurs soient présents à l'audience devra déposer à l'avance au greffe 2 guinées par assesseur, à moins que les assesseurs n'aient fait connaître par écrit au greffier leur intention de ne réclamer aucune rémunération (4).

L'indemnité allouée aux assesseurs autres que ceux proposés par les parties (par exemple ceux nommés d'office par le juge) sera répartie également entre elles, ou si le juge l'ordonne (5), supportée par l'une d'elles seulement.

Si l'affaire s'arrange à l'amiable et sans débats contradictoires, chacun des assesseurs déjà désignés aura droit à la moitié de l'indemnité et l'autre moitié sera, les frais en moins (6), remboursée à la partie qui l'avait déposée.

1. C. C. R., o. 44, r. 12.

2. La *Guinée* (Guinea : les premières pièces frappées se composaient d'or venant de Guinée) est une monnaie d'or anglaise qui apparut sous le règne de Charles II et qui valait 21 shillings, c'est-à-dire environ 26 fr. 25. — Elle est depuis longtemps déjà retirée de la circulation, mais sert encore fréquemment à compter, surtout dans le langage juridique.

3. C. C. R., o. 44, r. 13.

4. C. C. R., o. 44, r. 14.

5. C. C. R., o. 44, r. 15.

6. C. C. R., o. 44, r. 15.

Les débats (the trial).

Nous n'avons rien de spécial à constater sur ce point, la procédure étant exactement la même que pour toute autre action introduite devant une Cour de comté.

S'il y a pluralité de demandeurs et que le tribunal leur accorde gain de cause, un jugement spécial sera rendu pour chacun d'eux.

Le tribunal fixera une somme globale à payer par le défendeur et il en fera lui-même la répartition en indiquant la part attribuée à chacune des parties (1).

Si le défendeur ne peut payer les frais du procès, leur montant sera déduit de l'indemnité allouée et les plaignants recevront chacun un dividende proportionnel fixé par la Cour dans son jugement (2).

Demande de revision (application for a new trial).

Le juge de la Cour du comté a le pouvoir d'accorder de nouveaux débats sur la même affaire :

Une demande en revision peut être faite le jour même des débats si les deux parties adverses sont présentes, ou le premier jour de la nouvelle session de la Cour, à condition toutefois qu'il y ait un délai intermédiaire d'au moins 11 jours.

La revision peut être demandée dans les cas suivants :

1° Si la bonne foi des jurés a été surprise ;

1. C. C. R., o. 44, r. 18.

2. C. C. R., o. 44, r. 19.

2° Si les dommages alloués sont insuffisants ;

3° Si le jury a commis une faute grave ;

4° Si l'un des témoins a commis un parjure ou une erreur involontaire qui a servi de base au verdict ;

5° Si l'on découvre un fait nouveau incompatible avec le jugement rendu ;

6° Si les débats sont mal dirigés par le juge et le jury insuffisamment éclairé.

Mais, dans ce dernier cas, il est de règle de s'adresser directement à la Haute Cour.

Appel.

Dans tous les cas où le taux de l'indemnité réclamée excède la somme de 20 £, toute partie lésée par le jugement, la direction des débats, le refus d'entendre un témoin ou une ordonnance quelleconque du juge, peut en appeler devant la Haute Cour, pourvu qu'il s'agisse d'un point de droit ou de l'application de la loi.

Aucun appel n'est possible sur une question de fait déjà tranchée par le juge de la juridiction inférieure (1).

L'appel doit être déposé par écrit au Crown-Office dans les 21 jours du jugement que l'on attaque (2).

Ce délai de 21 jours peut être étendu par la Haute Cour pour des motifs sérieux et dans les conditions par elle déterminées (3).

La notification de l'appel devra être faite à chacun des adversaires intéressés ou à leur avoué : elle pourra être

1. C. C. A., s. 120.

2. R. S. C., o. 59, r. 10, 11, 12.

3. R. S. C., o. 59, r. 16.

effectuée directement au domicile ou transmise par la poste.

La notification d'appel ne suspend pas par elle-même l'exécution du jugement rendu par la juridiction inférieure à moins que le juge de la Cour du comté n'ait rendu une ordonnance à cet effet ou que dans les dix jours du jugement la partie condamnée à payer l'indemnité n'en ait effectué le dépôt (1).

La condition essentielle de tout appel est que la question de droit que l'on veut soumettre de nouveau à la Haute Cour se soit déjà posée devant la County Court, sinon le juge n'ayant pu rendre aucun jugement sur ce point spécial, l'appel serait incompréhensible et sans fondement (2).

Le point de droit doit être soulevé pendant les débats ou immédiatement après : si une heure et demie s'est écoulée il serait trop tard (2).

En cas d'appel et si l'indemnité réclamée est de plus de 20 £., le juge devra à la demande de l'une quelconque des parties faire un rapport sur la question de droit soulevée et sur les faits qui s'y rapportent. Il devra résumer les débats et mentionner le jugement rendu par lui sur le point litigieux et sur le procès en général.

Le juge peut dans son résumé soulever un point de droit et le soumettre à la Haute Cour (3).

Il devra délivrer à la partie qui en fera la demande une copie de son rapport signée par lui.

1. R. S. C., o. 59, r. 14.

2. *Smith v. Baker*, 1891, A. C., 325 ; 60 L. J. Q. B., 689 ; 65 L. T., 467 ; *Clarkson v. Musgrave*, 9 Q. B. D., 386 ; 51 L. J. Q. B., 525.

3. *Burber v. Burt*, 1894, 2 Q. B., 437 ; 42 W. R., 472.

C'est à l'appelant de fournir aux juges de la Haute Cour les copies des rapports écrits utilisés par la County Court (1).

Si l'une des parties meurt après avoir fait appel la Cour peut autoriser les représentants personnels et légaux du défunt à se substituer à lui et à bénéficier ainsi de la procédure déjà faite (2).

En général la partie qui fait appel peut être obligée par la Haute-Cour à donner caution pour garantir le paiement des frais ; mais dans une action en indemnité la Cour ne se prévaudra presque jamais de ce droit.

L'appel est inscrit à son rang et à sa date sur le Registre de la Couronne avec les autres affaires civiles du Crown-Office. — Les règles de procédure ordinaires sont ici applicables.

L'arrêt de la Haute-Cour est définitif et non susceptible d'appel sauf autorisation expresse de la Divisional-Court ou de la Court of Appeal. (3) Dans ce cas l'affaire est portée devant la Chambre des Lords.

Le refus de la Divisional-Court ou de la Cour d'appel n'est susceptible d'aucun recours.

Nous allons voir maintenant qu'elle est l'indemnité que la victime peut obtenir dans une action intentée d'après l'Employers' liability Act.

L'indemnité (The Damages). — La section III décide que :

« L'indemnité recouvrable d'après le présent Act ne
« pourra, en aucun cas, excéder une somme estimée
« équivalente aux salaires qu'aurait gagnés pendant les

1. *Mc Grah v. Cartwright*, 23 Q. B. D., 3.

2. *Blakeway v. Patteshall*, 1894, 1 Q. B., 247.

3. 36 et 37 Vict. c. 66, s. 145 ; 57 et 58 Vict. c. 16, s. 1 (5).

« trois années qui ont précédé l'accident une personne
« du même rang employée pendant ces trois années dans
« un travail semblable et dans le même district que celui
« où l'ouvrier était employé à l'époque de l'accident(1).»

Les dommages-intérêts accordés, le cas échéant, à la victime devront être proportionnés au préjudice subi par elle ou par ses représentants ; le juge aura pour en fixer la quotité un pouvoir absolument arbitraire dans les limites que lui a imposées la loi.

Le principe est que l'indemnité aura nécessairement pour mesure maxima les salaires qu'aurait gagnés pendant les trois années qui ont précédé l'accident une personne accomplissant le même travail que la victime.

Le législateur n'a pas voulu prendre pour base de calculs les salaires mêmes gagnés par l'ouvrier. — Le juge devra fixer un salaire type et impersonnel en tenant compte des circonstances et de la coutume du district. Ce peut être une extension de son pouvoir d'appréciation qui lui permettrait de fixer les dommages d'après un salaire supérieur à celui que la victime gagnait en réalité et de donner ainsi à la loi une interprétation plus large tout en la respectant scrupuleusement.

Mais ce système de calculs bien que conforme au texte et donnant au juge la faculté de diminuer quelque peu les inconvénients d'un maximum rigoureux et invariable, ne laisse pas que d'être d'une application difficile et assez arbitraire.

1. The amount of compensation recoverable under this Act shall not exceed such sum as may be found to be equivalent to the estimated earnings during the three years preceding the injury of a person in the same grade employed during those years in the like employment and in the district in which the workman is employed at the time of the injury.

Ne vaudrait-il pas mieux prendre comme salaire de base dans la fixation de l'indemnité, le salaire effectivement payé à l'ouvrier ? Ce procédé d'opérations est beaucoup plus simple, les résultats obtenus sont assis sur des faits et d'un contrôle facile.

Aussi ce second système quoique moins respectueux du texte de la loi est-il le seul suivi, en pratique, par les tribunaux.

Le montant des dommages accordés sera donc calculé d'après le salaire payé à la victime par le patron chez qui l'accident s'est produit.

Mais la question se complique lorsque l'ouvrier a travaillé pendant les trois dernières années chez des patrons différents.

S'il recevait de chacun d'eux des salaires identiques aucune difficulté spéciale ne se présente : la solution serait la même que précédemment.

Mais que faut-il décider si les salaires étaient inégaux ?

D'après la jurisprudence on devra prendre le salaire le plus élevé et le salaire le plus bas et établir une moyenne entre ces deux éléments extrêmes. — C'est en effet le seul moyen de concilier des droits opposés, de respecter également les intérêts des deux parties adverses.

Si la victime travaillait chez plusieurs patrons en même temps, l'indemnité sera proportionnelle au salaire annuel total.

Il a été décidé, par exemple, qu'un ouvrier qui était au service de tel patron moyennant certains salaires, mais qui en même temps et pour gagner plus travaillait au service de tel autre, pourrait en cas d'accident récla-

mer une indemnité calculée d'après le total des deux salaires réunis (1).

Mais ce droit de « cumul » n'appartiendrait à la victime que si, tout en étant au service de deux maîtres, elle travaillait chez chacun d'eux à une industrie similaire pouvant rentrer dans l'expression légale de « like-employment ».

Supposons, par exemple, un ouvrier employé dans une usine métallurgique et qui y est blessé dans le cours de son travail. — Si cet homme gagnait, comme jardinier des salaires supplémentaires il nous semble en dehors du cas prévu par la section III qui exige une analogie absolue.

Le mot « earnings » doit être pris dans le sens le plus large : il s'applique à tout ce que l'ouvrier reçoit du patron en retour de son travail. — Cette expression comprendra donc les salaires payés en argent ou en choses autres que de l'argent, mais ayant une valeur pécuniaire déterminée : ainsi la nourriture ou le logement, le chauffage, etc...

La section III a donné lieu à de nombreuses controverses lorsqu'il s'agit de l'appliquer aux apprentis, victimes d'accidents.

Il est regrettable que le législateur, si soucieux de fixer un maximum et d'empêcher ainsi le juge d'accorder des indemnités trop fortes au détriment des patrons, n'ait pas songé de même à sauvegarder les intérêts de la victime en établissant un minimum de réparation au-dessous duquel dans aucun cas ces indemnités ne pourraient descendre.

1. Bortick v. Head, 53 L. T., 909 ; 34 W. R., 102.

Garder le silence, c'était encourager des abus qui n'ont pas manqué de se produire, voici comment :

Les jeunes ouvriers gagnent des salaires qui varient toujours d'une année à l'autre. Faudra-t-il, ici encore, appliquer le système des moyennes, établir une stricte proportion entre l'indemnité et l'échelle ascendante et progressive qu'a suivie la paye ?

Il semble qu'on doive d'après une justice rationnelle, ne tenir aucun compte des salaires dérisoires que l'apprenti recevait à ses débuts mais baser la réparation pécuniaire exclusivement sur les salaires gagnés pendant la dernière année et qui seront en général beaucoup plus élevés.

Les tribunaux retenus par un scrupule excessif ont préféré s'en tenir aux termes stricts de la loi. — Ils se sont refusé tout droit d'appréciation considérant seulement la question de fait et accordant à l'apprenti, victime d'un accident, une indemnité représentant exactement les salaires reçus par lui pendant les trois dernières années.

Le jugement rendu dans le procès Noel v. The Redruth Foundry Company Ltd (1) peut être cité comme mettant bien en relief cette jurisprudence étroite et peu humaine.

Le plaignant avait été apprenti ajusteur pendant cinq ans. — Il avait d'abord été payé 1 shil. seulement par semaine pendant la première année. — Ses salaires avaient successivement augmenté de 1 shil. par semaine chaque année de sorte qu'au moment de l'accident c'est-à-dire au bout de cinq ans d'apprentissage il gagnait 5 shil. par semaine.

Deux questions se posaient :

La première était celle de savoir si, en ce qui con-

1. 1896, 1 Q. B. 453; 74 L. T. 196; 44 W. R. 407.

cerne le paiement de l'indemnité, le plaignant devait être considéré comme un simple apprenti ajusteur ou si, comme un ouvrier ordinaire, il pouvait réclamer des dommages calculés au taux de 14 ou 15 shillings par semaine.

La solution dépendait de la coutume et des usages locaux, qui à défaut de convention spéciale, fixent un maximum à la durée normale de l'apprentissage.

La Cour donna sur ce point gain de cause aux défenseurs et décida qu'on devait considérer la victime comme un simple apprenti.

Une autre question se présentait :

L'indemnité devait-elle être calculée uniquement d'après un salaire hebdomadaire de 5 shillings ou bien la victime pouvait-elle seulement réclamer les salaires des 3 années précédentes, c'est-à-dire : une année à 3 sh., une à 4, et la troisième enfin à 5 shil., par semaine ?

La Cour adopta la seconde manière de voir et motiva fortement son arrêt.

La jurisprudence est désormais fixée dans ce sens. — Les dommages accordés à des enfants souvent estropiés pour la vie sont tout simplement dérisoires.

Écoutons ce que dit M. Wolff à ce sujet dans son étude sur l'Employers' liability Act :

« Les enfants sont des victimes fréquentes. Leur docilité dans les ordres reçus, leur insouciance du danger les rend plus que d'autres faciles à exploiter. — Est-ce timidité, est-ce conscience de leur propre faiblesse, ils sont toujours disposés à reconnaître leurs torts. Voilà, en vérité, des adversaires bien peu dangereux pour le patron qui se tirera facilement d'affaire en leur jetant quelque centimes.

« Mais supposons la négligence de l'employeur prouvée,
« le patron condamné. Quel sera le montant de l'indem-
« nité ? Elle atteindra au grand maximum 5 années de
« salaire, c'est-à-dire que pour un apprenti payé en
« moyenne 5 ou 6 shillings par semaine (ce qui est un
« salaire élevé) le maximum à espérer en cas d'accident
« grave et en supposant toute la bienveillance du juge
« sera de 40 à 50 livres : c'est la mendicité au bout
« de quelques mois avec son cortège de hontes et de
« misères ».

« M. Falvy a raconté devant la « Labour Commis-
« sion » comment un certain Swetman apprenti de 16,
« ans, avait eu la main broyée en saisissant courageuse-
« ment une cuiller pleine de métal en fusion et dont le
« manche s'était rompu. Il sauva ainsi la vie à deux
« de ses camarades menacés d'être ébouillantés. Sa main
« fut estimée 35 £. que la Cie d'Assurances consentit à
« lui payer après bien des difficultés.

« Un jeune ouvrier tombe à travers une trappe, se brise
« une jambe et se crève un œil : il obtient 15 £.

« Une fille de 17 ans est décapitée par une courroie vo-
« lante : sa vieille mère obtient 10 £. ! » (1)

Les insuffisances et les obscurités de la section III ont
donné naissance à une autre question de droit que le bon
sens aurait suffi à résoudre, mais que les tribunaux, par
leur interprétation judaïque, ont compliquée comme à
plaisir.

Voici comment la difficulté se présente en pratique.

Il arrive assez souvent qu'un jeune garçon commence

1. Voir l'ouvrage de M. Wolff : « The Employers' liability. What
ought it to be », p. 29 et 30.

à travailler dès l'âge de 14 ou 15 ans. Or la section III de l'E. L. A. ne prévoit que le cas où l'ouvrier est depuis trois ans au moins au service du même patron.

Qu'arrivera-t-il si le jeune apprenti s'y trouve seulement depuis un an ? La jurisprudence admet dans ce cas que la victime aura droit à une indemnité représentant une année de salaires.

Quid si l'ouvrier travaille seulement depuis quelques jours ? L'indemnité pourrait alors se limiter à quelques jours de salaire.

La jurisprudence généralement admise par les tribunaux anglais, semblait donc vouloir proportionner l'indemnité à la durée de l'emploi. Cette théorie est, croyons-nous, entièrement opposée à l'esprit de la loi et elle équivaut souvent, en fait, à de véritables dénis de justice.

Jamais, à notre avis, le législateur n'a entendu établir un rapport nécessaire entre le taux de l'indemnité et la période de travail chez le patron. Il a indiqué une simple méthode de calcul et fixé un maximum.

Si la victime a travaillé trois ans de suite dans la même industrie, elle ne recevra pas forcément, en cas d'accident, le maximum de l'indemnité représentant trois années de salaire.

A l'inverse, un jeune apprenti, ayant subi un dommage physique très grave et rendu impotent pour la vie pourrait fort bien, d'après l'Act, recevoir trois années de salaires calculées d'après sa paye hebdomadaire actuelle, même s'il n'avait commencé à travailler que depuis quelques mois. La base du calcul serait dans ce cas une fraction d'année au lieu d'être une année entière.

La jurisprudence anglaise conduirait à cette conséquence absurde que l'importance du dommage souffert par

la victime dépend de la durée plus ou moins longue de son travail chez le patron. Elle aboutissait parfois à de réels dénis de justice : c'est ainsi que dans l'affaire *Heasman v. Waygood*, le jury accorda au plaignant qui avait subi un accident le jour même où il commençait son travail, la bagatelle de 1 farthing (0,02) ! (1)

Ce jugement, souvent cité, est un exemple de l'aveuglement auquel un tribunal peut arriver lorsqu'il suit un raisonnement faux et qu'il en accepte froidement toutes les conséquences plutôt que de reconnaître son erreur ! Abus d'autant plus criants qu'ils atteignaient surtout des enfants sans défense ! Injustices plus graves puisqu'elles méconnaissaient les droits du faible !

La section V est également relative au taux de l'indemnité. Elle est ainsi conçue :

« Il faudra en fixant le taux de l'indemnité accordée
« d'après le présent Act à l'ouvrier, à ses représentants
« ou à toute personne intéressée, tenir compte des sommes payées en vertu d'une condamnation pénale encourue en application de tout autre Act du Parlement et
« déjà reçues par les demandeurs.

« L'ouvrier ou ses représentants qui ont intenté des
« poursuites d'après le présent Act ne pourront, en cas
« de condamnation pénale encourue par le défendeur à la
« suite de l'accident qui motive les poursuites et en application de tout autre Act du Parlement, recevoir en plus de
« l'indemnité à eux accordée d'après le présent Act le
« montant de cette condamnation pénale. »

Les sommes payées à l'ouvrier et provenant d'amendes infligées au patron en cas de responsabilité pénale, devront donc être déduites du montant de l'indemnité.

1. Ellis Hill, *loc. cit.*, p. 68.

Cette hypothèse se réalisera assez fréquemment lorsqu'on appliquera les dispositions répressives des F. and W. Acts.

C'est ainsi que la section 82 de l'Act de 1878 décide que dans certains cas d'accidents, un chef de fabrique ou d'atelier peut être frappé d'une amende de 100 £. au maximum, qui sera employée au profit de la victime ou de sa famille.

Des dispositions identiques sont contenues dans le Coal Mines Regulation Act (50 et 51, Vict. c. 58, sect. 70) et dans le Metalliferous Mines Regulation Act (35 et 36 Vict. c. 76, s. 38).

Après avoir examiné la loi de 1880 dans ses détails et en théorie, il nous reste à l'étudier rapidement dans le domaine des faits, à rechercher quels ont été, au point de vue de la réparation des accidents et de la responsabilité patronale ses effets pratiques et ses résultats immédiats, à voir, en un mot, dans quelle mesure elle a profité à la classe ouvrière : ce sera juger d'après ses fruits l'œuvre du législateur anglais.

L'esprit le moins prévenu et le plus impartial est obligé de reconnaître que les conséquences du nouveau système ont été de tous points déplorables.

L'Employers'liability Act reposait sur des conceptions trop peu larges pour pouvoir répondre aux nombreux besoins sociaux qui semblaient l'avoir fait naître. Il péchait par la base, était vicié à sa racine et condamné, par l'étroitesse même de ses principes, à ne donner qu'une législation mesquine et insuffisante !

En effet, cette loi dont le seul titre semblait annoncer la reconnaissance définitive et largement conçue de la responsabilité patronale, n'aboutit en somme qu'à un

résultat négatif. Dire que l'employeur ne pourra être actionné qu'en cas de négligence prouvée de sa part, n'est-ce pas proclamer, en principe, sa non-responsabilité, écraser les épaules de l'ouvrier en rejetant sur lui le risque total et le fardeau de la preuve dans tous les cas ?

Que devait-il résulter d'un pareil système ?

« Si la responsabilité, dit M. John Gorst, est limitée aux cas où il peut être prouvé que l'accident est dû à la négligence, plus des $\frac{3}{4}$ des accidents du travail resteront sans indemnité. »

M. J. Chamberlain est encore plus affirmatif. Lors de la discussion du Bill Asquith en 1893, il constatait que d'après l'E. L. A. 20 0/0 des ouvriers seulement obtenaient une réparation : en 1897 cette proportion se serait d'après lui, abaissée à 12 0/0 ! (Voir P. D. vol. XLVIII. p. 1462)

Soi A. Forwood (P. D. vol. XLVIII, p. 1442) estime que 75 accidents sur 100 ne sont pas indemnisés. — C'est-là, croyons nous, une moyenne exacte.

Il paraît donc avéré que dans la grande majorité des cas les victimes resteront sans réparation et que le patron trouvera dans la loi elle-même un abri sûr, un refuge certain pour fuir toute responsabilité.

La loi de 1880 mérite à un autre point de vue les plus sévères critiques : en faisant naître des procès sans nombre elle a été un élément de trouble dans les rapports entre employeurs et employés, un obstacle certain à la pacification sociale (1).

1. M. Chamberlain a spirituellement surnommé l'« Employers' liability Act », « Lawyers' Employment Act », c'est-à-dire « Loi destinée à donner du travail aux avocats ! »

D'après des articles fort intéressants publiés par le « Daily Chronicle » en janvier 1897, il y aurait eu depuis le vote de l'E. L. A.,

C'est là une conséquence toute naturelle du principe qui avait inspiré le législateur : si la responsabilité est délictuelle, si la victime, pour obtenir la moindre indemnité est obligée de prouver en justice la négligence fautive du patron, c'est assez pour que dans chaque cas et après chaque accident, un procès soit nécessaire et inévitable. Or le procès est un mal en lui-même. Il contient en germe la discorde et la haine, transforme en luttes acharnées de simples oppositions d'intérêts qui seraient presque toujours conciliées par des procédés pacifiques.

2.590 procès. — La moyenne des indemnités accordées n'a été que de £ 42 et il s'agissait cependant, dans la plupart des cas, d'accidents graves.

Voici, d'après les rapports officiels du Ministère du Commerce (Second Annual Report of the Labour Department of the Board of Trade, 1894-95, p. 142 ; Summary of actions tried in England and Wales under the Employers liability Act, during each of the years 1881 to 1894), le nombre de procès intentés d'après l'Employers' Liability Act de 1881 à 1895 :

Années	Total annuel des actions introduites devant les Cours de Comté	Montant des dommages réclamés	Montant des dommages accordés
		(a)	(a)
1881 {	443	£	£
1882 {		73.337	18.124
1883 {			
1884.....	99	30.845	8.882
1885.....	340	49.466	7.356
1886.....	161	25.559	4.791
1887.....	170	31.196	6.669
1888.....	161	25.668	8.069
1889.....	155	24.551	7.930
1890.....	191	30.664	8.320
1891.....	204	28.914	8.730
1892.....	186	26.898	8.230
1893.....	250	37.008	9.448
1894.....	230	33.206	11.343

(a) Ces chiffres sont exprimés en livres.

On doit donc tout faire pour l'éviter ! Que dire d'une législation qui l'encourage ?

Nous voudrions insister sur les conséquences désastreuses du système de 1880 et montrer combien en fait la situation de l'ouvrier anglais était difficile et malheureuse, lorsqu'il se trouvait victime d'un accident dans le cours de son travail.

L'ouvrier, avant d'envoyer au patron la « notification » signal des hostilités, devra se poser certaines questions préalables, de la solution desquelles dépendra la réussite ou l'insuccès de ses poursuites et qui devront le guider dans la détermination à prendre.

Il lui faudra tout d'abord se demander si « personnellement » il est protégé par l'Act ? Nous avons déjà examiné toutes les difficultés d'interprétation des textes qui peuvent naître sur ce point.

La victime devra en second lieu rechercher si son cas est prévu dans l'une des cinq catégories de la loi. Or ceci est une question sur laquelle les hommes de droit les plus experts ne pourraient fort souvent répondre d'une manière certaine, car sa solution dépend de l'arbitraire des tribunaux. A plus forte raison sera-t-elle embarrassante pour un ouvrier ignorant et mal conseillé.

Celui-ci aimera donc mieux écouter la voix de la prudence et s'abstenir de poursuivre son patron plutôt que de se lancer à l'aveuglette dans une aventure qui peut être pour lui si grosse de conséquences : ce serait s'exposer à perdre son procès, à en supporter les frais et à être congédié. Ceci explique pourquoi l'ouvrier préfère la plupart du temps ne pas « courir la chance » et rester sans indemnité si ses blessures ne sont pas trop graves.

« L'ouvrier peut poursuivre, dit M. Quelch, mais il lui

« faudra livrer bataille ; aussi, 9 fois sur 10, il s'abstiendra
« d'agir de peur de perdre sa place. »

Une fois certaine que son cas rentre bien dans le cadre de la loi, la victime devra s'assurer qu'elle dispose de moyens suffisants pour fournir la preuve qui est à sa charge. Il ne suffit pas que l'acte fautif du patron soit constant et connu de tous, il faut encore que la négligence soit prouvée en justice et qu'il soit légalement établi qu'elle a été la cause seule et directe de l'accident.

Or, cette preuve est difficile, souvent même impossible.

« L'accident lui-même, dit M. Atherley Jones, détruit
« le plus souvent tout moyen de connaître sa cause. »

D'ailleurs le patron sera toujours fort discret sur les faits qui ont provoqué l'accident ou les circonstances qui l'ont accompagné ; il aura soin de faire disparaître avant l'enquête la machine défectueuse qui prouverait jusqu'à l'évidence sa propre culpabilité.

Et s'il y a eu mort d'homme comment la famille du défunt pourra-t-elle établir la négligence fautive du chef d'industrie ? Les camarades de l'ouvrier pourraient seuls lui prêter quelque assistance par le poids de leur témoignage : ils ont vu l'accident et savent dans quelles conditions il s'est produit. Mais il est bien peu naturel de supposer qu'un ouvrier ira risquer son pain en venant déposer contre celui qui lui fournit du travail.

L'ouvrier sera souvent embarrassé pour savoir quel est en réalité son patron. « L'Act de 1880, qui aurait dû
« donner à la victime une réparation facile et rapide, a
« caché le patron derrière des textes si subtils qu'il
« sera parfois impossible de le découvrir (Wolff). » C'est

ce qui arrivera, par exemple, en cas de sous-entreprise que l'ouvrier ignorera souvent (1).

Toutes ces difficultés théoriques ou pratiques font que la plupart du temps la victime gardera le silence et acceptera l'aumône qu'un patron charitable (?) lui accordera en réparation de l'accident.

C'est ce que constate l'un des rapports de la « Commission royale du Travail ».

« En fait, sous l'empire de notre législation, tout procès est pour l'ouvrier un véritable objet de terreur. Ce qui l'effraie, ce n'est pas seulement de se sentir pauvre en face d'un patron riche, c'est aussi de déclarer la guerre à celui de qui son avenir dépend, de l'obliger par la force légale à lui payer une somme d'argent quand le seul moyen d'y parvenir est de faire cette preuve odieuse que le patron ou ses propres compagnons de travail sont coupables de négligence. Cette preuve est, d'ailleurs la plupart du temps impossible. Aussi un ouvrier n'agit-il jamais à moins que l'accident n'ait été très grave et qu'étant en droit d'espérer une importante indemnité, il ne soit décidé à quitter le service de son ancien maître. »

1. Voici un procédé fort simple pour échapper à toute responsabilité légale et qui est assez répandu en Angleterre, dans les mines de charbon et de minerai :

Les patrons divisent leur industrie en un certain nombre de sous-entreprises à la tête desquelles ils placent un homme de paille presque toujours insolvable. — A la moindre poursuite, celui-ci fait faillite, ce qui suffit pour rendre illusoires les droits de réparation de l'ouvrier.

Les tribunaux ont eu le grand tort, par plusieurs jugements rendus en faveur des patrons, de consacrer et d'encourager ces pratiques frauduleuses.

Faut-il ajouter que le procès à une portée morale :
« L'ouvrier, dit M. Warr, s'il vient à perdre son procès,
« sera comme marqué au front — et il ne retrouvera plus
« que très difficilement du travail ». (1)

Nous devons aussi constater l'insuffisance des délais accordés par l'Employers Liability Act, soit pour intenter valablement les poursuites, soit pour envoyer la « notification ».

Dans bien des cas l'intervalle de six mois pendant lequel l'action doit être introduite sera trop court ! Les enquêtes auront souvent une durée plus longue et la victime malgré toutes ses diligences ne pourra arriver à connaître, dans le temps voulu, la cause de l'accident, condition indispensable pour pouvoir indiquer le parti qu'elle doit prendre.

En 1881, après l'explosion de la houillère de Seaham, qui causa la mort de 168 mineurs, les puits furent fermés pendant 18 mois et il fut impossible d'arriver à connaître la cause de l'explosion. — Les familles des victimes ayant attendu les résultats de l'enquête, durent poursuivre d'après la Common law, puisqu'elles avaient laissé prescrire leurs droits d'après l'E. L. A.

En ce qui concerne la notification exigée par la section IV de l'Act, le délai légal est d'une insuffisance encore plus évidente.

L'ouvrier sera peut-être tenu de garder pendant plus de six semaines une immobilité absolue et alors qu'arrivera-t-il s'il n'a personne pour prendre sa cause en main ?

M. Sexton (2) nous cite le cas d'un ouvrier qui resta plu-

1. Voir le disc. de M. Warr, dép. de Liverpool ; Communes, séance du 3 mai 1897, P. D., vol. XLVIII, p. 1482.

2. Secrétaire de l'Association des « Liverpool Dock Labourers. »

sieurs mois à l'hôpital entre la vie et la mort : les médecins interdirent l'entrée de la salle où il se trouvait aux agents de la Trade Union venus pour connaître les intentions de la victime !

« Ce délai de six semaines, dit M. Ruegg, Conseiller au Banc de la Reine, est un fléau pour l'ouvrier, » « Six semaines ! » ajoute M^e Kie Lees, substitut du sheriff d'Edimbourg, c'est une limitation capricieuse et injuste des droits de l'ouvrier, une violation du droit commun ! » « M. Shaen, avocat tout particulièrement versé dans ces questions contate que cette « notice » est une complication inutile et injustifiable là où tout devrait être court et simple. »

Supposons le patron condamné devant la County Court : tout n'est pas perdu pour lui : la loi lui permet de faire appel ! C'est un nouvel écueil pour l'ouvrier. « Les appels coûtent cher, dit le Colonel Birt, ils écrasent le plaignant sous le poids de leur or (1) Ce droit qui n'appartient qu'au riche est un déni de justice pour le pauvre. »

1. Les frais judiciaires sont très élevés en Angleterre. Une Compagnie anglaise d'assurances estimait ses frais pour chaque affaire à une moyenne de 22 £. 10.

En Ecosse, un procès devant la Cour du Sheriff coûte 20 £ ou 30 £ par jour et un procès devant le jury de 150 à 200 £. — Payer 250 à 300 £ pour une seule affaire n'a rien d'anormal.

« Si j'avais perdu mon procès disait un patron à M. Wolff, pour une indemnité de 13 £ à payer, j'aurais en 400 £ de frais ! » — Dans un autre cas, le patron offrait 12 £ à la victime ; la Cour réduisit l'indemnité à 10 £, mais les frais s'élevèrent à 200 £. (Voir Wolff, *loc. cit.*, p. 33 et sq.).

Dans les quatorze années qui ont suivi le vote de l'Act de 1880, il y a eu 1762 procès en Ecosse dans lesquels le total des demandes était de 363.000 £ ; or 17.500 £ seulement furent accordées, soit 5 0/0. — Les hommes de loi seuls profitaient de ces procès ! (Voir

La loi de 1880 n'a donc épargné aucun obstacle pour entraver ou faire échouer les poursuites de la victime et l'empêcher de faire valoir ses droits.

Or, toute méthode de réparation des accidents doit, pour produire de bons effets dans la pratique, assurer par les voies les plus faciles, l'obtention immédiate de l'indemnité. Simplicité et rapidité ! Ce sont précisément là les deux caractères essentiels d'une loi bien faite qui manquaient le plus à l'Employers Liability Act !

Disc. de M. Andrew Provand (Glasgow, Blackfriars), P. D., vol. XLIX, p. 741 et sq.).

Selon M. Parker Smith (Lanark, Partick), de graves abus, inconnus en Angleterre, se sont produits en Ecosse, relativement à l'application de l'Employers' liability Act.

D'après l'Act de 1880, la même procédure devait être adoptée en Angleterre et en Ecosse et employée devant les mêmes tribunaux : les County-Courts, en Angleterre, les Sheriff-Courts, en Ecosse. — Mais cette procédure resta inappliquée en Ecosse : on découvrit une porte de sortie, en étendant arbitrairement le Judicature Act de 1825 (sect. 14), qui donnait à l'intéressé le droit, sur une simple demande de sa part, de porter l'affaire devant la Cour supérieure et sans que les magistrats du premier degré pussent s'y opposer.

Un rapport fait il y a quelques années, établissait qu'en Angleterre, dans la période de 1888 à 1891, c'est-à-dire en quatre ans, il y eut 711 procès, dont 27 seulement furent portés devant la Haute-Cour. — En Ecosse, au contraire, pendant cette même période sur 676 affaires, 184 furent soumises à la Haute-Cour. — A Glasgow, sur 371 affaires, 115 furent enlevées à la juridiction ordinaire.

Les sous-agents des Compagnies d'assurances et certains hommes d'affaires peu scrupuleux poussent l'ouvrier dans cette voie plus hasardeuse et plus coûteuse pour lui, mais d'autant plus rémunératrice pour ces conseillers malhonnêtes. — (Voir Amendement Parker, P. D., vol. LI, p. 35 : « No action in which a claim is made under this Act shall be removed from the Sheriff's Court to the Court of Session, except in the manner provided by the sect. VI of the E. L. A., 1880). »

Cette législation, par les vices graves inhérents au système qu'elle consacrait, ne pouvait constituer tout au plus qu'une mesure de transition appelant des réformes prochaines.

L'act de 1880, a dit sir Ch. Dilke, était « mort-né » ! Il lui manquait assurément pour être durable cette force de cohésion que possèdent seules les lois justes édifiées sur des bases larges et solides, inspirées par une équité absolue et un égal respect des droits de chacun.

CHAPITRE IV

LES « FACTORY AND WORKSHOP ACTS » ET LEURS EFFETS SUR LA RESPONSABILITÉ DU PATRON.

Il a été expliqué dans les chapitres précédents que l'ouvrier, pour pouvoir introduire une action contre le patron, soit d'après le droit commun, soit d'après les dispositions de l'E. L. A., devra prouver deux choses :

1° Que le patron avait envers lui certains devoirs ;

2° Qu'il les a méconnus, d'où l'accident. Ces devoirs naissent ordinairement du contrat de travail qui les contient expressément ou implicitement.

Il y a aussi des statuts spéciaux qui imposent certaines obligations aux patrons ou à d'autres personnes et donnent à l'ouvrier un droit de poursuites en cas d'accident causé par un manquement à ces devoirs imposés par la loi.

Parmi ces statuts, et au premier rang, figurent les *Factory and Workshop Acts* (1).

Ces Acts ont tous trait à la surveillance, à l'emploi des enfants, femmes et filles, ou à l'entourage des parties dangereuses des machines par des pièces protectrices.

Il importe de remarquer que cette législation préventive et protectrice n'existe qu'en faveur de l'ouvrier, qui,

1. 41 Vict. c. 16 ; 54 et 55 Vict. c. 75 ; 58 et 59 Vict. c. 37. — Voir l'act de 1878 au chapitre « *Fencing of machinery in a factory, superintendence and control.* »

travaillant sans cesse au milieu des machines, est exposé à des dangers permanents : un simple tiers ne pourrait s'en prévaloir. Ainsi, une personne qui se trouve sans raison dans une usine (un visiteur non autorisé par exemple) est blessée par une roue non entourée : il y a, d'après les *Factory Acts*, faute du patron, mais la victime ne peut l'invoquer ; elle devra poursuivre, d'après le droit commun, et ne serait pas en droit pour prouver la négligence de se baser sur la violation du statut. Le patron n'a envers elle aucun devoir qui puisse faire naître une responsabilité quelleconque.

Le principe est donc que le patron est lié par certains devoirs déterminés envers tous ceux qui se trouvent dans son usine, soit dans son propre intérêt, soit dans un intérêt mutuel et réciproque (1).

La victime, pour réussir, devra prouver :

1° Qu'elle se trouvait chez le patron pour un motif légitime : cela résultera du contrat de travail ;

2° Qu'il y avait une obligation légale à la charge du patron ;

3° Qu'elle a été inobservée ;

4° Que cette inobservation a été la cause de l'accident.

Il est facile de voir dès lors que si le plaignant a été coupable de « contributory négligence » il lui sera impossible de fournir la quatrième preuve et il perdra son procès.

Les devoirs et obligations imposés au patron par les

1. *Kelly v. The Globe Sugar Refining Co Limited*, 20 *Rettie*, 833 ; *Britton v. The Great Western Cotton Co*, *L. R.*, 7 *Ex.*, 130 ; 41 *L. J. Ex.*, 99 ; 27 *L. T.*, 125 ; *Baddeley v. Earl Granville*, 19 *Q. B. D.* 423 ; 56 *L. J. Q. B.*, 501 ; 57 *L. T.*, 268. — *Chapman v. The Nitro-Phosphate Co*, 1 *T. L. R.*, 493.

Factory and Workshop Acts peuvent se diviser en deux classes :

a) Ceux relatifs à l'entourage de certaines pièces des machines dans un but de sécurité (safety) ;

b) Ceux relatifs à la surveillance (superintendence and control).

Entourage des machines (Fencing of Machinery in a Factory) (1). — Les divers Factory Acts ont édicté sur ce

1. En général, on entend par « fabrique » ou « usine » un endroit où l'on fait usage de vapeur, d'eau ou d'une autre force élémentaire à titre de moteur mécanique.

La loi anglaise distingue deux sortes de fabriques : les « textile » et les « non-textile » factories.

D'après la sect. 93 du F. et W. A. de 1878, l'expression « textile factory » s'applique à tout local dans l'enceinte duquel l'eau, la vapeur ou tout autre agent naturel sont utilisés pour mettre en mouvement le mécanisme employé dans l'industrie des « cotons, laines, crins, soies, lins, chanvres, jutes, filasses, fibres de noix de coco » ou toute autre matière première analogue.

Elle ne s'applique pas aux usines d'imprimerie sur étoffe, d'apprêt et de blanchiment, aux fabriques de cordons ou de chapeaux et aux corderies.

La suite de la sect. 93 énumère, sous l'appellation de « non textile factory » un grand nombre de locaux, tels que moulins, fonderies, forges dans lesquels la vapeur ou toute autre force naturelle est employée pour une industrie quelconque.

Que faut-il entendre par « ateliers » (workshops) ?

Les Acts de 1878 et de 1895 ayant donné une liste limitative des « fabriques », on peut considérer comme ateliers tout ce qui est laissé en dehors par la loi. — Les ateliers seraient alors des locaux ne rentrant pas dans la classe des fabriques et où certaines autres industries sont pratiquées, telles que la couture, la boulangerie exploitée commercialement ; ce sont encore des locaux non compris parmi les fabriques et où s'exécute dans un but de lucre un travail manuel consistant à faire, modifier, finir ou adopter pour la vente quelque article et dans lesquels l'employeur des personnes qui y travaillent a le droit d'entrer, ou dont il a la direction (Voir le rapport présenté par sir Ch. Dilke au Congrès de Bruxelles).

point des règlements formels dont le but est de sauvegarder le plus possible la vie des ouvriers. C'est ainsi que les ascenseurs, presses hydrauliques, les roues volantes mues soit à la vapeur, soit par toute autre force naturelle, les roues à eaux (et en général toutes les machines actionnées par des forces autres que celles de l'homme) devront être soigneusement garnies et entourées dans leurs parties dangereuses.

Les roues par lesquelles la force est réglée (volants) ou transmise (engrenages) et en général tous les moteurs circulaires à mouvement rotatif devront être garnis de pièces protectrices empêchant de s'approcher du cercle décrit.

D'une façon générale toutes les parties dangereuses d'une machine quelleconque, telles que premiers moteurs (mill-gearings), courroies de transmission, volants, engrenages, devront être convenablement entourées ou placées de manière à assurer toute sécurité aux personnes qui travaillent ou qui se trouvent dans l'usine (1).

Les pièces protectrices en question devront être maintenues en place et en bon état. Elles ne pourront être enlevées qu'en cas d'absolue nécessité pour cause de réparation ou d'inspection des parties dangereuses, pour le nettoyage ou le graissage ou s'il s'agit de modifier la marche ou de transformer l'agencement des pièces qui composent la machine (2).

Dans toutes les usines ou fabriques construites après le 6 juillet 1895, il est formellement interdit de faire passer un arbre ou un axe de rotation à moins de 18 pou-

1. 41 Vict. c. 16, s. 5 (3).

2. 58 et 56 Vict. c. 37, s. 7 (2 et 3).

ces d'une construction fixe qui ne fait pas partie de la machine si l'emplacement sur lequel l'axe déborde est un lieu ordinaire de passage pour les ouvriers (1).

Ces dispositions sont de grande importance et d'une application facile. L'une d'elles pourtant a donné lieu à des difficultés d'interprétation assez sérieuses : il s'agit de la section relative à l'entourage des parties dangereuses des machines.

Tout le monde sait ce qu'il faut entendre par élévateur ou roue volante (hoist, teagle, fly-wheel).

Quant à l'expression « mill-gearing » elle est définie dans la section 93 de l'Act de 1878. Elle comprend les arbres (shafts) de toutes catégories verticaux, obliques ou horizontaux, et les roues tambours ou poulies (every wheel, drum or pulley) servant à transmettre la force génératrice aux diverses machines employées dans l'usine.

Mais que faut-il entendre par « parties dangereuses d'une machine » (all dangerous parts of the machinery), expression additionnelle insérée dans l'Act de 1878 par celui de 1891 ? Elle n'est nulle part définie (2). La seule explication y relative concerne le mot « machinery » qui comprend jusqu'aux courroies et bandes de transmission (any driving strap or band).

Cette expression devra-t-elle être étendue aux parties qui pourraient blesser l'ouvrier en cas seulement d'acte volontaire ou de faute lourde de sa part ? Evidemment non ! car il faudrait alors mettre en cage tous les moteurs sans distinction !

En présence de ce mutisme de la loi, on est autorisé à

1. 58 et 59 Vict. c. 37, s. 9 (1).

2. Voir 41 Vict. c. 16, s. 5 (3) ; 54 et 55 Vict. c. 75, s. 6 (2).

assimiler le danger que fait courir une machine au défaut dans la condition des chemins, travaux, machines ou appareils dont parle la section première de l'Employers' liability Act.

Nous avons admis sur ce point, dans la discussion faite de l'Act de 1880 (1) que le danger ne constitue pas par lui-même un défaut. Pour qu'une machine soit défectueuse il faut qu'elle expose celui qui la manœuvre à un danger permanent même si celui-ci emploie l'attention et la prudence nécessaires.

Cette opinion est conforme à la loi.

Le Factory et Workshop Act de 1895 institue une « Court of summary jurisdiction » ayant le pouvoir de faire des règlements applicables aux industries et aux machines dangereuses. Or le législateur décide dans des notes mises en marge du statut qu'il faudra pour qu'il y ait lieu d'imposer lesdits règlements que la Cour de juridiction sommaire ait constaté que le travail accompli dans telle ou telle industrie est dangereux pour la vie et les membres ou que ce danger est la conséquence d'une construction défectueuse des machines.

D'après l'Act de 1895 cette condition défectueuse existera lorsque la machine ne pourra fonctionner, malgré des précautions et une habileté normales sans exposer la vie de l'ouvrier.

Voilà ce qui constitue le danger au sens de l'Act.

L'obligation de veiller à ce que les dispositions de ces statuts soient observées incombe en règle générale au patron qui occupe l'usine. Celui-ci pourra donc, le cas échéant, être poursuivi à la fois d'après le droit commun

1. Voir *suprà*, p. 76.

et d'après l'Employers' liability Act. Pourtant il n'en serait plus de même si le chef de l'industrie qui loue et occupe les locaux payait un loyer de moins de 200 fr. par an. Dans ce cas le devoir ci-dessus mentionné est transporté de l'occupant au propriétaire, et ce dernier devient responsable si les dispositions de la loi ou les règlements ne sont pas respectés.

Dans cette hypothèse le droit d'action de l'ouvrier, exercé d'après le droit commun contre le propriétaire de l'usine, serait basé sur la violation des devoirs statutaires et le contrat de travail avec le patron locataire aurait pour effet de prouver que l'ouvrier était légitimement sur les lieux.

Mais dans certains cas l'action pourra se retourner contre le locataire si, par exemple, il connaissait la condition dangereuse des machines et qu'il ait manqué d'en avertir le propriétaire pour exiger de lui des réparations.

Surveillance. — Certaines réglementations relatives au travail des femmes et des enfants sont imposées aux chefs d'industries par les divers Factory Acts (1).

En cas d'accident résultant de la méconnaissance de ces dispositions légales, la victime aurait un droit d'action d'après le droit commun.

Si la non observation de ces règlements est imputable à un surveillant ou à toute autre personne dont les ordres sont obligatoires pour l'ouvrier, ce dernier aurait, en cas d'accident, un droit d'action d'après l'E. L. A.

C'est au patron ou au surveillant qui le remplace de connaître les dispositions statutaires relatives au travail.

1. F. and W. A., 1878, s. 9, 26, 83, 94, 96, 99.

Si l'ouvrier est autorisé par un surveillant à exécuter une besogne interdite par un statut, ou, *a fortiori*, si cette besogne lui est commandée, il y aurait dans ce fait la négligence ou l'omission visées par l'E. L. A. de 1880.

D'après le Factory Act de 1878 (art. IX) il est interdit à tout chef d'industrie d'employer un enfant (c'est-à-dire une personne âgée de moins de 13 ans ayant obtenu un certificat médical constatant son aptitude physique et un certificat d'études délivré par l'Education department — ou si ces certificats ne sont pas obtenus âgée de moins de 14 ans) au nettoyage d'une machine en marche (1).

Ici c'est une défense générale et absolue. En ce qui concerne les personnes des deux sexes âgées de 13 ou de 14 ans, mais ayant moins de 18 ans, le nettoyage des parties dangereuses d'une machine en marche leur est seul interdit (2).

Il est également interdit aux jeunes filles ou femmes de nettoyer les premiers moteurs qui donnent la force initiale lorsqu'ils sont en mouvement (2).

Les enfants, jeunes gens (*young person*) ou femmes ne peuvent travailler entre les parties fixes et mobiles d'une machine au-dessous d'un arbre en mouvement (3).

Si dans une usine le propriétaire ou locataire d'une machine ou d'un outil mu par la vapeur, l'eau, ou toute autre force mécanique et auquel sont employés des enfants, jeunes gens ou femmes est une personne autre que le possesseur de l'usine et si ces enfants, jeunes gens ou femmes sont au service du propriétaire ou locataire de

1. 41 Vict. c. 16, ss. 9, 26 et 96. — *Pearson v. Belgian Mills Co.* 1896, 1 Q. B., 244; 74 L. T., 101; 60 J. P., 151.

2. 58 et 59 Vict. c. 37, s. 8; 44 Vict. c. 16, s. 9.

3. 41 Vict. c. 16 s. 9 (3).

la machine ou outil et par lui payés, dans ce cas, ce dernier sera pour toute violation ou méconnaissance de l'Act commise au détriment de ces personnes rendu responsable comme s'il était le possesseur même de l'usine (1).

Si l'un des secrétaires d'Etat juge une industrie ou une machine dangereuse pour la vie et les membres de l'ouvrier, il pourra prendre des mesures spéciales et complémentaires. Les règlements ainsi arrêtés auraient la même force que les dispositions légales auxquels ils sont assimilés (2).

A côté des Factory and Workshop Acts nous trouvons toute une législation préventive rendant encore plus stricts les devoirs du patron et dont la violation entraînerait sa responsabilité et constituerait une négligence.

C'est ainsi que le « Metalliferous Mines Regulation Act de 1872 comprend certaines règles qui devront autant que possible être observées dans les mines auxquelles l'Act s'applique. Ces règles sont relatives à l'aérage, aux explosions, chemins, signaux à l'étagage et au revêtement intérieur des puits et à l'entourage des puits et des machines.

Certaines précautions spéciales sont de même prescrites pour l'emploi des chaînes, tambours et échelles (3).

Le « Coal mines Regulation Act », de 1887, contient des dispositions analogues et en plus certaines règles relatives aux lampes de sûreté aux citernes et trous de sonde, aux baromètres, à l'étagage intérieur des galeries et à l'inspection de la mine (4).

1. 41 Vict. c. 16, s. 99.

2. 54 et 55 Vict. c. 75, s. 8 (1).

3. 35 et 36 Vict. c. 77, s. 23. Ventilation, blasting, roadways, signalling, lining and casing of the shafts and machinery, and also regulations in respect to the chains drums and ladders.

4. 50 et 51 Vict. c. 58, s. 49.

Le propriétaire, agent ou directeur la mine peut, en cas d'accident, se décharger de toute responsabilité en établissant qu'il avait pris des mesures raisonnables et qu'après avoir porté les règlements et dispositions de la loi à la connaissance des ouvriers, il s'était efforcé de les faire respecter (1).

Signalons enfin l'Alkali Act de 1881 (2) et l'Explosives Act de 1875 (3), réglementant la fabrication et l'industrie des substances explosives ou toxiques.

Ces règlements sont trop longs et trop complexes pour pouvoir être analysés ici. Nous renvoyons le lecteur aux textes mêmes de ces Acts.

Bornons-nous à constater en terminant les pouvoirs très étendus du Board of Trade et des secrétaires d'État qui ont trouvé une application naturelle et très efficace dans la réglementation de la police des chemins de fer.

Dans les divers Railway Acts, votés de 1830 à 1884 le pouvoir central s'est réservé un droit de contrôle absolu. De nombreux règlements ont été édictés : ils forment une législation très complète, donnant aux employés des compagnies privées des garanties sérieuses.

La violation de ces statuts entraînerait la responsabilité civile du patron d'après l'art. I (§ IV) de l'Employers liability Act en même temps que sa responsabilité pénale qui pourrait donner lieu à l'amende ou à l'emprisonnement d'après la loi criminelle.

1. 35 et 36 Vict. c. 77, s. 24 ; 50 et 51 Vict. c. 58, s. 50.

2. 44 et 45 Vict. c. 37.

3. 38 Vict. c. 17.

CHAPITRE V

WORKMEN COMPENSATION ACT (60 et 61 VICT. CH. 37)

Loi du 6 août 1897 (1)

Les divers projets de réformes soumis au Parlement de 1880 à 1893 ne présentent aucun caractère digne d'intérêt. Pas un seul ne mérite d'être signalé. Ce sont des tâtonnements confus, des essais timides tentés à la fois par le parti conservateur et par le parti libéral en vue d'améliorer la législation sur les anciennes bases.

Ce sont des modifications de détail, de simples retouches superficielles apportées à l'« Old Act ». Vains efforts faits pour donner un semblant de vie à une loi à peine votée et déjà condamnée !

Ces dernières tentatives, accomplies en désespoir de cause, avortèrent misérablement, prouvant ainsi jusqu'à l'évidence que le législateur ne pourrait aboutir tant qu'il se bornerait à des expédients et des demi-mesures.

« Pendant que le Parlement dormait sur ses avirons », suivant l'expression imagée de M. Wolff, une évolution lente, mais irrésistible, transformait les esprits et renouvelait le courant des idées. Le risque professionnel renversait peu à peu tous les obstacles qu'on essayait de lui

1. Le titre complet de la loi est :

« Au act to amend the law with respect to compensation to Workmen for accidental Injuries suffered in the course of their employment. »

opposer. Il formait déjà la base commune des réformes réalisées ou projetées à l'étranger et comptait, même en Angleterre, des partisans convaincus et de plus en plus nombreux.

Au commencement de l'année 1893 eut lieu une violente campagne de presse menée par le *Daily News* et le *Daily Chronicle* (1) et soutenue par le Congrès général des Trade-Unions et tous les corps représentatifs des classes ouvrières organisées, tels que les Trade-Councils et les Trade-Unions. Le but était de faire introduire résolument dans la loi le principe du risque professionnel. L'opinion, lassée d'attendre, cherchait à forcer la main du législateur!

Une coïncidence heureuse venait d'amener au pouvoir, comme Secretary du Home-Office l'un des chefs du parti libéral, M. Asquith, partisan convaincu des réformes radicales (2).

Le 2 février 1893, M. Asquith présentait à la Chambre des Communes un système de réparation générale. (Voir le texte de ce projet dans le *Bulletin du Comité Permanent*, 1894, p. 21 : traduction de M. Bellom.)

Le gouvernement était loin de tenir ce qu'il avait semblé promettre.

Le nouveau Bill, dans son art. I, consacrait l'abolition du régime de common-employment et de la doctrine de *volenti non fit injuria*. (*Ante*, p. 34). On rendait à l'ouvrier tous les droits appartenant à un simple tiers d'après la common-law, droits qu'une jurisprudence arbitraire lui avait enlevés.

1. Le *Daily Chronicle* était à cette époque l'interprète des idées de M. Chamberlain.

2. Actuellement membre du Conseil privé de la Reine.

Le patron était directement responsable envers l'ouvrier en cas de sous-entreprise, ce qui supprimait les abus résultant du sub-contract.

L'Employers' liability Act était abrogé à partir de l'entrée en vigueur de la loi (art. 14).

Quant à la faculté de contracting-out, elle était refusée d'une manière absolue à l'employeur et à l'employé.

Ce projet, malgré les progrès évidents par lui réalisés, ne contenait pas la réforme essentielle, indispensable qu'attendait la classe ouvrière. Le nouveau Bill était purement négatif puisqu'il se contentait de rendre à l'ouvrier la situation légale que celui-ci aurait toujours dû avoir d'après le droit commun anglais, sans lui donner rien de plus.

Dire que l'ouvrier avait « les mêmes droits à des dommages-intérêts et à des soins de la part du patron que s'il n'avait pas été un ouvrier du patron ou engagé dans son entreprise » (art. 1) c'était en le plaçant dans la condition d'un tiers quelconque, lui refuser toute réparation pour les accidents provenant d'un cas fortuit.

Nous avons vu en effet que la « common-law » ne donnait un droit d'action qu'en cas de négligence du patron ou d'une personne à son service. Le fardeau de la preuve restait comme précédemment à la charge de la victime. C'était retomber dans les anciens errements et ne tenir aucun compte des leçons du passé !

Le Bill fut cependant voté par la Chambre des Communes, le 23 novembre 1893, à une très faible majorité.

Au cours des discussions auxquelles il donna lieu, M. Chamberlain, alors de l'opposition, vint défendre à la tribune, en son nom personnel, un contre-projet assis sur des bases fort différentes.

Le patron était rendu responsable dans tous les cas, sauf si l'accident était dû à la faute de la victime : c'était la reconnaissance du risque professionnel. L'amendement était complété par un système d'assurance générale, importation directe des principes allemands et autrichiens.

A la Chambre des Lords l'opposition faite au Bill prit une toute autre tournure. Un amendement de Lord Dudley fut adopté dans le but d'accorder, dans quelque mesure, aux patrons et aux ouvriers le droit de déroger à la loi par des conventions particulières (*contracting-out*)

Lorsque le Bill revint devant la Chambre des Communes modifié par les Lords, M. Asquith insista en faveur du rejet de l'amendement Dudley. Cette attitude eut pour conséquence de faire échouer le Bill en entier.

Postérieurement au bill de 1893, la Chambre des communes fut saisie de plusieurs projets relatifs à la question des accidents du travail. Ce sont, par ordre chronologique, les propositions du 8 février 1895 (1), du 8 mai, du 26 janvier et du 2 février 1897.

Les divers projets, comme on le voit, se succèdent coup sur coup, avec une rapidité croissante, ce qui suffit pour démontrer que le Parlement ne restait pas insensible à la poussée de l'opinion et qu'il avait enfin pris à cœur les réformes que demandait le pays.

Ces diverses tentatives n'ont d'ailleurs qu'un intérêt historique et rétrospectif puisqu'aucune d'elles n'a abouti.

Le projet de 1895 était une reproduction presque littérale du bill de 1893, si ce n'est qu'il autorisait le *contracting-out* sous certaines conditions.

1. *Bulletin du Comité permanent*, 1895, p. 411, traduction de M. E. Fuster.

Les autres propositions s'inspiraient presque exclusivement des textes de 1893 et de 1895 (1), c'est-à-dire qu'aucune d'elles ne reconnaissait, d'une manière catégorique, le principe du risque professionnel.

Le 3 mai 1897, le gouvernement, par l'entremise de sir Mathew White Ridley (2), de M. Joseph Chamberlain (3) et de l'attorney general (4), saisit la Chambre des communes d'un projet de loi sur la réparation des accidents du travail (*Workmen compensation for accidents bill*).

1. Bellom, *Lois d'assurances ouvrières à l'étranger*, t. II, p. 1006.

2. Député de Blackpool, Lancashire et successeur de M. Asquith au Ministère de l'Intérieur.

3. Député de Birmingham et secrétaire d'Etat aux Colonies.

Si l'on s'étonne de voir un projet de loi purement industriel patronné par un ministre des Colonies, il faut se rappeler que M. Chamberlain a toujours été mêlé de très près aux questions industrielles de ces dernières années : sa compétence et son autorité y sont indiscutables et son choix comme parrain du Bill était particulièrement heureux.

M. Chamberlain a été pendant longtemps l'un des plus grands industriels de Birmingham, ce qui lui a permis d'acquérir une connaissance profonde de la classe ouvrière et de ses besoins.

« La maison Nettlefold, dit M. Deiss, située à Smethwick, près de Birmingham, est la maison la plus considérable du monde entier pour la fabrication des vis de toutes sortes. — En 1828, le père de M. Joseph Chamberlain, le ministre bien connu et M. J.-S. Nettlefold, l'oncle de ce dernier, achetèrent à Birmingham une usine pour la fabrication des boulons, dans laquelle ils désiraient exploiter une machine américaine permettant de les produire à bon compte. — Vers 1854, le jeune Chamberlain, âgé de 18 ans, entra dans l'usine paternelle. Il en sortit vingt ans plus tard, possesseur d'une fortune considérable et décidé à se consacrer entièrement aux affaires politiques de son pays. » E. Deiss, *A travers l'Angleterre industrielle et économique*, p. 86.

M. Chamberlain — et c'était là un second motif pour le choisir comme défenseur du nouveau Bill — jouit dans toute l'Angleterre d'une réelle popularité.

4. Sir Richard Webster, député de l'île de Wight.

Ce projet comprenait un texte de loi suivi de deux annexes relatives, l'une au taux des indemnités, l'autre à la création d'une juridiction arbitrale chargée de régler les contestations.

Après une laborieuse discussion, le projet gouvernemental, modifié, complété et étendu, fut sanctionné par le vote du Parlement et devint le Workmen compensation Act du 6 août 1897 que nous allons étudier en détail.

C'était la victoire tardive mais définitive du risque professionnel !

En Angleterre, comme dans tous les autres pays d'Europe, « ce grand principe avait achevé de renverser tous les obstacles qui voulaient arrêter son essor foudroyant, tant il répond à un besoin universellement ressenti, et comme à une sommation de la conscience humaine. » (Cheysson, *Revue politique et parlementaire*, 1895, t. III, p. 261).

§ 1. — Responsabilité de certains chefs d'industrie envers leurs ouvriers en cas d'accidents (1).

Le Workmen Compensation Act débute par la reconnaissance catégorique du risque professionnel. C'est le principe fondamental, sur lequel repose toute la législation nouvelle (2).

1. C'est le titre que portait l'article I du Bill non amendé : « Liability of certain employers to workmen for injuries. ».

2. Il faut bien remarquer que le patron ne pourra plus désormais se prévaloir de l'exception de *volenti non fit injuria*, théorie qui, comme nous l'avons vu, avait joué un rôle si important dans l'ancienne jurisprudence anglaise. C'est là une conséquence nécessaire et directe de la consécration définitive du principe du Risque professionnel. — En effet, dire que le patron est responsable du

L'article I décide en effet que :

« Si dans un travail auquel s'applique la présente loi
« un dommage personnel est causé à un ouvrier par un
« accident survenu par suite et au cours de son travail
« (accident arising out of and in the course of the em-
« ployment), le patron sera, conformément aux disposi-
« tions ci-après, tenu au paiement d'une indemnité en
« conformité de la première annexe de la présente loi. »

Cette disposition primordiale a en elle-même un caractère général et absolu. Le patron est désormais responsable dans tous les cas : voilà la règle, la présomption légale !

Les exceptions viennent ensuite, pour tempérer, dans une certaine mesure, la rigueur du principe posé. Elles sont contenues dans les §§ *a* etc du même article, relatifs l'un au régime spécial des petits accidents (trumpery accidents), l'autre à la faute lourde de l'ouvrier.

Le § *b* est une aggravation de la responsabilité de l'employeur en cas de faute lourde de sa part.

Nous distinguerons, pour plus de clarté dans cette étude, suivant que l'accident résultera d'un cas fortuit, de la faute lourde de l'ouvrier ou de celle du patron.

Cas fortuit. — On appelle ainsi tout accident qui n'est dû au fait de personne, ou qui provient d'une cause restée inconnue.

C'est le risque normal et ordinaire inhérent à toute entreprise, le danger inévitable auquel l'ouvrier est exposé, qui naît du travail lui-même. C'est l'action de forces

cas fortuit, c'est rendre impossible en pratique cette présomption d'après laquelle l'ouvrier était censé avoir accepté le risque normal d'accident inhérent à son travail, par cela seul qu'il a commencé ou continué le travail après avoir eu connaissance de ce risque.

inconnues et mystérieuses, l'accident fatal, la mort stupide et injuste frappant au hasard de ses coups ! C'est le tribut sanglant payé par l'homme à la nature dans sa lutte pour le pain quotidien (1)

Tel est le domaine du risque professionnel.

Son principe peut se résumer dans la formule suivante :

« La production industrielle exposant le travailleur à certains risques, c'est à celui qui recueille le profit de cette production, c'est-à-dire au patron, que doit incomber l'obligation d'indemniser la victime en cas de réalisation du risque, abstraction faite du point de savoir si le patron a commis une faute susceptible d'engager sa responsabilité. »

En d'autres termes, la réparation de tous les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail, sera comprise dans les « frais généraux » de l'entreprise et supportée par le chef de l'industrie.

Peu importe, dès lors, que l'accident provienne d'une faute du patron ou d'un cas fortuit. L'obligation pour le patron d'indemniser l'ouvrier ne réside plus, comme le voulait l'ancien principe anglais, dans sa faute ou sa négligence, mais bien dans le fait du risque créé. La victime de l'accident a droit, *ipso facto*, à une indemnité. De « subjective » qu'elle était, la responsabilité de l'employeur devient « objective » (2).

1. L'expression anglaise qui correspond à celle de « cas fortuit » est « Act of God » (Acte de Dieu). — Nos voisins d'Outre-Manche ont une singulière idée de la Providence !

2. C'est ce que refusent d'admettre les quelques rares adversaires du risque professionnel : tels que M. Hubert-Valleroux, en France ; M. Geoffroy Drage (député de Derby), en Angleterre. — Ils partent de cette idée, aujourd'hui universellement délaissée, que

Le patron doit prévoir les dommages résultant des accidents subis par son outillage humain comme ceux qui viennent de l'usure de ses constructions ou de ses machines.

Mais, a-t-on dit, il semble injuste de mettre à la charge

toute responsabilité suppose une faute et voient dans le ris que professionnel une iniquité et un péril.

M. Hubert-Valleroux est si défiant à l'égard du nouveau principe qu'il va jusqu'à écrire la phrase suivante qui suffit pour condamner sa thèse : « Les ouvriers blessés et non indemnisés par l'effet des lois actuelles sont « très souvent aidés ou par le patron qui trouve à les employer, ou par la charité, soit publique, soit privée », c'est-à-dire que la victime d'un accident du travail est souvent réduite à mendier ; M. H. V. le constate et trouve cela tout naturel !

De même, M. G. Drage a soutenu à plusieurs reprises aux Congrès de Milan et de Bruxelles, « que le patron ne peut être en fait rendu responsable, s'il ne l'est moralement », c'est-à-dire, s'il n'a aucune faute à se reprocher.

Ces adversaires résolus se font, heureusement, de plus en plus rares et l'on a pu dire au Congrès de Bruxelles « qu'un homme « politique qui professe encore les idées de M. Drage, est une « véritable curiosité que l'on pourrait placer dans un cabinet d'histoire naturelle parmi les autres pétrifications », Rapport Moeller, voir *Compte-rendu du Congrès de Bruxelles*, p. 691).

M. Yves Guyot, lui-même, l'un des derniers défenseurs du système adverse a dû renoncer au combat et au Congrès des Accidents tenu à Bruxelles, en juillet 1897, « il a cru devoir esquisser un « mouvement de retraite et se rallier, non sans réserves, il est « vrai, à la thèse du risque professionnel consacrée par la loi « anglaise récente du 6 août 1897 ; l'éminent économiste a compris sans doute qu'il ne pouvait plus lutter utilement contre « l'assurance obligatoire qu'en jetant du lest et en se ralliant en « désespoir de cause à un principe universellement accepté « aujourd'hui » (Voir les conclusions de son article sur les Accidents du travail en Allemagne (*Revue politique et parlementaire*, 1897, t. XIII, p. 463). Voir également Pic, *Etude critique de la loi du 9 avril 1898*, *Rev. d'E. P.*, juin 1898, p. 499.

unique du patron les conséquences de cas fortuits qui ont toujours eu pour effet d'amener la libération des obligations préexistantes ! C'est, en effet, une dérogation aux principes généralement admis, un droit nouveau créé au profit de l'ouvrier. Mais ce droit nouveau et exceptionnel se justifie aisément si l'on considère, au point de vue des faits, combien la grande industrie, avec son outillage mécanique et son agglomération ouvrière, a augmenté le nombre des risques et en a modifié la nature.

Plus n'est besoin de démontrer l'absolue légitimité du risque professionnel, en dehors de toute question sentimentale. Des arguments péremptoires ont été apportés sur ce point, qui prouvent que ce principe est fondé en droit et basé sur la plus scrupuleuse justice (Voir rapports de M. Cheysson aux Congrès de Berne (1891) et de Milan (1894). Consulter également : Tarbouriech, *La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail*, Paris, 1896 ; Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, t. I, p. 369 et sq., et l'étude du même auteur dans la *Revue politique et parlementaire* (1895, t. IV, p. 502 et sq. ; Josserand, *De la responsabilité du fait des choses inanimées*, Paris, 1897 ; Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, Paris, 1897, et le Risque professionnel dans le Code civil (*Réforme sociale*, 1898, I, 364) ; Bouvier, L'évolution de l'idée de responsabilité (*Revue critique de législation*, 1898, p. 176 et sq.).

Le risque professionnel s'accorde d'ailleurs également bien avec les intérêts du patron et avec ceux de l'ouvrier. C'est un système pratique.

M. Cheysson s'efforçait de le démontrer au Congrès de Berne, en 1891. Laissons la parole à l'éminent économiste :

« D'après une statistique présentée en 1889, au Reichstag par le gouvernement allemand, on peut dire
« que la 1/2 des accidents relève du hasard ou de la
« force majeure ; 1/4 de la faute des patrons ; 1/4 de celle
« des ouvriers.

« Pour la première moitié, tout le monde est à peu
« près d'accord aujourd'hui pour admettre qu'il n'est pas
« juste de la faire supporter aux ouvriers, en les obli-
« geant à fournir une preuve que la nature de l'accident
« ne comporte pas. Il ne le serait pas moins de recou-
« rir au renversement de la procédure qui se borne à
« renverser l'iniquité au détriment du patron.

« De là la notion du risque professionnel qui n'im-
« pute à personne cette catégorie d'accidents et les met
« à la charge des frais généraux de l'industrie en modé-
« rant le taux de la réparation, sorte de transaction qui
« dans une matière où la responsabilité est obscure de-
« mande à chacune des parties en présence le sacrifice
« d'une partie de ses prétentions extrêmes. L'ouvrier ne
« reçoit pas la réparation intégrale du dommage subi,
« mais du moins il est toujours indemnisé, au lieu d'être
« purement et simplement éconduit par une fin de non
« recevoir légale.

« De son côté le patron échappe aux dangers de la ré-
« paration totale dont le menace la jurisprudence sou-
« vent humanitaire des tribunaux, ingénieux à découvrir
« une faute, à la créer même là où elle n'existe pas, de
« manière à indemniser la victime.

Faute lourde de l'ouvrier. — « Mais, continue M. Cheys-
« son, il n'en va plus de même des accidents à responsa-
« bilité définie. Est-ce la faute du patron ? Il semble
« inique de ne payer à l'ouvrier qu'une indemnité ré-

« duite... Est-ce la faute de l'ouvrier ? Il n'est pas moins
« inique d'imputer au patron cette charge même atté-
« nuée. A chacun les conséquences de ses actes !

Ce système est, en effet, logique et dans une certaine mesure conforme à l'équité ou plutôt à la justice idéale !

Le patron ne saurait répondre des accidents provenant de la « faute de l'ouvrier ».

« En pareil cas fait observer M. Josserand (*loc. cit.*,
« p. 124) la victime du dommage ne pourra pas obtenir
« d'indemnité, car le dommage a été causé non par la
« chose, mais par sa propre faute. Si l'ouvrier qui a été
« blessé par une machine était ivre au moment où l'ac-
« cident s'est produit il est bien certain que la respon-
« sabilité du fait des choses ne pourra pas s'exercer en
« sa faveur, ni s'il a violé les règlements de l'usine, ni
« s'il a commis une imprudence manifeste : lui accorder
« en pareil cas une indemnité ce serait rendre le patron
« responsable, non pas du fait des choses qui lui appar-
« tiennent, mais de la faute de son ouvrier, vis-à-vis de
« cet ouvrier même. »

Cette déduction rigoureusement logique n'en est pas moins très regrettable ! En voulant trop se rapprocher de la justice abstraite et idéale, ou aboutit en pratique à des théories étroites également éloignées du bon sens et de l'équité.

Combien il faut dans les sciences économiques et tout spécialement dans les questions industrielles se méfier des raisonnements *a priori* ! Le *criterium*, la pierre de touche d'un système c'est son application dans le domaine des faits. Nous avons, ici surtout, besoin de doctrines pratiques, d'une mise en œuvre facile, et non de principes absolus et inflexibles dont l'application risque

de soulever les difficultés les plus graves, auxquelles les « théoriciens » étaient fort loin de s'attendre !

Au lieu d'établir ainsi une antithèse entre le cas fortuit et la faute, la plupart des législations étrangères récentes (lois allemande, autrichienne, norvégienne, danoise) n'admettent l'exclusion du droit à l'indemnité forfaitaire que pour le cas de *dol*, c'est-à-dire d'accident intentionnellement provoqué par la victime. L'ouvrier ou ses représentants ne pourraient dans ce cas, cela se conçoit aisément, réclamer une réparation puisque l'idée de risque est par définition même absolument exclusive de tout élément intentionnel ?

Ce point de vue nous semble de beaucoup supérieur sur le terrain de l'équité et de la valeur pratique. Auprès de lui tous les autres systèmes nous apparaissent comme boiteux et incomplets.

Il importe, en effet, de remarquer que d'après la théorie du risque professionnel strictement appliquée, la victime se voit privée de tout droit à indemnité par cela seul qu'une faute quelconque, si légère soit-elle est relevée à sa charge.

Or, l'imprudence de l'ouvrier est une chose fatale et inévitable ; habitué à vivre au milieu du danger, familiarisé avec les mécanismes les plus périlleux, il est forcément tenté de négliger certaines précautions, surtout s'il est bon ouvrier : il joue avec sa vie, son adresse et son habileté mêmes le rendent insouciant du péril et de la mort qui le guette.

Il faut aussi tenir compte de la fatigue physique : toutes les statistiques démontrent que les accidents sont plus nombreux à la fin de la journée.

« Supposons pour un instant, dit M. Wolff, (*loc. cit.*,

« p. 67) que l'ouvrier ait réellement commis ce que nos
« tribunaux considèrent comme une faute. Il accélère
« par trop son travail, il marche, sans assez de prudence;
« au risque de les avoir coupés, il approche ses doigts
« trop près de la scie circulaire, afin de donner au mor-
« ceau de bois qu'il travaille une courbe plus parfaite.

« Dans l'intérêt de qui court-il tous ces risques ?

« Il pourrait penser à ses doigts ou à ses membres,
« mais alors il fournirait moins de travail ou du travail
« de moins bonne qualité. L'ouvrier, en se familiarisant
« avec son travail, acquiert l'insouciance du danger. Il
« n'y aura pas de malheur à déplorer 99 fois sur 100, et
« c'est au patron qu'ira tout le profit. Faudra-t-il donc
« que cet homme soit rendu responsable de l'accident
« qui arrivera la centième fois et qui l'estropiera pour
« la vie, alors qu'il était un peu plus fatigué et moins
« agile ? »

M. Costello a déclaré devant la « Labour Commission »
que de nombreux accidents sont dus à la prolongation
démesurée de la journée de travail. « Il n'est pas rare,
« dit-il, de voir dans les grands entrepôts de Liverpool
« des hommes travailler 24 heures ou même 30 heures
« de suite : dans ces conditions, l'ouvrier finit par ne
« plus savoir ce qu'il fait !

« J'ai marché moi-même, ajoute-t-il, sur des passe-
« relles avec un gros sac de 50 Kgs sur les épaules, et
« telle était la force de l'habitude que je le faisais sans
« difficulté, quoiqu'à moitié endormi et ayant perdu la
« conscience exacte de ce qui se passait autour de moi »
(Voir Wolff, *The employers' liability. What ought it to be*,
p. 68 et sq.).

Si donc l'imprudence de l'ouvrier est une conséquence.

nécessaire du milieu dans lequel il vit, n'est-il pas équitable de considérer comme un risque véritable les accidents causés par cette imprudence et d'en imposer la réparation à l'employeur ?

Mais, dira-t-on, cette assimilation acceptable pour les fautes légères que tout ouvrier, même le meilleur, est exposé à commettre, est inadmissible au cas de faute lourde et inexcusable. L'accident, dans ce cas, n'est plus un risque se rattachant à la responsabilité objective de l'industrie, c'est un fait tout subjectif, c'est-à-dire entièrement imputable à l'ouvrier et dont, par suite, en toute équité, le patron ne saurait répondre.

L'argumentation est séduisante ! Elle a paru décisive au législateur anglais !

La loi du 6 août 1897 décide, en effet, dans le § c de l'art. 1 que :

« S'il est prouvé que le dommage causé à un ouvrier « est attribuable à un *manquement grave et volontaire* de « cet ouvrier à ses devoirs (serious and wilful misconduct of that workman), toute demande d'indemnité « formulée en raison de ce dommage sera rejetée » (1).

Il importe de remarquer que dans le système du Bill primitif, tel qu'il fut présenté aux Communes, le gouvernement se prononçait en faveur de la couverture de

4. Le § c ne décharge le patron qu'en cas de faute lourde (gross negligence), c'est-à-dire que la loi de 1897 maintient sa responsabilité en cas de faute légère de son ouvrier. — Dès lors l'employeur ne pourra plus se prévaloir de l'exception de « contributory negligence » que dans la mesure où ce moyen de défense serait basé sur une faute lourde de la victime. — M. Chamberlain fit, sur ce point, une déclaration très nette devant la Chambre des Communes (voir Parliamentary Debates, vol. XLVIII, p. 1464 et sq.).

la faute lourde. La responsabilité du patron devait exister dans tous les cas, sans restriction aucune et quelle que fut la cause qui avait provoqué l'accident.

C'est ainsi que le 3 mai 1897, le jour même où le projet gouvernemental était déposé sur le bureau de la Chambre, M. Chamberlain venait défendre à la tribune ce qu'il considérait alors comme un principe essentiel de la nouvelle législation.

« Nous nous sommes aussi préoccupés, disait-il, de ceux qui ont contribué à l'accident dont ils souffrent.

« A première vue, on pourrait nous accuser d'avoir été trop loin, mais il faut bien se rappeler qu'en fait les patrons ont toujours invoqué la faute de la victime pour se soustraire à toute responsabilité.

« La seconde raison qui nous fait écarter d'une manière absolue toute question de faute de l'ouvrier, toute exception de négligence, se trouve dans le principe essentiel qui sert de base et d'objet à notre système : éviter les procès ! — Il ne faut pas que l'indemnité qui doit être payée à l'ouvrier aille dans la poche des hommes de loi. Il ne faut pas que l'« Employers' liability Bill » puisse être transformé en « Lawyers' Employment Bill » (Bill fournissant du travail aux avocats).

Le § c excluant la faute lourde fut introduit seulement lors du renvoi du Bill devant le comité.

A quel motif attribuer ce changement de front subit et inattendu ? Était-ce une concession faite aux intérêts patronaux pour diminuer l'opposition d'une certaine fraction de la Chambre et assurer le vote du Bill ?

Était-ce, au contraire, comme on l'a prétendu, la crainte

anticipée des résistances de la Chambre des lords qui devaient porter spécialement sur ce point?

Il est difficile de répondre. Nous voulons croire que le gouvernement avait des raisons sérieuses en accomplissant cette volte-face sur une question de principe aussi essentielle !

Cette restriction apportée à la responsabilité générale du patron est très regrettable. Le système du Bill primitif, qui donnait à l'ouvrier une certitude absolue et le mettait définitivement à l'abri des procès, se trouve ainsi mutilé dans ce qu'il avait de meilleur : la porte est de nouveau ouverte à deux battants à l'ingérence des tribunaux et à tous les inconvénients graves qui en résultent dans la pratique et que l'insertion dans la loi du risque professionnel avait précisément pour but de supprimer.

Le § c, aussitôt que le Comité d'examen eut renvoyé le Bill devant la Chambre, fut l'objet des critiques les plus vives et les mieux fondées. — Ce fut le point de mire des attaques contre le gouvernement. La déception des représentants ouvriers était d'autant plus sentie que le texte primitif semblait garantir un succès complet à leurs revendications. — L'opposition heureuse de profiter de cette occasion pour souligner la conduite incohérente et versatile de ses adversaires politiques se joignit au parti avancé. Les attaques les plus violentes furent dirigées contre M. Chamberlain, qui s'était plus que ses collègues prononcé catégoriquement contre l'exclusion de la faute lourde et dont le revirement d'idées subit avait étonné les uns et profondément mécontenté les autres.

Le 6 juillet 1897, M. David Thomas (député de Merthyr

Tydvil) présenta un amendement ayant pour but la suppression radicale du § c.

Les débats furent particulièrement intéressants et instructifs, car le gouvernement se trouva mis en demeure de s'expliquer sur sa nouvelle attitude.

Nous empruntons aux *Parliamentary debates* le compte rendu officiel de cette séance (*Parliam. debates*, vol. L, p. 1228) :

« Sir M. W. Ridley, ministre de l'intérieur. — Le gouvernement s'oppose de toutes ses forces à cet amendement. Il faut, pour être juste, traiter l'ouvrier et le patron de la même manière.

« Si nous accordons des avantages spéciaux à l'ouvrier lorsque le patron s'est rendu coupable de négligence grave et volontaire, nous devons lui refuser toute indemnité s'il a causé volontairement l'accident ou s'il est coupable d'une faute lourde et inexcusable.

« La justice la plus élémentaire commande qu'il en soit ainsi (1).

« M. Ch. Fenwick (*Northumberland Wansbeck*). — Si, comme vous l'avez dit et répété, votre but principal, en

1. Cette argumentation est fausse. Il n'y a aucune aggravation de la responsabilité patronale en cas de faute grave et volontaire de l'employeur. Le § b se contente dans ce cas de donner à l'ouvrier la faculté d'user à ses risques et périls des moyens que lui offrent l'E. L. A. ou le droit commun. — On lui reconnaît des droits qui lui appartenaient déjà. Voilà, en vérité, une bien grande faveur ! Est-ce à si peu de chose que ce réduisent ces « avantages spéciaux » dont parle le Ministre ?

Au contraire, en cas de faute lourde de l'ouvrier, c'est la suppression radicale de toute indemnité.

La situation n'est donc pas égale dans les deux cas et la justice dont l'honorable Baronet parle de façon si pompeuse, est très certainement violée au profit du patron.

déposant ce Bill, était de diminuer les procès, je crois que vous commettez une faute grave et que vous allez à l'encontre de votre objet en vous obstinant à maintenir le § c.

« Cette disposition introduite après coup aura pour conséquence de faire passer au crible la conduite de l'ouvrier chaque fois qu'il sera victime d'un accident et qu'il viendra réclamer une indemnité.

« Le patron, pour se dispenser de payer une réparation, invoquera dans chaque cas et recherchera par tous les moyens à établir la faute lourde de l'ouvrier. C'est une nouvelle exception au profit du patron ; il l'invoquera dans chaque affaire, faisant tout son possible pour en prouver le bien fondé.

« Dans la discussion qui eut lieu sur ce point devant le Comité, le « Colonial secretary » (M. Chamberlain) demanda s'il était vraiment utile de faire naître dans le Bill une nouvelle source de procès et de difficultés.

« Il pensait évidemment que ce sujet donnerait lieu à de sérieuses controverses entre les patrons et leurs ouvriers.

« Je donne les paroles exactes du secrétaire d'Etat aux colonies :

« Etait-ce la peine d'introduire dans ce Bill une nouvelle source de contestations pour répondre à des cas qui, après tout, seront nécessairement rares » (1).

« *M. J. Chamberlain (Birmingham W.)*. — A quelle date

1. « Was it worth while to add another litigable point in the « Bill in connection with cases which must, after all, necessarily « be rare ? »

ai-je prononcé ces paroles? Peuvent-elles, dans tous les cas, s'appliquer au présent amendement?

« *M. Fenwick.* — Assurément, et votre observation était fort juste. Le § *c* ne se réalisera que fort rarement dans la pratique. Quel est l'ouvrier qui, volontairement, provoquera un accident dans lequel il peut trouver la mort? Ce seront des cas exceptionnels.

« Et c'est pour faire face à une éventualité aussi improbable que vous introduisez dans ce Bill une clause qui sera un « nid à procès », qui donnera lieu en pratique à de graves difficultés et compliquera singulièrement ce que vous cherchez à simplifier.

« S'il s'agit d'un accident mortel, la victime qui seule pouvait donner quelques renseignements exacts ne sera plus là pour le faire. Si le patron soulève cette exception de faute grave de l'ouvrier, comment les ayants droit de la victime pourront-ils la repousser?

« *M. Chamberlain.* — Ce § *c*, qui n'existait pas tout d'abord, a été introduit par le gouvernement devant le Comité.

« Il s'agit de réprimer et non d'encourager, par de grasses indemnités, les actes de folle imprudence par lesquels l'ouvrier joue avec sa propre vie et avec celle de ses camarades.

« Je me rappelle fort bien que, lors de la discussion, on fit allusion au cas d'un ouvrier mineur qui, en violation des règlements les plus formels, descendit avec sa pipe dans un puits dangereux et causa ainsi une explosion dans laquelle plusieurs de ses camarades trouvèrent la mort.

« Y aurait-il quelque justice à accorder une indemnité à cet homme?

« Il ne peut être ici question de ce que l'on appelle communément « contributory negligence » ; il s'agit d'une négligence exceptionnellement grave et coupable.

« Je me contenterai de faire remarquer que, pour éviter les abus qui résulteraient d'une trop grande généralisation de notre doctrine, nous exigerons du patron qui invoquera cette exception une double preuve :

« 1^o Que la négligence de l'ouvrier a été la seule cause de l'accident ;

« 2^o Que cette négligence était exceptionnellement grave et volontaire.

« Cette preuve sera fort difficile à fournir ce qui restreindra considérablement les abus possibles de la part des patrons.

« *M. John Wilson (Durham, mid.)*. — Le « Colonial secretary » a certainement oublié les discussions qui ont eu lieu devant le Comité. Il est curieux de le voir prendre en ce moment la défense énergique d'une disposition introduite tout d'abord contre son gré !

« Quand un ouvrier sera tué dans un accident et qu'il n'y aura pas de reproches graves à lui adresser, la tendance sera — à moins que la nature humaine ne se modifie d'ici là — de charger le mort, de faire retomber sur lui la faute et la responsabilité. Cela sera d'autant plus facile que le pauvre homme ne sera plus là pour se défendre.

« Prenez le cas d'un ouvrier mineur. Un supérieur arrive, donne à notre homme un travail dangereux à faire et quelques instants après, un accident se produit et l'ouvrier y perd la vie.

« Une enquête est ouverte. Le surveillant, le supérieur diront : « Nous avons donné à cet homme tels ou

tels ordres, mais il les a mal exécutés. » La victime se dressera-t-elle dans son cercueil pour venir les contredire ?

« Il me faut insister sur les paroles de l'honorable Secrétaire d'Etat aux colonies, paroles incroyables, que l'on est étonné d'entendre de la bouche d'un ministre et qui écartent de parti pris toute idée de justice.

« M. Chamberlain a dit :

« Ces questions ne peuvent être résolues ni d'après la justice, ni d'après la logique. Peu importe que l'on s'en écarte si l'on trouve des moyens pratiques des expédients ! »

« Voici ses paroles exactes :

« Ce n'est pas une question de justice ou de logique, mais une pure question de commodité » (1).

« Il s'agit de laisser de côté l'imagination. Vous parlez du cas d'un mineur qui allume sa pipe dans une mine dangereuse et précipite 200 de ses camarades dans l'éternité !

« Où et quand un pareil fait s'est-il produit ? Je vous mets au défi de me répondre (2) !

1. « This is not a matter of justice or logic, but a pure matter of expediency. »

2. M. Wilson avait raison de prétendre que les cas de faute lourde seront très rares en fait ; mais il exagérait en mettant le Ministre au défi de lui en citer un seul exemple ! Le journal le *Times*, dans son numéro du 17 mai 1897, publiait une lettre de M. Blake Walker, président du Midland Institute of Mining Engineers, où se trouve rapporté le cas d'un mineur qui fut surpris dans un puits en train de fumer sa pipe. — Cette imprudence grave l'amena devant les tribunaux.

« Le State Prosecutor, écrit M. Blake Walker, fit remarquer que si une explosion s'était produite à la suite de cette impru-

« *M. Chamberlain.* — Je proteste de tout mon pouvoir contre ces paroles injurieuses que vous vous plaisez à répéter.

« Vous êtes de mauvaise foi et vous dénaturez le sens de mes paroles !

« J'ai dit qu'il y avait une question de justice, c'est-à-dire que la justice stricte obligeait à refuser toute indemnité à la victime d'un accident causé dans de pareilles circonstances.

« J'ai ajouté qu'il y avait aussi un point de vue utilitaire et pratique, à savoir : s'il ne serait pas plus sage, même dans ce cas, d'accorder une indemnité.

« *M. John Wilson.* — Admettons que la justice occupe la première place dans votre esprit, mais, en fait, elle se laisse facilement supplanter.

« Je dis que vos suppositions sont ridicules, qu'il est enfantin de croire que volontairement un homme, ayant pleine conscience de ses actes, ira mettre le feu à une mine et se faire sauter !

« En partant d'un point de vue faux et ridicule, en laissant déborder votre imagination, vous échaffaudez un système qui amoindrit singulièrement les avantages qu'avait ce Bill de diminuer les procès et d'assurer dans tous les cas une indemnité aux victimes.

« Vous ouvrez la porte aux chicanes et aux incertitudes. »

Après une longue discussion dans laquelle MM. T. R. Lenty (Leeds E.), Haldane (Haddingtonshire), Abraham

dence folle, elle aurait pu causer la mort des 400 camarades de Draper, ainsi que la destruction du puits. »

« La Cour de justice a reconnu la gravité du fait en condamnant Draper à trois semaines d'emprisonnement. »

(Glamorgan, Rhondda), Robert Ascroft (Oldham) vinrent défendre l'amendement Thomas et MM. Georges Whiteley (Stockport), le colonel Blundell (Lancashire), sir James Joicey (Durham, Chester-le-Street) soutinrent le gouvernement, l'amendement Thomas fut définitivement repoussé par le vote de la Chambre et le § c conséquemment maintenu dans le texte du Bill (201 voix contre 119. *Division list.*, n° 270 ; P. D., vol. L, p. 1238).

Dans le cours des débats, plusieurs questions furent posées relativement au sens et à la portée du § c.

Le colonel Denny demanda au gouvernement pourquoi, dans le § c, il avait employé le singulier « workman » et non le pluriel « workmen » ? Il s'agissait de savoir si le dit paragraphe s'appliquerait en cas de négligence collective, chaque ouvrier ayant contribué à l'accident et encourant une égale responsabilité.

L'attorney general, sir Richard Webster, répondit que si l'on avait employé dans le texte le singulier « workman », c'était pour ne pas laisser croire, par un malentendu possible, que l'on voulait rétablir la doctrine de « contributory negligence » (voir *supra*, p. 28).

« Nous ne voulions pas qu'un ouvrier étant reconnu coupable dans une équipe, la responsabilité résultant de la faute d'un seul put être étendue à tous et les priver de toute réparation.

« Assurément si, dans un cas spécial, il y a eu faute grave de la part de deux, trois ou quatre, ou même de tous les ouvriers, le mot « workman » s'appliquera à chacun d'eux.

« A chacun de répondre des conséquences de sa faute, mais il ne faut pas étendre arbitrairement les respon-

sabilités. Nous n'avons pas voulu du mot « workmen » de peur de le voir appliquer en bloc.»

M. Fenwick (P. D. vol. L, p. 1239) proposa le cas suivant : « Six ouvriers travaillent dans un puits ; une explosion se produit et lors de l'enquête, une pipe est retrouvée sur les lieux. Il résulte de l'enquête que c'est cette pipe qui a causé l'accident (on aurait pu supposer de même, une lampe ouverte). — Voilà sans aucun doute un cas de « serious and wilful misconduct ». — Supposons que l'explosion ait pour résultat la mort des mineurs. — Un seul homme a fumé cette pipe, ou ouvert cette lampe et causé ainsi la mort de ses camarades. — Lequel ? Nul ne le saura jamais ! Un doute accusateur plane donc sur chacun d'eux.

Quel sera dans ce cas l'application du mot « workman » ? Tous les ouvriers seront-ils privés d'indemnité, ou la famille de chacun d'eux pourra-t-elle poursuivre le patron ?

La réponse de l'Attorney General (*loc. cit.* p. 1240) ne laisse plus aucun doute sur ce point : Chaque famille aura droit à une indemnité. — Il faut pour que le § c soit applicable qu'il soit bien nettement établi que l'accident est seulement attribuable à la faute grave et volontaire de tel ouvrier en particulier. — Le législateur anglais n'a entendu se placer qu'au point de vue de la faute individuelle et non collective.

Le § c s'appliquera-t-il en cas de violation d'un règlement d'atelier ou d'une loi relative à la police des usines ou à la prévention des accidents ? Y aurait-il dans ce cas faute lourde de l'ouvrier ?

Cette question fut passionnément discutée à la Chambre des Communes. — Certains orateurs firent ressortir que les

lois préventives étaient en effet fréquemment violées, mais que cela avait lieu au su et vu du patron, que l'employeur, désireux de rendre le travail plus rapide ou plus simple encourageait la méconnaissance des règlements, qu'il laissait faire, c'est-à-dire consentait à des pratiques dangereuses et devait en conséquence, supporter seul la responsabilité et réparer l'accident.

Dans la séance du 6 juillet 1897, M. Henry Setton-Karr (St-Helens) (P. D., vol. L., p. 1240) déposait un amendement ayant pour but de compléter le § c en faisant suivre le mot « workman » de l'addition suivante :

« Ou à la violation par l'ouvrier ou les ouvriers de
« tout règlement établi par un Act quelconque du Par-
« lement en vertu duquel l'ouvrier ou les ouvriers sont
« passibles d'amende ou d'emprisonnement ».

Cet amendement était lui-même sagement modifié par un autre amendement de Sir J. Joicey, ainsi conçu :

« A moins que l'arbitre ne soit d'avis que la violation
« de ces règlements étant si légère (trivial), il n'y a pas
« lieu de priver l'ouvrier de son droit à réparation ».

L'amendement Setton-Karr, qui était cependant déposé au nom de tous les représentants de l'industrie textile, ne trouva pas auprès de M. Chamberlain, un accueil très chaleureux ! — Le Colonial Secretary se déclara absolument opposé à cette modification du § c. — Les raisons qu'il donnait étaient fort convaincantes ; l'amendement fut retiré.

« La première objection qui se présente à mon esprit, disait M. Chamberlain, est que l'expression « rules established by any Act of Parliament » est trop vaste.

« Un grand nombre de ces règlements sont d'un caractère tout spécial et il serait, je crois, peu équitable

de priver l'ouvrier de toute indemnité en raison de la violation d'un règlement parmi cent autres.

« Il se peut — et je crois qu'il en est souvent ainsi en réalité — qu'un règlement, même incorporé dans un Act du Parlement, ne soit pas d'un caractère très sérieux et que la violation d'un pareil règlement, ne constitue pas en toute justice, une faute assez grave pour faire encourir à la victime la déchéance de son droit.

« C'est pourquoi si j'adoptais l'amendement de mon collègue de St-Helens (M. Setton-Karr) il me paraîtrait indispensable de le compléter par l'amendement de l'honorable Baronet, député de Durham (Sir J. Joicey) qui donne à l'arbitre un pouvoir d'appréciation discrétionnaire.

« Mais alors ne vaudrait-il pas mieux laisser à l'arbitre dans tous les cas le soin de trancher cette question, sans l'enfermer, dans un texte étroit ?

« Dans mon opinion, il n'est pas douteux que la violation d'un règlement ayant pour but direct d'assurer la sécurité de l'ouvrier ou de ses camarades, constitue la faute grave et volontaire dont parle notre § c : dans ce cas l'arbitre devra, sans hésiter, refuser toute indemnité (1).

1. Comment concilier cette opinion de M. Chamberlain avec celle d'un autre membre du Gouvernement (sir M. W. Ridley), exprimée quelques jours auparavant en réponse à une question de M. Oldroyd (Voir P. D., vol XLVIII, p. 636).

M. Mark Oldroyd (Dewsbury) : « Je désirerais savoir si l'ouvrier conservera son droit dans le cas où l'accident serait causé par la violation d'un règlement affiché dans l'atelier ? »

Sir M.-W. Ridley, ministre de l'Intérieur : « L'avis du Gouvernement est que l'ouvrier conservera son droit à indemnité, malgré la violation d'un règlement. Le but du Bill est d'éviter par dessus tout les procès. »

« C'est pourquoi, après réflexion, je crois que l'amendement proposé aurait plutôt pour effet de restreindre le pouvoir discrétionnaire de l'arbitre.

« Le centre autour duquel se meut notre Bill est le principe de l'arbitrage. — Le gouvernement s'est efforcé de l'établir solidement, se voyant encouragé par une confiance générale et par les avantages spéciaux, à cette juridiction. — C'est pourquoi je crois qu'il sera dans notre cas préférable de laisser à l'arbitre un droit d'appréciation entier et une latitude absolue. »

Ces observations très fondées ne contentèrent pas l'Opposition.

M. Ascroft, au nom de celle-ci, présenta le nouvel amendement suivant qui partait d'un point de vue plus spécial :

« Mais l'ouvrier conservera son droit à réparation si l'accident est attribuable à une simple désobéissance de l'ouvrier à des règlements relatifs au nettoyage des machines en marche quand le nettoyage fait dans ces conditions est ordinairement permis par le patron. »

M. Ascroft pour justifier cette exception prenait comme exemple, ce qui se passe en Angleterre dans l'industrie textile.

D'après lui il est absolument impossible à l'industrie du coton de vivre et de prospérer dans le Lancashire, c'est-à-dire qu'il est impossible aux patrons de réaliser un profit et aux ouvriers de trouver des places, si les uns et les autres ne violent et ne transgressent du lundi au samedi certains Acts du Parlement spécialement ceux relatifs au nettoyage des machines en mouvement.

Il y a des règlements (F. et W. A., 1878, s. 9) interdisant aux jeunes gens, femmes ou enfants de nettoyer une

machine en marche et rendant les surveillants et patrons responsables de toute transgression.

Mais à la fin de la semaine il faudrait passer cinq ou six heures à enlever la poussière et le dépôt des engrenages. — Ce serait une perte de temps pour le patron et pour l'ouvrier et il faudrait pour observer les règlements fréquemment arrêter les machines.

« Dès lors, concluait M. Ascroft, ou bien il faut laisser l'ouvrier nettoyer les machines en mouvement et lui maintenir son droit à indemnité en cas d'accident — ou interdire absolument ces pratiques dangereuses et en obligeant ainsi l'arrêt fréquent des machines on portera un coup très grave à l'industrie dont je parle » (1) :

Si nous avons tant insisté sur cette question, c'est que dans l'idée du gouvernement la faute lourde devait se limiter au cas de violation d'un règlement.

1. Voici un autre exemple topique que nous empruntons au discours prononcé le 28 octobre 1897, à la Chambre des députés, par M. Charpentier, député de la Loire :

« L'on considère généralement comme une faute inexcusable le fait de remonter ou replacer une courroie de transmission dérangée, alors que le moteur est en marche ; or, l'Association industrielle de France, en mettant récemment au concours la recherche d'un appareil permettant de remonter sans risque une courroie sans arrêt du moteur a implicitement avoué deux faits : le premier, c'est qu'il importe essentiellement que les courroies dérangées soient remises en place sans un arrêt qui obligerait à suspendre tout travail dans une partie de l'usine — c'est pourquoi les meilleurs ouvriers le font au vu et su des contremaîtres, sans souci du danger ; le second, c'est que la manœuvre reconnue nécessaire, est très périlleuse, l'appareil permettant de la réaliser sans risque n'étant pas encore trouvé.

« N'est-il pas souverainement injuste, dans ces conditions, de refuser une indemnité, sous prétexte de faute lourde, à l'ouvrier qui se blesse au cours de cette manœuvre ? »

C'était là son élément essentiel et constitutif. M. Chamberlain s'était montré dans ce sens particulièrement affirmatif : « La faute lourde, a-t-il déclaré, existe lorsque l'accident est occasionné par l'inobservation consciente de tout règlement ou prescription contenus dans un Act du Parlement ou établi en vertu d'un Act et auquel l'ouvrier a pour devoir de se soumettre » (1).

Cette définition rapportée par M. Van Overbergh au Congrès de Bruxelles est inacceptable. — Elle suppose une réglementation générale qui n'existe pas et qui, si elle existait, serait chose mauvaise, parce que les mesures à prendre en vue de la sécurité dans chaque industrie doivent pouvoir varier d'un établissement à un autre, d'atelier à atelier, suivant la disposition des locaux et l'état des lieux.

Il faut d'ailleurs remarquer qu'un règlement peut être violé par une faute des plus légères : voilà donc que la faute lourde va comprendre toutes les fautes quelle qu'en soit la gravité !

L'on voit, d'après ce qui précède, à quelles controverses insoluble le § c peut donner naissance. — Aucune question, autant que celle de la faute lourde ne prête le flanc aux discussions et aux chicanes les plus abstraites.

1. Cf. les définitions suivantes :

« La faute grave dit, M. Lagasse, est celle qui se commet en contravention aux clauses déterminées en vue de ce genre de faute dans le règlement approuvé concernant la discipline, la sécurité et la salubrité. »

Voici une autre définition analogue votée par la Commission du travail belge : « La faute grave est celle qui se commet en contravention. »

Ces définitions sont également mauvaises, puisqu'elles n'indiquent pas le degré de faute requis.

« Le juge, dit M. Beeckman (1), sera influencé dans sa décision par l'idée qu'il se forme des devoirs des patrons, des aptitudes ou de la prudence que l'on peut exiger des ouvriers. — La notion de la faute lourde est une notion impalpable qui ne répond à aucune réalité, qui n'a aucune base fixe et certaine, qu'il faut apprécier dans chaque fait et qui dans chaque fait dépend de tant de circonstances et d'éléments divers, se mêle à tant d'autres facteurs (cas fortuits, force majeure) et ce avec un enchevêtrement tel qu'il est impossible de la déterminer ».

« J'ai souvent siégé dans des affaires d'accident, ajoute M. Van Schoor, procureur général près de la Cour d'appel de Bruxelles, je puis en parler en connaissance de cause.

« Ces questions sont tellement délicates qu'il est le plus souvent impossible de décider s'il y a faute lourde ou non. — Après chaque jugement, un doute pénible vous reste de savoir si vous avez pu apprécier assez chacun des multiples éléments qui ont accompagné l'accident ».

Citons encore ces belles paroles de M. Cheysson au cours de la discussion sur « le Risque Professionnel dans le code civil » ouverte devant la Société d'économie sociale :

« Il est très facile, quand on discute dogmatiquement... de trouver des fautes... Pourquoi cet ouvrier touchait-il cette barre rouge ? Pourquoi cet autre a-t-il sauté du train en marche ? Pour répondre à ces questions,

1. Directeur général de la Législation au Ministère de la Justice belge.

il faudrait se replacer dans la mêlée, au milieu même des circonstances du travail et de l'état mental qu'elle amène. Il est des moments où l'on est emporté au-dessus des conseils de la prudence, où le soldat se fait casser la tête en montant à l'assaut. — Il est alors un héros et on le décore s'il survit. — Il ne s'agit pas de réclamer la croix pour les ouvriers imprudents, mais au moins l'indulgence pour celles de leurs actions qui confinent à l'héroïsme sur le champs de bataille de l'industrie. — Ne serait-ce pas une extrême rigueur, confinant à l'injustice, que de leur faire grief de leur dévouement professionnel et de le transformer en faute lourde, pour leur refuser une indemnité quand ils sont mutilés et désormais incapables de tout travail ! — En réalité il est impossible de dire où commence et où finit la faute lourde, la responsabilité se gradue par teintes insensibles, comme l'aube et le crépuscule lors du passage du jour à la nuit...»

(*Réforme sociale*, n° du 16 avril 1898, p. 634 et sq.)

Quels seront dans son application les effets du § c ? L'avenir et la pratique nous le diront. La loi venant à peine d'entrer en vigueur (1^{er} juillet 1898) il convient d'attendre pour émettre un jugement définitif.

On ne peut, cependant, en augurer rien de bon ! Le législateur s'est montré d'une imprévoyance extrême en offrant au patron cette échappatoire, cette porte de sortie dont il saura profiter et qui sera, nous le craignons, peu à peu agrandie ! La loi porte dans son sein une arme qui se retournera contre elle !

On a prétendu que la difficulté de la preuve exigée du patron serait pour lui dans la plupart des cas un obstacle insurmontable et un frein sérieux aux abus possibles de sa part. — Qu'en sait-on ? Tout dépendra de la manière

dont l'arbitre comprendra son rôle et de l'esprit dans lequel il appliquera la loi. Chaque juge aura de la faute lourde la notion qui lui plaira, pourra l'étendre ou la restreindre à son gré. — Il en résultera une jurisprudence des plus flottantes, enlevant toute sécurité et toute certitude aux victimes d'accidents !

L'arbitre aura le devoir d'empêcher les abus possibles. C'est lui le souverain juge ; son pouvoir est absolu et sans contrôle. Il aura la haute et délicate mission de faire respecter les droits de l'ouvrier !

Faute lourde du patron. — D'après le § 6 du Workmen Compensation Act :

« Si le dommage a été causé par la négligence personnelle ou l'acte volontaire du patron (personal negligence or wilful act of the employer) ou d'une personne dont les actes ou négligences engagent la responsabilité du patron, la présente loi ne touchera en rien à la responsabilité civile de celui-ci ; toutefois dans ce cas, l'ouvrier, peut à son choix, soit réclamer une indemnité par application de la présente loi, soit intenter l'action qui lui était ouverte avant l'entrée en vigueur de la présente loi ; mais le patron ne sera pas tenu au paiement simultané d'une indemnité pour un dommage causé à un ouvrier par un accident survenu par suite et au cours du travail tant indépendamment que par application de la présente loi, et il ne sera exposé à un recours indépendamment de la présente loi que dans le cas de la négligence personnelle ou de l'acte volontaire sus visé. »

Ce texte donne à la victime un droit d'action alternatif contre un patron coupable de négligence personnelle ou de faute volontaire. L'ouvrier peut, dans ce cas, poursui-

vré, à son choix, soit d'après la nouvelle loi, soit d'après l'Employer's liability Act, le Lord Campbell's Act ou le droit commun.

Le but apparent de ce paragraphe, qui faisait dès le début partie du projet gouvernemental est d'aggraver la responsabilité du patron :

« Lorsque la responsabilité pénale du patron est encourue, disait M. Chamberlain (séance du 3 mai 1897, P. D. vol. XLVIII, p. 1468) elle équivaut pour moi à un crime, parce que la négligence voulue qui cause la mort d'un homme n'est ni plus, ni moins qu'un assassinat (manslaughter) !

« Dans ce cas, tous les moyens civils ou pénaux doivent être mis en action. Le maximum fixé par notre Bill est alors écarté, l'indemnité n'est plus forfaitaire, mais devient illimitée d'après le droit commun. »

On conçoit assez facilement l'objet général de ce texte : c'est de donner à l'ouvrier, dans certains cas, la possibilité d'obtenir une réparation illimitée. Mais si l'on examine de plus près notre paragraphe, si l'analyse cherche à le pénétrer dans ses détails pour le mieux comprendre, on se trouve arrêté par sa rédaction obscure et incohérente, l'esprit se débat inutilement au milieu des oppositions inconciliables de ses termes et des contradictions nombreuses qui en résultent.

Il faut se demander tout d'abord ce que l'on doit entendre par « négligence personnelle ou acte volontaire du patron ». C'est un point qu'il serait essentiel de bien fixer, puisque la portée pratique du paragraphe dépendra de l'extension plus ou moins large donnée à cette expression.

La question est capitale, assurément, mais elle est in-

soluble ; nous ne pouvons que répéter ici ce que nous avons déjà dit sur la faute lourde de l'ouvrier (*suprà*, p. 157).

D'ailleurs les mots, il faut l'avouer, ont été particulièrement mal choisis ! Qu'est-ce qu'un « acte volontaire » ? Tous les actes sont volontaires ! Là où il n'y a pas conscience, volonté, il ne peut y avoir responsabilité. D'autre part, la négligence la plus légère est un acte volontaire ; où doit-on s'arrêter ?

« Cette clause, disait M. Asquith (séance du 17 mai 1897, P. D. vol. XLIX, p. 752), malgré son importance apparente est pour moi aussi obscure que l'astronomie ! Que signifient ces mots « acte volontaire et négligence personnelle du patron » ? Quelle différence établissez-vous entre cet acte volontaire et coupable et ce que le Home-Secretary a appelé « faute lourde » (gross negligence) ? »

« Cette question embarrassante devra être soumise dans chacun de ces cas à la décision de l'arbitre et nécessairement résolue avant que l'ouvrier ne puisse intenter son action devant une cour de justice. Voilà bien des complications, bien des discussions oiseuses en perspective ! »

La vérité est que dans l'esprit du gouvernement, il n'y avait aucune différence entre la faute lourde du patron et la faute lourde de l'ouvrier, entre la « négligence personnelle ou l'acte volontaire » de l'un et le « manquement grave et volontaire » de l'autre.

« Nous n'avons pas adopté la même expression pour le patron, expliquait le ministre des colonies (*loc. cit.*, vol. L. p. 1170), mais le sens des mots, quoique différent en apparence, est le même dans les deux cas. Nous assi-

milons la culpabilité du patron et celle de l'ouvrier lorsque nous les excluons du Bill. »

Dans la séance du 17 mai 1897, le Colonial Secretary répondant à certaines objections faites au nouveau Bill et notamment aux critiques adressées par M. Asquith, se livrait à des spéculations abstraites, à des distinctions subtiles, tournant habilement la difficulté sans la résoudre :

« On a prétendu, disait M. Chamberlain, que ce paragraphe était mal rédigé, que les mots qui y sont employés sont peu usuels ! Nous avons cherché pourtant à exprimer aussi clairement que possible ce qui constituait assurément une idée nouvelle.

« Nous voulions distinguer entre ce que l'on peut appeler la négligence morale et la négligence technique.

« Je m'explique :

« Un patron sera techniquement responsable et techniquement négligent lorsqu'une personne à son service et qui jouit d'une certaine autorité, un contre-maitre, par exemple, occasionne par sa propre faute un accident à un ouvrier. Il ne peut y avoir négligence morale quand le patron ignorait la faute de son employé et qu'il lui était impossible d'en empêcher les conséquences.

« Voilà ce que j'appelle la négligence technique. Vous pouvez en ce cas invoquer la responsabilité pécuniaire du patron, mais il ne mérite aucune réprobation morale.

« Mais si, d'autre part, il s'agit d'un cas où le patron volontairement et connaissant les conséquences possibles de son acte, a négligé de prendre telle ou telle précaution qui aurait sauvé la vie d'un homme, il est moralement responsable, il est criminel !... C'est alors qu'il faut préserver dans toute leur intégrité les droits qui appartiennent

nent d'ores et déjà à l'ouvrier et laisser la victime, si elle le croit plus avantageux pour elle, user des moyens qu'elle possédait précédemment... »

Ces déclarations nous semblent inconciliables avec le texte même du paragraphe *b*, qui décide que le droit d'agir en dehors de l'act appartient à l'ouvrier en cas de « négligence personnelle et d'acte volontaire du patron *ou d'une personne dont les actes ou négligences engagent la responsabilité du patron* ; or dans ce dernier cas, il y a responsabilité technique et le ministre a positivement déclaré que le paragraphe *b* ne s'appliquait qu'en cas de responsabilité morale !

Il est aisé d'apercevoir la confusion grossière et regrettable que fait le législateur en omettant de distinguer ces deux cas ! Comment le patron peut-il être rendu moralement responsable de la faute d'un autre ? Le paragraphe ne distingue pas : l'expression « personne dont les actes engagent la responsabilité » est générale, elle comprend tous les contre-maîtres et ouvriers ; il suffira donc de la faute lourde d'un subordonné quelconque pour donner aux poursuites le caractère de mesures répressives et l'apparence d'un châtiment. Or ceci est une iniquité ! Lorsque le patron n'est qu'indirectement responsable, lorsqu'il supporte par contre-coup les conséquences légales d'un acte qu'il n'a pas commis et qu'il n'a pu prévenir, il n'y a aucun motif pour aggraver à son égard les dispositions de la loi. Que l'employeur soit civilement responsable, qu'il soit tenu de réparer le préjudice causé par une personne à son service, cela doit être ! Mais ne paraît-il pas souverainement injuste de donner à la responsabilité un caractère pénal et de punir le patron d'une faute qu'il n'a pas commise et d'un fait auquel il est resté étranger.

« En cas de faute lourde du patron, dit M. Ellis Hill (*The Law and Practice of Employers, liability and Workmen Compensation*, Introduction, p. 2) résumant les critiques que nous venons de faire, la responsabilité est personnelle, mais lorsque cette responsabilité s'étend aux actes coupables commis par les subordonnés, elle devient impersonnelle. Or le paragraphe *b* du Workmen Compensation Act édicte une responsabilité pénale à la fois personnelle et impersonnelle. C'est une confusion ! Quant à l'idée de responsabilité pénale impersonnelle, c'est une absurdité ! »

On voit à quelles conséquences aboutit sur ce point la loi de 1897 !

Des efforts infructueux furent tentés pendant la discussion du Bill pour améliorer le texte du paragraphe *b*.

M. Asquith, ministre de l'intérieur dans le cabinet précédent, déposait dans la séance du 5 juillet 1897 (P. D. vol. L, p. 1168) un amendement tendant à remplacer l'expression « personal negligence and wilful act » par celle de « wrongful act or omission » (acte ou omission coupable du patron).

« Les mots que vous employez, disait le député d'East Fife, sont peu clairs et insuffisamment expliqués. Ils feront naître des distinctions subtiles, d'un caractère tout nouveau et d'une complexité infinie en fait et en droit.

« Si vous êtes d'accord pour conserver à l'ouvrier tous les droits dont il jouissait jusqu'ici d'après la common-law ou les statuts, il est nécessaire d'adopter un langage aussi simple que possible.

« Quand vous viserez le droit commun servez-vous du mot général de « négligence » et des mots « wrongful act or omission » en ce qui concerne la loi statutaire. »

En fait l'amendement Asquith ne modifiait pas grand chose ; il changeait la forme sans toucher au fond (1).

Il fut repoussé par 209 voix contre 123.

Le paragraphe *b* aura-t-il quelque utilité pratique pour l'ouvrier ? Il est permis d'en douter ! En théorie l'indemnité est illimitée en dehors du Bill ; mais, en fait, la victime n'obtiendra pas une réparation plus élevée en agissant d'après le droit commun. L'expérience le prouve : le taux moyen de l'indemnité que l'ouvrier pouvait espérer d'après l'ancienne loi est certainement très inférieur à ce qui lui est accordé par le Bill.

De plus le demandeur devra fournir la preuve de la faute ou de la négligence grave du patron. Or, nous avons vu, en étudiant l'Employers' liability Act, combien cette condition était difficile à remplir.

D'où il faudrait conclure que la victime reculant devant les incertitudes et les obstacles d'une poursuite intentée en dehors du Bill préférera ne pas « lâcher la proie pour l'ombre » et s'en tiendra le plus souvent à l'indemnité moindre mais sûre que lui garantit le Workman compensation act.

Ce serait une erreur, et c'est tout le contraire qui nous paraît devoir se produire. La victime invoquera le § *b* toutes les fois que le patron ou l'un de ses subordonnés lui sembleront coupables de la moindre négligence, car ce faisant elle ne risque rien ! Elle pourra toujours, si elle perd son procès d'après le droit commun invoquer les dispositions de la loi nouvelle dont le bénéfice lui est acquis et garanti de toute manière.

1. « All this is a question between tweedledum and tweedledee (tout cela c'est bonnet blanc ou blanc bonnet), disait sir J. Joicey, qui demandait une mesure plus radicale : la suppression du § *b*. »

L'une des sous-sections de l'art. 1^{er} décide, en effet, que :

« Si, dans le délai fixé ci-après dans la présente loi pour l'exercice du droit, une action est intentée pour obtenir des dommages-intérêts indépendamment de la présente loi pour un dommage causé par un accident, et s'il est établi dans cette action que le dommage est un de ceux pour lesquels le patron n'est pas susceptible d'être attaqué par une action de ce genre, mais qu'il aurait été tenu au paiement d'une indemnité par application des dispositions de la présente loi, l'action sera repoussée ; mais la Cour, saisie de l'affaire procédera, s'il plait au demandeur, à la détermination de l'indemnité et elle aura la faculté de déduire de cette indemnité toutes les dépenses qui, à son avis, ont été causées par le demandeur qui a intenté l'action au lieu de recourir à l'application de la présente loi.

« Dans l'application du paragraphe qui précède, lorsque la Cour aura déterminé l'indemnité, elle donnera un certificat relatif aux décisions prises pour la fixation de l'indemnité et la déduction des dépenses, et un tel certificat aura la force et les effets d'une décision rendue en vertu de la présente loi.

Ce texte prévoit le cas où la victime espérant obtenir une indemnité plus forte et croyant pouvoir administrer la preuve exigée par le paragraphe *b*, intente des poursuites contre le patron d'après l'ancien droit ; mais perd son procès.

Il eut été inhumain de laisser sans remèdes l'ouvrier impuissant et appauvri, ou de l'obliger, en désespoir de cause, à introduire une nouvelle action d'après le Workmen compensation Act, mais en recommençant *de novo*

toute la procédure ! Ceci aurait occasionné pour lui des frais supplémentaires et une perte de temps très préjudiciable.

Le législateur, bien intentionné, a voulu donner à la victime le maximum de garantie possible et il l'autorise, dans ce cas, à demander à la Cour de lui accorder une indemnité qui sera fixée d'après la nouvelle loi. Le demandeur bénéficiera, ainsi de toute la procédure déjà faite.

Cette disposition très favorable à l'ouvrier fut introduite dans la loi à la suite d'un amendement déposé par Sir M. W. Ridley. Originellement le Bill décidait qu'au cas où la victime se serait trompée et aurait choisi une fausse voie, elle serait renvoyée des fins de la cause et devrait s'adresser aux tribunaux compétents en recommençant tout la procédure.

On fit ressortir avec raison les inconvénients graves qui pourraient ainsi résulter de l'erreur d'une personne insuffisamment renseignée ou mal conseillée, et de l'obligation ou elle serait d'intenter deux actions l'une après l'autre devant une Cour de justice et devant l'arbitre.

« Il est désirable, disait M. Chamberlain, d'assurer à la victime un jugement devant la première juridiction à laquelle elle s'adressera. Si donc elle s'adresse à une Cour de Comté et que cette Cour considère qu'il y a erreur de procédure, au lieu de se déclarer incompétente, elle gardera l'affaire et jugera comme « Court of arbitration » en appliquant le Bill. Ce sera plus rapide et moins coûteux ».

C'était là le complément nécessaire du § b qui, en attirant l'ouvrier par l'appât d'une indemnité plus élevée que l'on faisait miroiter à ses yeux, ne lui offrait qu'une

chance très aléatoire et l'aurait le plus souvent laissé sans réparation. « La victime, dit M. Wolff, paraphrasant un vieux proverbe anglais, sera souvent tentée de laisser s'envoler l'oiseau qu'elle *tient* dans sa main, pour courir après ceux qu'elle *voit* dans le buisson ! » Il fallait protéger l'ouvrier contre son imprévoyance même !

En poursuivant le patron d'après le droit commun ou l'ancienne loi, le demandeur marche à un échec presque certain. Il retombe sous le coup des exceptions de common employment, de *volenti non fit injuria* ou de contributory negligence qui n'ont été supprimées que dans le domaine du nouveau Bill.

L'amendement Ridley assurera dans ce cas une planche de salut à l'ouvrier assez imprudent pour se lancer dans les hasards d'un procès intenté en dehors du Bill.

Avec cette nouvelle garantie la victime n'a plus rien à perdre et au contraire tout à gagner.

Mais alors n'est-il pas à craindre que de nombreuses poursuites ne se produisent en dehors du Bill, faisant naître ainsi de multiples procès, remettant en vigueur l'ancienne législation que l'on croyait définitivement écartée et soustrayant autant d'affaires à la juridiction pacifique de l'arbitre ? La loi ne va-t-elle pas à l'encontre de son but maintes fois affirmé qui est pardessus tout d'empêcher les procès ?

« Nous désirons autant que possible, disait M. Chamberlain, que dans l'intérêt même de l'ouvrier et pour simplifier la procédure ce Bill s'applique d'une manière générale et dans tous les cas. Il est à souhaiter que les ouvriers n'aient aucun autre moyen d'action en dehors de ceux que lui assure le présent Bill ».

Ces paroles étaient fort justes ; que ne les a-t-on mises

en pratique ? Pourquoi s'être obstiné à maintenir dans le texte les dispositions du § *b* qui est un trompe l'œil pour l'ouvrier, qui ne sera pour lui d'aucune utilité, ne lui donnera qu'un avantage infime en comparaison des complications et des difficultés qu'il fera naître en pratique !

On a cherché à parer à ces inconvénients en garantissant le patron contre les frais qui pourraient être mis à sa charge dans une action intentée pour prétendue négligence volontaire de sa part.

Sir A. Forwood (5 juillet 1897) présenta dans ce sens un amendement qui cherchait à empêcher « tous les procès d'être détournés de l'arbitrage et de prendre le chemin des cours de Justice ! » — Il était ainsi conçu :

« S'il résulte d'une semblable action que les pour-
« suites auraient du être intentées d'après le présent
« Act, les frais encourus par le défendeur seront déduits
« du montant de l'indemnité payable à la victime. »
(P. D. vol. L. p. 1180).

Le gouvernement accepta cet amendement mais en y remplaçant l'expression « seront déduits (shall be deducted) » par celle de « pourront être déduits (may be deducted) ». La déduction d'obligatoire devenait facultative. Le premier texte qui enlevait au juge tout pouvoir d'appréciation quant à la répartition des frais et le forçait à les déduire de l'indemnité, aurait peut-être eu l'avantage de rendre le § *b* d'une application peu fréquente et de tarir ainsi une source abondante de procès et de difficultés.

En cherchant à aggraver dans certains cas la responsabilité de l'employeur, la loi avait un but très louable. On ne saurait se montrer trop sévère pour un patron dont la négligence coupable a causé la mort d'un homme !

Les quelques excuses qui semblaient militer en faveur de l'ouvrier imprudent ne peuvent s'appliquer ici. Il y a une différence absolue entre la faute grave du patron et celle de l'ouvrier. Celui-ci le plus souvent n'expose que sa propre vie, le patron expose celle des autres; la faute lourde de l'ouvrier est à celle du patron ce que le suicide est au crime.

Un système d'aggravation très efficace fut proposé lors de la discussion par M. H. J. Tennant (Berwickshire). Il était résumé dans l'amendement suivant :

« Toutefois, le présent Act ne modifiera en aucune
« façon le droit qui appartient aux inspecteurs d'usines
« de Sa Majesté, d'infliger des amendes d'après la loi
« de 1878 et les divers Acts qui l'ont amendée; le mon-
« tant de ces pénalités ne sera pas pris en considération
« dans la fixation de l'indemnité accordée d'après le pré-
« sent Act.

« D'après le Factory and Workshop Act de 1878, disait le député de Berwickshire en venant présenter la défense de son amendement, si une personne est tuée ou subit un dommage physique dans un accident dû à la négligence du chef de l'usine, au défaut d'entourage ou d'entretien des machines, le patron sera passible d'une amende ne dépassant pas 100 £. et infligée par le secrétaire d'Etat au profit de la victime ou de sa famille. Ces dispositions pénales ont été jusqu'ici fréquemment appliquées par les inspecteurs du travail, mais si le patron déjà frappé d'une amende était de nouveau poursuivi par la victime ou ses représentants d'après l'Act de 1880, il opposait l'exception de la chose déjà jugée, en alléguant que l'indemnité avait été payée. »

« Les tribunaux ont souvent admis cette erreur, cette

confusion grossière entre l'action civile et l'action pénale. Il faut faire cesser ces abus ! »

« Il serait, vous l'admettez bien, regrettable qu'un homme qui a subi un accident grave et au profit duquel l'inspecteur des fabriques a obtenu un semblant d'indemnité se trouvât dans l'impossibilité de bénéficier du présent Bill !

« Si l'attorney général me faisait remarquer que les poursuites intentées d'après les Factory Acts ont un caractère pénal et non civil et que la confusion est par conséquent impossible, je le prierai d'observer que le Factory and Workshop Act de 1893 considère certaines amendes comme une réparation civile et déclare expressément qu'il faudra en tenir compte dans la fixation de l'indemnité. »

L'attorney général, sir Richard Webster, répondit au nom du gouvernement que cet amendement ne pouvait être accepté du moins dans son entier. « Nous ne voulons, dit-il, admettre aucun moyen civil ou pénal, dont le but serait de faire sortir de l'argent de la bourse du patron et de procurer à la victime un supplément à l'indemnité que lui assure le présent Bill. »

La première partie de l'amendement fut laissée intacte, mais la seconde disposition qui était la plus importante fut diamétralement transformée par un nouvel amendement que déposa M. Chamberlain.

L'amendement Tennant ainsi modifié devint le dernier paragraphe de l'article I.

Il eût été très désirable que le plan de M. Tennant fût suivi dans son entier. C'était une mesure très pratique qui, en aggravant notablement la responsabilité pénale du patron, eût rendu plus effectif le pouvoir des inspec-

teurs et facilité leur tâche en encourageant l'employeur à la prévention des accidents et au respect des lois protectrices et des règlements d'ateliers.

Le système du nouveau Bill est bien différent ! Où donc est le châtiment si l'amende encourue vient diminuer d'autant l'indemnité à payer, si la responsabilité pénale vient atténuer la responsabilité civile ? Que devient la pénalité si ce qui sort d'un côté de la poche du patron y rentre par un autre ? La sanction sera nulle ! C'est une faveur faite au patron alors qu'il s'en montre le plus indigne !

Il y a là, en se plaçant au strict point de vue juridiques une erreur très regrettable. L'action pénale est exercée non pas dans un intérêt individuel, mais au nom de la loi violée. Elle doit compléter l'action civile, marcher parallèlement sans se confondre avec elle. Différentes dans leur origine et dans leur but, ces deux actions doivent rester étrangères et distinctes dans leurs conséquences et dans leurs applications.

Le secrétaire d'Etat, qui représente dans ce cas la société lésée et qui d'après la loi (F. and W.A., 1878, s. 82) jouit d'un pouvoir absolu et discrétionnaire quant à l'emploi de l'amende, peut en faire l'usage que bon lui semble dans un intérêt général ou particulier. Pourquoi ne pourrait-il l'attribuer par surcroît à la victime, la société faisant ainsi l'abandon de la réparation qui lui était due en faveur de la personne qui a directement et le plus souffert de la violation de la loi ?

Régime des petits accidents. — Le paragraphe *a* de l'article 1^{er} décide que :

« Le patron ne sera pas responsable par application de la présente loi pour un dommage qui ne met pas l'ou-

vrier pendant une durée minima de deux semaines dans l'incapacité de gagner le salaire entier dans le travail auquel il est employé ».

La loi anglaise n'a fait, sur ce point, que suivre l'exemple déjà donné par la plupart des législations européennes ou des projets élaborés à l'étranger (1).

L'organisation qui convient aux premiers secours ne doit pas être la même que celle qui s'applique aux pensions de longue durée ou aux secours permanents. On a partout reconnu la nécessité d'établir deux institutions bien distinctes pour chacune de ces attributions.

La victime doit aussitôt après l'accident obtenir une aide immédiate, avoir un traitement médical assuré. Ces secours provisoires ne présentent pas le danger d'engager l'avenir, mais il ont besoin d'être surveillés de très près sous peine de fraude et d'abus. Il est si facile quand on a la moindre blessure, un effort, une luxation de prolonger la convalescence aux dépens du patron ou de la caisse de secours qui vous vient en aide !

1. D'après la loi française du 9 avril 1898, l'ouvrier a droit à une indemnité si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième.

La loi allemande du 6 juillet 1884 ne prend les accidents qu'à partir de la treizième semaine (à compter du 91^e jour); la loi autrichienne du 28 décembre 1887, qu'à partir de la cinquième semaine.

La loi danoise du 15 janvier 1898, imitant textuellement le système allemand, ne s'applique aux accidents qu'après l'expiration de la treizième semaine d'incapacité.

Le projet de loi italien présenté au Sénat le 13 avril 1897, exclut les accidents qui ne produisent pas une incapacité d'au moins dix jours.

Le projet de loi hollandais, déposé le 15 février 1897, devant la deuxième Chambre des Etats généraux, exige un délai de six semaines.

Aussi, pour les premiers soins, l'expérience a-t-elle démontré qu'il était plus sage et plus pratique de recourir à des institutions locales, à des caisses particulières, à des sociétés de secours mutuels qui courent au plus pressé et préviennent efficacement le gaspillage.

A ce premier motif de soustraire les accidents légers à la loi, s'en ajoute un second non moins décisif : c'est leur nombre absolu et leur proportion par rapport aux accidents graves. Voici, en effet, les chiffres qui résultent des statistiques allemandes de 1888 à 1890 :

Années	Nombre des Accidents			Proportion des Accidents légers			
	Légers	entraînant ind.	Total				
1888....	116.821	21.236	138.057	au total des accidents déclarés	0,84	aux accidents à indemnités	5,51
1889....	143.425	31.449	174.874		0,82		4,57
1890....	158.233	42.206	200.439		0,79		3,80
Totaux.	418.479	94.891	513.370		0,82		4,40

Ainsi les accidents légers sont, si l'on généralise cette statistique, 4 à 5 fois plus nombreux que les accidents graves. L'on comprend dès lors combien il importe de soustraire ces derniers à la loi pour la délester et la simplifier.

« Il faut, dit M. Cheysson, alléger la loi de tous ces petits accidents de détails qui en compliqueraient par trop l'application. Elle y gagnera de ne s'appliquer qu'aux accidents sérieux qui, par leur gravité même et leur lointaine répercussions, méritent l'intervention de la loi avec ses formes solennelles ses contraintes et ses garanties.

« Grâce à cette combinaison, la loi étant moins encombrée, les patrons ont intérêt à multiplier encore les caisses de fabrique et de secours déjà si répandues dans l'industrie des mines et à grouper leurs ouvriers autour d'eux, resserrant ainsi les liens de la grande famille industrielle. »

Ce régime spécial étant admis, en principe, il s'agit de savoir ce que l'on devra entendre par « petits accidents », c'est-à-dire quel sera le délai légal pendant lequel les accidents entraînant une incapacité de travail resteront sans réparation.

La loi ne peut ici procéder qu'empiriquement et par tâtonnements. Toutefois elle devra bien se garder d'étendre outre mesure cette période durant laquelle aucune indemnité n'est payée : ce serait remplacer un inconvénient par un autre et écraser les institutions locales par un poids trop lourd sous prétexte de dégrever les patrons. Le législateur devra s'assurer que les caisses particulières ou les associations de secours mutuels sont suffisamment développées et assez fortement organisées pour pouvoir supporter sans fléchir le contre-coup de la loi qui se traduira pour elles par des charges additionnelles assez sérieuses.

La loi anglaise du 6 août 1897 a adopté une sage moyenne également éloignée du système français qui fixe une durée trop courte à l'exclusion (4 jours; loi du 9 août 1898) et du système allemand qui se prolonge pendant 90 jours et tombe ainsi dans le défaut contraire.

Le Workmen Compensation Act a adopté une limitation raisonnable : 15 jours (1).

1. La loi anglaise trouvait en face d'elle un ordre de choses existant qui facilitait d'autant sa tâche. Les Sociétés de prévoyance et de secours mutuels (Friendly Societies) peuvent être citées

Cette méthode d'exclusion des petits accidents, indispensable dans une législation aussi vaste, peut cependant présenter en Angleterre certains inconvénients pratiques.

comme modèle au monde civilisé. — Elles sont nées d'une manière spontanée et toute naturelle, se propageant rapidement par une poussée vigoureuse, facilitée par l'esprit d'initiative et de cohésion de l'ouvrier anglaise.

Les ouvriers anglais furent de bonne heure encouragés à la prévoyance, puisque pendant si longtemps ce fut à eux seuls de supporter tous les risques d'accident !

La première Société de secours mutuels ouvrière fut la « Caisse permanente de Secours du Durham et du Northumberland », qui tient encore la tête, eu égard à la quantité de ses membres et à l'étendue de ses opérations. — Elle fut établie en 1862 et reconnue en 1863.

Voici la statistique de 1897 qui peut donner une idée de l'extension formidable de cette association :

La Caisse comprend 121.000 adhérents répartis entre 300 agences locales. — Son revenu annuel est actuellement de 108.000 £ sur lesquelles 100.000 sont fournies par les mineurs seuls ! Il y a un fonds de réserve qui se monte à 215.765 £. — La moyenne des morts à indemniser chaque année est de 170 : ce qui représente un chiffre de 1,38 pour 1.000 membres. — Ses livres mentionnent en ce moment 1.104 veuves et 1.215 orphelins. — Entre 1863 et 1890, 3.200 membres sur 52.000 ont été tués par accidents ; leurs familles (1.823 veuves et 3.845 enfants) ont été secourues. — La Caisse a en outre, pendant cette période, payé un nombre considérable de pensions viagères à des personnes frappées d'incapacité permanente.

C'est sur cette Société que se sont modelées les différentes caisses similaires. — Neuf d'entre elles ont fini par se grouper pour former « l'Association centrale de secours contre les accidents des mines », en 1879. — Ces neuf caisses comprenaient en 1895 : 317.004 membres et leur revenu annuel se montait à £ 294.333 sur lesquelles les ouvriers, à eux seuls, payaient £ 234.498 et les propriétaires de mines complétaient par un versement de £ 32.867. — 49.008 accidents ont été réparés ; 3.108 veuves secourues ; 4.332 enfants assistés. — De 1879 à 1895, l'Association centrale a fait face à 600.000 accidents, dont 8.000 mortels.

Que deviendront pendant ce délai de deux semaines les ouvriers qui ne font partie d'aucune de ses sociétés ? Les « Friendly Societies » ou les « Relief Funds », malgré la multitude de leurs membres et de leurs adhérents, n'englobent malheureusement pas tous les ouvriers du royaume ! Ce sont les travailleurs les plus pauvres et les plus dignes d'intérêt, les « unskilled-workmen », de jour en jour plus nombreux en Angleterre, qui souffriront seuls de cette exclusion ! Est-ce défaut de prévoyance, est-ce impossibilité matérielle de prélever sur leur maigre salaire le « penny » hebdomadaire qui leur permettrait d'assurer l'avenir ils restent en dehors de ces associations. Ces hommes (manœuvres, journaliers, arrimeurs, débardeurs) qui vivent au hasard de leur travail n'ont aucune avance aucune économie devant eux. Le Bill les mettra aux prises avec de graves difficultés. Ne recevant aucun secours pendant les deux premières semaines de leur maladie, c'est-à-dire au moment même où ils ont le plus besoin de soins et d'assistance, ces ouvriers seront obligés de s'endetter. Or les dettes des petits travailleurs dont le salaire journalier est à peine suffisant pour vivre ne seront éteintes que fort difficilement : c'est là un danger grave !

Il fut signalé lors de la discussion du Bill devant la Chambre des Communes par sir Charles Dilke, qui de-

Dans certains districts, chaque houillère a sa caisse. Les indemnités hebdomadaires varient entre 7 et 11 shillings (Galles, Staffordshire, Yorkshire, Lancashire, Lanarkshire). Les cotisations vont de 4 d. (0,10) à 5 1/2 d. (0,55) par semaine. En cas de mort de son mari et « tant qu'elle vivra chaste » (so long as they live and remain chaste widows), la veuve recevra en plus des 5 £ donnés comme frais mortuaires, une pension hebdomadaire de 5 s. et de 2 s. par enfant jusqu'à l'âge de 14 ans pour les filles et de 13 ans pour les garçons.

manda la suppression pure et simple du paragraphe *a*. L'honorable Baronet faisait remarquer que d'après des statistiques à lui soumises par les caisses de secours du Durham, du Northumberland et du Cumberland, dans 25 0/0 des accidents l'incapacité qui en résulte dure moins de deux semaines.

« Il faut en conclure, disait le député de Gloucester, « que ce Bill laisse sans indemnité 1/4 des ouvriers blessés dans l'industrie. »

Le gouvernement, avec raison, était absolument opposé à l'amendement de sir Ch. Dilke. Il ne pouvait s'agir de supprimer cette disposition de la loi dont la nécessité et l'utilité ont été partout démontrées.

M. Chamberlain expliqua qu'originellement en esquisant son projet pour la première fois, le gouvernement avait adopté un délai de quatre semaines pendant lesquelles aucune indemnité ne devait être payée ; mais si l'incapacité durait plus de quatre semaines, le paiement devait rétrospectivement courir depuis la date de l'accident.

On considéra que cette disposition serait une excitation directe aux fraudes et aux simulations. La tentation eût été bien vive pour l'ouvrier de s'efforcer de tout son pouvoir et en employant toutes les ruses, de faire durer au delà de quatre semaines les suites de l'accident.

Le gouvernement, se rendant à ces raisons, estima qu'il valait mieux supprimer toute indemnité pendant la période initiale ; mais, d'autre part, pour accompagner cette modification d'une disposition favorable aux ouvriers, il réduisit à deux semaines le délai primitif de quatre semaines.

Au point de vue pécuniaire, le résultat restait sensi-

blement le même et la tentation de simuler était moins forte.

Cette disposition ne sera pas aussi dure qu'on le croit pour les ouvriers.

Elle aura pour effet de rendre la simulation plus difficile. Dans le cas où la victime fera partie d'une société de secours ou sera assistée par une caisse, des visites fréquentes (visiting comittees) auront lieu à son domicile pour s'assurer de son état. C'est un moyen très pratique et qu'aucun système légal ne pourrait remplacer, d'éviter les fraudes si faciles lorsqu'il s'agit d'accidents peu graves.

Le délai de carence aura aussi ; espérons-le, pour effet de rendre les ouvriers encore plus prévoyants, en les obligeant de s'affilier aux sociétés de secours mutuels pour se garantir contre les conséquences des accidents légers.

La question sera ainsi tranchée rapidement sur place entre les intéressés. Ce sera toujours préférable au système de la loi qui reste nécessairement plus compliqué et plus coûteux entraînant des pertes de temps et des paperasseries nombreuses.

Abolition du « Common-employment »

Nous avons vu (p. 151 et 160) que la loi de 1897 faisait disparaître dans son domaine, bien que d'une manière indirecte, les exceptions de « contributory negligence » et de « volenti non fit injuria ».

Il nous reste à examiner quels seront les effets de la nouvelle législation sur la doctrine de « common-employ-

ment », et à étudier brièvement le mouvement abolitionniste qui s'est produit contre elle depuis quelques années et qui n'a que partiellement réussi dans le Workmen compensation Act.

La théorie de « common employment » eut toujours comme adversaires déclarés les défenseurs sincères des droits et des libertés de l'ouvrier.

Dès 1876, les Trade-Unions avaient commencé une campagne d'abolition et porté la question devant le Parlement.

MM. Thomas Burt (député de Morpeth) et Mac Donald (député de Stafford) déposèrent sur le bureau de la Chambre des Communes un Bill supprimant purement et simplement l'exception de « common-employment ».

Sir John Holker, attorney général, s'opposa au vote du projet en faisant remarquer « quelles seraient les terribles responsabilités qui pèseraient de ce chef de l'industrie nationale ! »

Le Bill Burt-Mac Donald n'obtint même pas une seconde lecture !

Lors de la discussion de l'Employers liability Bill, en 1880, certains orateurs représentant les opinions avancées dans le Parlement vinrent plaider de nouveau en faveur de l'abolition. Mais ces tentatives encore timides ne pouvaient réussir à une époque où la doctrine de « common-employment » était « considérée comme un fétiche et où c'était une hérésie de se déclarer contre elle ». (1)

En 1893, un effort plus sérieux et plus complet fut tenté. Il présentait toutes les garanties d'une réussite certaine. Les idées avaient marché, un mouvement signi-

1. Voir le Discours prononcé par M. Asquith à la Ch. des Communes ; P. D. vol. XLIX, p. 752.

ficatif se faisait sentir dans le pays où les agitateurs des Trade-Unions suscitèrent des grèves sérieuses. Certains ouvriers exigèrent des patrons l'engagement formel de ne jamais invoquer à l'avenir l'exception de « common-employment. »

Les élections législatives s'étaient faites en grande partie sur cette question et dans la majorité des districts, les électeurs avaient exprimé à leurs mandataires le désir de voir enfin disparaître une doctrine qui avait engendré tant d'abus.

Le gouvernement se fit lui-même l'interprète des doléances du pays, et par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur (1), il déposa un projet de loi qui entre autres réformes supprimait l'exception de « common-employment » dans l'industrie et rendait à l'ouvrier tous les droits que les tribunaux lui avaient enlevés et dont il aurait dû jouir d'après le droit commun.

Le « Bill Asquith » du 2 février 1893 avait le grand mérite d'agir radicalement et sans ambiguïté.

L'article 1 était ainsi conçu :

« Lorsque, à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, un dommage personnel sera causé à un ouvrier, par la négligence d'une personne au service du patron de l'ouvrier, l'ouvrier ou, en cas de décès, ses représentants, auront le même droit à des dommages-intérêts et à des soins de la part du patron que si l'ouvrier n'avait pas été un ouvrier du patron et n'avait été ni employé au service du patron, ni engagé dans son entreprise.

« L'ouvrier ne sera pas présumé avoir accepté un risque d'accident inhérent à son travail, par cela seul

1. M. Asquith, député de Fife, E.

« qu'il aura commencé ou continué le travail après avoir
« eu connaissance de ce risque. »

La discussion du Bill fut très vive devant la Chambre des Communes : les fractions tories, jalouses du succès qu'allait remporter le ministère libéral et de la popularité qu'il gagnerait dans le pays à la suite de ces réformes, ne donnèrent au gouvernement qu'un concours apparent et peu efficace. Suivant un procédé souvent appliqué par les minorités dans les Assemblées politiques, on étouffa le Bill sous les amendements, sous prétexte de le perfectionner dans ses détails.

Malgré tout, l'art. 1 fut voté avec l'ensemble du Bill, le 23 novembre 1893, et le projet renvoyé devant la Chambre des lords (24 novembre).

L'accord existait entre les deux Assemblées en ce qui concernait la suppression du « common-employment » et le Bill aurait vraisemblablement passé sans une série d'amendements introduits par le Viscount Cross, lord Dudley et lord Denbigh relatifs au « contracting-out. (*infra*, p. 282) (1).

Ce fut la cause d'un conflit aigu entre les deux Chambres. Les communes soutinrent l'attitude du gouvernement et refusèrent de sanctionner par leur vote les modifications que les lords avaient fait subir au texte primitif. Le 20 février 1894, M. Asquith retirait son projet tout entier.

1. On entend par « Contracting-out » la faculté laissée à l'ouvrier et au patron de « contracter en dehors » de la loi, c'est-à-dire de remplacer, sous certaines conditions, les dispositions légales par un système né d'un accord réciproque, mieux approprié aux circonstances et plus favorable aux parties.

L'amendement Dudley fut combattu devant la Chambre-haute par lord Ripon au nom du gouvernement.

Le projet Asquith a été vivement critiqué : ses partisans eux-mêmes, adversaires du lendemain, le passèrent au crible et firent preuve de mauvaise foi.

L'art. 1, le seul sur lequel l'accord semblait unanime, ne put échapper aux critiques.

On admettait sans difficulté la suppression du « common-employment », mais on prétendait qu'il serait injuste de rendre le patron légalement responsable lorsqu'il ne l'était pas moralement, et l'on ajoutait qu'il ne pouvait être moralement responsable si l'accident était causé par des personnes sur lesquelles il n'avait le plus souvent ni autorité efficace, ni surveillance directe.

On reprochait de plus au projet de 1893 d'être trop limitatif et de ne s'appliquer qu'à un petit nombre d'industries déterminées. Singulière critique, en vérité ! Les mêmes hommes qui trouvaient le Bill mauvais en principe regrettaient d'autre part qu'il ne s'étendit pas à tous les ouvriers du Royaume.

La tentative malheureuse de 1893 fut suivie de plusieurs autres visant toujours plus ou moins le même but : l'abolition de la doctrine de « common-employment. »

Citons, à titre historique, les projets de loi du 8 février 1895 et du 8 mai 1896 (1), copies assez fidèles du Bill de 1893, mais qui demeurèrent à l'état de proposition de loi.

Le 22 janvier 1897, MM. Burt, John Burns, O'Connor, Randell, Fenwick et sir Ch. Dilke saisirent la Chambre des Communes d'un nouveau projet identique, sauf une modification de rédaction à celui qu'ils avaient présenté le 8 mai 1896.

1. Les auteurs de ce projet étaient :

MM. John Burns (dép. de Battersea), Thomas Burt (Morpeth), O'Connor, Randell, Charles Fenwick (Northumberland, Wansbeck) et sir Charles Dilke (Gloicester, Forest of Dean).

Ce texte eut le même sort que le précédent.

Quatre jours après, le 26 janvier 1897, MM. Harold Reckitt, sir Albert Rollit (président de l'Association des Chambres de commerce anglaises et député d'Islington, South), M. Sidney Buxton (Tower Hamlets), M. Ch. Wilson (Durham, Mid), M. Darling, M. Wolff (Belfast, East), M. William Allan (Gateshead), M. T. P. O'Connor et John Burns présentèrent à la Chambre des Communes une proposition de loi relative à la responsabilité des armateurs étrangers en cas d'accident (1).

Son art. 2 était ainsi conçu :

« Dans le cas où l'ouvrier blessé est lui-même occupé
« au service de l'armateur étranger, l'armateur ne peut
« alléguer comme défense à une action intentée en vertu
« de la présente loi, que la personne ayant occasionné
« le dommage était un compagnon de travail de l'ouvrier
« blessé. »

Ce texte est demeuré à l'état de projet (2). Le Bill du 2 février 1897, présenté par sir Arthur Forwood (Lancashire, Ormskirk), MM. Warr (Liverpool, East), Tomlinson et sir Edward Hill (Bristol, South) visait surtout la clause de « contracting-out » et le « sub-contract.

L'art. 1 de ce dernier projet abolissait la doctrine de « common-employment. » Il était d'ailleurs absolument identique à l'art. 1 du Bill Asquith, sauf substitution du terme « dommages-intérêts » au terme « indemnité. »

1. « Bill modificatif de la loi relative à l'indemnité due aux personnes blessées au cours de leur travail ou autrement, lorsque l'action doit être intentée contre un armateur étranger. »

2. « Bill destiné à améliorer le sort des ouvriers blessés au cours de leur travail. »

Ce texte est demeuré à l'état de proposition de loi.

Le Bill du 3 mai 1897 qui fut sanctionné par le vote des deux Chambres devait enfin par la reconnaissance du grand principe du risque professionnel porter une atteinte directe à l'exception de common-employment.

Voyons quels seront, relativement à cette doctrine, les effets de la nouvelle loi ?

Il faut distinguer :

1^o *Dans les industries régies par le Bill*, l'exception de « common-employment » ne peut plus être invoquée par le patron. Elle est abolie non pas d'une manière expresse (aucun article du texte ne s'y rapporte), mais par voie de conséquence fort indirecte. Il serait, en effet, difficile de concevoir comment cette doctrine pourrait continuer à s'appliquer, puisque tous les risques de l'industrie sont mis à la charge du patron qui devient responsable de la faute même légère de son ouvrier.

Nous avons d'ailleurs pour nous éclairer sur ce point la discussion du Bill devant la Chambre des Communes (Voir *Parliamentary debates*, vol, XLVIII à LII) (1).

Sir M. W. Ridley, interrogé par M. Asquith sur le point de savoir si la doctrine de common-employment, malgré le défaut de disposition expresses et les obscurités du Bill sur cette question, pouvait être considérée comme abolie, fit la déclaration suivante :

1. Voir les discours prononcés par : Sir M. W. Ridley (P. D., XLVIII, p. 1421 et sq. ; XLIX, p. 695 et sq.) ; M. Chamberlain (P. D., XLVIII, p. 1457 et sq. ; XLIX, p. 789) ; M. Asquith (P. D., XLVIII, p. 1434 ; XLIX, p. 747) ; M. Bucknill (P. D., XLVIII, p. 1485) ; M. E. Bambridge (P. D., XLIX, p. 644 sq.) ; Pickersgill (P. D., XLIX, p. 684) ; A. Birell (P. D., XLIX, p. 690) ; Th. Burt (P. D., XLIX, p. 704).

« On nous reproche à tout moment d'avoir laissé subsister la théorie de common-employment. Ma réponse est que le présent Bill, dans sa sphère d'action, l'abolira complètement quoique d'une manière indirecte » (P. D., vol XLIX, p. 695).

Lord Salisbury faisait une déclaration analogue devant la Chambre des lords le 20 juillet 1897 (P. D., vol. LI, p. 555).

L'exception de common-employment ne pourra donc plus être opposée à la victime d'un accident du travail dans une action intentée d'après la nouvelle loi.

Mais si l'ouvrier use du droit que lui donne le § b de l'art. 1 et poursuit le patron d'après le common law, il pourra très certainement être repoussé par cette exception que la loi de 1897 n'a pas abolie d'une manière générale.

2° *Les industries exclues par le Bill* et qui comprennent plus de 7 millions d'ouvriers, restent soumises à l'ancienne législation ; la doctrine du common-employment continuera à y régner comme par le passé.

Le Workmen Compensation Act n'est donc, en ce qui concerne l'abolition du common-employment, qu'un palatif insuffisant.

Les hésitations du gouvernement qui refusait de prendre une mesure radicale réclamée par tous sont d'autant plus difficiles à comprendre qu'il se mettait ainsi en opposition volontaire avec les désirs exprimés par le Parlement. Pendant la longue discussion qui eut lieu devant la Chambre des Communes, aucune voix de s'éleva pour prendre la défense d'une théorie universellement détestée. Il est regrettable qu'une majorité trop bien disciplinée ait aveuglément suivi l'erreur du gouvernement et

refusé au pays la satisfaction complète qu'il attendait de ses élus.

Le 26 mai 1897, au cours même des débats, M. Butcher, sir Edward Clarke, sir William Houldsworth et M. Ascroft avaient saisi la Chambre d'un projet en un seul article contenant l'abolition absolue du régime de common-employment. Le gouvernement s'opposa de toutes ses forces à la discussion immédiate et le projet, sous prétexte qu'il formait un Bill à part, fut renvoyé à une autre session.

Le gouvernement n'avait d'ailleurs que de mauvaises raisons à donner dans son obstination et son inertie.

M. Chamberlain avait déclaré, dans la séance du 17 mai 1897, en répondant au discours de sir Charles Dilke :

« On nous demande que l'abolition du common-employment devienne générale et soit étendue à toutes les industries. Il y a à cela une objection pratique : vous serez obligés de prolonger la session si ce grand principe et ses applications à un nombre aussi important d'industries doit être discuté en détail devant le Grand Comité et l'amendement proposé examiné par un rapporteur. »

Singulière objection ! La crainte de voir la session prolongée de quelques semaines aurait suffi pour retarder l'étude de questions aussi graves, pour renvoyer à je ne sais quand le vote de lois nécessaires, impérieusement exigées par les maux dont souffrait le pays ! (1).

1. M. J. Chamberlain est l'homme des contradictions !

En 1893 il était leader du parti libéral ! En 1897, membre du gouvernement conservateur !

Nous ne pouvons terminer cette étude de la restriction progressive du common-employment sans parler, en quelques mots, du projet déposé par sir A. Forwood, le 11 février 1898, sur le bureau de la Chambre des Communes et supprimant l'exception de common-employment dans les cas d'accidents résultant d'occupations non comprises dans la loi de 1897 (P. D., vol. LIV, p. 1091 et sq.)

Le Bill du 11 février contenait deux dispositions principales :

1° Abolition absolue du régime de common-employment dans toutes les industries exclues par le Bill de 1897 (1);

2° Faculté donnée, dans les industries exclues, aux ouvriers et aux patrons d'adopter, d'un commun accord, les dispositions du Workmen Compensation Act pour régler leurs rapports réciproques. C'était une extension indirecte de la loi (contracting-out).

Le gouvernement acceptait bien le premier article, mais

En 1893, M. Chamberlain était adversaire déclaré de la couverture de la faute lourde, et partisan convaincu de la responsabilité générale de l'industrie, de l'extension des lois de réparation aux domestiques, serviteurs à gages et employés de commerce, etc... ; en 1897, il avait une opinion absolument opposée sur toutes ces questions ! (Voir P. D., vol. L, p. 1232, le discours de M. J. Wilson et, p. 1233 et 1234, la réponse de M. Chamberlain).

On se fait souvent, chez nos voisins d'Outre-Manche, un malin plaisir d'opposer M. Chamberlain à lui-même en établissant un parallèle entre les opinions si différentes qu'il a professées sur un même sujet dans les phases successives de sa vie politique.

Le côté « ondoyant et divers » du farouche gallophobe anglais est peut-être dû à la vivacité même de son esprit, à cette impétuosité naturelle et irréfléchie de son caractère qui s'est manifestée dans des circonstances récentes !

1. Ce premier article était très catégorique. — M. A. Ure le qualifiait de : « very straight-forward measure », une mesure allant droit au but.

se refusait à toute extension du W. C. A. et repoussait le Bill en bloc.

M. Birell Augustine, au nom de l'opposition qui désirait voir le projet voté, proposa un moyen terme :

« S'il est vrai, disait-il, que la doctrine de common-
« employment est universellement méprisée et condam-
« née, si nous sommes unanimes à reconnaître en même
« temps que sa naissance bâtarde tous les maux et
« toutes les souffrances qu'elle a répandus sur notre
« pays, pourquoi ne pas saisir cette occasion d'accomplir
« un travail honnête (to do an honest piece of work) et
« ne pas voter, avec le premier article, l'abolition pure
« et simple tout en laissant de côté les autres disposi-
« tions du Bill que nous pourrions discuter plus
« tard ? » (1).

Le ministre de l'intérieur, S. M. W. Ridley, répondit :

« Je sais qu'il y a dans cette Chambre plus d'un hono-
« rable membre auquel il suffira, pour satisfaire sa cons-
« cience, de déposer un bulletin pour la seconde lecture,
« sans souci des conséquences de son vote.

« J'aurais peut-être été tenté d'agir ainsi, espérant que
« l'expression de mon opinion personnelle en faveur de
« la seconde lecture du Bill eut montré que j'adhérais d'une
« manière vague à ses principes et désirais faire mon
« possible pour les introduire dans notre législation.

« Mais, dans cette circonstance, il est de mon devoir
« d'envisager la question à un point de vue plus pratique
« et tout en admettant, en principe, la nécessité de sup-
« primer la doctrine du common-employment dans les
« industries exclues par l'Act de 1897, je ne vois pas

« comment il me serait possible de prêter mon appui à
« un Bill qui atteint si mal le but qu'il s'était proposé.

« Le gouvernement laisse pourtant à la Chambre la
« plus entière liberté, tout en réservant son opinion per-
« sonnelle sur l'opportunité de discuter à nouveau des
« questions aussi graves et qu'il croyait définitivement
« tranchées par la législation de l'an dernier » (1).

La Chambre profita de cette attitude indécise du gouvernement, et à l'énorme majorité de 215 voix contre 59, elle vota la seconde lecture et renvoya le Bill au Comité.

Il est donc permis d'espérer que, d'ici peu, la législation sera complétée sur ce point et que la doctrine du common-employment sera définitivement rayée du droit anglais (2).

1. P. D., vol. LIV, p. 4137.

2. On trouvera dans les « Parliamentary debates » de juin et juillet 1898 (vol. LIX et LX), qui viennent d'être publiés, la continuation de la discussion du projet Forwood.

Contrairement à toutes les prévisions, la majorité favorable au nouveau projet, qui s'était nettement dessinée dès la première heure, parut se fondre et se fragmenter après la seconde lecture. — Le vote du texte, dans son ensemble, devenant de plus en plus douteux et le gouvernement, comme nous l'avons déjà dit, professant une « neutralité malveillante » à l'égard du Bill (*suprà*, p. 50), sir A. Forwood préféra retirer son projet, plutôt que de le soumettre à un échec qui devenait certain (Communes : Séance du 21 juillet 1898).

Les partisans du projet abolitionniste, tout en restant d'accord sur la question de principe, s'étaient, après le renvoi du Bill devant le comité, divisés en deux camps adverses. — Les uns, (MM. Asquith, Cripps et Renshaw) se déclaraient opposés à la réforme proposée si elle n'était pas accomplie d'une manière générale. — Ils voulaient l'abolition radicale, sans aucune survivance de la vieille doctrine de « common-employment », — C'était bien là le but visé par le projet dans sa forme primitive, tel qu'il fut présenté aux Communes le 11 février 1898. — Mais, d'autre part,

Avec elle disparaîtra une réelle cause d'injustices et de souffrances pour la classe ouvrière !

La responsabilité des tiers dans ses effets juridiques sur les obligations du patron et les droits de l'ouvrier (Art. IV et VI).

Nous distinguerons, pour plus de clarté dans ce sujet, deux catégories de personnes, autres que le patron, et

sir A. Forwood, — et l'honorable Baronet était encouragé dans cette voie par un grand nombre de ses collègues — s'était engagé lors de l'examen du Bill devant le Comité, à déposer un amendement en modifiant la rédaction et en restreignant la portée. — L'abolition ne devait plus exister qu'en faveur des ouvriers qui, exclus du W. C. A. de 1897, se trouvaient déjà protégés par l'Employers' liability Act de 1880.

On conservait au mot « workman » le sens consacrés par l'Employers Liab. Act qui renvoyait d'ailleurs sur ce point à l'Employers and Workmen Act de 1875. — On laissait ainsi en dehors du Bill les marins, les domestiques et les ouvriers agricoles.

Ceci constituait une déformation fâcheuse du texte primitif qui, de simple et efficace, devenait obscur et arbitraire.

Mais là n'était pas l'écueil principal et la Chambre donna raison à sir A. Forwood, en repoussant un amendement de M. Asquith, qui généralisait l'abolition et l'étendait à toutes les industries exclues par le Workmen Compensation Act (séance du 15 juin ; 184 voix c. 87).

Le député de Lancashire voulut aller trop loin : — Il crut nécessaire, pour assurer à son projet une pleine efficacité pratique, de déposer un second amendement visant à la suppression du droit de « contracting-out » dans le domaine du nouveau Bill.

« Il est indispensable, disait l'honorable Baronet, représentant d'Omskirk, pour garantir l'application de la nouvelle loi, d'empêcher le patron, par des manœuvres déloyales, de tourner l'abolition du Common-employment et d'imposer à son ouvrier une convention spéciale paraissant avantageuse, mais tendant uniquement,

susceptibles, d'après la nouvelle loi, d'une responsabilité juridique envers l'ouvrier.

1^o Les tiers proprement dits (strangers);

en réalité, à rétablir le système néfaste que nous voulons tous supprimer » (P. D., vol. LIX, p. 361).

M. Woods (député d'Essex, Walthamstow) déclarait à son tour qu'il considérait comme profondément illogique de voter le Bill, si l'on accordait d'une main l'abolition pour la retirer de l'autre, en donnant au patron le droit de rétablir l'exception de Common-employment par la faculté de « contracting-out ».

« Soutiendriez-vous, demandait-il, un amendement au Public Health Act ou au Vaccination Act qui garantissent la santé publique, s'il avait pour but de donner le moyen d'évincer la loi? — Lorsqu'il s'agit de questions aussi graves, qui intéressent la vie et la santé du peuple, je crois que le droit de « contracting-out » constitue en lui-même un mal très grand, dont les conséquences peuvent être incalculables » (P. D., vol. LIX, p. 373).

Sir Arth. Forwood — et ce furent les dernières paroles prononcées avant le vote — faisait remarquer que les personnes restées exclues du grand Act de 1897, étaient précisément les plus pauvres: — « Ce sont, disait-il, dans la classe ouvrière les catégories les moins organisées, les plus incapables de se défendre et de prendre soin de leurs intérêts. — Ici, plus que jamais, les procédés d'intimidation sont à craindre au détriment du faible. — Je désire abolir radicalement l'exception de common-employment dans le domaine que vous avez vous-même déterminé, c'est-à-dire en laissant en dehors du Bill certaines branches de notre industrie, telles que la Marine et l'Agriculture, pour lesquelles une législation spéciale est désirable. »

Le second amendement Forwood suscita une opposition violente. — Supprimer le contracting-out, disait-on, c'est restreindre la liberté des contrats, c'est empêcher désormais ces accords amiables, ces arrangements mutuels qui facilitent les solutions pacifiques et préviennent les conflits entre patrons et ouvriers.

L'auteur du projet adopta ici une attitude absolument intransigente. Il déclara que si son amendement était repoussé, il retirerait immédiatement l'ensemble du Bill déposé en son nom. — C'était s'exagérer la portée d'une mesure accessoire qui n'aurait pas eu, croyons-nous, une grande efficacité réelle. — N'aurait-il

2° Les entrepreneurs et sous-entrepreneurs (contractors and sub-contractors).

L'ouvrier et les tiers proprement dits (1). — Les droits de l'ouvrier contre une tierce personne qui a causé un accident dont il est la victime sont réglés par l'article VI du Workmen Compensation Act.

Ce texte, qui n'existait pas dans le projet primitif, a pour origine un amendement déposé le 5 juillet 1897 (P. D., vol. L, p. 1127) par le ministre de l'intérieur.

Précédemment, dans le cours de la discussion du Bill relative à l'article I, le gouvernement avait déjà proposé à la Chambre de donner à l'ouvrier, victime d'un accident causé dans son travail par le fait d'un tiers, un droit d'action alternatif soit, d'après le droit commun, contre l'auteur de l'accident, soit d'après l'Act, contre le patron.

L'amendement Ridley, qui n'était que la répétition plus complète et dans un article à part de ce principe déjà admis par la Chambre, passa dans la loi sans modification.

Cet article VI est ainsi conçu :

« Si le dommage, pour lequel une indemnité doit être

pas été suffisant d'adopter ici le système de 1897 et de restreindre le droit de contracting-out au lieu de le supprimer, de n'en autoriser la pratique que sous certaines conditions et sous un contrôle sévère ! Sir A. Forwood s'attaquait de front aux principes, sans se borner à les corriger dans ce qu'ils pouvaient avoir de mauvais ! C'était un procédé hardi, mais toujours dangereux, surtout en Angleterre !

Le Comité rejeta l'amendement par 134 voix contre 104 ; Division List 137 ; P. D., vol. LIX, p. 376. Ce fut le coup de grâce donné au Com. employ. Abolition Bill qui fut, séance tenante, retiré par son auteur.

1. Le titre officiel de l'amendement Ridley était : « Recovery of damages from strangers ».

« payée par application de la présente loi, a été causé
« dans des circonstances créant pour une personne au-
« tre que le patron (for some person other than the em-
« ployer) une obligation légale de payer des dommages-
« intérêts en raison du préjudice subi, l'ouvrier peut, à
« son choix, soit intenter une action en dommages-inté-
« rêts contre cette personne, soit réclamer à son patron
« une indemnité par application de la présente loi, sans
« toutefois pouvoir agir contre l'une et l'autre, et, si une
« indemnité est payée par application de la présente loi,
« le patron aura un recours en indemnité contre l'au-
« tre personne susvisée ».

Cet article à première vue semble difficile à justifier ! Pourquoi rendre le patron responsable du fait d'un tiers absolument étranger sur lequel il n'a aucune surveillance, aucun moyen d'action direct ou indirect ? Comment peut-on construire juridiquement une pareille théorie ? C'est à chacun de répondre de ses actes et d'en supporter les conséquences

« Cette responsabilité de citoyen à citoyen est une innovation dangereuse et que vous ne pouvez admettre, disait M. C. A. Cripps (député de Gloucester, Straud) (1). Le gouvernement s'excuse en vous faisant remarquer que le patron, en fait, n'aura que peu à souffrir de cette nouvelle responsabilité puisque dans la plupart des cas il sera assuré.

« Ce sont des mots ! Vous ne faites pas disparaître l'injustice qui frappe le patron, la responsabilité sans fondement que vous lui imposez ».

On faisait valoir l'exemple du petit patron, du petit

1. P. D., vol. L., p. 1128.

artisan qui ne vaut guère mieux que les travailleurs qu'il occupe et devait se trouver ruiné par ce système si l'un de ses ouvriers venait à être blessé par le fait d'un étranger.

On ajoutait que dans bien des cas le recours donné au patron contre le tiers serait illusoire et qu'il serait le plus souvent obligé de garder pour lui d'une manière définitive la responsabilité d'une faute commise par un autre.

Quoi de plus injuste que de ruiner ainsi bénévolement cet homme afin de donner à l'ouvrier un moyen de se faire indemniser plus facilement ?

« Je défie quiconque, disait M. Cripps, de trouver dans notre législation un pareil principe !

« Le colonial secretary (M. Chamberlain) a déclaré que dans certains cas la justice n'était pas possible et qu'elle devait faire place aux expédients, que les moyens importaient peu s'ils menaient au but que l'on s'est assigné. Le gouvernement a adopté ici une ligne de conduite peu honorable : il sacrifie à la fois la logique et la justice et se laisse guider par un opportunisme cynique qui ne devrait servir de base à aucune législation ».

Rien ne motivait un langage aussi véhément et ceux qui, au nom des intérêts patronaux critiquaient si fort le système de la loi auraient pu, avec un peu moins de parti pris et plus de réflexion, dégager le principe qui sert de base à l'article IV.

Il faut bien remarquer tout d'abord que pour entraîner la responsabilité du patron l'accident causé par un tiers devra s'être produit dans le cours du travail de l'ouvrier ou à l'occasion de ce travail.

Supposons un exemple très général : un ouvrier est

envoyé par un supérieur exécuter un travail en dehors de l'usine ; chemin faisant il est écrasé par une voiture et blessé, Pourra-t-il invoquer l'art. VI et intenter une action contre son patron ? L'affirmative nous paraît indiscutable et facile à justifier en droit.

En effet, l'ouvrier a subi un préjudice à l'occasion de son travail ; il courait certains risques dans l'intérêt du patron. Si l'accident s'était produit dans les locaux du patron il aurait certainement engagé sa responsabilité. Est-ce à la victime d'en supporter les conséquences parce que cet accident s'est produit dans la rue, alors que l'ouvrier n'avait quitté l'usine que sur l'ordre exprès d'un supérieur ? L'employeur doit répondre envers ses ouvriers de tous les dangers qu'il leur fait courir à l'occasion d'un travail qui lui profite.

Nous avons d'ailleurs sur ce point une déclaration très nette de M. Chamberlain (1) en réponse à une question de Sir J. Joicey (Durham).

Le député de Durham prenait l'exemple suivant :

« Un patron pour un motif quelconque envoie l'un de ses ouvriers d'une extrémité de Londres à l'autre. En traversant Piccadilly notre homme est renversé par un omnibus et écrasé. »

1. Remarquons à cette occasion que l'amendement Ridley fut entièrement défendu par M. Chamberlain. — On peut d'ailleurs généraliser cette observation et constater que le ministre de l'Intérieur prit très rarement la parole pendant les débats de 1897. — Il avait le rôle plutôt effacé de déposer et de lire les amendements du gouvernement. — Au ministre des Colonies revenait la tâche plus délicate de les défendre. — Sir M. W. Ridley déposa, au cours de la discussion, 92 amendements que M. Chamberlain se chargea de soutenir devant la Chambre (voir discours de M. Gibson Bowles, P. D., vol. L., p. 4194).

Sir J. Joicey demandait si dans ce cas l'ouvrier serait protégé par le Bill et si le patron devrait payer une indemnité et supporter seul les risques d'insolvabilité de l'auteur de l'accident.

M. Chamberlain répondit que dans l'exemple proposé le patron pourrait sans aucun doute être poursuivi par la victime.

Cette solution est d'ailleurs tout à fait d'accord avec l'article I de la loi qui, comme nous l'avons vu, décide que, sauf en cas de faute lourde de la victime, le patron sera tenu de réparer le dommage personnel causé à l'un de ses ouvriers « par un accident survenu par suite et au cours du travail ».

L'article VI est donc en harmonie parfaite avec le principe général qui a inspiré toute cette législation.

Le colonial secretary dans la discussion relative à ce point spécial s'attacha surtout à démontrer l'importance et l'utilité de l'article VI dans les garanties qu'il donnait au patron si l'accident était dû à un vice de construction ou au défaut d'une machine utilisée dans son usine.

Dans ce cas, bien que le patron ne puisse être considéré comme moralement responsable, s'il s'agissait d'un vice caché qu'une surveillance régulièrement exercée n'a pu découvrir il sera néanmoins tenu de payer une indemnité (1).

1. S'il y avait négligence du patron, si par défaut de surveillance, un vice de construction apparent était resté inaperçu, il y aurait alors négligence volontaire et faute du patron ou d'une personne à son service et le paragraphe *b* de l'article I serait applicable.

L'ouvrier pourrait alors poursuivre en dehors de l'Act, d'après le § I de l'article I de l'Employers' liability act de 1880 (defect in the conditions of the machinery) et il obtiendrait très certainement gain de cause.

C'est en effet à l'employeur d'assurer la sécurité de ses ouvriers : il doit leur fournir des instruments de travail irréprochables, il doit en vérifier l'état et la qualité et supporter toutes les conséquences pécuniaires d'un accident qui proviendrait de la mauvaise condition de ses machines. Le principe de la responsabilité du patron dans ce cas était très nettement reconnu par l'ancienne législation (*suprà* p. 75 et sq.)

Mais d'après le nouvel article — et c'est là une innovation très heureuse — le patron qui a payé l'indemnité aura aussitôt un recours contre le fabricant-constructeur qui lui a vendu la machine défectueuse, cause de l'accident. La responsabilité doit rebondir sur ce dernier qui est coupable de manque d'honnêteté commerciale et doit définitivement supporter les frais occasionnés par la réparation du préjudice, parce qu'il est le seul véritable auteur de l'accident.

Ce principe de la responsabilité indirecte du constructeur était récemment reconnu par la Cour suprême :

« Toute personne, disait lord Esher (11 Q. B. D. page 517) qui, sans avertissement préalable, livre à autrui pour l'utiliser une machine ou une chose qui à sa connaissance doit, par sa construction défectueuse ou autrement, créer un danger spécial ne résultant pas nécessairement de l'usage de cette machine ou de cette chose, aura à répondre du préjudice qui est causé à autrui par sa négligence volontaire et coupable. »

Ce recours donné au patron sera parfois illusoire (on peut supposer le cas où la machine est achetée à l'étranger, ou l'insolvabilité de la personne contre qui l'action en remboursement est exercée), mais le plus souvent efficace.

« On nous a reproché, disait M. Chamberlain (*loc. cit.* p. 1134) d'aggraver au delà de toute mesure la responsabilité de l'employeur ! Cette critique est bien mal fondée lorsqu'elle vise une disposition qui peut être erronée, pécher par la base, mais qui a précisément pour but d'améliorer la situation du patron, d'alléger les obligations qu'il a envers ses ouvriers.

« Supposons le cas d'une machine si mal construite que pendant qu'elle est en marche, la roue volante se détache et se brise en blessant plusieurs ouvriers. Les victimes seront indemnisées d'après le Bill ; mais comme l'accident est dû à la fabrication défectueuse de la machine, le patron pourra se faire rembourser par celui qui la lui a vendue. Sa situation est donc meilleure qu'auparavant. »

Le 5 juillet 1898 (P. D. vol. L. p. 1143), M. Renshaw (Renfrew, West) proposait, sous forme d'amendement à l'article, VI de donner au patron dans son action en remboursement une situation privilégiée en restreignant le droit des tiers. Cet amendement décidait que « dans le recours intenté d'après l'article VI, contre le tiers qui a causé l'accident, celui-ci ne pourra se prévaloir des exceptions et moyens de défense que le patron n'a pu invoquer contre l'ouvrier ».

« Le système de la loi, disait le colonel Denny (Kilmarnock Burghs ; P. D. *loc. cit.* p. 1144) que nous désirons modifier mène à un résultat bizarre ! Vos ouvriers peuvent vous poursuivre en invoquant votre responsabilité et vous ne pouvez les écarter en invoquant l'exception de contributory negligence ; vous êtes condamné à l'avance, mais si vous vous retournez contre le tiers, si

vous agissez contre lui en remboursement, il vous repousse en arguant de la négligence de votre ouvrier. »

L'Amendement Renshaw aurait mis les tiers en assez mauvaise posture puisqu'ils auraient pu en établissant la faute (contributory negligence) de la victime échapper à la demande du patron. Ce système était inacceptable ; il étendait sans motifs à de simples étrangers la responsabilité spéciale que le Bill imposait au patron ; il aggravait la situation des tiers contre toute légalité.

La différence qui sépare les deux cas est pourtant sensible ! Le tiers qui n'est tenu à aucun devoir, à aucune obligation particulière envers l'ouvrier, doit pouvoir repousser l'action et se défendre par tous les moyens possibles d'après le droit commun, par toutes les exceptions qu'il aurait pu invoquer contre la victime si elle l'avait directement poursuivi.

Or la loi n'a fait que substituer le patron à son ouvrier, en lui donnant les mêmes droits et la même action contre le tiers, en l'investissant des mêmes moyens pour obtenir le remboursement de l'indemnité. On ne peut donc logiquement donner au patron une situation plus favorable que celle qui appartenait à la victime !

On a également reproché à l'article VI d'être une cause certaine de procès. Sir. J. Joicey (*P. D. loc. cit.* p. 1133) parlant au nom de l'Opposition formulait ainsi ses critiques :

« On a crié bien haut que les inspireurs du Bill n'avaient qu'un désir, celui de supprimer les procès et les frais de justice ! Et pourtant, si je vois clair, le patron après avoir été poursuivi devant l'arbitre poursuivra à son tour l'auteur de l'accident devant les tribunaux, ce qui fera deux procès au lieu d'un ».

Cette objection n'est pas sérieuse.

Il y aura évidemment deux actions successives lorsque la victime, ce qui arrivera dans la majorité des cas, préférera agir contre le patron au lieu d'intenter directement les poursuites contre le tiers qui a occasionné le préjudice dont elle souffre.

Mais du moment que l'on donne au patron un droit à remboursement, il fallait bien lui laisser les moyens de l'obtenir d'après le droit commun ! le procès qui sanctionnera ce droit aura d'ailleurs l'excellent résultat de remettre les choses en état et de faire retomber les conséquences de la responsabilité sur la personne même qui a causé l'accident.

Les seules critiques fondées que l'on soit en droit d'adresser à l'article VI sont relatives à sa rédaction. Quels sens faut-il attacher aux mots « une personne autre que le patron (*some person other than the employer*) » ? Quelle portée leur attribuer en pratique ? Doit-on les étendre à toutes les personnes qui font partie de l'industrie du patron aussi bien qu'à celles qui restent en dehors ? C'est une expression vague et confuse : il est à craindre qu'on ne l'élargisse par trop lorsqu'il s'agira de l'appliquer !

En effet les contremaîtres ou même les simples ouvriers sont « des personnes autres que le patron ». Devra-t-on leur appliquer le nouvel article et donner un recours au patron contre l'ouvrier qui a causé un accident à l'un de ses camarades ? L'affirmative semble conforme à la lettre bien que contraire à l'esprit de la loi :

Le texte primitif qui faisait partie de l'art. I comme simple paragraphe était beaucoup mieux rédigé : il employait le mot « stranger » (étranger) de portée plus précise et plus étroite qui excluait les ouvriers travail-

lant dans l'usine et ne pouvait s'appliquer qu'aux tiers proprement dits. L'amendement Ridley a été mal inspiré en le modifiant sur ce point.

Ce serait assurément une conséquence fort regrettable et qui annihilerait tous les avantages de l'article IV si le patron pouvait poursuivre en remboursement les ouvriers qu'il emploie. L'ouvrier traîné devant les tribunaux par son patron ! Ce ne serait pas encore de sitôt la paix dans l'atelier ou dans l'usine.

Entrepreneurs et sous-entrepreneurs. — La question de la sous-entreprises (sub-contract) est d'un intérêt capital pour la classe ouvrière. L'expérience a démontré que cette méthode de travail est fatalement accompagnée par des abus de toutes sortes qui en sont la conséquence naturelle et inévitable. Elle a partout facilité l'exploitation de l'ouvrier en amenant la baisse des salaires (1) et en permettant au patron par des manœuvres déloyales de se soustraire à toute responsabilité en cas d'accident.

Ce dernier point de vue est le seul qui nous occupe.

Le régime de la sous-entreprise fut jusqu'en 1897 soumis aux principes généraux du droit anglais : le droit commun s'appliquait à défaut de texte spécial.

D'après la common-law et les règles de la jurisprudence communément admises, on ne peut tenter de

1. Le sub-contract a engendré en Angleterre un mal économique très grave : le sweating-system (système de la sueur), qui est une exploitation féroce des êtres faibles (femmes et enfants) et une véritable spéculation sur les forces de l'ouvrier. — Consulter sur cette question, M. Jay à son cours (1895-96) ; — Bry, *Cours élémentaire de législ. industr.*, p. 55 ; — voir également divers articles de Mme Sydney Webb (Beatrice Potter), publiés dans la *Revue d'Economie politique*, sous ce titre : « Comment en finir avec le sweating-system ? »

poursuites au sujet d'un contrat si l'on n'a pas directement participé à sa conclusion. Si l'ouvrier n'est pas lié au patron par un contrat de travail régulier il ne peut lorsqu'un accident se produit intenter contre celui-ci une action de en dommages-intérêts.

C'est précisément ce qui avait lieu en cas de sous-entreprise :

L'entrepreneur général (undertaker) qui concède à un patron (sub-contractor) une partie de l'entreprise dont il est chargé, ou le propriétaire qui donne à un tâcheron un ouvrage à exécuter, ne sont ni l'un ni l'autre unis par un lien légal quelconque aux ouvriers qui accomplissent le travail.

Ces derniers ne pourront donc, en cas d'accident, s'adresser à l'entrepreneur général pour le compte et au profit duquel le travail est accompli : ce serait invoquer la responsabilité d'une personne qui ne les connaît pas et qui d'après les stricts principes du droit commun n'a aucune obligation envers eux.

Telle est la base juridique de ce système qui couvrait les pires abus par un semblant de légalité.

Voici le subterfuge auquel l'employeur avait recours dans la pratique. Prenons l'industrie des mines où l'institution du « sub-contract » s'était généralisée : les propriétaires miniers en présence des risques plus grands du travail avaient cherché par tous les moyens à échapper à la responsabilité très lourde qui les menaçait en cas de catastrophe.

Supposons — cela se présente souvent — un propriétaire foncier qui ayant des mines de houille sur ses terres désire en tirer parti. Il ne lui sera pas toujours facile de trouver des ouvriers mineurs ! Aussi s'adressera-t-il

d'ordinaire à des hommes connus sous le nom de « butty-men ». Ceux-ci qui ne sont en réalité que des tâcherons, s'engagent à fournir au propriétaire le charbon dont il a besoin pour son industrie, en se chargeant de trouver les ouvriers et de traiter avec eux.

D'autre part le « butty-man » n'emploie les mineurs qu'aux conditions suivantes : tout le travail sera fait sous le contrôle du propriétaire de la mine et dirigé par le directeur choisi par le patron.

Un accident se produit. La victime s'adresse d'abord au « butty-man » : elle s'aperçoit alors que ce n'est qu'un homme de paille qui a d'avance décliné toute responsabilité. Si l'ouvrier s'adresse au propriétaire, celui-ci le repousse en lui faisant remarquer qu'il ne le connaît pas, puisque lui, propriétaire, n'était pas partie au contrat de louage de services.

Il en est souvent de même dans les grandes exploitations minières où le travail est adjudgé à forfait à des petits entrepreneurs, à des chefs d'équipes qui choisissent et payent eux-mêmes leurs ouvriers.

Au point de vue strictement juridique et en faisant application du droit commun, ces ouvriers ne sont pas au service du propriétaire de la mine et ils ne peuvent avoir d'action que contre le chef de l'équipe. Or ce dernier est toujours insolvable. Comment un petit tâcheron pourrait-il supporter une aussi lourde responsabilité et payer, le cas échéant, une indemnité qui peut se chiffrer par milliers de livres ?

L'ouvrier était certain de n'obtenir aucune réparation en cas d'accident, Le patron disparaissait au moment voulu derrière un tiers homme de paille ou insolvable.

Le législateur de 1897 est intervenu d'une main ferme pour réprimer ces abus qui n'avaient que trop duré.

Le Bill du 3 mai ne contenait sur ce point aucune disposition spéciale. Cette grave lacune ne resta pas longtemps inaperçue et le 1^{er} juin 1897 M. Haldane (Haddington) déposait un amendement y remédiant d'une manière très satisfaisante et qui fut voté sans discussion.

Telle est l'origine de l'art. IV du Workmen compensation Act qui est ainsi conçu :

« Si, dans un travail auquel s'applique la présente loi, l'entrepreneur, au sens de la définition donnée ci-après, traite avec une personne pour l'exécution d'un travail par cette dernière ou sous la direction de cette dernière, et si l'entrepreneur devait dans le cas où ce travail aurait été exécuté par des ouvriers occupés directement par lui-même, être tenu au paiement d'une indemnité au profit de ces ouvriers par application de la présente loi en raison d'un accident survenu par suite et au cours du travail, l'entrepreneur devra payer à l'ouvrier occupé à l'exécution de ce travail l'indemnité dont la personne précitée est redevable (soit en vertu de la présente loi, soit pour cause de négligence personnelle ou de fait volontaire, indépendamment de la présente loi) ou qui serait due si le sous-traitant avait été un patron soumis aux dispositions de la présente loi. »

« Toutefois les entrepreneurs auront un recours contre toute personne qui serait responsable indépendamment du présent article ».

Cet article est décisif : le sub-contrat n'offre plus désormais aux patrons ce moyen si commode de se soustraire à la responsabilité légale. La loi porte un coup très sensible à la situation jusque là si privilégiée de

l'entrepreneur. Elle rejette sur lui toutes les obligations qui avaient si longtemps uniquement pesé sur l'intermédiaire. Les choses sont ainsi remises dans leur état normal et les responsabilités mieux proportionnées aux forces de chacun. Ce n'est pas au petit sous-traitant de supporter les risques, c'est au riche propriétaire de la mine ou au grand entrepreneur d'ouvrage pour le compte desquels le travail est accompli. Ils retirent le plus clair du profit, c'est à eux seuls de supporter les poids de la réparation pécuniaire en cas d'accident.

Il ne faut pourtant pas dépasser le but que l'on se propose et dans le désir d'éviter le retour de certaines pratiques aggraver par trop la responsabilité de l'entrepreneur.

La loi a rendu cette responsabilité générale : l'ouvrier peut dans tous les cas, sauf l'exception résultant du § c de l'article I, poursuivre l'entrepreneur. Ce principe absolu est un bien : il constitue une sécurité sérieuse pour la victime qui sait, sans hésitation possible, à qui elle doit s'adresser.

Mais ne faut-il pas dans certains cas exceptionnels, lorsque l'accident est dû à la négligence évidente d'une personne autre que l'entrepreneur, alléger la responsabilité générale de ce dernier et adoucir la rigueur de la règle ? Le sous-traitant ne doit-il pas, en toute justice, supporter le poids de la réparation quand le préjudice est causé par sa faute personnelle ? Ce serait encourager son insouciance coupable que de lui assurer l'impunité et de rendre l'entrepreneur responsable à sa place.

L'amendement Haldane a prévu ce cas et dans son second paragraphe il donne à l'entrepreneur un recours

contre toute personne qui aurait été responsable d'après le droit commun ou l'Employers Liability Act.

Mais en fait l'entrepreneur profitera très peu de ce nouveau droit qu'on lui accordé.

S'il est assuré, — et cela aura lieu dans la plupart des cas — la Compagnie d'assurances qui aura payé l'indemnité sera substituée dans son droit et exercera le recours contre le tiers ou le sous-traitant.

S'il n'est pas assuré l'entrepreneur, outre les risques d'insolvabilité de son débiteur auquel tout créancier est exposé, se heurtera à des difficultés sérieuses pour faire aboutir son action.

S'il y a eu mort d'homme, l'indemnité sera versée en une seule fois et la somme à réclamer sera dès l'instant connue. Mais si l'accident entraîne une simple incapacité de travail, l'indemnité consistant alors d'après la nouvelle loi en une pension hebdomadaire qui dure aussi longtemps que l'incapacité, comment l'entrepreneur pourra-t-il poursuivre en remboursement puisqu'il ignore le montant de la somme qu'il doit réclamer ? Attendra-t-il la fin de l'incapacité ? Elle peut se prolonger pendant plusieurs années ! Intentera-t-il plusieurs actions successives pour rentrer au fur et à mesure dans ses déboursés ? Ce sera compliqué et coûteux !

D'ailleurs le tiers poursuivi en remboursement n'est pas nécessairement lié par le premier jugement qui a fixé le montant de la réparation. Il est resté étranger à la procédure et aux poursuites de la victime et pourra toujours prétendre que l'indemnité payée n'était pas due ou que certains frais ont été encourus sans raison par son adversaire.

Devant quels tribunaux l'entrepreneur devra-t-il exercer son recours ?

Si le sous-traitant, coupable de négligence ou de faute grave, est un patron exerçant une industrie énumérée dans l'Act, les poursuites en remboursement pourront être soumises à l'arbitre, procédure plus rapide et moins coûteuse.

Au cas contraire, l'action sera introduite devant les tribunaux de droit commun et jugée d'après la procédure ordinaire des Cours de justice.

Le dernier paragraphe de l'article IV (Amendement Whiteley ; P. D. vol. L, p. 81, séance du 1^{er} juin 1897) décide que : « Le présent article ne s'appliquera pas à un contrat, ou sous-traité relatif à des travaux purement accessoires ou accidentels et qui ne constituent pas une des parties de l'industrie ou du commerce exercés par l'entrepreneur. »

Il n'y aurait aucune raison, dans ce cas, pour maintenir l'exception faite au droit commun dans le corps de l'article. Le sous-entrepreneur est alors un patron exerçant une industrie bien distincte et non plus un prête-nom et un représentant de l'entrepreneur. Chacun d'eux doit conserver son individualité et sa responsabilité propre.

Taux et conditions de la réparation

Le législateur anglais, pour résoudre cette importante question du taux de l'indemnité, avait le choix entre trois systèmes différents.

Il pouvait laisser au juge, avec un pouvoir d'apprécia-

tion absolu, le soin d'établir dans chaque cas l'indemnité en la proportionnant au préjudice. Cette méthode qui écarte toute idée de limitation légale, de taux *a priori*, était celle du Bill Asquith de 1893 et du projet Forwood du 2 février 1897.

Ce premier système devait être repoussé sans hésitation : il est en opposition absolue avec le risque professionnel qui a pour conséquence nécessaire la reconnaissance du caractère fixe et forfaitaire de l'indemnité (Voir *suprà*, p. 156).

Incompatible avec le principe admis par la nouvelle loi, ce système aurait de plus eu pour effet de rendre l'assurance impossible en lui enlevant toute base scientifique et certaine. Du moment où il faut compter avec l'appréciation arbitraire des tribunaux et avec leur jurisprudence variable, on ne peut établir rationnellement les tarifs. On serait donc réduit à des assurances bâtarde, restrictives et jusqu'à concurrence seulement d'un certain chiffre. Ce résultat serait aussi préjudiciable au patron qu'à l'ouvrier.

Le second système qui s'offrait au législateur de 1897, tient compte du risque professionnel et de ses conséquences ; craignant d'imposer aux industriels une charge trop lourde, il limite cette charge dans des bornes raisonnables, en indiquant un maximum et un minimum, barrières extrêmes entre lesquelles le juge pourra se mouvoir d'après les circonstances de l'accident.

Il est impossible, disent les partisans de ce système, de fixer à l'avance l'étendue du préjudice causé à la victime. Les magistrats mis au courant de toutes les circonstances et de tous les détails de fait peuvent seuls, si

les parties n'ont pu s'entendre, évaluer l'indemnité qu'il est juste d'accorder.

Ce raisonnement contient une grave erreur de principe et peut devenir la source des plus grands inconvénients. La base fondamentale sur laquelle s'appuie la légitimité du risque professionnel c'est l'impossibilité absolue à laquelle on se heurte en pratique, comme à un obstacle insurmontable, de parvenir, dans l'état de l'outillage industriel moderne, à dégager la cause du plus grand nombre des accidents et à en faire peser la responsabilité sur une personne déterminée, soit sur le patron, soit sur l'ouvrier.

La fixation de l'indemnité, si l'on part du principe du risque professionnel doit pour être logique et équitable provenir d'une transaction ferme, résulter d'un forfait entre les parties. Dire que les magistrats peuvent seuls, dans ces questions si difficiles et souvent insolubles, évaluer justement le dommage, c'est méconnaître tout ce que la pratique a démontré sur l'impossibilité si fréquente de remonter à la cause originelle de l'accident.

Contraire aux principes ce système apparaît encore comme inapplicable dans le domaine des faits. Ce que l'on cherche par dessus tout dans cette grave question des accidents, c'est d'éviter ces procès interminables qui ne profitent qu'aux hommes de loi et dont l'ouvrier est le premier à souffrir. Or, si l'on se borne à décider que le taux de la réparation sera renfermé dans des limites extrêmes entre un maximum et un minimum qu'il ne pourra jamais dépasser, on ouvre la porte à des difficultés sans fin et à d'aigres contestations, l'ouvrier s'efforçant dans chaque affaire d'obtenir le maximum et le patron prétendant qu'il ne doit payer que le minimum.

L'indemnité doit donc, pour donner lieu aux solutions pacifiques que l'on désire, provenir d'une transaction stable, fixée une fois pour toutes par la loi dans l'intérêt des deux parties. Ce second système est celui qui fut voté en 1888 par la Chambre des Députés française qui avait admis les deux limites du $\frac{1}{3}$ et des $\frac{2}{3}$ du salaire, l'écart entre ces deux limites constituant une marge laissée aux juges pour apprécier la responsabilité du patron.

Le troisième système inscrit dans la loi un taux invariable par rapport au salaire pour les cas les plus graves tels que la mort de la victime ou l'incapacité absolue et permanente. L'indemnité devient alors nettement forfaitaire.

C'est ce système de réparation qui fut adopté par le législateur anglais de 1897, après l'avoir été par toutes les législations réalisées ou projetées à l'étranger. C'est le principe fondamental de l'échelle allemande ($\frac{2}{3}$ du salaire pour l'invalidité totale) et autrichienne ($\frac{3}{5}$). De même la loi norvégienne du 23 juillet 1894 (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1895, p. 118), le projet italien présenté au Sénat le 13 avril 1897 (*Bulletin du Comité permanent*, 1897, p. 215), la loi danoise du 15 janvier 1898 (*Bulletin de l'Of. du Trav.*, 98, p. 219), le projet espagnol déposé aux Cortès le 3 juin 1894, proclament le caractère transactionnel de l'indemnité. Le Parlement anglais n'a donc fait que suivre dans cette voie et imiter la plupart des législations européennes.

Ce système d'indemnité fixe offre d'ailleurs de grands avantages. Plus n'est besoin de mettre en mouvement l'appareil compliqué des tribunaux judiciaires pour instruire et juger les questions d'accidents. Il suffira d'une

juridiction administrative ou arbitrale pour constater l'identité de la victime, la matérialité de l'accident et ses conséquences au point de vue de la durée et de l'importance de l'incapacité.

Si le risque professionnel impose de nouvelles et très lourdes charges aux patrons, c'est bien le moins qu'il leur garantisse dans une certaine mesure la paix avec leurs ouvriers et qu'on ne voie plus comme jadis un procès se greffer sur chaque accident !

La première annexe de la loi du 6 août 1897 (voir Appendice) est relative au taux et aux conditions de la réparation (Scale and conditions of compensation). L'article I établit l'échelle légale, graduant le taux d'après l'importance du préjudice. Le montant de l'indemnité varie suivant que l'accident a occasionné la mort de la victime ou une simple incapacité de travail.

A *L'accident a entraîné la mort.* — Il faut distinguer trois cas : 1° *L'ouvrier laisse des ayants-droit* (*Infrà*, p. 257). *dont la subsistance dépend EN TOTALITÉ de son salaire à l'époque du décès.*

Dans ce cas les représentants et héritiers de la victime recevront une somme égale au total des salaires gagnés par l'ouvrier au service du même patron pendant les trois années qui ont précédé l'accident, sans que cette indemnité puisse être inférieure à cent cinquante livres sterling (3.750 francs), ni en aucun cas supérieure à trois cents livres (7.500 fr.)

Si l'ouvrier se trouvait depuis moins de trois ans au service de son patron, on prendra pour le montant de son salaire pendant ces trois années une somme égale à cent cinquante six fois le montant du salaire hebdoma-

daire moyen qu'il a reçu pendant la durée de son travail effectif au service de ce patron.

En comparant cette disposition du Workmen compensation Act à l'article III de l'Employers' liability Act, on se rend compte des progrès accomplis par la nouvelle loi et de sa supériorité sur l'ancienne législation au point de vue des garanties données à l'ouvrier.

D'après l'Act de 1880, le maximum fixé dans tous les cas est de trois années de salaires ; mais il n'y a aucune limitation quant à la quotité de ce salaire, de sorte que, théoriquement, ce maximum est indéfiniment extensible. En fait nous avons vu combien la victime ou sa famille étaient alors peu protégées : aucun minimum ne les garantissant contre l'arbitraire du juge, ils n'obtenaient qu'une indemnité peu élevée et le plus souvent dérisoire.

Au contraire la nouvelle loi, tout en adoptant comme mesure générale de l'indemnité une somme égale à trois années de salaire a voulu éviter les inconvénients qui seraient résultés d'une application trop rigoureuse de ce principe aux petits ouvriers peu payés (apprentis, ouvriers âgés, femmes et enfants).

Dans ce but le § i de la sous-section a décidé que si le salaire moyen annuel gagné à l'époque de l'accident était inférieur à 50 £, la règle reçoit une exception : l'indemnité accordée par la loi devient alors supérieure à 3 années de salaire. Supposons un ouvrier gagnant 40 £., par an au moment où la mort vient le surprendre : sa famille recevra non pas (40×3) 120 £., (3.000 fr.), mais le minimum légal de 150 £., (3.750 fr.) c'est-à-dire presque quatre années de salaire.

Si, au contraire la victime était payée plus de 100 £., en

moyenne à l'époque de l'accident, l'indemnité ne sera plus représentée par trois années de salaire. On rencontre une seconde exception inverse de la première, et qui se réalisera toutes les fois que l'on atteindra le maximum de 300 £., fixé par l'Act.

Cette nouvelle disposition de la loi se justifie aisément en dehors du danger qu'il y aurait eu d'aggraver outre mesure les charges imposées aux patrons. Il faut bien se garder de donner à la réparation une portée trop générale en grevant l'industrie d'un poids trop lourd qu'elle aurait peine à supporter. Cette réparation ne peut être intégrale lorsqu'il s'agit d'ouvriers gagnant des salaires élevés ou d'employés à gros traitements dont la famille viendrait par des prétentions exagérées troubler l'économie de la loi (1).

D'ailleurs au-delà d'un certain chiffre nécessaire aux besoins de leur existence, certains travailleurs très bien

1. Pour bénéficier pleinement des dispositions de l'article I de l'Annexe I, le salaire annuel ne doit pas être supérieur à :

$$\frac{7.500}{3} = 2.500 \text{ fr.}$$

La loi française du 9 avril 1898 fixe un maximum encore moins élevé : 2.400 fr. (art. 2).

Le projet italien du 3 avril 1897, tout en adoptant une base de réparation plus large (cinq fois le salaire annuel), s'arrête à un maximum de 2.000 livres (art. IX et X).

La loi danoise du 15 janvier 1898 accorde aux ayants-droit une indemnité égale à quatre fois le salaire annuel de la victime (art. V), sans pouvoir être inférieure à 1.200 ni supérieure à 3.200 couronnes, ce qui donne pour le salaire de base un maximum de :

$$\frac{3.200}{4} = 800 \text{ kronas, soit : } 1,33 \times 800 = 1.064 \text{ fr. et un}$$

$$\text{minimum de : } \frac{1.200}{4} = 300 \text{ kronas, soit : } 1,33 \times 300 = 399 \text{ fr.}$$

Nous sommes loin du taux accordé par la loi anglaise !

rétribués doivent eux-mêmes prélever sur leurs salaires la somme destinée à assurer le pain de leur famille au cas où ils viendraient à disparaître. S'ils ne l'ont pas fait, ce ne peut être à l'industrie de supporter les conséquences de leur conduite imprévoyante. La loi ne peut avoir qu'un champ d'action restreint : elle doit se borner à venir en aide à l'ouvrier moyen dont le salaire est à peine suffisant pour vivre et auquel on ne peut faire un reproche de n'avoir pas garanti les siens contre la mauvaise fortune.

Nous avons vu en étudiant l'Employers' Liability Act quelles difficultés se présentaient dans la fixation de l'indemnité quand l'ouvrier avait travaillé successivement chez plusieurs patrons où il était employé moyennant des salaires différents.

Le § 1 de la sous-section *a* de l'article I a prévu ce cas : l'élément des calculs n'est plus alors le salaire annuel, mais le salaire hebdomadaire moyen payé au moment de l'accident. Cette unité sera multipliée par 156 de manière à obtenir le total gagné par la victime pendant les trois dernières années.

Remarquons que la loi anglaise s'est dispensée de faire, en cas de décès de la victime, la répartition de la somme qui reviendrait à ses enfants ou ayants-droit. Cette répartition doit se baser sur des éléments multiples ; il était donc préférable de laisser au juge départiteur une entière liberté d'appréciation, sans l'enserrer dans un texte précis obligatoirement appliqué dans tous les cas.

L'arbitre devant qui la question sera portée à défaut d'accord amiable aura donc pleins pouvoirs pour fixer la part de chaque intéressé dans l'indemnité accordée. Mais cette intervention du juge n'aura pas nécessaire-

ment lieu : soit que le partage de la somme accordée ne présente pas d'utilité pratique, soit que les divers intéressés aient pu s'entendre sur la part revenant à chacun d'eux.

C'est ce qui résulte de l'article V de l'annexe I qui décide que : « Toute contestation sur la qualité d'ayant-droit ou sur le montant de la somme à payer à chacune des parties sera, à défaut d'accord amiable, tranchée par l'arbitrage prévu dans la présente loi ».

Le § *i* décide que « tout versement hebdomadaire effectué en vertu de la présente loi sera déduit de l'indemnité ».

Cette disposition nous paraît très critiquable.

La victime doit, conformément au § *b* que nous examinerons plus loin, recevoir à partir de la deuxième semaine et pendant toute la durée de son incapacité, une pension hebdomadaire. Si cette incapacité est suivie de mort, la loi veut que l'arbitre tienne compte dans la fixation de l'indemnité globale de ces versements effectués pendant la dernière maladie.

Cette restriction ne peut s'expliquer que par une raison de fait : la crainte d'imposer une charge trop onéreuse au patron si la maladie se prolonge pendant un certain temps. Elle nous semble difficile à justifier en droit.

Le législateur anglais semble confondre deux points de vue en réalité fort différents, deux obligations bien distinctes auxquelles l'employeur est tenu.

En premier lieu, il appartient au patron de supporter les frais occasionnés par la dernière maladie, de subvenir aux besoins de l'ouvrier pendant la durée de l'incapacité qui le prive de son salaire et partant de tout moyen d'existence. Les dépenses ainsi faites doivent être défini-

tives et ne peuvent avoir le caractère d'une avance consentie par le patron parce qu'il sait que ce sera autant de moins à payer plus tard. Ceci est un devoir personnel du patron envers l'ouvrier.

Mais si la maladie a un dénouement fatal, si l'ouvrier succombe à ses blessures, une nouvelle dette naît à la charge de l'employeur envers la famille de la victime pour le préjudice causé à celle-ci par la mort de son chef. Est-il équitable de venir discuter les quelques subsides donnés à un ouvrier mourant, au moment où sa famille va tomber dans la misère, où les dépenses du ménage sont accrues et les ressources plus restreintes? N'est-ce pas un calcul mesquin d'en retrancher le montant, de diminuer d'autant une indemnité à peine suffisante pour assurer l'existence de la veuve et des orphelins?

Les frais résultant des soins donnés à la victime sont une dépense accessoire directement causée par l'accident et que le patron doit définitivement prendre à son compte, sans répercussion possible sur l'indemnité! C'est à l'industriel de subir intégralement cette charge sans pouvoir la rejeter sur l'ouvrier (1).

2° *L'ouvrier laisse des ayants-droit dont la subsistance ne dépend qu'EN PARTIE de son salaire à l'époque du décès.* -- Le Bill du 3 mai ne contenait aucune disposition spéciale à ce cas. C'était une lacune!

Il résultait en effet du projet gouvernemental que si la

1. Signalons un amendement présenté le 1^{er} juin 1897, par M. Pickersgill (Bethnal Green, S.-W.) et dont le but était de modifier l'article I, en supprimant la déduction légale (P. D., vol. L, p. 111). — Cet amendement fut repoussé par la Chambre des Communes.

victime était une personne en bas âge, un jeune apprenti, par exemple, ne gagnant que quelques shillings, l'indemnité ne pourrait même dans ce cas, le minimum fixé ayant une portée générale, descendre au-dessous de 150 livres ! Or cette réparation était exagérée, car il est impossible dans cette espèce de soutenir que le père ou la mère vivaient du salaire de l'enfant. Il serait peu raisonnable, en conséquence, de les indemniser d'un préjudice pécuniaire qui est nul ou très minime en leur accordant une somme absolument hors de proportion avec ce préjudice. Cela constituerait une libéralité déplacée faite par la loi sur le dos des patrons !

Il était donc indispensable de modifier sur ce point le texte du Bill et de distinguer d'après les cas, suivant que les ayants-droit sont ou ne sont pas, de son vivant, à la charge totale de la victime.

Ce fut le but de l'amendement, déposé le 1^{er} juin 1897, par M. Setton-Karr, député de St-Helens. La limite extrême de 150 £ était obligatoirement écartée dans tous les cas où les représentants du défunt ne vivaient que pour partie de son travail. L'indemnité qui était alors accordée devait nécessairement rester au-dessous de l'ancien minimum qui devenait ainsi un taux maximum que l'arbitre n'aurait jamais pu dépasser !

M. Chamberlain fit remarquer que cette modification du texte primitif eut été beaucoup trop radicale.

Il peut s'agir en effet — c'est un cas très fréquent — d'une femme mariée, mère de famille, qui, du vivant de son mari, travaillait de son côté pour augmenter quelque peu les modestes ressources du ménage. Ne serait-il pas injuste, en cas de mort de son mari, de punir cette femme de son activité et de réduire l'indemnité qui lui

est due sous prétexte qu'elle n'était que partiellement à la charge de la victime?

Aussi, tout en admettant le principe proposé par M. Setton-Karr, le gouvernement désirait le restreindre et en adoucir la trop grande rigueur.

« Nous voulons simplement empêcher les parents de réaliser un gain à la mort de leur enfant », avait dit M. Chamberlain.

L'amendement Setton-Karr fut transformé devant le Comité et devint le § 2 de la sous-section *a* de l'article I de la première annexe, texte plus souple, se pliant mieux aux circonstances, qui décide que :

« Si l'ouvrier ne laisse derrière lui que des personnes vivant partiellement de son salaire, au moment de sa mort, la somme à verser à ses ayants-droit, sans pouvoir jamais être supérieure à celle stipulée au paragraphe précédent, pourra être fixée à l'amiable ; si l'entente ne peut se faire, elle sera déterminée par l'arbitrage prévu dans la présente loi ; elle devra être raisonnable et proportionnelle au préjudice causé auxdits ayants-droit. »

La loi, en supprimant la limite inférieure qui restreignait l'action du juge, donne à l'arbitre un pouvoir discrétionnaire pour faire varier la réparation, la réduire progressivement, et même la supprimer tout à fait si les circonstances l'exigent.

3° *L'ouvrier ne laisse aucune personne à sa charge.* — Dans ce cas, le troisième paragraphe de la première sous-section décide que l'indemnité due par le patron sera égale aux frais de médecin et de funérailles raisonnablement calculés, sans pouvoir dépasser un maximum de 10 £ (250 francs).

Dans les diverses hypothèses que nous venons d'exa-

miner successivement, c'est-à-dire en cas de mort de la victime, l'indemnité sera versée entre les mains des personnes qui étaient à sa charge et répartie par l'arbitre à défaut d'accord amiable entre les parties. A défaut d'ayants-droit, la somme sera payée aux personnes créancières des dépenses privilégiées (frais de médecin, de pharmacie et de funérailles) (art. IV, Annexe I).

Si les intérêts de la victime sont confiés à un représentant légal, c'est à lui que sera remis le montant de l'indemnité. Il la versera à ceux qui y ont droit ou en fera l'emploi fixé par le juge. (Art. IV, Annexe I).

B. *L'accident a entraîné une incapacité de travail totale ou partielle* (1). — La victime recevra dans ce cas, après la deuxième semaine et pendant la durée de l'incapacité, une indemnité hebdomadaire qui ne pourra excéder

1. Le Bill présenté à la Chambre des Communes par sir A. Forwood, le 2 février 1897, fixait le sens légal de ces deux expressions.

D'après l'article VI de son annexe, on devait entendre :

Par l'expression « incapacité totale » la perte de la vue, des deux jambes ou des deux bras, ou tout autre dommage de nature à mettre d'une manière permanente l'ouvrier dans l'incapacité de gagner un salaire dans le travail auquel il était occupé.

L'expression « incapacité partielle » signifiait la perte d'un œil ou d'une jambe, d'un bras ou d'une main, ou tout autre dommage de nature à mettre d'une manière permanente l'ouvrier dans l'incapacité de gagner le salaire entier dans le travail auquel il était employé.

L'expression « incapacité temporaire » signifiait un dommage de nature à mettre, pour une période de quatorze jours au moins, l'ouvrier dans l'incapacité de gagner un salaire, ou le salaire entier dans le travail auquel il était employé.

Le Workmen Compensation Act a évité toutes ces distinctions ; le législateur a préféré ne pas restreindre les pouvoirs de l'arbitre en cataloguant les dommages.

50 0/0 de son salaire hebdomadaire moyen, ni dépasser la somme de 25 francs (par. *b*, article I, annexe I).

L'indemnité change donc de nature : elle n'est plus comme dans les cas précédents payée en capital ; elle se transforme en une pension versée chaque semaine à la victime et qui pourra être viagère si l'incapacité est permanente.

Comment se calculera le salaire hebdomadaire moyen ?

D'après le § *b* du projet du 3 mai, l'arbitre devait prendre comme salaire hebdomadaire de base celui que recevait l'ouvrier à l'époque de l'accident.

Il eut été plus rationnel pour concilier les intérêts opposés des parties d'établir une moyenne entre les salaires gagnés pendant un certain temps, de répartir les calculs sur une période plus longue.

Sir A. Hickmann, député de Wolverhampton, proposait dans ce but (Séance du 1^{er} juin 1897 ; P. D., vol. L, p. 123) de calculer le salaire hebdomadaire moyen sur les 12 derniers mois si l'ouvrier avait été pendant une telle période au service de son patron, ou sinon sur le temps pendant lequel il était resté effectivement à ce service.

Cet amendement fut voté, ce qui complétait d'une manière très satisfaisante le texte primitif du Bill.

Le § *b* qui restreint le taux de l'indemnité à un maximum de 1 £ et se montre ainsi favorable au patron en empêchant d'accorder une réparation trop forte, a complètement négligé les intérêts de la victime : il n'impose plus aucun minimum ; il supprime ce frein qui nous semble pourtant indispensable pour arrêter l'ar-

bitre s'il était tenté de descendre trop bas dans la fixation de l'indemnité hebdomadaire.

Ceci est une lacune sérieuse enlevant toute garantie contre l'arbitraire du juge et qui sera surtout préjudiciable aux petits travailleurs. L'existence d'un taux minimum aurait permis, en présence d'un salaire peu élevé, de ne pas le prendre forcément pour base et de ne plus observer strictement le rapport proportionnel imposé par la loi.

Il est à craindre que dans la pratique cette omission ne produise des conséquences très fâcheuses.

Supposons un jeune ouvrier apprenti; son salaire est minime! Il est estropié dans un accident de machine, frappé d'incapacité totale pour la vie. En s'en tenant au texte même de la loi, le patron pourra être condamné à lui servir une pension hebdomadaire de 50 0/0 de son salaire, en supposant la bienveillance extrême du juge.

Si, par exemple, cet apprenti gagnait en moyenne 6 shillings par semaine il aura droit à une pension viagère et hebdomadaire maxima de 3 shillings, soit 3 fr 75. C'est une réparation dérisoire.

La loi sera dans ses applications aussi dure pour les femmes ou filles employées dans l'industrie et dont le salaire est toujours peu élevé.

M. S. Woods (Essex, Walthamstow) fit remarquer lors de la discussion quelles seraient les conséquences du § 6 pour un grand nombre d'ouvriers employés dans les mines du Lancashire.

« Ce n'est pas chose rare dans cette contrée, disait-il, de voir un homme travailler 3 ou 4 jours dans sa semaine et ne gagner, en conséquence, que quelques shillings. Si c'est un salaire aussi minime qui doit servir

de mesure à l'indemnité vous aboutirez dans 30 ou 40 0/0 des accidents à n'accorder qu'une réparation absolument insuffisante ! »

M. Woods proposait de réparer l'omission du Bill en établissant un minimum de 10 shillings. (Voir P. D., vol. L, p. 124).

Ce taux d'une demi-livre est celui qui est adopté par la plupart des Sociétés de secours mutuels d'Angleterre comme limite extrême au-dessous de laquelle ne descendront jamais les secours accordés à leurs membres victimes d'accident. Les Friendly Societies ont considéré que c'était le moins que l'on puisse donner à un homme pour nourrir sa famille. Ce minimum ne sera pas atteint, dans bien des cas, par les indemnités hebdomadaires accordées en vertu de la nouvelle loi.

M. Chamberlain se déclara opposé à toute modification de ce genre. Il fallait, d'après lui, laisser à l'arbitre un plein pouvoir pour réduire l'indemnité lorsque l'ouvrier n'aurait personne à sa charge, ni femme, ni famille à nourrir (jeunes garçons, jeunes filles ou célibataires).

M. Nussey (Pontefract) fit une nouvelle tentative pour compléter la section II. Il proposait d'ajouter au texte du Bill la disposition suivante :

« En cas de dommage physique permanent comprenant la perte de la vue, de l'ouïe, d'un membre ou d'un organe ou toute atteinte à la raison (any mental derangement) l'indemnité ne pourra être inférieure à 250 livres. » (P. D. vol. L, p. 114).

Cet amendement, qui ne visait que les accidents graves, modifiait le système de réparation du Bill en remplaçant la pension hebdomadaire par une indemnité payée en capital.

Dans la détermination du montant du versement hebdomadaire, le comité ou l'arbitre devront tenir compte de la différence entre le montant du salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier avant l'accident et la valeur moyenne de la somme qu'il est capable de gagner après l'accident.

La loi anglaise ne contient aucune distinction expresse entre les cas d'incapacité partielle ou absolue (1).

Pour proportionner l'indemnité à la gravité de l'accident et au degré d'incapacité, il faudra prendre comme mesure les salaires gagnés ou susceptibles d'être gagnés par la victime après l'accident et qui sont en raison inverse du dommage physique subi.

Si l'ouvrier n'est plus capable de gagner aucun salaire, le § b s'appliquera sans la restriction de l'art. II.

Si l'incapacité n'est que partielle, le salaire de base, sur lequel on calculera la pension à verser, sera obtenu par comparaison, en rapprochant le taux des deux salaires gagnés avant et après l'accident : le maximum de la pension sera de 50 0/0 de cette différence.

Si cette comparaison donne un résultat négatif, si la différence est nulle, la victime continuant à gagner des

1. La loi française du 9 avril 1898 contient au contraire une disposition spéciale pour chaque sorte d'incapacité. — Son article 3 décide que l'ouvrier ou l'employé a droit :

« Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel.

« Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire.

« Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième.

salaires aussi élevés qu'auparavant, le droit à indemnité disparaîtra tant qu'il en sera ainsi. Il n'y aurait, en effet, aucun motif de servir à l'ouvrier une pension pendant le reste de ses jours. L'indemnité n'est que la réparation d'un préjudice pécuniaire et n'aurait par conséquent aucune raison d'être là où ce préjudice est nul.

Ceci constitue une question de fait que l'arbitre appréciera dans chaque affaire en évaluant l'importance des dommages causés à l'ouvrier dans ses moyens d'existence.

Il devra le faire dans un esprit large, s'assurant dans tous les cas que les salaires gagnés par la victime après l'accident ne sont pas simplement passagers, mais qu'ils offrent un certain caractère de permanence.

La fixation de l'indemnité ne pouvait être faite d'une manière irrévocable et absolue : il fallait reconnaître aux parties le droit d'en poursuivre la modification d'après les circonstances, réserver au patron la faculté d'en obtenir la réduction ou la suppression si l'incapacité de travail venait à diminuer ou à disparaître; et à la victime celle d'en demander l'augmentation si son état physique s'était aggravé.

C'est au patron de surveiller la maladie de l'ouvrier et de se garantir lui-même contre toute tentative de simulation. La loi lui en donne les moyens en décidant que « le patron ou toute autre personne contre laquelle celui-ci a un recours (en vertu de l'art. VII; voir *suprà*, p. 212), pourront obliger la victime à se soumettre de temps en temps, sur leur requête, à un examen médical. L'homme de l'art sera, dans ce cas, choisi et payé par le patron. Si l'ouvrier récuse ce médecin ou conteste ce résultat, après en avoir eu connaissance, il devra se faire

examiner par un médecin commissionné par le ministre (medical referee) ou désigné spécialement par l'arbitre. Le certificat de ce praticien attestant l'état de l'ouvrier à l'époque de la visite, sera remis au patron et à l'ouvrier et fera foi quant à cet état. Si l'ouvrier refuse de se soumettre à cet examen, ou y fait une obstruction quelleconque, il sera déchu de son droit à indemnité jusqu'à ce que cet examen ait eu lieu.

D'après les termes de ce certificat, le taux de l'indemnité hebdomadaire sera maintenu ou modifié. En cas de revision demandée par l'une des parties, le versement pourra être supprimé, réduit ou augmenté dans les limites du maximum fixé par la loi.

Nous avons vu que, d'après la nouvelle loi anglaise, le service de la pension doit durer aussi longtemps que l'incapacité. Le versement hebdomadaire se prolongera donc, si cette incapacité est permanente, pendant toute la vie de l'ouvrier.

Prenons un ouvrier de 20 ans qui, à la suite d'un accident, est frappé d'une incapacité permanente et totale. Il obtient une indemnité hebdomadaire de 10 shillings. Supposons que ce versement lui soit payé chaque semaine jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 60 ans, nous arriverons, en additionnant les diverses fractions hebdomadaires payées pendant cet intervalle de 40 ans, au total respectable de 28.000 fr. (1.040 £).

N'était-il pas à craindre, en présence de pareils chiffres, que l'obligation de payer une rente viagère ne constituât pour le patron un fardeau écrasant ?

Les orateurs de l'opposition s'emparèrent de cette idée, la retournèrent dans tous les sens, voulurent en faire une arme terrible qu'ils agitèrent avec de grands

gestes en appelant tous les patrons à la défense de leurs droits lésés. N'allait-on pas en aggravant subitement et au-delà de toute mesure les charges qui pesaient sur l'industrie, lui porter un coup très sensible, provoquer une crise économique en augmentant les frais de production et faire ainsi reculer l'Angleterre sur le marché du monde ?

La Chambre — ceci résulte clairement des débats — accorda créance dans une certaine mesure à ces pronostics pessimistes.

Le gouvernement, qu'inquiétait ce mouvement de recul qui aurait pu entraîner tout le Bill avec lui, entra dans la voie des concessions.

Le 1^{er} juin 1897, le « Colonial secretary » présentait à la Chambre un système de capitalisation de la rente qui devait, d'après sa propre expression, « tempérer le principe du Bill et jouer dans ses applications le rôle d'une soupape de sûreté. »

Cet amendement était ainsi formulé :

« Lorsqu'un versement hebdomadaire aura été effectué pendant une période de 12 mois au moins, l'obligation à ce versement peut, sur la demande soit de l'ouvrier, soit du patron, être rachetée par le paiement d'une somme unique (*lump sum*), fixée par voie d'arbitrage d'après la présente loi, mais qui ne pourra être supérieure à 312 fois le versement hebdomadaire payé au moment de la demande » (F. D., vol. L, p. 222).

M. Chamberlain, pour bien mettre en lumière la portée pratique de cet amendement, faisait remarquer que le § b strictement appliqué constituerait, en cas d'incapacité de longue durée, un grave inconvénient, presque un

obstacle si le patron voulait liquider ses affaires, céder son industrie. Le paiement étant une dette personnelle, serait comme un lourd boulet que l'employeur traînerait après lui pendant de nombreuses années.

Le Ministre des colonies insistait également sur les avantages de la modification proposée au point de vue de l'assurance contractée par le patron, assurance qui devient, en fait, obligatoire sous l'empire de la nouvelle loi. Il est de toute importance de la faciliter, en faisant baisser les primes autant que possible ; or, ce bon marché ne peut s'obtenir que par la fixité de l'échelle de réparation. Le système de la pension hebdomadaire a pour effet de compliquer le calcul des probabilités et de lui enlever toute base sûre ; le montant de l'indemnité à payer devient incertain, puisqu'il dépend directement de la durée de l'existence de la victime, qui est un élément de calculs inconnu et essentiellement variable.

« Les patrons, disait M. Whiteley (Stockport), reprenant sur ce point les arguments du Colonial Secretary, ne reculent pas devant les indemnités à payer ; mais ils veulent une responsabilité fixe et déterminée. Ils ont le droit de savoir exactement ce qu'on leur demande. Les employeurs — et, ils ont raison — sont effrayés par l'éventualité d'une indemnité illimitée, qui pourrait durer pendant tout le temps qu'ils exerceront leur industrie et se continuer même à la charge de leurs successeurs.

« Ce caractère indéterminé et vague du fardeau que vous faites peser sur l'industrie serait un obstacle presque insurmontable pour contracter une assurance. Ce serait une cause de troubles graves apportée dans l'industrie, et dans bien des cas un empêchement absolu de céder un fonds de commerce ou une industrie, l'acqué-

reur étant effrayé par les charges qui pèseraient sur lui de ce chef. »

Au point de vue des intérêts de l'ouvrier, le nouveau système devait, d'après ses auteurs, augmenter sa sécurité. La victime pourrait toujours, dans les conditions prescrites par l'amendement, demander et dans la plupart des cas obtenir une somme en bloc, terminant les difficultés et la mettant à l'abri de l'insolvabilité du patron.

Cet avantage serait encore plus évident si le titulaire de la pension était obligé de changer ses occupations ou sa résidence après l'accident, ce qui pourrait occasionner des complications qui sont ainsi prévenues.

« De plus, ajoutait M. Chamberlain, il arrivera souvent qu'un ouvrier intelligent saura tirer un parti très profitable d'un petit capital et pourra lui faire produire un revenu de beaucoup supérieur à la pension que lui servait le patron.

« Assurément, dans bien des cas, le gaspillage est à craindre, mais nous ne pouvons vraiment pas tenir sans cesse les ouvriers à la lisière ! « Je crois, pour ma part, que la classe ouvrière a toujours eu beaucoup de sens pratique et qu'elle sait fort bien gérer et faire valoir toute petite propriété qui lui échoit. »

« C'est la règle, la masse qu'il faut considérer et non les exceptions ! » (P. D. vol. L. p. 222)

L'amendement Chamberlain rencontra malgré tout une hostilité très marquée de la part de certaines fractions appartenant indistinctement aux deux partis de la Chambre.

On prétendait du côté des patrons que le nouvel article proposé ne diminuerait d'aucune manière les charges qui

devaient peser sur l'industrie mais que bien au contraire il serait la ruine, à brève échéance, des petits employeurs qui seraient dans l'impossibilité matérielle de faire face à ce nouveau système de capitalisation.

« Dans ma circonscription, disait le colonel Milward, (Stratford-up-Avon) il y a un assez grand nombre de tout petits industriels qui possèdent des moulins à eau ou à vapeur et dont le revenu annuel ne dépasse pas 70 ou 100 £.

« Or, d'après l'amendement qui vient de vous être soumis le patron peut être, à la fin de la première année, obligé de capitaliser au profit de la victime le paiement de la pension hebdomadaire !

« Capitaliser une indemnité hebdomadaire de 15 shillings, par exemple, équivaut à payer 540 £, et bien des patrons se trouveront dans l'impossibilité absolue de réunir une pareille somme, et par là acculés à la ruine. A la fin de la deuxième année le patron peut être tenu de verser un capital un peu moindre, 200 £. par exemple, ce qui sera encore trop élevé pour lui.

« Je parle au nom et dans l'intérêt d'un grand nombre de patrons qui vont se trouver réduits à la misère, si cet amendement est voté ».

Le colonel Milward aboutissait à une conclusion inattendue et d'un socialisme peut-être inconscient :

« On pourrait admettre, disait-il, et ce serait un principe excellent, qu'au bout d'un certain temps, six ou sept ans, par exemple, le patron serait relevé du service de la pension. La plupart des accidents sont dus au pur hasard et le patron n'en est nullement responsable. Ne serait-il pas juste alors de rejeter le fardeau de la réparation sur la société, c'est-à-dire sur l'Etat, en décidant

qu'au bout d'un certain temps les fonds de l'assistance publique alimenteraient les pensions payées aux victimes du travail ? » (P. D., vol. L, p. 227 et sq.)

Ceratins orateurs (M. Evans entre autres), porte-paroles des intérêts patronaux auraient voulu enlever à l'ouvrier la faculté d'exiger la capitalisation et laisser ce droit au patron seul, ou tout au moins en tempérer l'exercice donnant à l'arbitre le pouvoir de repousser dans tous les cas la demande de la victime.

D'autres, moins hostiles apparemment au principe de l'amendement, demandaient simplement la suppression du délai de 12 mois (M. Parker Smith), d'autres sa réduction à 6 mois (M. Emerson Bainbridge). Ce dernier amendement est important à noter puisqu'il eut gain de cause et passa dans la loi.

L'amendement Chamberlain rencontrait également une opposition systématique de la part des représentants du parti ouvrier. L'hostilité était surtout visible chez les députés irlandais.

Les uns (M. J. Wilson) voulaient accorder à la victime une double option, c'est-à-dire un droit de refus en faveur de l'ouvrier si la capitalisation était demandée par le patron.

D'autres prétendaient que la modification proposée par le gouvernement serait un encouragement direct à la simulation et à la fraude. Si un ouvrier est victime d'un accident qui l'empêche de travailler pendant six ou huit mois, il aura, disait-on, recours à toutes sortes de ruses et de roueries pour atteindre le délai de commutation fixé à 12 mois.

D'un autre côté, celui qui est réellement malade préférera, à l'expiration des 12 mois, continuer à recevoir un

service régulier d'indemnités hebdomadaires au lieu d'obtenir un petit capital absolument insuffisant puisqu'il variera entre une semaine et 312 semaines de salaires et que l'ouvrier ne saura faire fructifier, n'ayant aucune aptitude financière ou commerciale. Ce capital sera fatalement dissipé.

Qu'arrivera-t-il en mainte occasion ? L'ouvrier sera amené par le patron ou par des parents malhonnêtes et intéressés à accepter la commutation. Il recevra douze ou dix-huit mois de salaires et après un an, peut-être moins, tout cet argent aura disparu et notre homme tombera à la charge des contribuables ou de sa propre famille.

« Telle est, disait M. John Burns, l'expérience que nous avons faite plusieurs fois dans notre propre société « The Amalgamated Society of Engineers. »

« La Société payait 100 £, en cas de commutation pour une incapacité permanente ; 90 fois sur 100, dix mois après que l'ouvrier avait reçu cette somme, il était dans un état de dénuement absolu. S'il en est ainsi pour les mécaniciens qui sont bien organisés et d'intelligence au-dessus de la moyenne, entourés et secondés par l'influence bienfaisante des patrons, qu'arrivera-t-il pour les ouvriers inférieurs (unskilled) tels que les arrimeurs, les portefaix et débardeurs, les terrassiers et calfats, eux qui ne reçoivent jamais plus de 60 ou 80 £. ?

« J'espère donc, ajoutait le bouillant orateur qui s'est toujours fait remarquer par la violence de ses discours à la Chambre des communes, que le gouvernement se déclarera opposé à l'amendement du sous-secrétaire d'Etat aux colonies.

« Cet amendement transforme votre Bill en arbre sans

sève, il le dessèche ; il a tout le pays contre lui. Je sais de bonne source qu'il est né à la suite d'une députation envoyée au gouvernement par quelques riches propriétaires miniers qui ont déjà prouvé leur générosité en souscrivant £. 4.000 aux « Permanent Relief Funds » quand les ouvriers mineurs y ont souscrit £. 90.000 !

« M. Chamberlain a dit que les propriétaires miniers étaient plus effrayés que touchés par ce Bill. J'ajouterai que leur aboiement (?) (heir barking) seul est à craindre et non leurs morsures !

« Une opinion qui gagne du terrain est que les Lords ont fait connaître leur intention de repousser le Bill en bloc s'il ne sortait pas mutilé de cette assemblée. Le gouvernement a le tort d'encourager la Chambre haute dans cette voie en lui donnant à l'avance satisfaction, en acceptant la supplique de quelques riches financiers, roi du charbon et qui sont la pire des aristocraties ! » (P. D. vol. L, p. 232).

Ces paroles virulentes, qui eussent été déplacées tout autre part que dans une assemblée politique, firent l'effet d'un grand coup d'épée dans l'eau : l'amendement du Colonial Secretary fut voté séance tenante par une majorité bien disciplinée et docile à l'impulsion de ses chefs (172 voix contre 78 ; Division list, n° 236, P. D., vol. L, p. 242).

Il eut d'ailleurs à subir de profondes modifications lors de son examen par le Grand Comité. Le principe de la capitalisation de la rente fut maintenu ; mais la demande ne pouvait plus émaner que du patron et devait être soumise à l'arbitre. Le maximum, du taux de la capitalisation fixé dans l'amendement à 312 semaines était

totalelement supprimé et le délai préalable de 12 mois réduit à six.

Le nouvel article (13) de la première annexe était ainsi formulé :

« Lorsqu'un ouvrier aura touché une indemnité hebdomadaire pendant six mois au moins, le patron pourra, sur requête présentée par lui ou en son nom, se libérer de toute responsabilité en versant une somme globale qui, à défaut d'accord, sera fixée par l'arbitrage institué dans la présente loi. Cette somme globale pourra, sur l'ordre de la commission d'arbitrage ou de l'arbitre, être placée ou employée différemment comme il a été dit plus haut. »

Cette disposition dans sa seconde forme est plus favorable au patron et à l'ouvrier. Au patron elle reconnaît le droit, à l'exclusion de la victime, de demander la commutation et d'être ainsi le seul juge de son intérêt. A l'ouvrier elle donne la possibilité d'obtenir une somme illimitée en écartant le maximum trop étroit que l'amendement primitif imposait à l'arbitre.

L'article 13 aura-t-il une grande portée pratique ?

Il faudra, croyons-nous, distinguer suivant que l'employeur sera ou ne sera pas assuré.

Dans le dernier cas, il s'agira ordinairement d'un petit patron auquel la capitalisation paraîtra un fardeau bien lourd ! Il aimera mieux servir une rente, répartir le poids de la réparation sur un plus grand nombre d'années que de verser en une seule fois un capital souvent élevé et qui lui ferait ensuite défaut dans l'exercice de son industrie.

Si au contraire le patron est assuré — et ceci aura toujours lieu dans les industries prospères et bien organisées

— la Compagnie d'assurances préférera le plus souvent, surtout si la victime est encore jeune, payer une somme globale et se décharger ainsi de la pension viagère qui pourrait constituer pour elle un fardeau très onéreux.

Dans tous les cas l'arbitre devra veiller à ce que la commutation ne soit pas imposée à l'ouvrier dans des circonstances défavorables et contraire à ses intérêts.

L'art. 14 de l'annexe II décide que :

« Un versement hebdomadaire ou un paiement effectué en vue de son rachat, ne pourra être cédé, ni engagé, ni saisi, ni transféré à une autre personne par une voie de droit, ni admis en compensation d'une demande.

Il fallait en effet protéger l'indemnité contre les agissements des créanciers de l'ouvrier ou du patron lui-même. Ce dernier aurait pu, s'il s'était trouvé créancier de la victime en raison d'avances de salaires ou autrement, invoquer la compensation, se payer lui-même sur l'indemnité et réduire d'autant la pension hebdomadaire.

C'est que la loi a voulu empêcher en déclarant que les sommes destinées à la réparation des accidents seraient incessibles et insaisissables.

Il faut bien remarquer cependant que l'art. 14 est de portée restreinte : il vise seulement « le versement hebdomadaire ou paiement effectué en vertu de son rachat » et ne s'applique nullement aux indemnités payées en vertu du § a de l'article I de la première annexe, en cas de mort de la victime. Les dangers n'étaient plus les mêmes : l'indemnité est alors due aux ayants-droits en réparation du préjudice personnel qui leur est causé dans leurs moyens d'existence.

Le paiement des dettes du défunt ne saurait être pour-

suivi contre eux, sur une somme qui leur appartient en propre et qui ne fait nullement partie du patrimoine de la victime.

Emploi de l'indemnité.

Nous venons de voir que l'indemnité sera, en cas de mort de la victime, représentée par une somme payée en capital. N'est-il pas à craindre qu'elle soit le plus souvent rapidement dépensée, disons le mot : gaspillée !

La famille de l'ouvrier, éblouie par ce qu'elle considérera comme une petite fortune, s'endormira pendant quelque temps dans un bien-être inaccoutumé, se laissera aller à cette vie facile, d'autant plus goûtée qu'elle était inconnue ! On oubliera l'avenir et l'origine sacrée de cet argent que l'on prodigue et qui représente le sang du père ! Le rêve sera, hélas ! de courte durée et le réveil s'annonce désenchanté. C'est la misère noire qui frappe à la porte avec son cortège de hontes et d'humiliations ; il faudra mendier ou mourir de faim !

Le législateur a donc le droit, et même le devoir, de surveiller de très près l'emploi de l'indemnité et de protéger l'ouvrier contre sa propre imprévoyance en l'empêchant de tomber à la charge des contribuables (1) ou de vivre aux dépens de la charité publique.

L'intervention de la loi nous paraît encore plus nécessaire lorsque les ayants-droit sont des enfants en bas âge, des orphelins de père et de mère, souvent abandonnés à eux-mêmes. Il est alors absolument indispensable

1. En Angleterre, la charité est officielle. Il y a un impôt au profit des pauvres (poor-taxes).

de garantir ces enfants contre leur légèreté et leur inexpérience, ou surtout contre les manœuvres de tiers intéressés et malhonnêtes.

« L'indemnité, dit M. John Burns, député de Battersea, sera pour certains parents ou amis peu scrupuleux un excellent terrain de chasse, une aubaine inespérée dont ils chercheront à profiter. »

Aussi, la loi de 1897 s'est-elle montrée fort bien inspirée en donnant au Comité mixte et à l'arbitre des pouvoirs très étendus pour décider, après la fixation du montant de l'indemnité, quel emploi devra en être fait pour le mieux des intérêts des parties.

Le Comité d'arbitrage ou le juge de la Cour de comté pourront, s'ils croient imprudent de remettre directement la somme entre les mains des ayants-droit, ordonner qu'elle soit placée à leur profit et qu'une rente seule, représentant les intérêts, leur soit servie (Art. VI, Annexe I).

La loi, voulant donner aux intéressés le maximum de garanties et de sécurité, a fixé limitativement les modes de placement et organisé dans ce but une procédure spéciale, aussi simplifiée que possible.

Si le placement a été décidé, il aura lieu au nom et par les soins du greffier de la Cour de comté (art. VII). Ce magistrat devient l'administrateur légal (trustee) de cette somme.

La loi indique à l'arbitre trois moyens de placement tous également sûrs :

- 1° L'achat de rentes sur l'État (National Debt annuity) ;
- 2° Le dépôt de la somme, en totalité ou en partie, à la caisse d'épargne postale (Post-office Savings Bank) ;

3° La remise de l'indemnité au directeur général des postes (Post Master general), à titre de dépôt.

Les règlements et limitations relatives aux dépôts dans les caisses ou à la déclaration du déposant, ne seront pas applicables dans ces divers cas. Ainsi, une même personne peut, tout en bénéficiant d'une somme placée à son profit dans une caisse d'épargne, se faire ouvrir un compte personnel, malgré les pénalités statutaires qui frappent l'ouverture de deux comptes par un seul et même titulaire (art. X).

Toute somme déposée à la caisse d'épargne au nom du greffier de la Cour de comté ne sera payée que sur une autorisation expresse adressée au directeur général des postes par le Trésor ou le juge de la Cour de comté (art. IX).

Domaine d'application du Workmen Compensation Act.

Nous aurons deux questions à examiner. La première est celle de savoir quelles sont les personnes qui pourront se prévaloir du nouvel act ? La seconde qu'elles sont les industries auxquelles il s'applique ?

La première question dépend du sens plus ou moins étendu qu'il faut attribuer aux mots « ayants-droit ».

L'article VII de la loi englobe dans cette expression « les membres de la famille de l'ouvrier visés dans le Fatal Accidents Act de 1846, en tant que leur subsistance dépend en totalité ou en partie du salaire de l'ouvrier à l'époque de son décès. »

Nous avons vu que l'article II du Lord Campbell's Act n'a qu'une portée restreinte et limitée ; il ne s'applique ni aux frères et sœurs, ni aux enfants naturels.

Ces deux exclusions sont maintenues, bien qu'elles paraissent difficiles à justifier.

Il eût coûté si peu au législateur de 1897 de compléter l'act de 1846 en élargissant le cercle de la parenté légale et de se montrer plus libéral en faisant bénéficier les frères et sœurs du droit à indemnité.

C'est ce que demandait M. Pickersgill (Bethnal Green, S. W.), qui dans un amendement déposé le 1^{er} juin, proposait de substituer au texte du Fatal Accidents Act la disposition suivante :

« L'expression ayants-droit s'applique à la femme, au mari, au beau-père, à la belle-mère (stepfather and step-mother), au fils, petit-fils, beau-fils ou belle-fille. » (P. D., vol. L, p. 140).

Cette addition était notable : Elle donnait à la loi une portée beaucoup plus compréhensive puisqu'elle s'appliquait même aux enfants nés d'un premier mariage !

M. Pickersgill se heurta à un refus catégorique du Ministre de l'Intérieur, refus d'autant plus inexplicable qu'il ne s'appuyait sur aucune raison sérieuse ! « L'Act de 1846, depuis le temps où il est en vigueur, disait Sir Mathew White Ridley a donné toute satisfaction. Je considérerais donc comme inutile et même dangereux de le modifier ! »

L'article II du Lord Campbell's Act, dans son énumération limitative à laquelle se réfère la loi de 1897 ne parle pas des enfants naturels. La réparation est due seulement aux personnes que des liens légaux unissaient à l'ouvrier pendant sa vie. Fallait-il abandonner cette maxime et reconnaître à un enfant né en dehors du mariage les mêmes droits qu'à un enfant légitime ? (1)

1. Les enfants naturels ont, d'après la loi anglaise, certains

Le débat fut long et passionné sur ce point. La Chambre des Communes où l'opinion était aveuglée par une morale puritaine et farouche se montra intraitable sur ce qu'elle considérait comme une question de principes.

M. J. W. Crombie ouvrit la discussion en présentant (séance du 1^{er} juin 1897) un amendement qui devait être ajouté dans l'article VII, à la suite du paragraphe relatif aux ayants-droit, et était ainsi rédigé :

« Toutefois, l'expression « enfant » pourra, suivant l'appréciation de l'arbitre, être étendue aux enfants naturels et celle de « parents » à la mère non mariée de l'ouvrier au cas où cette dernière vivait dans la maison du défunt au moment de l'accident (P. D., vol. L, p. 208).

« Notre but, disait M. Crombie, est de protéger des enfants innocents sur lesquels il serait inique de faire peser la faute de leurs parents. Il est temps de réagir contre des préjugés injustes et inhumains, d'effacer autant que possible cette souillure originelle qui est marquée au front de ces enfants en leur donnant les moyens de devenir d'honnêtes citoyens; il est temps de transfor-

droits du vivant de leur père (entretien, nourriture, etc.). — Comment se fait-il que ces droits disparaissent totalement en cas de mort accidentelle de ce dernier? Cette solution paraît inadmissible au strict point de vue juridique et rendrait très désirable d'unifier la législation sur ce point.

Pour comprendre comment la question peut se poser de donner aux enfants naturels un droit à indemnité en cas de mort accidentelle de leur père, il faut se rappeler que la loi anglaise autorise sous certaines conditions la recherche de la paternité. — La situation légale des enfants naturels est, malgré tout, digne de pitié, puisqu'on refuse aux parents le droit de les légitimer par un mariage subséquent et qu'on enlève à ces enfants tout droit de succession au cas où leur père ou leur mère viendrait à mourir *ab intestat*.

mer notre législation barbare et arriérée qui a fait des enfants naturels des parias de l'existence. (P. D., vol L, p. 209).

Le législateur de 1897 s'est retranché derrière des principes de morale étroite pour maintenir l'exclusion des enfants naturels. Le but atteint sera pourtant bien différent de celui qu'on se propose. Le patron ayant en vue son intérêt pécuniaire aimera mieux employer des ouvriers dont les enfants seront nés en dehors d'une union régulière : dans ces conditions, l'accident ne lui coûtera rien et sa responsabilité sera de ce fait singulièrement amoindrie.

M. Lionel Holland disait qu'à ce point de vue le Bill était une « prime à l'immoralité », puisque les célibataires ou les pères de famille non mariés seraient toujours assurés de trouver du travail. « C'est un encouragement direct au vice, ajoutait M. Broadhurst (Leicester), un obstacle sérieux à l'honnêteté si difficile pourtant à observer dans les classes pauvres. Pourquoi s'armer de principes aussi intransigeants ? Pourquoi juger avec tant de sévérité ceux qui pourraient avoir contre la société des griefs autrement fondés que ceux qu'elle a contre eux ? » (P. D., vol L, p. 209).

Le gouvernement, par l'organe de l'Avocat Général, fit remarquer que les enfants naturels n'étaient pas les seuls membres intéressants de la société qui soient exclus du Bill. Les neveux ou nièces, frères ou sœurs de la victime qui subvenait à leurs besoins étaient tout aussi dignes de pitié. L'amendement Crombie, fort bien inspiré en théorie, se heurtait à des obstacles pratiques, touchait à des questions complexes qui demandaient un examen minutieux.

Ces objections inspirées par un parti pris mal déguisé amenèrent l'échec d'une mesure qui avait une portée sociale incontestable et qui était pourtant bien modérée dans la forme puisqu'elle laissait à l'arbitre un plein pouvoir d'appréciation (1).

La seconde question que nous devons nous poser est celle de savoir quelles sont les industries qui seront affectées par la nouvelle loi ?

L'article VII de l'Act donne une énumération limitative. Il décide que :

« La présente loi ne sera applicable qu'aux travaux effectués au service des entrepreneurs, définis ci-après : dans l'enceinte, dans les dépendances ou pour le service d'un chemin de fer, d'une fabrique, d'une mine, d'une carrière, d'un travail d'art (engineering work) ; et aux travaux exécutés par des entrepreneurs dans l'enceinte, dans les dépendances ou pour le service du chantier d'une bâtisse excédant 30 pieds de hauteur, qui se trouve en construction ou en réparation au moyen d'échaffaudages, ou qui est en démolition, ou aux travaux de construction, de réparation ou de démolition de laquelle on emploie un matériel mû par la vapeur, l'eau ou une autre force mécanique. »

L'Act de 1897 n'a donc qu'un champ d'application relativement restreint. Il laisse en dehors de son action un certain nombre d'industries importantes telles que : les travaux accomplis dans les ateliers (workshops : voir *Suprà*, la note, p. 138), une grande partie du bâtiment, la marine de commerce et les industries agricoles.

Veut-on se faire une idée des conséquences pratiques

1. L'amendement Crombie fut repoussé par 203 voix contre 106.

de ces exclusions, en évaluer l'importance? Il suffit de lire la déclaration suivante qui émane du Ministre de l'Intérieur lui-même :

« Le présent Bill s'appliquera à environ 6.000.000 d'ouvriers.

« En dehors du Bill il y aura approximativement . 1.700.000 travailleurs agricoles; 192.000 marins et pêcheurs; 2.300.000 domestiques (menial servants); 2.000.000 d'ouvriers employés dans des ateliers; 500.000 commis de magasins (shop-assistants); 600.000 voituriers et employés de transport.

« Si mes calculs sont exacts, il y aurait à peu près 7.000.000 de personnes restant en dehors du Bill. » (Séance du 17 Mai 1897; P. D., vol. XLIX, p. 697).

Comment expliquer cet esprit d'exclusivisme qui animait le projet gouvernemental? Comment justifier ces omissions graves et pour le moins arbitraires?

Constatons tout d'abord en ce qui concerne les domestiques que la loi anglaise n'a fait que suivre l'exemple donné par les autres pays d'Europe qui ont tous consacré cette exclusion. C'était là un précédent sérieux : le législateur s'est cru obligé d'en tenir compte. Voilà une raison de fait. On peut ajouter — et c'était, nous semble-t-il, un motif suffisant pour écarter les serviteurs à gages — que le Workmen Compensation Act est une loi exclusivement *industrielle* et qui ne pouvait logiquement être étendue aux domestiques.

Il y a d'ailleurs des lacunes plus graves que celles-ci parce qu'elles atteignent dans leurs conséquences des ouvriers proprement dits.

Telle est l'omission des « ateliers ».

Le Secretary du Home-Office voulant expliquer, cette

exception disait qu'il y avait entre les Usines (Factories) affectées par le Bill et les Ateliers une différence marquée relative non seulement à l'emploi des machines, mais surtout à la gravité et au nombre des accidents.

« Les chiffres sont là pour me confirmer, ajoutait le Ministre. Pendant le premier trimestre de 1897, il y a eu dans les ateliers : 2 accidents mortels et 34 non mortels ; dans les usines, 188 accidents mortels et 9.427 non mortels. Le nombre des ouvriers employés était de 2.000.000 pour les ateliers et de 3.500.000 pour les usines. » (P. D., vol. XLIX, p. 698).

Ces chiffres étaient-ils exacts ?

M. H. J. Tennant les contestait et prétendait qu'exclure les ateliers, c'était faire un pas rétrograde dont les conséquences pouvaient être incalculables puisqu'on laisserait sans protection certaines branches particulièrement dangereuses de l'industrie.

« Prenez, par exemple, la production de l'électricité, disait le député de Berwickshire : les chambres de transformation seront considérées comme des ateliers. Or les ouvriers y sont sans cesse exposés à être foudroyés. Depuis 1892, 14 accidents mortels se sont produits de la sorte, et sur ces 14, 7 ont été causés par les transformateurs.

« Pourquoi refusez-vous le bénéfice de ce Bill aux ouvriers employés à boucher les bouteilles d'eau gazeuse. La statistique établit qu'à ce métier la plupart deviennent aveugles à la suite d'explosions de bouteilles » (P. D., vol. XLIX, p. 736).

L'exclusion des « ateliers » est d'autant plus grave que cette expression, d'après les Factory and Workshop Acts, doit être étendue à tous les « chantiers et locaux

comprenant moins de 10 ouvriers », même si la vapeur, l'eau ou toute autre force naturelle y est employée. Il y aurait, d'après les statistiques officielles, plus de 34.000 entreprises dans ce cas.

Voici ce que dit M. Richmond, Inspecteur du travail :

« Il ne faudrait pas croire que les accidents, même graves, sont toujours dus aux machines ! Elles n'ont causé cette année (1896) dans mon district que six accidents mortels sur 74. La moyenne des accidents est beaucoup plus élevée dans les ateliers que dans les usines. Les outils y sont moins perfectionnés et les travaux les plus dangereux y sont fort souvent accomplis ». (cité par M. Tennant ; P. D., vol. L., p. 38).

M. Tennant fit remarquer que d'après l'article 93 du Factory Act de 1878 les patrons avaient la faculté de créer dans leur usine un certain nombre d'ateliers distincts d'après les catégories de travail. Supposons dès lors un ouvrier qui le mardi travaille dans l'usine et le mercredi dans un atelier. Ce jour-là il tombe d'un escalier et se casse la jambe. Si l'accident s'était produit le mardi l'ouvrier serait indemnisé ; il a eu lieu le mercredi, la victime ne recevra rien d'après la nouvelle loi (1).

A vrai dire la différence qui existe entre les usines et les ateliers sera le plus souvent insignifiante et elle tend de plus en plus à disparaître.

Ajoutons une dernière considération qui rend particulièrement regrettable l'exclusion des ateliers. La popu-

1. M. Tennant, comme conclusion de ses critiques, déposait un amendement ayant pour but d'introduire le mot « ateliers » dans l'énumération de l'article VII (séance du 1^{er} juin). — Cette addition fut soutenue par MM. Asquith, Wolff, Sidney-Buxton et repoussée par 191 voix sur 306 votants, membres du Comité.

lation ouvrière qui y travaille est presque exclusivement composée d'êtres faibles : femmes ou enfants qui méritaient assurément l'intérêt et la bienveillance du législateur. Leur situation est d'autant plus misérable qu'ils ne font pas partie des Friendly Societies et ne pourront pas même espérer en cas d'accident la petite pension hebdomadaire que celles-ci pourraient leur servir.

Que répondait le gouvernement à des critiques aussi fondées ?

M. Chamberlain, il faut le reconnaître, se retrancha sur un excellent terrain de défense faisant valoir — et c'est un argument qui fut fréquemment mis en avant dans le cours de la discussion — que le Bill dans sa forme actuelle n'était qu'un simple essai qui serait bientôt étendu et généralisé. Les exclusions seraient assurément injustes et arbitraires si elles étaient définitives, mais elles étaient purement passagères.

« Je pense que les membres du comité, disait le colonial Secretary, ont bien compris quelles étaient les idées du gouvernement.

« J'ai dit et répété à satiété qu'en introduisant dans notre législation le grand et nouveau principe du Risque Professionnel, nous ne pouvions de prime abord l'appliquer sans distinction à toutes les industries et à toutes les catégories d'ouvriers. Sinon notre Bill n'aurait pas eu la moindre chance de passer !

« C'est pourquoi nous avons cru pratique (c'est un expédient comme mon collègue de Belfast (M. Wolff) me l'a reproché) de nous limiter tout d'abord à certaines industries pour lesquelles les réformes étaient plus urgen-

tes quitte à compléter et à étendre notre Bill après ce premier essai.

« Je déclare donc de nouveau qu'il nous est impossible d'étendre notre projet à certaines grandes classes d'industries ou aux ateliers ». (P. D., vol. L., p. 42).

On invoquait ces mêmes raisons générales pour motiver l'exclusion de l'industrie du bâtiment, bien qu'elles parussent peu justifiées puisqu'il s'agissait de travaux des plus dangereux.

On ajoutait que les petits entrepreneurs supporteraient avec peines les charges résultant du Bill et de sa généralisation trop hâtive. A part les grandes constructions élevées dans Londres et dans quelques grandes villes d'Angleterre à l'aide de machines coûteuses, le gros du travail, dans cette industrie, ne comprend guère que de petites constructions où n'existent point les mêmes occasions de danger. Il s'agira la plupart du temps de petits patrons travaillant à la tâche et qui ne sont guère plus favorisés que leurs ouvriers.

« N'aurait-il pas été imprudent, déclarait Sir Richard Webster (Attorney general) d'appliquer à l'aveuglette un système dont nous n'avons pas encore fait l'expérience et de l'étendre à l'industrie du bâtiment en forçant ainsi les petits entrepreneurs à venir au secours de travailleurs aussi peu fortunés qu'eux-mêmes ». La situation de ces petits patrons est en effet assez précaire et la nouvelle responsabilité eut été pour eux une charge trop lourde entraînant leur ruine et leur écrasement.

Ces considérations perdaient toute valeur en ce qui concerne la grande entreprise où l'on se trouve en présence de patrons riches pouvant aisément supporter le fardeau du risque et de la réparation. Il y avait là

une distinction qui devait être nécessairement faite si le gouvernement voulait rester d'accord avec les principes qui semblaient l'avoir guidé dans son choix.

Mais la difficulté était d'établir une limite, une ligne de démarcation précise entre la grande et la petite industrie du bâtiment.

On admit comme criterium, d'ailleurs assez discutable, l'emploi de moteurs actionnés par la vapeur ou toute autre force mécanique et, sur l'intervention de Sir Ch. Dilke, le gouvernement consentit à comprendre dans le Bill tous les travaux de construction auxquels s'appliquaient déjà les Factory Acts, c'est-à-dire aux bâtiments dépassant 30 pieds en hauteur (Factory Act de 1895, Sect. 23, § II).

Cette distinction faite par la loi suivant la hauteur de l'édifice peut paraître arbitraire et bizarre ! « Comment le droit à indemnité peut-il dépendre de la hauteur de la chute, demandait M. Woods ?

La réparation est due au maçon qui tombe de 30 pieds et refusée à celui qui tombe de 28 ! Comment le juge s'en tirera-t-il s'il s'agit de la construction d'une même maison dans laquelle une extrémité s'élève plus vite que l'autre et atteint 30 pieds alors que l'autre extrémité est au-dessous de cette limite ? Il y a autant d'accidents au-dessus ou au-dessous de 30 pieds et ils peuvent être tout aussi graves ».

Cet arbitraire que certains se plaisaient à exagérer en poussant à l'extrême les conséquences du Bill découlait naturellement du principe adopté par le gouvernement. Du moment que l'on avait décidé de restreindre le champ de la nouvelle législation et de ne pas l'étendre d'un seul coup à toutes les catégories d'une entreprise, il fallait

fixer une limite, établir une ligne de démarcation forcément fictive puisqu'elle ne résultait pas nécessairement des faits et ne correspondait souvent à aucune réalité. La diversité de leur régime légal pouvait paraître brutale et peu fondée en théorie pour des branches d'une même industrie qui se trouvaient en bordure de la limite et ne se distinguaient que par des différences de détail insensibles et peu apparentes.

Mais la logique idéale ne peut exister en législation ! Il faut partout des limites : le tout est de les choisir raisonnables.

« Vous dites que lorsqu'un homme a atteint l'âge de 21 ans, il devient électeur, faisait remarquer M. Chamberlain. Pourquoi aura-t-il un vote à 21 ans et pas à 20 ans et 364 jours. Quelle différence y a-t-il dans le même homme à un jour d'intervalle ? Aucune ! La distinction faite par le législateur est évidemment arbitraire, mais elle était indispensable.

« Voyez encore pour les questions de taxation. Vous avez un minimum de revenus au-dessous duquel l'« income-tax » n'atteint pas la fortune des contribuables. Pourquoi celui qui possède un revenu inférieur à 160 livres ne paiera-t-il pas l'impôt alors que celui dont le revenu est de 160 livres y sera soumis ? Il n'y a là aucune logique ; mais cela est commode et indispensable dans la pratique »

M. Chamberlain ajoutait d'ailleurs — et c'est ce que le gouvernement ne s'est lassé de répéter pendant la discussion du Bill — que la question n'était pas close, le principe ne pouvant être une fois pour toutes déterminé. « Nous admettons, disait-il, que l'on doive faire une place aux industries qui restent en dehors du Bill ; mais ce n'est ni l'année, ni le moment où leur situation spéciale

puisse être discutée et avantageusement fixée » (P. D., vol. XLIX, p. 801).

Le Workmen Compensation Act ne doit s'appliquer ni à l'agriculture ni à la marine marchande. Cette double exclusion est très justifiée, puisqu'une loi purement industrielle ne saurait être trop généralisée sans inconvénients et que les intérêts spéciaux et bien distincts de l'agriculture et du commerce maritime demandaient une législation à part. Ceci était évident pour l'industrie agricole où le machinisme est jusqu'ici fort peu répandu, où les accidents sont moins nombreux et moins graves.

L'agriculture anglaise est d'ailleurs dans une situation peu prospère et un accroissement subit de responsabilités et de charges imposées aux propriétaires fonciers ou aux fermiers pouvait provoquer une crise sérieuse, peut-être fatale à l'industrie agricole, faire abandonner la culture et désertier de plus en plus les travailleurs de la terre.

En ce qui concerne la réparation des accidents survenus en mer à bord des navires marchands, le besoin d'une législation spéciale se faisait sentir plus qu'ailleurs ; la responsabilité de l'armateur ou du propriétaire ne pouvait être assimilée à celle du patron ou du chef d'industrie ; à des dangers différents, à des conditions de travail fort dissemblables, devaient répondre des mesures bien appropriées.

La loi maritime anglaise est, il faut le reconnaître, notoirement insuffisante sur ce point. Le Merchant Shipping Act ne contient qu'une seule et unique clause qui assure aux marins quelque garantie en cas d'accident. C'est l'article 458 qui rend le propriétaire du navire responsable des accidents qui se produiraient à bord si son navire n'était pas en état de prendre la mer. Mais

bien des accidents peuvent avoir lieu après le départ du navire, accidents dus le plus souvent à la faute et à la négligence du capitaine. Le législateur n'a rien fait ici pour protéger la vie des marins ou assurer une réparation pécuniaire à leurs familles à la suite d'une catastrophe.

Il serait temps de réparer cette lacune : mais cela ne pouvait être fait d'une manière accessoire, par un paragraphe additionnel inséré dans l'Act de 1897. La marine marchande qui est pour l'Angleterre une source intarissable de richesses mérite assurément de fixer quelque peu l'attention du Parlement.

Signalons en terminant divers amendements déposés dans le cours des débats pour étendre la nouvelle législation aux industries toxiques et aux poteries (amendement Richardson), aux fabriques d'explosifs (amendement Provand), aux chantiers de constructions navales (amendement Thomas) (1), aux travaux de chargement et de déchargement des navires (amendement Pickersgill), aux

1. Cette industrie est une des plus importantes de l'Angleterre : il y a 108 chantiers employant 62.717 ouvriers et produisant 1.400.000 tonnes par an, soit 80 0/0 des navires du monde (ce sont les chiffres de 1891). — Il y a en plus 45.400 ouvriers « unskilled » et apprentis travaillant dans les chantiers.

La loi de 1897 ne doit s'appliquer à ces chantiers qu'autant que la vapeur y sera employée. — Que fera le patron pour se mettre à l'abri de responsabilité du fait de l'Act ? Il lui suffira de réunir toutes ses machines et moteurs dans un corps de bâtiment qu'il séparera par un chemin du chantier principal où le navire est construit. — La plus grande partie du rivetage est faite à la main ; d'ailleurs, il sera facile d'acheter certaines pièces toutes préparées et prêtes à placer sur le navire. — Aussitôt que l'ouvrier, revenant de percer ses plaques à la machine aura traversé le chemin pour aller les river sur les flancs du bâtiments, il sera soustrait à l'action de la loi.

canaux (amendement W. Perks), aux tramways (amendement Thomas Bailey), etc.

M. Chamberlain se déclara nettement opposé à l'adoption de ces divers amendements, se réservant d'élargir peu à peu le domaine de la nouvelle loi, mais préférant pour le moment suivre une marche plus lente, adopter la méthode qui avait toujours été celle des gouvernements prudents et avisés.

« Il doit être admis par tous les partis de cette Chambre, déclarait le ministre des colonies, que nous avons au moins eu le courage de nos opinions en introduisant un nouveau principe dans la législation anglaise. On peut nous accorder que c'était une tentative hardie dans un pays aussi conservateur que le nôtre. Mais en vous proposant cette nouvelle législation, nous avons ouvertement affirmé notre intention de ne pas aller trop loin dans cette voie. Nous aimons mieux avancer plus doucement et ne pas être obligés de reculer dans la suite. C'est un simple essai que vous pourrez compléter plus tard. Si, dès les premiers pas, nous avions étendu notre nouveau principe à toutes les industries et aux commerces si variés de notre pays, nous nous serions heurtés à une opposition insurmontable. Notre bill eut certainement échoué.

« Nous voulons suivre une marche progressive, comme cela s'est fait pour notre « Factory legislation ». Jamais mon illustre prédécesseur, lord Shaftesbury, n'eut proposé une réglementation générale s'appliquant de prime abord à toutes les usines et à tous les ateliers. On décida de s'occuper en premier lieu de l'industrie textile, puis des usines à vapeur ; plus tard, on pensa à d'autres industries et aux ateliers.

« Nous espérons pouvoir agir de même. Nous sommes des pionniers, qui posent le principe fondamental. Si ce principe fait faillite, personne ne songera à en étendre l'application ; si, au contraire, il réussit dans la pratique, alors nous tâcherons de faire disparaître peu à peu les exclusions qui soulèvent tant de critiques ! »

Procédure.

Les règles de procédure et les formalités prescrites par le Workmen Compensation Act auxquelles la victime ou ses ayants-droit devront se soumettre avant d'intenter les poursuites sont les mêmes que celles de l'Employers, Liability Act de 1880.

Le Bill, lors de la deuxième lecture et après son examen par le comité, décidait dans la sous-section III de l'article 1^{er} qu'un avertissement serait envoyé au patron aussitôt après l'accident et que « toutes les autres formalités de procédure seraient réglées d'après l'article VII de la loi de 1880. »

Sir John Brunner (P. D., vol. L, p. 1260) insista sur les inconvénients de cette législation par référence (Voir la note p. 273) et demanda à insérer textuellement l'article VII dans le nouveau Bill. Telle est l'origine de l'article II du Workmen Compensation Act.

Il est inutile d'insister sur cette question que nous avons déjà analysée plus haut avec les détails qu'elle comportait (*suprà*, p. 190).

La seule différence à signaler est que dans la loi de 1897 il n'y a aucun délai fixé pour envoyer la notifica-

tion (1), tandis que l'art. IV de l'Employers' liability Act accorde un maximum de six semaines pour accomplir cette formalité.

Arbitrage.

« S'il est des affaires dans lesquelles il soit nécessaire que la justice soit rendue avec promptitude et économie, dit M. Maruéjols (rapport présenté à la Chambre des députés, au nom de la Commission des Assurances sociales), c'est bien en matière d'accidents. Trop souvent, la malheureuse victime est obligée d'attendre des années avant d'obtenir l'indemnité à laquelle elle a droit ; elle est tenue à faire des frais qui absorbent ses modestes ressources, et quand le procès est terminé rien ne la garantit contre l'insolvabilité du patron. Ajoutons que souvent de guerre lasse et arrivé au bout de son épargne, le blessé s'est vu obligé de faire l'abandon de ses droits à quelques usuriers, agents d'affaires qui profitent à la fois du malheur de l'employé et des sacrifices de l'employeur.

1. Voici ce que disait à ce sujet sir John Brunner (Cheshire, Northwich), au cours de la séance du 3 juin 1897 : « Je demande au gouvernement d'éviter autant que possible dans un projet de ce genre de légiférer par référence. — Un Bill bien constitué doit se suffire à lui-même, sans que l'on soit obligé à chaque pas de renvoyer à des textes antérieurement votés. — Le présent Bill est appelé, pendant de longues années, à être interprété par de simples ouvriers, n'ayant à leur service que leurs connaissances personnelles, souvent fort restreintes. — C'est pourquoi, si cela est possible, le gouvernement devrait faire suivre le texte du Bill de la liste des ayants-droit contenue dans le Fatal accidents Act de 1846. — Ceci évitera à l'ouvrier bien des ennuis et des dépenses supplémentaires.

Pour atteindre plus facilement ce double but de célérité et d'économie, le législateur anglais a pensé, non sans raison, qu'il y avait lieu d'organiser une procédure spéciale. Il a donc adopté l'arbitrage comme un principe fondamental de la nouvelle loi. « L'arbitrage, déclarait M. Chamberlain, est un centre autour duquel se meut notre Bill. C'est une institution que nous avons voulu solidement organiser parce qu'elle sera désormais la base même de notre législation et son point d'appui dans la pratique. »

La loi de 1897 ne s'est pas bornée à établir une juridiction par trop exclusive. Tout en adoptant d'une manière absolue le système de l'arbitrage, elle l'a diversifié dans ses applications en donnant aux parties le choix entre plusieurs moyens, en leur offrant des voies différentes gravitant autour du même principe.

Les tribunaux auxquels le Workmen Compensation Act confie la mission de fixer l'indemnité peuvent se distinguer en deux catégories. Les uns sont facultatifs, c'est-à-dire qu'ils ne jouiront d'aucun pouvoir de contrainte et que les intéressés y auront recours de leur plein gré. Les autres seront nécessairement consultés à défaut des premiers, auront un droit de coercition et la sentence par eux rendue sera obligatoire et liera les parties.

A — Juridictions facultatives (*non-compulsory tribunals*).

Elles sont au nombre de deux ; le Comité mixte et l'Arbitre désigné d'un commun accord.

La loi anglaise a voulu avant tout éviter les procès. Dans ce but elle encourage les parties à recourir à la conciliation et aux solutions amiables, à ne porter leur différend devant le juge de droit commun qu'en désespoir

de cause, lorsque les rapports entre adversaires rendent tout accord impossible ou lorsque les intéressés croient préférable de remettre à la compétence juridique d'un magistrat de carrière plus indépendant et par conséquent plus impartial, le soin de trancher un point de droit difficile.

Le législateur a su très habilement tirer parti des institutions locales d'arbitrage existantes.

L'article I^{er} de l'annexe II décide que : « S'il existe un comité représentant un patron et ses ouvriers, qui ait le pouvoir de régler les questions prévues par la présente loi, ces questions seront, sauf objection de l'une des parties notifiée par écrit à l'autre partie avant que le comité se réunisse pour examiner l'affaire, réglées par l'arbitrage de ce comité ou renvoyées par celui-ci à son gré, à l'arbitrage prévu ci-après ».

Ces comités mixtes qui présentent beaucoup d'analogie avec nos conseils de prud'hommes joueront le rôle d'un tribunal de conciliation. Composés d'ouvriers et de patrons, ils auront sur les parties une réelle influence morale et seront à même, dans bien des cas, de les décider à des concessions réciproques et de les amener à une entente. Ce sera comme un « tribunal de famille » distribuant une justice plus paternelle et moins rigide.

Malheureusement la loi qui a peut-être craint d'aller

1. M. W. R. Bonsfield (Hackney) proposait de généraliser et de rendre obligatoires ces institutions arbitrales mixtes, comme cela a lieu en Allemagne. — Voici l'amendement qu'il déposa pendant la discussion du Bill et qui resta d'ailleurs sans résultat : « Le juge de la Cour de Comté ou tout autre arbitre sera, dans les litiges relatifs à la fixation de l'indemnité, remplacé par un conseil composé, moitié de patrons et moitié d'ouvriers désignés à l'élection. Ce conseil sera présidé par une personne indépendante et désignée par le Home-Office.

trop loin dans ce sens, n'a donné à ces comités que des pouvoirs fort peu étendus. Ils n'ont pas même qualité, au cas où l'ouvrier et le patron consentiraient à s'en remettre à leur décision, pour exiger la comparution de témoins ou la production de pièces et de documents intéressant le procès, éléments pourtant indispensables au juge s'il veut éclairer sa religion et motiver son jugement.

L'article IV leur donne simplement la faculté de soumettre toute question de droit au juge de la Cour de comté.

Il en résulte que ces comités, devant l'insuffisance de leurs moyens d'action, argueront sans doute fréquemment de leur incompétence et refuseront de juger les affaires portées devant eux. C'est un droit que la loi leur reconnaît formellement (art. II). Leur domaine sera donc fort restreint et limité aux seuls cas où les parties seront animées des dispositions les plus pacifiques et auront l'intention bien arrêtée de trancher leur différend à l'amiable et d'éviter un procès.

En cas d'opposition de l'une des parties notifiée par écrit à son adversaire, ou s'il n'existe pas de comité de cette nature, ou si ce comité renvoie l'affaire en refusant de la juger ou ne rend aucune décision pendant un délai de trois mois compté à partir du jour de la demande, le différend pourra être soumis à un arbitre unique agréé par les parties. Les pouvoirs de cet arbitre seront d'ailleurs tout aussi restreints que ceux du comité.

B. — Jurisdiction coercitive. (*Compulsory tribunals*).

C'est le juge de la Cour de comté. Ce magistrat siégeant comme arbitre sera véritablement la « cheville ouvrière » dans la mise en œuvre de la nouvelle loi. Il jouit des pouvoirs les plus étendus. L'art. IV (*in fine*) décide, en

effet, que « le juge de la Cour de comté aura pour l'arbitrage effectué par application de la présente loi les mêmes pouvoirs en matière de citation de témoins ou de demande de documents que si l'action en indemnité avait été portée devant la Cour de comté elle-même ».

L'acticle II donne au juge de la Cour de comté, si les circonstances l'exigent et après autorisation du Lord Chancelier, la faculté de se faire remplacer par un arbitre unique officiellement désigné par lui. Ce sera comme son « *alter ego* » jouissant des mêmes pouvoirs et ayant les mêmes attributions.

Comment fonctionnera l'arbitrage devant la Cour de comté ?

Force nous est d'imiter le laconisme de la loi qui ne donne sur ce point que quelques vagues indications. Le législateur a mieux aimé abandonner à la justice elle-même le soin d'établir sa procédure et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'application de la nouvelle législation. L'annexe II renvoie à plusieurs reprises à des règlements (Rules of Court) qui seront faits par la Cour suprême (High Court of Chancery) (1).

Ces règlements auront trait à la procédure qui sera suivie devant le juge de la Cour de comté ou l'arbitre par lui désigné (art. 2), à la comparution d'une partie par un tiers (art. 5), à la fixation du tarif des frais devant le comité, l'arbitre ou la Cour de comté (art. 6 et 12), aux

1. Les Rules of Court établies par le Lord chancelier d'Angleterre et d'Irlande et par le « County Court Judges Committee » ont été déposées sur le bureau de la Chambre des Communes le 5 juillet 1898.

Nous avons fait de vaines démarches pour nous procurer ces règlements.

Le texte officiel n'est pas encore à la disposition du public.

formalités qui devront accompagner l'envoi de la copie du jugement au greffier de la Cour (art. 8). Ils décideront également devant quelle Cour, en cas de conflit, l'affaire devra être portée, détermineront les fonctions du juge dans l'application de l'Act et fixeront la procédure à suivre, les délais et les conditions exigées en cas d'appel.

L'Act de 1897, tout en généralisant l'arbitrage et en donnant au juge de la Cour de comté une compétence très étendue, n'a cependant pas rendu cette procédure obligatoire dans tous les cas. Une exception subsiste qui résulte du paragraphe *b* de l'article 1^{er}.

Ce texte que nous avons déjà analysé plus haut (V. *suprà*, p. 178) donne à la victime, en cas de négligence personnelle et volontaire du patron ou d'une personne dont il est responsable, la faculté d'agir en dehors du Bill et de s'adresser aux juridictions de droit commun. Nous avons vu comment la victime userait fréquemment de ce droit puisqu'elle peut ainsi obtenir une indemnité illimitée (droit commun) ou tout au moins supérieure à celle que lui accorde la nouvelle loi (Employers' liability Act). L'ouvrier n'aurait d'ailleurs, en procédant de la sorte, rien à perdre et tout à gagner puisque le bénéfice de l'Act lui est acquis de toute manière.

Cette exception est d'autant plus sérieuse que les affaires ainsi soustraites à l'arbitrage emprunteront à la faute même du patron un caractère de gravité exceptionnel. La loi semble aller ainsi à l'encontre de son but qui était, d'après la déclaration même d'un ministre (sir M. W. Ridley), « de rendre aussi étroits que possible les chemins donnant accès aux tribunaux de droit commun ».

On peut se demander s'il n'eût pas été préférable d'adopter une procédure unique et de décider que l'arbitrage

s'appliquerait dans tout les cas et sans aucune exception.

Ce point ne passa pas inaperçu lors de la discussion du Bill.

Au cours de la séance du 5 juillet 1897, M. Cripps proposait de supprimer le paragraphe *b* de l'article 1^{er}. L'amendement qui le remplaçait décidait en substance qu'un patron ne pourrait jamais être poursuivi en dehors de l'Act et que la procédure de l'arbitrage serait suivie dans tous les cas. Mais, si l'arbitre était d'avis que le préjudice souffert résultait de la faute grave et volontaire de l'employeur ou de toute autre personne pour laquelle il était responsable, rien ne limiterait le taux de l'indemnité payable à la victime.

L'amendement Cripps avait tous les avantages du système légal sans en avoir les inconvénients. On conservait le principe de l'arbitrage tout en accordant à l'ouvrier la réparation illimitée qu'il obtenait d'après le droit commun. C'était une solution très heureuse.

Le gouvernement, par l'organe de l'attorney général, se déclara absolument opposé à toute modification.

« L'opinion générale est de ne pas soumettre ces affaires à l'arbitrage, disait sir Richard Webster (attorney général). L'honorable baronet, député de Wolverhampton, vient de défendre cette manière de voir : c'est exactement celle du gouvernement.

« L'ouvrier qui se prévaut de la faute ou de la négligence de son maître verra de suite que le taux de l'indemnité qu'il peut obtenir n'est pas forcément celui indiqué par le présent Bill. Son intérêt, dans ce cas, est de poursuivre le patron d'après le droit commun et de s'adresser par conséquent à la county Court ou à la Superior Court.

« Or ces questions de négligence personnelle ou de faute volontaire de l'employeur sont fort graves et, d'après le vœu exprimé par la Chambre, elles doivent être tranchées au grand jour, dans la pleine lumière d'une Cour de justice, avec toutes les garanties nécessaires pour sauvegarder les droits du patron comme ceux de l'ouvrier.

« C'est là le système mixte auquel nous nous sommes arrêtés, désireux de trouver un moyen simple et juste de résoudre la difficulté, en assurant le maximum de garanties et le minimum de frais et de froissements. » (P. D. vol. L, p. 1158) (1).

Sir A. Hickmann (Wolverhampton, W.) allait encore plus loin que le gouvernement dans la voie des exceptions au principe de l'arbitrage. Il aurait voulu restreindre notablement la compétence de l'arbitre et lui enlever le jugement des affaires roulant sur des « chiffres élevés (?) », ce qui aurait eu pour résultat certain de compliquer le système du Bill et de lui faire ainsi perdre son principal avantage : la simplicité résultant de l'unité de juridiction.

Pourtant les raisons invoquées par l'honorable baronet pouvaient paraître assez convaincantes. Il faisait valoir que d'après le nouveau Bill des réclamations d'indemnités énormes et ruineuses pour le patron peuvent être faites ; des questions du plus haut intérêt pour l'industrie peuvent être soulevées. Ne devrait-on pas dans certains cas d'extrême importance, soumettre le litige à une Cour de justice, qui est un tribunal public et une juridiction présentant de plus grandes garanties de compétence puisqu'elle se compose de plusieurs membres ?

1. L'amendement Cripps, bien que soutenu avec beaucoup d'éloquence par M. Warr (dép. de Liverpool), fut repoussé par 150 voix contre 126 (P. D., vol. L, p. 1167).

« Il faut être prudent, ajoutait sir A. Hickmann, et ne pas étendre au delà des limites raisonnables les pouvoirs d'un seul homme qui jugera en Chambre (in camera) et en son nom personnel, sans l'aide du jury et sans autre guide que sa conscience.

« Est-ce un tribunal ainsi mutilé qui suffira pour juger des affaires où il s'agit de centaines de vies humaines et de milliers de livres ?

« Je serai toujours d'avis de soumettre les demandes modérées à des juridictions assurant des solutions rapides et peu coûteuses ; mais certains litiges sont trop énormes et d'intérêt trop vital pour qu'on oblige les parties à les soumettre à l'arbitrage. » (P. D., vol. L, p. 1166).

Il nous semble, malgré tout, que l'on doive se prononcer en faveur de l'unité de juridiction qui est une garantie sérieuse de rapidité, de simplicité et de bon marché. Le principe de l'arbitrage est excellent : une fois adopté, il faut le généraliser, le rendre obligatoire dans tous les cas, sans exception.

La loi anglaise, tout au contraire, après avoir établi la règle, adopté l'arbitrage d'une manière définitive, offre aussitôt à la victime un moyen très pratique de s'y soustraire. Que fera l'ouvrier ? Il lui suffira d'alléguer que l'accident a été causé par la négligence personnelle ou par la faute volontaire du patron. Des preuves ? Il n'en a aucune à fournir ! Sur sa simple affirmation il lui sera permis de porter le litige devant les tribunaux de droit commun.

Qu'en résultera-t-il ? L'ouvrier deviendra la proie facile de ces agents d'affaires subalternes si répandus en Angleterre et surtout en Ecosse. Ces personnages de moralité douteuse guettent chaque accident et sont cons

tamment à l'affût d'une victime à exploiter. Sous prétexte de la conseiller, ils s'immiscent dans ses affaires ; leur but n'est pas de faire obtenir une indemnité, mais simplement d'accumuler les frais à leur profit.

On voit quel parti ces aigrefins pourront tirer du système consacré par la loi. L'ouvrier se dira qu'en agissant d'après le droit commun, c'est-à-dire en invoquant la faute ou la négligence du patron, il ne risque absolument rien. Si la chance est de son côté et qu'il obtienne gain de cause, la Cour peut lui allouer une indemnité illimitée, et, dans tous les cas, il ne peut pas obtenir moins que le minimum fixé par l'Act.

C'est pour prévenir ces abus que l'on aurait pu généraliser l'arbitrage et le rendre obligatoire sauf le cas de faute criminelle ou délictuelle du patron qui relève de la loi pénale.

Contracting-out.

La réparation des accidents du travail peut être organisée par le législateur sous des formes diverses. En mettant à la charge du chef d'entreprise la responsabilité des accidents professionnels, la loi ne le contraint pas nécessairement à prendre des mesures susceptibles de le couvrir des risques auxquels l'expose cette responsabilité et de garantir aux victimes le paiement des indemnités qui leur sont dues.

En d'autres termes, tantôt le législateur se borne à déclarer le patron débiteur des indemnités qu'entraîne la réparation des accidents, tantôt il lui enjoint de garantir, par la réalisation de dispositions convenables, l'exécution des obligations qui lui incombent.

Le premier système comporte à son tour une distinction suivant que le législateur n'autorise point le patron à s'exonérer de sa responsabilité par des moyens préventifs, ou lui permet, au contraire, de s'en affranchir à des conditions nettement définies.

Ces deux ordres d'idées sont représentés, l'un par le projet anglais du 8 mai 1896 qui proscriit tout contrat particulier permettant au patron de s'exonérer de l'application de la loi ; l'autre par les projets anglais des 2 février et 3 mai 1897, qui autorisent sous des conditions déterminées la substitution au régime de la loi, des clauses d'une convention privée (*contracting-out*).

Aux termes du projet du 2 février 1897, l'ouvrier pouvait renoncer au bénéfice de la loi, si un contrat intervenu entre lui et son patron lui garantissait une indemnité au moins égale à celle que la loi prévoyait.

Pour conclure avec ses ouvriers un contrat dans des conditions différentes, postérieurement à l'entrée en vigueur de la loi, le patron devait en soumettre les clauses à l'approbation du « Board of Trade » (Ministère du commerce) ; les contrats d'indemnité ou d'assurance antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi étaient maintenus et les ouvriers pouvaient s'y associer à l'avenir, pourvu que d'une part les termes du contrat eussent été, postérieurement à l'adoption de la loi, approuvés par le « Board of Trade » et que d'autre part le texte admis eut obtenu l'adhésion des 2/3 des ouvriers. Le « Board of Trade » devait du reste pour l'examen de ces contrats s'inspirer du tarif des indemnités annexé audit projet de loi et pouvait faire appel à un expert pour l'assister dans cet examen. Il lui appartenait en outre d'assurer l'indépendance du vote par le recours au scrutin secret

ou à tel autre procédé et de provoquer une nouvelle consultation des ouvriers au bout de trois ans au moins.

Le projet du 3 mai contenait sur ce point spécial des dispositions presque identiques à celles qui viennent d'être exposées. Comme le Bill du 2 février il reprenait le principe de l'amendement Dudley qui avait fait échouer, en 1893, le projet de M. Asquith.

La seule différence consistait dans la substitution du « Registrar des Friendly Societies » au « Board of Trade » comme autorité devant sanctionner et surveiller l'exercice du droit de « contracting-out ».

Le Bill fut pour ce motif et dès le premier jour l'objet d'une opposition systématique de la part du parti libéral et de son « leader », M. Asquith. L'ancien secrétaire d'Etat fidèle aux idées qu'il avait défendues devant la Chambre en 1893, aurait voulu supprimer la question même du « contracting-out » en refusant radicalement aux parties, à l'ouvrier ou au patron, le droit de déroger à la loi par des conventions particulières.

Des vœux, catégoriques et nombreux, furent émis en ce sens, pendant la durée de la discussion, soit par le Comité parlementaire des « Trade-Unions », soit par les associations professionnelles représentant les ouvriers. Le plan de M. Asquith était, tout en restant sympathique à l'ensemble du Bill, de reprendre contre ses adversaires politiques la manœuvre qui avait réussi contre lui en 1893, c'est-à-dire de déposer un amendement de portée restreinte condamnant la pratique du « contracting-out » et qui eut été vigoureusement soutenu par toute l'opposition, les « Trade-Unions » et une partie de la presse (Daily News etc.). La tentative échoua ou plutôt elle fut simplement esquissée.

Nous avouons, en ce qui nous concerne, que nous ne parvenons pas à distinguer la différence pratique existant entre ce que M. Asquith voulait permettre et ce qui était possible d'après le nouveau Bill, en matière de contrats entre maîtres et ouvriers, en vue de modifier les termes de la loi.

M. Asquith autorisait le maintien des sociétés de prévoyance (comme celle des grandes compagnies de chemins de fer) dont les ouvriers, soit en réalité, soit virtuellement, sont forcés d'être membres. Il laissait de plus aux intéressés la faculté de recouvrer les indemnités conformément aux dispositions de l'ancienne ou de la nouvelle loi.

Ce système très radical à son point de départ était obligé, en fait, pour ne pas porter un coup mortel à l'admirable mécanisme des sociétés de secours mutuels anglaises, de se tempérer lui-même et d'ouvrir tout naturellement la porte à des exceptions assez sérieuses. Tant il est vrai que les doctrines absolues ne sauraient exister qu'en théorie ! Toute législation, pour être complète et produire d'heureux résultats, doit être susceptible, dans la pratique, d'applications multiples et diverses, laisser une certaine marge qui permette de tenir compte des circonstances tout en imposant le respect des principes.

La théorie adoptée par le Gouvernement et que M. Chamberlain soutint devant la Chambre partait d'un point de vue entièrement opposé. Elle admettait le principe de la liberté des contrats, mais le mitigeait par des restrictions telles qu'il ne restait plus qu'un vestige, une ombre de « contracting-out ». On conservait l'idée ; en fait, on supprimait la chose.

Ces deux systèmes que l'on aurait pu croire inconciliables, se rapprochaient, en somme, d'assez près, tendaient insensiblement l'un vers l'autre en ne laissant subsister qu'une différence purement théorique.

La méthode proposée par le Bill fut également combattue lors de la discussion par les quelques rares partisans de la liberté des contrats. M. Geoffroy Drage, l'un des derniers disciples de l'École de Manchester, qui est à la Chambre des Communes le représentant des anciens préjugés et des idées arriérées, réclamait en faveur des ouvriers et des patrons une liberté absolue. Le législateur devait bien se garder d'intervenir dans cette grave question de la réparation des accidents. Tout serait fait — et bien mieux fait — par les intéressés, qui établiront eux-mêmes leur propre loi grâce à des conventions particulières. La loi positive doit respecter ce droit préexistant, appartenant à tous d'après les principes supérieurs du droit naturel et de la liberté humaine.

Cette thèse fut soutenue, à grand renfort de rhétorique par le député de Derby qui restait d'ailleurs un avec lui-même et ne faisait que conserver l'attitude qu'il avait déjà prise en 1894 au Congrès de Milan.

Le Ministre des colonies trouva quelques paroles particulièrement heureuses en répondant à M. Drage :

« L'honorable orateur qui vient d'occuper la tribune, nous a fait l'apologie de la liberté. Moi aussi je me déclare grand ami de toute liberté quand elle est juste et n'a pas de conséquence funeste. Tout droit individuel est, sans aucun doute, respectable mais en cette matière où il s'agit de pourvoir aux intérêts généraux de la totalité des ouvriers, la liberté qui vient d'être préconisée n'est

pas, en fait, une liberté juste et sociale : c'est l'anarchie.»

« Il faut une organisation pour dégager chacun de cette liberté qu'on a appelée la « liberté de mourir », il faut une organisation et si l'on en est partisan, on est partisan de la liberté et non de l'anarchie économique ».

Le principe de la liberté des contrats était ici plus que tout autre part, inadmissible (1). Qu'elle serait l'utilité de la loi si chacun pouvait par des moyens détournés se soustraire à son régime, en neutraliser les effets par des conventions particulières ? Le rôle du législateur deviendrait, ce nous semble, quelque peu platonique !

Adopter le système du « contracting-out » sans l'entourer aussitôt des restrictions indispensables, c'eût été livrer l'ouvrier sans défense à toutes les exigences possibles de certains patrons et faciliter des abus que l'expérience avait démontré fréquents (2) !

1. N'est-ce pas l'occasion de rappeler cette parole si vraie de Lacordaire : « Entre le fort et faible, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit. »

2. Voici, d'après le compte-rendu officiel (séance du 17 mai 1897, P. D., vol. XLIX, p. 679 et sq.), en quels termes M. Ascroft (Oldham), signalait les manœuvres indignes de certaines grandes Compagnies de chemins de fer anglaises à l'égard de leurs employés :

« J'aborde la question du contracting-out. — Il y a un fait matériel qui a produit sur certains d'entre vous, comme une pression morale, qui a décidé la plus grande partie de cette Assemblée, lors de la discussion de 1893-94 à se montrer favorable au principe de contracting-out.

« Il y a trois ans, on a abusé de vous en faisant miroiter à vos yeux un système de réparation, soit disant remarquable, inventé et mis en pratique par la Compagnie du London and North Western Railway.

« Eh bien ! messieurs, j'ai examiné à fond ce système ; j'ai reçu toute une correspondance à ce sujet et j'ai acquis la ferme convic-

Le patron qui dispose du travail, c'est-à-dire du pain de l'ouvrier peut, s'il est inhumain, vouloir profiter de sa situation privilégiée et imposer au travailleur un marché désavantageux. Il lui fera signer, au moment de son en-

tion que ladite Compagnie a trouvé là un excellent placement et un moyen malhonnête de se faire des revenus ! (most unfair money-making scheme).

« En cas d'incapacité totale, une indemnité hebdomadaire de 1 £ 1 shil. est servie « pendant 52 semaines » ! — En cas de mort de son mari, tué au service de la Compagnie la veuve reçoit une fois pour toutes la somme ridicule de 50 £ ! C'est un scandale !

« On oblige l'employé à signer un papier dans lequel il s'engage à décharger la Compagnie de toute responsabilité en cas d'accident, et lui reconnaît le droit de le renvoyer sans aucun motif, à un moment quelconque ! — L'argent provenant des retenues sur les salaires reste, bien entendu, acquis à la Compagnie. — Ceci est, il me semble, une escroquerie qui relève des tribunaux !

Voilà le système qu'une Compagnie riche et puissante comme la London and North Western accorde à ses ouvriers !

Les 50 £ que la Compagnie paye en cas de mort...

Sir J. Houldsworth (Manchester, N. W.). — Vous êtes dans l'erreur ; la somme payée est de 100 £ !

M. J. Burns (Battersea). — Il y a deux systèmes. L'un accorde 100 £ et l'autre 50 £ !

M. Ascroft. — Le T. H. Baronet est insuffisamment renseigné. — J'avais pourtant averti la London and North Western Co, dont il est ici le représentant autorisé, que j'attaquerais son système de contracting-out et son administration.

M. Speaker (le Président). — Je ne vois pas quel rapport peut exister entre le système adopté par une Compagnie privée et la seconde lecture du Bill !

M. Ascroft. — Je désire convaincre mes collègues qui ont, il y a trois ans, voté la clause de contracting-out, que ce système permet les pires abus et est une violation constante des droits de l'ouvrier.

J'aurais voulu dire quelques mots sur les procédés qu'emploie la L. and N. Western Co envers ses employés lorsqu'ils ont l'imprudence d'introduire une action contre elle...

trée à son service une renonciation au droit éventuel qu'il aurait eu, en cas d'accident, à recevoir une indemnité (1).

Nous avons vu en étudiant le « Lord Campbell's Act » qu'une pareille renonciation suffirait en cas de mort de la victime pour faire perdre à ses ayants-droit toute action contre l'employeur (*Suprà* p. 52 et sq.).

Tels sont les inconvénients pratiques du régime de « contracting-out ». Ils ont suffi pour lui aliéner toute la classe ouvrière anglaise. Ce résultat s'expliquera aisément quand nous aurons vu comment, en réalité, le système de « contracting-out » qui était par certain côté, assez favorable à l'ouvrier, se trouvait appliqué et comment il devint entre les mains des patrons un moyen très commode de s'immiscer dans les sociétés de secours mutuels

1. Voir les faits rapportés par M. Ruegg, Q. C., dans sa déposition devant le Select Committee de 1886 (Employers' liability; past and prospective legislation with special reference to contracting-out, p. 18). — Voici un exemple de convention par lui cité :

« En considération de l'emploi qui m'est donné par M. Henry Hermann, je m'engage en mon nom personnel et en celui de mes héritiers, exécuteurs ou administrateurs et de tous mes représentants éventuels quels qu'ils soient, et tant que je serai au service de M. Hermann à ne pas le considérer comme responsable à mon égard. Je renonce à toute indemnité qui pourrait m'être due à raison d'un accident ou d'un fait quelconque, survenu dans le cours de mon travail. Je décharge à l'avance ledit M. Hermann de toute responsabilité envers moi ou envers mes représentants personnels en cas de mort, de perte d'un membre, de maladie ou de tout autre préjudice physique résultant d'un accident « *quelle qu'en soit la cause* » et même s'il est dû à la négligence d'un autre employé de M. Hermann.

Je décharge également ledit M. Hermann de la responsabilité qui résulterait « *de sa négligence, de l'omission d'un devoir ou de la violation d'un statut* ».

Fait et signé en présence de....

Monnier

ouvrières, organisations puissantes dont l'employeur se fit donner la direction, chassant ainsi l'ouvrier de son propre domaine !

Les patrons eurent vite aperçu combien ce système d'assurance ouvrière mutuelle pourrait leur être profitable et tout le parti qu'il pourraient en tirer pour alléger le poids de leur responsabilité. Ils l'encouragèrent donc de tout leur pouvoir et y contribuèrent même en versant des cotisations ; petit à petit par des manœuvres habiles, les patrons dont les versements atteignaient à peine le quart du total obtinrent l'administration exclusive de ces sociétés.

C'est à ce moment qu'intervint le « contracting-out ».

En cas d'accident, si l'ouvrier voulait obtenir une indemnité il était obligé d'intenter des poursuites contre le patron, de s'adresser aux tribunaux. On remédia à cet inconvénient par des « arrangements » consistant en ce que, moyennant une somme déterminée et convenue d'avance, payée à la caisse des ouvriers, ceux-ci renonçaient à leur droit d'action et consentaient à ne poursuivre le patron ni d'après l'Act de 1880, ni d'après la « common-law ». C'était une convention commerciale : le patron payait une prime à la caisse de secours qui jouait alors le rôle de compagnie d'assurance.

Ce système eut été tolérable si l'ouvrier au lieu de dépendre absolument de son salaire eut été un capitaliste, pouvant, après réflexion, s'engager dans une aventure commerciale et discuter librement le montant de la prime à payer d'après la gravité du risque couru. Tel n'était assurément pas le cas !

Pourtant la pratique du « contracting-out pouvait, en l'espèce, présenter certains avantages en faveur des ou-

vriers. L'indemnité était réduite, il est vrai, mais sûre et elle n'eut peut être jamais-été obtenue par un autre procédé !

M. G. L. Campbell, secrétaire général de la caisse permanente de secours (Permanent Relief Fund) du Lancashire et du Cheshire a affirmé devant la « Labour commission » que les 110.000 ouvriers membres de l'Association centrale et qui ont eu recours au « contracting-out » sont beaucoup mieux protégés que leurs 157.000 camarades assurés d'autre manière. Ces 157.000 ouvriers ont la faculté d'intenter des poursuites contre le patron ! Or, d'après M. Wolff depuis le vote de l'Act de 1880, il n'y a pas eu une douzaine de procès dans les deux districts miniers de Northumberland et de Durham !

Avec le système du « contracting-out » la caisse garde une réserve en monnaie et lorsqu'un accident se produit la victime est payée aussitôt sans formalités et sans retards.

On peut se demander pourtant si la contribution du patron à ces fonds d'assurances est proportionnellement ce qu'elle devrait être par rapport à la responsabilité ?

M. Campbell a établi que ces contributions du patron avaient tendance à s'accroître. Il y a eu augmentation de 15 à 25 0/0 dans la caisse d'assurances du Lancashire. Les assurés frappés d'incapacité de travail ont ainsi obtenu 10 shillings par semaine au lieu de 8. Ces 2 shillings sont une différence notable et permettent de substituer un certain confort à une gêne absolue. Certains patrons, paraît-il, paient quatre fois plus qu'ils ne devraient le faire légalement. M. Balfour (député de Manchester et Premier Lord du Trésor) lors de la discussion de 1897, cita un cas où, à sa connaissance, le patron

payait 10 fois plus qu'il n'y serait obligé par l'Act.

Ceci est possible et c'est tout à l'honneur de certains maîtres qui savent estimer leurs ouvriers au delà de l'or produit par leur travail. Mais à côté de ces cas exceptionnels combien d'autres dans lesquels le patron fait à peine ce qu'il devrait !

Le « contracting-out », en généralisant les solutions amiables a permis d'éviter les procès et les frais de justice : cela constitue une véritable économie, un gain pour le patron qui n'a jamais payé assez cher cet avantage dont lui surtout profitait.

Tels sont les inconvénients plus ou moins sérieux du système. Admettons qu'il facilite les choses dans les cas de blessures légères. Mais, en général, l'indemnité n'est pas proportionnellement ce qu'elle devrait être lorsqu'il s'agit d'accidents graves qui méritent plus d'attention et qui laissent les victimes abandonnées à leur malheureux sort. L'ouvrier qui aura un doigt brisé pourra se tirer d'affaire, celui qui est frappé d'incapacité permanente ne pourra plus jamais gagner sa vie.

Sir A. Rollit a exposé devant la Chambre des communes le cas d'un employé de la Compagnie du London and North Western Railway auquel on a accordé 100 £ pour une incapacité totale et permanente. A 3 0/0 cela fait un peu plus de 1 shilling (1 fr. 25) par semaine. C'est insuffisant pour vivre !

Un mécanicien est tué. La Compagnie du South Eastern Railway donne 80 £ à la famille. Celle-ci manifeste l'intention de s'adresser aux tribunaux ; la Compagnie offre aussitôt volontairement (?) 400 £ !

S'il s'agit d'un jeune garçon, sa situation serait encore pire. Le voilà estropié pour le reste de ses jours avec un

magnifique capital de 40 ou 50 £, rarement plus !

« Un homme gravement blessé, dit M. Ruegg, obtient beaucoup moins avec ces « arrangements » d'assurances qu'avec l'Employers' liability Act. » — « Oui, répond M. Rollit, mais ce « beaucoup moins » est sûr. »

En fait l'ouvrier ne risquera jamais un procès surtout dans un service comme celui des grandes compagnies de chemin de fer qui se caractérise par un esprit de corps presque militaire. Il y a toujours des sinécures, des petites places secondaires réservées aux serviteurs estropiés qui se sont signalés par leur bonne conduite. Les Compagnies n'ont donc rien à craindre de ce côté : jamais un de leurs employés n'intentera contre elles la moindre poursuite. L'ouvrier est à la merci de son maître ! Assurément il gagne quelque chose dans l'« arrangement » qui résulte du contracting-out, mais il perd en même temps toute liberté d'action. La cotisation qu'il paie chaque semaine est un gage nouveau donné au patron qui est le seul juge du travail et de la conduite et a seul le pouvoir de congédier.

Or une clause de style dans ces contrats est que l'homme qui perd sa place, perd aussi la part à laquelle il avait droit dans les fonds de la société. Cette déchéance est contraire à la loi sur les sociétés de secours mutuels et c'est ce qui empêche souvent leur reconnaissance légale.

Il y a d'ailleurs d'autres violations de la loi qui constituent autant d'obstacles ayant pour effet de faire refuser aux Friendly Societies la personnalité civile. Ainsi il est absolument contraire à l'act de 1896 (Friendly Societies Act) qu'une caisse alimentée pour les $\frac{3}{4}$ au moins par les versements des ouvriers ne soit pas administrée par un comité de direction élu par les bénéficiaires ; or

ici le comité est entre les mains des patrons dont la contribution ne dépasse pas 1/5.

Comment peut-on permettre que des règles soigneusement édictées par le Parlement et reconnues indispensables pour la protection des intérêts des ouvriers soient délibérément et constamment violées par les patrons.

D'ailleurs n'est-il pas injuste de laisser l'ouvrier dans une telle dépendance vis-à-vis de l'employeur ? Il a perdu toute liberté de mouvement, il est dans la main de son maître qui a accaparé pour lui seul tous les avantages du contrat.

Le système de contracting-out a donc eu pour résultat final de faire disparaître le patron dans la coulisse et de développer cette idée qu'on devait non pas augmenter sa responsabilité, mais stimuler la prévoyance de l'ouvrier et l'encourager à l'épargne. Il a transformé cette question de haute morale : la responsabilité de l'employeur en une pure transaction commerciale.

Le « contracting-out » est donc détesté par la masse des travailleurs anglais qui ne voient dans cette pratique qu'un moyen de tourner la loi et de rendre illusoire une mesure de protection que le Parlement leur avait donnée.

M. J. M. Ludlow qui connaît bien les opinions de la classe ouvrière et les sentiments qui la guident, avoue franchement que : « a moins qu'il n'existe déjà une confiance absolue entre le patron et l'ouvrier, la création d'un fonds commun alimenté par les deux parties, tend, non à améliorer, mais à aggraver les relations qui existent entre elles. »

Cette question, ne l'oublions pas, touche de près aux intérêts du public (il faut entendre par là tous ceux qui payent l'impôt). Le contribuable a un intérêt très direct

à voir disparaître tout ce qui peut avoir comme résultat de « fabriquer » des pauvres. « Le contracting-out, d'après sir John Gorst, est une violation certaine des droits de la communauté ! Le principal avantage de ce système est, pour le patron, de faire retomber sur la société l'entretien des malheureux devenus incapables de gagner leur vie. »

L'employeur n'a pas le droit de faire de l'argent avec le travail de l'ouvrier, puis lorsque celui-ci est à bout de forces ou incapable de continuer son service, de le jeter à la charge du public qui devra en prendre soin à ses frais.

« *Chi mangia la carne è in dovere di peluccare le ossa* » dit un proverbe italien. Ces débris humains, ces scories par lesquelles tout métal a été coulé dans la fonderie, ou extrait de la mine, sont des invalides de l'industrie. C'est à l'industrie d'y pouvoir !

Le gouvernement de 1897 semblait cependant attacher une grande importance au maintien du contracting-out dans la loi. Ce droit qui appartiendrait aux ouvriers et aux patrons de convenir entre eux de systèmes de réparation spéciaux devait, d'après M. Chamberlain, s'il était bien réglementé et surveillé de près, produire d'excellents résultats.

Une convention spéciale pourra, en effet, s'adapter aux intérêts particuliers des parties, faire varier les systèmes avec les besoins et les circonstances. Elle tiendra compte, bien mieux qu'aucune loi, des conditions et des intérêts du commerce et de l'industrie locale. La loi, en effet, s'applique en bloc à toute l'industrie du pays et ne peut entrer dans les détails d'application.

D'ailleurs, on doit l'espérer, il y aura toujours des patrons qui feront volontairement des sacrifices beaucoup plus grands que ceux auxquels la loi les oblige. Ils trou-

veront là un moyen légal très simple d'accorder à leurs ouvriers une échelle de réparation plus libérale.

Un troisième avantage, et s'est assurément le plus important au point de vue social, c'est que le contracting-out peut avoir une influence très salubre sur les relations entre employeurs et employés. Ces conventions particulières naissent d'une bonne volonté réciproque, d'un effort combiné du patron et de l'ouvrier qui cherchent à appliquer la loi de la manière la plus favorable à leurs intérêts respectifs. Elles semblent donc, par leur caractère de mutualité, garantir des rapports pacifiques entre le maître et son serviteur.

Ce dernier point surtout semble avoir décidé le législateur de 1897 à conserver une pratique susceptible après tout de produire de bons résultats. Il a d'ailleurs pris les mesures nécessaires pour prévenir les abus que l'expérience avait démontré possibles.

Il fallait tout d'abord empêcher que le contracting-out ne fût pour le patron un moyen de tourner la loi et d'économiser son argent au détriment des victimes.

C'est dans ce but que l'article III du Workmen compensation Act décide que les systèmes particuliers de réparation convenus entre patrons et ouvriers, devront dans leur ensemble être aussi avantageux pour la généralité des ouvriers et de leurs ayants-droit que les dispositions mêmes de la loi. Le taux légal des indemnités est un minimum au-dessous duquel aucun système ne pourra descendre. Le patron peut accorder plus, jamais moins.

Cette disposition permettra aux Friendly societies de continuer leur fonctionnement comme par le passé. Mais dans tous les cas où l'employeur ne contribuait à l'ali-

mentation du fonds de ces sociétés que dans une mesure insuffisante, ses versements devront augmenter.

Il restait, après avoir posé ce principe, à en surveiller de près l'exécution. Ce soin est confié (article III) au Registrar des Friendly societies (1), fonctionnaire du gouvernement déjà chargé de la vérification des statuts des sociétés de secours mutuels. Le Registrar, après s'être rendu compte de la valeur du système qui lui est proposé en remplacement de la loi, donnera ou refusera, s'il y a lieu, le certificat nécessaire à la validité du contrat intervenu entre ouvriers et patrons.

La mission du Registrar sera souvent délicate : aussi fallait-il lui donner des pouvoirs en rapport avec la difficulté de sa tâche. L'article III lui donne un droit de décision et d'appréciation absolu. Il pourra, par des enquêtes personnelles auprès des ouvriers ou du patron, chercher à connaître leur opinion, les motifs qui les ont décidés à adopter une convention particulière, ou les résultats qu'ils en attendent dans la pratique.

Au cours de la discussion du Bill (séance du 5 juillet 1897) plusieurs membres de l'opposition (M. J. Wilson (Durham, Mid), J. Wilson (Falkirk Burghs), Tomlinson,

4. La désignation du Registrar, comme autorité extérieure ayant à se prononcer sur la valeur des conventions qui lui seront soumises, était approuvée par les uns et fort discutée par les autres.

D'après sir Ch. Dilke, « on ne pouvait faire un meilleur choix dans tout le pays. — Le Registrar possède une grande compétence et il est, plus que tout autre, familiarisé avec les calculs d'assurances et le fonctionnement des Sociétés de secours mutuels. — Il était impossible de trouver un juge plus impartial et plus capable ».

M. W. S. Robson (South Shields), émettait une opinion toute différente : « Je tiens, disait-il, à protester d'une manière énergique contre les pouvoirs arbitraires que vous donnez au Regis-

Thomas Burt, Gibson Bowles) insistèrent sur l'utilité qu'il y aurait de trouver un procédé, d'application facile, qui permit de connaître les désirs des ouvriers avec des garanties de sincérité et de véracité.

« Je n'en vois pas d'autre qu'un scrutin, déclarait M. J. Wilson (P. D., vol. L, p. 1265). Il est facile de connaître les sentiments des patrons, qui sont relativement peu nombreux, mais beaucoup plus difficile de savoir ce que veulent les ouvriers. Le vote serait un moyen pratique et sûr de connaître leurs désirs ».

M. Woods, répondant ainsi au vœu de plusieurs de ses collègues, déposa l'amendement suivant qui complétait l'article III :

« Aucun système de réparation ne pourra obtenir le certificat du Registrar s'il n'a été préalablement approuvé, dans un scrutin (ballot), par la majorité des ouvriers employés au service du même patron. Le Registrar fixera lui-même les conditions, la date, et le lieu de ce vote. »

trar. — L'intrusion continuelle et progressive de fonctionnaires permanents nommés par le pouvoir central et ayant la haute main dans l'administration intérieure des districts, est un danger qu'il faut signaler. — C'est un envahissement, un flot qui monte sans cesse et dont le niveau s'élève avec chaque nouveau projet déposé par le gouvernement ! Nous arriverons bientôt à un état de choses déplorable, dans lequel la totalité du pouvoir administratif et une grande partie du pouvoir législatif appartiendront à des fonctionnaires permanents, nommés par le gouvernement. — C'est une calamité qu'il faut prévoir et détourner » (P. D., vol. L, p. 1269).

Sir J. Joicey se montrait également hostile à l'intervention des agents du pouvoir central : « C'est une grande faute, disait-il, que de laisser des questions aussi délicates à l'entière discrétion des fonctionnaires du gouvernement. Un fonctionnaire est ordinairement un homme d'esprit étroit (narrow-minded), qui n'a que des vues mesquines et incomplètes. — Avouez qu'il sera au-dessous de son rôle, si vous confiez à un tel juge la défense des intérêts de l'ouvrier. » (P. D., vol. L, p. 1268).

M. Woods faisait remarquer que ce procédé était consacré par le Coal Mines Regulation Act de 1887. A sa connaissance, certaines conventions ainsi votées avaient duré jusqu'à 7 ans, sans subir aucune modification.

« Les mineurs, disait sir James Joicey, sont à tout instants consultés par voie de scrutin ; c'est une méthode excellente et que vous écarterez malgré ses évidentes qualités pour donner la préférence à un système d'enquêtes personnelles du Registrar, qui lui est de beaucoup inférieur (P. D., vol. L, p. 1268). »

L'amendement Woods fut repoussé par le gouvernement et conséquemment par la Chambre (163 voix contre 108 ; Division list 273) . L'attorney général considérerait comme impossible que les ouvriers pussent, par un vote déterminé, lier et engager les camarades qui leur succéderaient dans le même emploi. « Nous ne pouvons admettre cela comme principe, déclarait sir Richard Webster ; mais il sera toujours permis au Registrar, s'il trouve utile de faire exprimer les desir des ouvriers dans un scrutin, d'autoriser ou d'ordonner un pareil vote. Ce sera un système facultatif ; nous ne voulons à aucun prix le rendre obligatoire. » (P. D. vol. L, p. 1264.)

Sir M. W. Ridley, constatait que le Registrar aurait sans doute fréquemment recours à ce procédé puisque c'était là une méthode infaillible de connaître ce que peuvent les ouvriers dans tel ou tel cas. « Mais, ajoutait le Ministre, ce serait une erreur de croire que c'est le seul système possible. On peut fort bien supposer que les ouvriers de telle ou telle industrie fassent partie d'une vaste et puissante Trade-Union, telle que celles que représentent dans cette chambre mon honorable collègue

de Mid Durham (J. Wilson) ou le député de Wansbeck Division (Th. Fenwick).

« Viendra-t-on dire que dans ce cas il est nécessaire pour le Registrar de procéder à un vote au lieu de prendre l'opinion des directeurs de la Trade-Union ? C'est un exemple entre beaucoup. J'admets pourtant que la plupart du temps il sera préférable de recourir à un scrutin ».

Le certificat accordé par le Registrar sera valable pour une durée limitée de cinq ans au moins.

L'article III prévoit le cas où un système de réparation deviendrait, dans le cours de son application, moins avantageux pour l'ouvrier que les dispositions de la loi. Le Registrar peut, malgré la plus scrupuleuse attention, être induit en erreur, et donner son approbation à un contrat contenant des vices cachés, qui sur le papier présentait une tournure satisfaisante et que la pratique démontre peu favorable aux employés du patron. Le législateur n'a pas voulu qu'une pareille erreur produisît des conséquences irréparables. Il a donc réservé aux ouvriers le droit de saisir le Registrar soit directement, soit par mandataire, d'une plainte motivée. Le Registrar aura dès lors toute latitude pour révoquer le certificat.

La révocation peut être également demandée par les intéressés lorsque les dispositions de la convention intervenue entre eux et le patron est violée ou que le système n'est pas loyalement appliqué.

Le certificat sera toujours refusé à un contrat qui contiendrait pour les ouvriers l'obligation d'y adhérer comme condition de leur engagement.

Si un certificat est révoqué ou expire, les sommes ou garanties conservées pour l'application du système seront distribuées selon les dispositions arrêtées de concert

entre le patron et les ouvriers ou déterminées, en cas de désaccord, par le Registrar des Friendly Societies.

Quels seront sur la pratique même du contracting-out les effets de la nouvelle loi ? L'avenir nous le dira.

Ces conventions particulières semblent, si l'on s'en tient aux simples apparences, devoir être assez rares puisque les patrons philanthropes qui accorderont à leurs ouvriers une échelle de réparation plus élevée que celle de la loi seront la petite minorité.

La question ne ferait aucun doute si l'on en croit M. Asquith, qui déclarait à la Chambre des communes que le nouveau Bill « donne, en fait, le coup de grâce à la pratique mourante du contracting-out. »

« Nous célébrons aujourd'hui les obsèques du contracting-out, disait M. Asquith lors de la 3^e lecture (P. D. vol. L, p. 1287). La porte est à jamais fermée aux influences illicites, aux pressions inavouables, à toutes ces pratiques malhonnêtes que le système en question rendait inévitables. C'est sur ce terrain que je m'étais placé en 1893 pour demander sa suppression définitive : notre attitude n'a pas été comprise et nos efforts sont restés vains.

« Le Bill qui vous est actuellement soumis aboutit, en réalité, au même résultat que mon projet de 1893 ; mais il y arrive moins franchement et d'une manière très indirecte.

1. Nous trouvons dans le compte-rendu officiel de la séance du 1^{er} juillet 1898 (P. D., vol. LX, p. 796), date de l'entrée en vigueur de la loi, les renseignements suivants apportés à la tribune par sir M. White Ridley, ministre de l'Intérieur, en réponse à une question de M. S. Evans (Glamorgan, Mid.).

Le Registrar general des Friendly Societies avait jusque-là reçu

« Etant donné que tout effet pratique est refusé aux systèmes résultant de contrats libres s'ils ne sont approuvés par le Registrar, étant donné, de plus, qu'aucun système, même muni de cette approbation, n'aura d'effet pratique et de portée s'il y a eu erreur du Registrar et que dans ce cas le patron sera tenu de payer la différence, je me demande ce que devient dans ces conditions votre principe intangible de la liberté des contrats et du contracting-out ?

« Quel avantage le patron aura-t-il à contracter en dehors du Bill puisqu'il ne peut en éluder, en modifier les dispositions au détriment de l'ouvrier ?

26 demandes en vue d'obtenir le certificat exigé par le Workmen Compensation Act en application du droit de « contracting-out ». — Chacune de ces demandes était accompagnée d'un exposé des vues des ouvriers et des patrons et d'un rapport succinct sur les avantages du système que l'on se proposait d'adopter.

Dans les cas où le nombre des ouvriers favorables au système ne représentait pas la totalité de ceux qu'employait le patron, ce dernier avait affiché dans ses locaux une copie imprimée du système de réparation proposé, en faisant bien ressortir dans un « avis » spécial et à la suite de cette copie, qu'un ouvrier quelconque avait le droit d'envoyer au Registrar les objections qu'il croyait devoir formuler. — Lorsque de semblables objections ont été présentées, le Registrar les a examinées avec soin, et lorsqu'elles lui ont paru fondées, il a exigé la modification du système qui lui était soumis. — Il a même agi spontanément de la sorte lorsque l'intérêt de l'ouvrier l'y invitait.

Aucun ouvrier n'a demandé à être entendu en personne.

Sur les 26 certificats demandés, 6 seulement ont été accordés dans des entreprises relatives à l'industrie des mines, travaux du génie civil, construction de navires et fabrication du ciment de Portland.

Les usines dont les ouvriers bénéficiaient de ces six certificats sont situées à Portland, Forest of Dean, Garforth, Wednesbury, Newcastle et Rugby.

« Le contracting-out, dans ces conditions, est une imposture et une farce et toute la rhétorique dépensée aux dernières élections était fourbe, creuse et inutile. » (P. D. vol. L, p. 1289.)

Cette conclusion nous paraît pour le moins exagérée et dictée par un parti pris évident. Les inconvénients graves que peut produire ce système et que M. Asquith se plaint à grossir, ne doivent pas complètement éclipser les avantages qu'il est susceptible de procurer s'il est bien réglementé et judicieusement appliqué.

Le contracting-out, trouvera au contraire, sous l'empire de la dernière loi, un nouveau et vaste domaine. Il permettra certaines combinaisons également profitables au patron et à l'ouvrier : nous voulons parler des caisses de prévoyance mixtes et des contrats d'assurance passés entre les patrons et les sociétés de secours mutuels.

Les bons côtés du système qui se manifesteront de la sorte, ressortiront plus nettement encore lorsque nous aurons étudié la question des garanties données par la nouvelle loi aux victimes des accidents du travail en cas d'insolvabilité de l'employeur.

Garanties données à la victime contre l'insolvabilité du patron.
Assurance.

L'assurance obligatoire est la conséquence nécessaire, le corollaire indispensable du risque professionnel.

La loi serait inutile si son rôle devait se borner à de vaines proclamations de principes ! Après avoir établi les règles, il faut en garantir l'observation.

« Pour donner aux ouvriers victimes d'accidents un

droit à indemnité qui ne soit point illusoire, disait M. Marvéjoulx (Rapport fait au nom de la commission des assurances sociales, voir *Bulletin du comité permanent* 1897, p. 321), il ne suffit pas de réglementer les compagnies privées d'assurances contre les accidents, ni même d'organiser une institution d'Etat en concurrence avec ces compagnies, il faut rendre l'assurance obligatoire.

« Laisser aux patrons la liberté de ne pas s'assurer, ce serait, en effet, fausser le principe de la responsabilité établi dans la loi.

« La plupart d'entre eux reculeraient devant les primes élevées que demandent les compagnies d'assurance et seraient plus tard ruinés par l'obligation de constituer, au jour de l'accident, le capital d'une indemnité peut-être considérable.

« L'assurance obligatoire s'impose donc si l'on veut que les ouvriers soient certains de toucher l'indemnité qui leur est promise par la loi, et que les patrons ne soient pas ruinés par le paiement de cette indemnité. »

L'intérêt des ouvriers ne peut faire aucun doute : pour que le travailleur, victime d'un accident, soit certain d'être indemnisé ce ne serait pas assez de mettre nominalelement l'indemnité, à la charge de l'employeur, il faut, de plus, que la loi garantisse la victime contre l'insolvabilité éventuelle du patron. Sans quoi l'œuvre du législateur sera incomplète et forcément réduite à l'impuissance.

Mais — etc'est ce que l'on a trop souvent feint d'ignorer, — l'intérêt des patrons est ici le même que celui des ouvriers. La grande industrie peut (le système allemand l'a prouvé), sans un accroissement excessif de ses frais généraux, supporter les charges nouvelles que lui impose le risque

professionnel à raison du grand nombre d'ouvriers qu'elle emploie. Jamais, dans les industries prospères et bien organisées, les patrons n'ont attendu d'y être contraints par la loi pour s'assurer contre les mauvaises chances et créer, avec ou sans le concours de leurs ouvriers, des caisses de secours et de prévoyance ou pour assurer collectivement leurs employés à des compagnies. (Voir les résultats de l'enquête de l'Office du travail sur les assurances collectives contre les accidents. *Bulletin de l'office du travail*, 1898, p. 281 et sq.)

Au contraire le danger devient sérieux lorsqu'il s'agit de petites entreprises se maintenant péniblement, où la moindre majoration des frais généraux sera immédiatement ressentie, provoquant une crise fatale. Le petit patron, en effet, qui n'occupe qu'un nombre restreint d'ouvriers, négligera le plus souvent de s'assurer et faute d'avoir pris cette précaution il sera jeté dans le plus grand embarras, poussé vers la ruine si un accident grave vient à se produire. D'autre part la victime qui eût été indemnisée si elle avait été au service d'un grand industriel, se trouvera privée de toute ressource.

Ajoutons que le plus grand nombre des accidents se produit chez les petits patrons dont l'outillage est moins perfectionné, moins bien entretenu et fonctionne souvent dans des locaux insuffisants et mal appropriés.

L'intervention du législateur nous paraît ici absolument justifiée et même indispensable pour protéger l'em-

1. « En 1896, déclarait M. Boediker, président de l'Office impérial allemand des assurances, nous avons distribué 57.347.673 marks (71.684.594 fr.) entre 452.953 personnes. — Il est certain que, sans une organisation générale reposant sur la loi, il n'eût pas été possible d'indemniser les blessés aussi largement. »

ployeur contre sa propre indifférence et l'empêcher de tomber avec ses ouvriers blessés à la charge de la société.

« En pareil cas, dit M. Maurice Block, dans son rapport à l'Académie des sciences morales et politiques sur les assurances ouvrières en Allemagne », ce n'est pas une vertu privée, la prévoyance, que le législateur veut inculquer, ce qui ne serait peut-être pas sa mission, mais une mesure de police qu'il prend comme lorsqu'il borde la rivière d'un parapet. Si l'autorité publique a le droit d'empêcher qu'on tombe dans l'eau, pourquoi n'aurait-elle pas celui d'empêcher qu'on tombe à la charge d'autrui ? »

L'intérêt personnel ne serait pas un mobile suffisant pour déterminer les hommes à prendre les précautions nécessaires. Même quand la loi aura aggravé la responsabilité patronale, il en sera de l'assurance contre les accidents comme il en est si souvent encore de l'assurance contre l'incendie. Combien déplorent de ne pas s'être assurés au lendemain d'un sinistre qui a dévoré leur avoir ! Combien de chefs d'entreprise regretteraient de ne pas avoir eu recours à une assurance contre les accidents lorsqu'ils auraient vu leurs ressources absorbées par la réparation d'une catastrophe !

1. Le système de l'assurance obligatoire, les détails d'application étant réservés, paraît rallier les suffrages de la majorité des écrivains qui ont étudié le problème. — Il a été nettement préconisé par plusieurs congrès internationaux, spécialement par le Congrès de Milan de 1894. — Il est cependant encore aujourd'hui, vivement attaqué par plusieurs économistes libéraux, notamment par M. Yves Guyot qui, récemment, au Congrès international des accidents, tenu à Bruxelles en juillet 1897, n'hésitait pas à qualifier de banqueroute l'expérience allemande et qui mettait naïvement sous cette forme humoristique le législateur français en

L'exemple des pays étrangers est instructif à cet égard. Les législations allemande et autrichienne reposent sur le principe de l'assurance obligatoire; la Suisse est entrée dans cette voie après avoir défini et étendu la responsabilité patronale et reconnu l'insuffisance de son système; il en est de même de la récente loi norvégienne et de la loi française du 9 avril 1898; le Parlement italien a également manifesté la tendance de garantir le paiement des indemnités dues aux victimes des accidents du travail.

La prospérité toujours croissante de l'industrie allemande démontre à l'évidence que l'obligation de l'assurance n'est pas une cause d'affaiblissement économique pour le pays qui l'adopte.

Le Parlement anglais s'est-il conformé à ce mouvement général de la législation européenne? En aucune manière! La loi de 1897 ne reconnaît nullement le principe de l'assurance obligatoire et n'institue pas même, comme

garde contre les importations d'Outre-Rhin : « Il faut bien faire quelque chose — nous dit-on. » Je réponds : Il vaut mieux ne rien faire que de faire un sottise. — Un médecin du temps de Molière, appelé auprès d'un malade, se serait considéré et aurait été considéré comme indigne de toute confiance, s'il n'avait fait quelque chose : prescription du ressort de M. Purgon, boulette de mie de pain ou potion d'*aqua simplex*. — Les docteurs en science sociale jouent actuellement le rôle des médecins de Molière. Ils font des diagnostics aussi alarmants que sont décevants leurs pronostics, et ils veulent faire quelque chose à tout prix, sans même savoir exactement ce qu'ils feront, alors que l'expérience a prouvé l'échec de ceux qui ont voulu faire quelque chose... Pourquoi donc nous croire obligés d'entrer dans les vues des chercheurs actuels de la pierre philosophale en science sociale? (Voir Pic, Etude critique sur la loi du 9 avril 1898, *Revue d'Ec. pol.*, 1898, p. 509).

la nouvelle loi française du 9 avril 1898, une garantie officielle contre l'insolvabilité du patron débiteur.

Si l'on parcourt le texte de l'Act du 6 août et des deux annexes qui le suivent et le complètent, on ne trouvera qu'une seule allusion à l'assurance, consacrant d'ailleurs d'une manière expresse le principe de la liberté absolue laissée à l'employeur, qui résultait déjà du silence même de la loi.

Nous voulons parler de l'article 5 d'après lequel, si le patron a cru opportun de s'assurer, l'ouvrier victime d'un accident, aura, en cas de faillite, un privilège sur l'indemnité due par l'assureur.

Cette disposition n'existait pas dans le Bill primitif. D'après le projet du 3 mai, les créanciers privilégiés du failli auraient pu toucher, à l'exclusion de la victime, toutes les sommes dues par une compagnie d'assurances en raison de l'accident.

Sir R. Reid, désireux de conserver à l'ouvrier le bénéfice de l'assurance quand elle existerait, déposa un amendement dans ce sens (séance du 1^{er} juin 1897; P. D., vol. L, p. 70). Telle est l'origine de l'article 5 de la loi dont le but est d'empêcher que l'indemnité qui doit avoir un emploi bien déterminé, ne soit confondue dans l'actif à partager et détournée de sa destination logique au profit des autres créanciers. L'ouvrier sera ainsi certain d'obtenir le montant des sommes provenant de l'assurance contractée en sa faveur. C'était vraiment la moindre garantie que la loi pût lui accorder !

Une autre tentative parallèle à la précédente mais de portée beaucoup plus grande fut faite par Sir Charles Dilke, qui déposait au nom de l'un de ses collègues (M. S. Evans Glamorgan) l'amendement suivant :

« Toute créance résultant d'une indemnité payable d'après le présent Act viendra, en cas de faillite ou de déconfiture, au même rang que les salaires et jouira du privilège donné par l' « Act sur les paiements privilégiés en cas de faillite » (Preferential Payments in Bankruptcy Act, 1888) (P. D., vol. L, p. 71). (1)

Les créances d'indemnités seraient donc venues en concurrence avec les créances de salaires, la victime et l'ouvrier se seraient partagés au marc le franc et à l'exclusion des créanciers ordinaires, l'actif de la faillite.

L'amendement Evans présentait sur l'amendement Reid un très grand avantage : il se serait appliqué même en cas de non-assurance du patron. L'ouvrier obtenait ainsi une garantie partielle, mais générale.

M. J. B. Balfour (Clackmannan and Kinross), en essayant de justifier ce système constatait que le droit de priorité qui garantissait le paiement des salaires en cas de faillite s'explique par ce fait que le travail pour lequel ces salaires sont dus a contribué à créer une partie de l'actif qui reste et que les créanciers auront à se partager. « Le principe de l'amendement qu'on vous propose, continuait-il, est de considérer les charges résultant du paiement des indemnités comme faisant partie du coût de production. S'il en est ainsi, le paiement d'une indemnité pour perte de la vie ou dommage physique doit, au même titre que les salaires, être considéré comme privilégié. »

1. L' « Act sur les créances privilégiées en cas de faillite » garantit les salaires échus, gagnés par l'ouvrier au service du patron pendant les deux derniers mois qui ont précédé la mise en faillite ou la déconfiture. — Ces salaires ne seront privilégiés que jusqu'à concurrence d'une somme de 20 £ (500 fr.).

On fit valoir contre ce principe que l'amendement Evans s'il était voté aurait pour conséquence immédiate, en pratique, de détruire le crédit du patron.

Quel est le banquier ou le capitaliste qui prêterait de l'argent à un industriel ou à un commerçant s'il se savait exposé à voir sa créance, en cas d'accident, primée par celles des victimes s'élevant peut-être à des milliers de livres ? L'obligation de payer les salaires était, d'après l'Act de 1888 auquel on se rapportait, certaine et limitée et le droit de priorité ne pouvait s'exercer que jusqu'à concurrence d'un maximum relativement modéré. Il n'en serait plus de même en présence d'accidents ou de catastrophes, la responsabilité civile de l'employeur étant dans certains cas absolument illimitée.

Le présent amendement se retournerait donc contre les ouvriers eux-mêmes : il serait la ruine de l'industrie puisque les patrons ne pourraient plus se procurer d'argent à un taux raisonnable.

« Sur quoi se fonderait-on, demandait M. Parker Smith (Lauarkshire, Partick) pour donner à ce droit à indemnité de l'ouvrier un caractère sacro-saint ? Evidemment je désirerais voir toutes les victimes obtenir intégralement ce qui leur est dû, mais je ne conçois pas pourquoi on leur accorderait dans notre législation une situation meilleure que celle des autres créanciers. » (P. D., vol. L, p. 70).

Et M. Chamberlain, intervenant à son tour faisait cette déclaration vraiment déconcertante qui pourrait, si elle était prise à la lettre, laisser croire que le gouvernement actuel est par principe opposé à toute législation d'assurance :

« Une autre critique dont je reconnais l'importance est

que nous n'avons pas garanti la victime contre la faillite possible du patron débiteur de l'indemnité.

« Ceci est une question qui est tout à fait en dehors du Bill. Il est évident que ce serait une loi bien utile, si elle était possible, que celle qui obligerait chaque débiteur à payer ses dettes. Mais j'avoue qu'il m'est impossible d'apercevoir pour quelles raisons l'insolvabilité serait un mal plus grand lorsque le créancier qui court les risques est un ouvrier victime d'un accident. Je connais des exemples absolument tragiques de pauvres gens ayant économisé quelque argent pour leurs vieux jours et qui se sont trouvés ruinés par la faillite d'une Friendly society ou d'une banque !

« C'est un grand malheur assurément ! mais jamais aucune législation n'a pensé à garantir ces personnes contre de pareilles pertes qui découlent des risques inévitables que court toute créance. Il serait, à mon avis, parfaitement illogique de protéger les ouvriers blessés contre la faillite du patron et de laisser de côté tous les autres cas où l'insolvabilité de l'employeur provoque des souffrances aussi graves !

« Je demande donc qu'on n'insiste pas sur cette question qui n'a rien de commun avec notre Bill. (P. D., vol. XLIX, p. 808).

Ce point de vue est absolument faux. La victime d'un accident du travail n'est pas un créancier ordinaire. Le créancier ordinaire serait, par exemple, le capitaliste qui a prêté de l'argent dans le but d'en retirer un intérêt, ou le commerçant qui a vendu ses marchandises à crédit dans le but de réaliser un bénéfice.

L'indemnité est tout autre chose ! Ce n'est pas une « affaire » ! Où serait le lucre, le profit ? Est-ce de rece-

voir une somme infime en réparation d'un préjudice physique grave et qui sera peut-être permanent ?

L'indemnité d'autre part est une dette qui naît de la loi même et non d'une convention, le paiement des créanciers est d'ordre privé et d'importance secondaire ; la réparation des accidents du travail est essentiellement d'ordre public et la solvabilité du patron doit être garantie par le législateur. La société, nous l'avons vu, y est directement intéressée.

Un troisième amendement dont le but était comme les précédents de remédier à cette grave lacune, fut présenté lors de la deuxième lecture du Bill par Sir James Joicey (P. D., Vol. L, p. 1251). Il était ainsi rédigé :

« Le patron aura la faculté de se substituer à un moment quelconque, dans la responsabilité qu'il encourt d'après l'Act, la caution et la garantie d'une compagnie ou d'une société d'assurances préalablement approuvée par le secrétaire d'Etat du Home Department. Celui-ci délivrera, s'il y a lieu, un certificat garantissant la solvabilité de ladite compagnie ou société et constatant qu'elle a pris à son compte la responsabilité de l'employeur. Dans ces conditions le patron sera déchargé de toute responsabilité civile encourue d'après le présent Act en cas d'accident. »

Cet amendement n'était pas suffisamment clair.

Le certificat délivré par le ministre de l'Intérieur constituait-il une simple mesure de police et de surveillance, une simple vérification de la solvabilité actuelle de la compagnie, ou n'était-ce pas plutôt dans la pensée de Sir Joicey une véritable garantie de solvabilité, le gouvernement se portant fort du paiement de l'indemnité et engageant ainsi la responsabilité même de l'Etat ?

Dans le premier cas, le système eût été acceptable. L'« arrangement » intervenu entre le patron et la compagnie d'assurance et résultant de l'exercice du droit de contracting-out eût été facultativement soumis au contrôle de l'Etat. L'intervention de la puissance publique, si contraire au tempérament anglais n'eût pas été généralisée. Elle était simplement nécessaire pour produire certains effets, pour donner au « contracting-out » son maximum de conséquences et empêcher le patron de se substituer une personne insolvable dans son obligation envers l'ouvrier.

Réduit à ces justes limites, l'amendement du député de Durham pouvait paraître satisfaisant.

Il n'en était plus de même, dans le second cas, si ce système tendait à se rapprocher plus ou moins d'une « assurance par l'Etat », qui n'est pas une conséquence nécessaire de l'obligation. L'Etat ne pourrait être assureur sans de très grands périls. Son devoir principal est de garantir, dans tous les cas, l'entière application de la loi et de veiller à ce que les fonds qui forment le gage des assurés soient placés conformément aux lois et règlements, mais il ne doit pas faire d'assurance sous peine de s'écarter de son rôle normal et d'être entraîné à garantir toutes sortes de risques.

L'honorable baronet ne se rendait peut-être pas un compte exact des conséquences de son système et de la difficulté des problèmes qu'il soulevait et qu'il eût été impossible de résoudre dans un amendement de quelques lignes !

Ces diverses tentatives bien que n'ayant pas réussi sont cependant intéressantes, parce qu'elles montrent quel est « l'état d'esprit » de la Chambre des Communes sur cette

grave question de l'assurance qui ne nous paraît pas encore « mûre » en Angleterre.

Elles permettent de conclure à l'existence actuelle d'une minorité nettement favorable au principe de l'obligation, bien que paraissant peu d'accord sur les moyens à employer, est sur le système d'assurance à adopter.

Plusieurs orateurs et des plus influents (M. Asquith Sir Ch. Dilke (1), Sir J. Joicey, Sir A Rollit, M. Wilson et Wolff) préconisèrent, pendant le cours des débats parlementaires, l'imitation du système allemand.

Nous ne croyons pas, pour notre part, que la méthode allemande puisse jamais être importée en Angleterre avec quelque chance de succès. Elle convient peut-être fort bien aux conditions sociales et économiques de l'Allemagne ; mais l'adopter en Angleterre avec ses groupements obligatoires et son contrôle centralisé ce serait méconnaître les traditions et les tendances les plus vives de l'industrie nationale. L'opinion publique, si puissante chez nos voisins d'outre-Manche, et moins disciplinée qu'en Allemagne ne tolérerait pas longtemps l'intervention de l'Etat, inséparable de la substitution du risque général de l'industrie au risque individuel. (2)

1. Sir Ch. Dilke, en parlant des risques que faisait courir au paiement de l'indemnité la faillite de l'employeur, s'exprimait ainsi :

« C'est pourquoi, plus je considère cette question délicate, plus j'en suis amené à souhaiter qu'un jour prochain, espérons-le, une autorité plus haute et plus puissante que l'individu, se portera garante de la solvabilité du patron et assumera pour elle la charge de ces pensions ! » (P. D., vol. XLIX, p. 662 ; séance du 17 mai 1897).

2. C'est l'idée qu'exprimait M. Drage dans cette boutade adressée à M. Boediker au Congrès de Bruxelles : « Bâissez autant de

Que vont faire les patrons en présence des nouvelles charges qui leur incombent ? De quelle manière useront-ils de la liberté qui leur est reconnue par l'Act ?

Il faut remarquer que la loi, dans son état actuel, ne s'applique qu'à la grande industrie, aux entreprises prospères et bien organisées, qui pourront supporter facilement le fardeau de l'assurance. D'ailleurs dans certains cas les primes à payer seront minimales (ainsi dans l'industrie textile). Les patrons s'assureront donc le plus souvent.

Mais, il n'en sera pas toujours ainsi. L'employeur sera parfois obligé de reculer devant les primes exorbitantes réclamées par les compagnies commerciales qui élèveront leurs tarifs à raison même des risques du travail. Que vaudra-t-il en résulter ? C'est que ce sera précisément dans les industries les plus dangereuses (mines, bâtiments) que l'assurance sera le moins pratiquée. Les garanties contre l'insolvabilité du patron feront complètement défaut là où elles seraient le plus nécessaires.

Ces craintes ne sont pas chimériques. Voici par exemple, d'après M. Asquith, ce qui va se passer dans l'industrie houillère des Galles du Sud. Les mines de ce Comté sont pour la plupart possédées par des petites sociétés dont le capital est entièrement versé ; les profits sont minimes, et disparaîtraient totalement s'il fallait payer les primes élevées que réclamerait une compagnie d'assurances en prévision d'une catastrophe toujours imminente. La société ne s'assurera donc pas.

Fatalement une explosion de grisou se produit et cent,

« casernes » qu'il vous plaira en Allemagne, mais de grâce laissez-nous en paix dans notre pauvre maisonnette qui nous convient fort bien ! » — (Compte-rendu in ext. p. 673).

deux cents mineurs y perdent la vie. D'après la nouvelle loi, l'indemnité à payer pourra facilement s'élever à 50 ou 60.000 livres. La faillite sera déclarée et les familles des victimes obtiendront six pence par livre !

Voici ce qui va désormais se produire. Ces petites sociétés qui fonctionnent à l'heure actuelle entre les mains de quelques associés peu nombreux se convertiront en sociétés anonymes à responsabilité limitée (*Joint-stock company limited*). Si une catastrophe a lieu elles abandonneront aux créanciers leur capital social forcément insuffisant pour faire face au paiement des indemnités.

« A mon avis, disait M. Asquith, le gouvernement a eu raison d'adopter tout d'abord le système de la responsabilité individuelle du patron. Mais vous ne pouvez en rester là ! Il faut voir bien clairement où nous allons. Si vous admettez en principe que tout soldat de l'armée du travail qui est blessé ou tué aura droit à une indemnité ou que sa famille sera secourue vous ne pouvez laisser au hasard le soin d'appliquer ce principe. C'est à vous de garantir au soldat la solvabilité du capitaine de la compagnie. La responsabilité que vous reconnaissez ne peut être un vain mot, une pure responsabilité morale ! Elle est basée sur cette idée qu'elle constitue un fardeau accessoire de l'industrie et que c'est une question d'intérêt général de donner des garanties à ceux qui ont consacré leurs vies et leurs forces à la prospérité de l'industrie du pays.

« Vous pouvez fort bien décider qu'on s'adressera tout d'abord à la poche du patron. Mais quand cette poche sera vide et lorsqu'il s'agira d'un ouvrier qui, ayant souffert un accident grave, ne peut obtenir aucune indemnité de

son patron, il faudra dans ce cas y suppléer vous-même par un autre moyen.

« Nous ne devons pas avoir peur de regarder cette question en face. Or je prétends que lorsque ce Bill aura acquis force de loi vous ne pourrez en garantir l'exécution si vous n'admettez le principe de l'obligation de l'assurance.

« Ce sera, je l'espère, l'objet d'un Bill complémentaire qui sauvegardera les droits de la victime contre l'insolvabilité du patron. » (P. D. vol. XLIX, p. 751)

M. Chamberlain lui-même semblait entrer dans ces vues et faisait à plusieurs reprises pendant la discussion des allusions sympathiques au système de l'assurance par l'Etat.

C'est ainsi qu'en répondant au député de la Forêt de Dean, (voir la note, p. 313) le Colonial Secretary constatait que cette question de l'assurance était gigantesque (gigantic). « C'est un sujet trop grave, ajoutait-il, pour qu'on puisse le discuter accessoirement. Il devra faire l'objet d'un débat spécial qui durera trois ou quatre fois plus longtemps que celui dans lequel nous sommes actuellement engagés. » (P. D. vol. XLIX, p. 799).

Lors de la troisième lecture M. Chamberlain déclarait de nouveau que « le système de l'assurance par l'Etat ne l'effrayait pas autant qu'on pourrait le croire » bien qu'à son avis il fut plus juste et plus logique de faire supporter à chaque industrie distincte les accidents qui se produisaient dans son sein plutôt que de les mettre en bloc à la charge de la communauté. (P. D. vol. LI, p. 212)

N'est-on pas en droit de conclure de ce qui vient d'être dit que la loi de 1897 n'est qu'une étape et que

cette première réforme sera sous peu complétée par l'obligation de l'assurance ?

La solution du problème de la réparation des accidents reste jusque là en suspens. La législation de 1897 ne peut avoir qu'une efficacité fort restreinte tant qu'elle ne sera pas sanctionnée par cette seconde mesure.

Le terrain semble bien préparé en Angleterre où les associations de secours mutuels (*Friendly societies*, *Relief Funds*), prospères et puissamment organisées pourraient venir à l'aide du législateur et faciliter son œuvre.

Le Parlement Anglais a mieux aimé diviser sa tâche, élaborer séparément un système légal d'assurances. Accordons lui quelque répit après l'effort si considérable qu'il vient d'accomplir ! La lenteur n'est pas un défaut en législation lorsqu'elle est synonyme de prudence et de sagesse. Il vaut mieux se garder des essais trop vite généralisés surtout dans une matière neuve et délicate comme celle de l'assurance. Un faux pas en avant entraîne souvent deux en arrière ! Les erreurs y sont faciles et malaisément réparables ; la route est encore trop mal explorée pour qu'on puisse s'y engager à fond en coupant les ponts derrière soi !

La loi de 1897 donnera, il faut l'espérer, des résultats satisfaisants qui encourageront le législateur dans cette voie et l'inviteront à compléter sous peu ce premier essai par une loi d'assurance. Il faut tout en reconnaissant les défauts du système choisi l'accepter comme une promesse de mieux et attendre pour l'améliorer les conseils du temps et de l'expérience.

Le *Workmen Compensation Act* n'est d'ailleurs qu'un commencement ; c'est le prélude de toute, une législation

importante qui s'attaquera de front à la question ouvrière. (1)

Grâce à la simultanéité et à la violence des courants qui, en matière sociale, circulent aujourd'hui dans le monde entier, l'Angleterre ne peut plus se tenir à l'écart du mouvement général : elle est ébranlée et entraînée en avant par un souffle irrésistible de réformes !

Le Parlement anglais avait, en 1893 fermé la porte aux principes du droit commun ! Il s'est vu obligé en 1897 de l'ouvrir au risque professionnel !

La nouvelle loi n'est qu'un point de départ « a new departure » comme le dit M. Wolf ! C'est l'aurore d'une évolution nouvelle ! L'œuvre entreprise par le législateur est digne de tous ses efforts, s'il considère la grandeur du but à atteindre : la pacification sociale par l'émancipation progressive de l'ouvrier et l'amélioration du sort des travailleurs.

1. La loi de 1897 est-elle le commencement de la réalisation des promesses que M. Chamberlain faisait à ses électeurs de Birmingham en 1895 ? Il s'engageait d'abord à déposer devant la Chambre des Communes des projets de lois relatifs aux questions suivantes : Compensation to injured workmen (Réparation pour les ouvriers victimes d'accidents) ; Old age Pensions (Pensions pour la vieillesse) ; Workmen's Dwellings (Habitations ouvrières) ; Poor-law reform (Réforme de la loi sur les pauvres) ; Increased Power to local Authorities for the better housing of the Poor (Accroissement du pouvoir des autorités locales pour l'amélioration du logement des pauvres) ; Prevention of pauper immigration (Mesures préventives contre l'émigration des pauvres) ; Shorter hours for shop-assistants (Réduction de la journée de travail des employés de magasins).

APPENDICE

Lord Campbell's Act

(Act sur les accidents mortels, 1846 ; 9 et 10 Vict. c. 93.)

Loi du 26 août 1846 pour indemniser les familles des personnes tuées par accidents.

Considérant, en l'état actuel de notre droit, qu'aucune poursuite ne peut être intentée contre celui qui par acte volontaire, négligence ou faute a causé la mort d'autrui ;

Considérant que maintes fois il serait juste et utile d'imposer à l'auteur d'un accident une responsabilité en dommages-intérêts en réparation du préjudice par lui causé.

Pour ces motifs :

La Reine, Sa Très Gracieuse Majesté, après avoir demandé l'avis et le consentement des Lords Spirituels et Temporels et des Communes, et par l'autorité du présent Parlement assemblé, ordonne et promulgue ce qui suit :

§ I. Toutes les fois que la mort d'une personne sera causée par un acte coupable, négligence ou faute, et que cet acte coupable, négligence ou faute eût (si la mort n'en était pas résultée) donné à la victime un droit d'action pour obtenir des dommages-intérêts de ce chef ; dans ce cas ou dans tout autre semblable la personne qui eût été passible d'une indemnité s'il n'y avait pas eu mort d'homme, sera responsable d'après la présente loi, mal-

gré la mort de la victime et même au cas où cette mort aurait eu lieu dans les circonstances visées par la loi criminelle.

§ II. Le droit d'action donné par la présente loi appartiendra à la femme, au mari, aux père et mère ou à l'enfant de la victime. Les poursuites seront intentées au nom et par les soins de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur des biens du défunt.

Le jury, dans toute action portée devant lui, devra proportionner le montant de l'indemnité à la gravité du préjudice résultant de la mort et dont souffrent les parties au profit desquelles l'action est introduite.

Le montant de l'indemnité, déduction faite des frais qui n'auraient pu être payés par le défendeur, sera réparti entre les divers intéressés ci-dessus mentionnés. Le verdict du jury fixera le nombre des parts et leur quotité.

§ III. Jamais les parties, n'auront plus d'un seul droit d'action pour le même fait. Ce droit sera prescrit au bout de douze mois solaires à compter de la mort de la victime.

§ IV. Le plaignant devra, dans la citation adressée au défendeur ou à son avoué, donner, en plus de la déclaration d'accident, des renseignements précis sur celui ou ceux qui introduisent l'action et sur le montant de l'indemnité qu'ils se proposent de demander.

§ V. Nous ordonnons aussi et promulguons que les mots et expressions énumérées dans la suite du présent article, auront la signification qui leur est attribuée plus loin à chacun en propre, pourvu que cette signification ne soit pas en opposition avec le contexte ou exclue par la nature du sujet principal.

C'est-à-dire que les mots employés au singulier doivent être compris comme s'appliquant aussi à une pluralité de personnes ou de choses ;

Les mots employés au masculins s'appliquent également à des personnes du sexe féminin ;

Le mot « personne » comprend les corps politiques et les sociétés, personnes morales ;

Le mot « parent » comprend les père et mère, grand-père et grand'mère, beau-père et belle-mère ;

Le mot « child » comprend les fils et fille, petit-fils et petite-fille, beau-fils et belle-fille.

§ VI. La présente loi entrera en vigueur aussitôt promulguée.

Ses dispositions n'auront aucune application dans cette partie du Royaume-Uni, appelée « Ecosse ».

§ VII. La présente loi pourra être rapportée ou amendée par tout autre act voté dans la présente session de notre Parlement.

Lord Campbell's Act Amendment Act.

(27 et 28 Vict. c. 95).

Act portant modification de la loi du 26 août 1846 sur les indemnités à allouer aux familles des personnes tuées par accident (29 Juillet 1864).

Considérant qu'une loi votée dans la session du Parlement tenue pendant les années 9 et 10 du règne de S. M. et intitulée : « An Act for compensating the families of persons killed by accidents », décide entre autres choses qu'un droit d'action existera au profit de la femme, du mari, des parents et de l'enfant de la personne défunte et qu'il sera exercé au nom et par les soins de l'exécuteur testamentaire ou de l'administrateur des biens du défunt ;

Considérant de plus qu'en raison de l'impossibilité de se procurer le testament du défunt ou des lettres d'administration établissant l'état légal de la personne et des biens de la victime ou que par le fait de la mauvaise volonté ou de la négligence qu'apporte l'exécuteur ou l'administrateur à intenter les poursuites, les héritiers intéressés et représentants légaux du défunt peuvent se trouver privés des bénéfices de la loi. Que pour ces motifs il est nécessaire et urgent de modifier ledit Act.

La Reine, sa Très gracieuse Majesté, après avoir demandé l'avis et le consentement des Lords spirituels et temporels et des Communes et par l'autorité du présent parlement assemblé ordonne et promulgue ce qui suit :

Art. I^{er}. — Dans tous les cas où l'Act de 1846 dispense de la nomination d'un exécuteur testamentaire ou d'un administrateur des biens du défunt, ou si malgré l'existence de ce mandataire les poursuites prévues par ledit Act n'ont pas été intentées dans le délai de six mois solaires après la mort de la victime par les soins et au nom de son exécuteur ou administrateur, dans tous ces cas ou dans tout autre analogue, l'action pourra être introduite au nom de celui ou de ceux qui auraient bénéficié de cette action si elle avait été introduite au nom de cet exécuteur ou administrateur. L'action dans ce cas profitera aux mêmes personnes et sera soumise aux mêmes règles de procédure.

Art. II. — Considérant, en outre, que la seconde section dudit Act décide que le jury peut accorder une indemnité proportionnée au préjudice pécuniaire résultant de la mort et subi par les personnes qui bénéficient de l'action et que la somme ainsi obtenue sera, déduction faite des frais restés impayés par le défendeur, réparties entre les

divers intéressés dans une mesure fixée par le verdict du jury :

Il est ordonné et promulgué que le défendeur, s'il se propose de faire le paiement en justice, pourra se contenter de payer une indemnité globale, sans s'occuper de fixer lui-même la quotité des parts qui reviendront à chaque intéressé ;

Art. III. — Le présent Act et celui de 1846 devront être lus ensemble et considérés comme une seule et même loi.

The Employer's liability Act

(43 et 44 Victoriae, c. 42)

Loi étendant et réglant la responsabilité des patrons en vue d'assurer la réparation des dommages physiques subis par les ouvriers au cours de leur travail (7 sept. 1880).

La Reine, Sa Très Gracieuse Majesté, après avoir demandé l'avis et le consentement des lords spirituels et temporels et des Communes, et par l'autorité du présent Parlement assemblé, ordonne et promulgue ce qui suit :

§ 1. Si, après l'entrée en vigueur du présent Act, un dommage physique est causé à un ouvrier par un accident dû :

1° Au manque d'entretien et à l'état défectueux des chemins et passages, travaux, machines ou appareils utilisés dans l'industrie du patron, ou :

2° A la négligence de toute personne au service du patron lorsqu'elle a une surveillance à exercer et dans l'exercice de cette surveillance, ou :

3° A la négligence de toute personne au service du patron, lorsque l'ouvrier était tenu d'obéir aux ordres et

indications de cette personne et que, s'y étant conformé, il en est résulté pour lui un préjudice, ou :

4° A l'acte ou à l'omission fait par toute personne au service du patron en obéissance aux règlements d'ateliers, prescriptions, ou instructions particulières données par une personne à laquelle le patron aurait dans ce but délégué son autorité, ou :

5° A la négligence de toute personne au service du patron, chargée de la manœuvre ou de la surveillance des signaux, aiguilles, locomotives, ou trains sur une voie ferrée.

Dans ces divers cas, l'ouvrier, ou si l'accident a été mortel ses représentants légaux ou tout intéressé auront le même droit à une indemnité et les mêmes droits d'action contre le patron que si la victime n'avait pas été l'ouvrier du patron et employée dans son industrie.

§ II. Pour que l'ouvrier possède, d'après le présent Act un droit à réparation et un recours contre le patron, il faudra :

1° Dans le cas visé par le § 1 de l'article 1, que l'état défectueux des machines auquel il est fait allusion soit dû à l'incurie du patron, ou que ce défaut d'entretien soit resté inconnu et sans que les réparations nécessaires y fussent effectuées par suite de la négligence du patron ou de quelque personne à son service chargée par lui de veiller à ce que les chemins et passages, travaux, machines et appareils soient constamment entretenus en bon état.

2° Dans le cas visé par le § IV de l'article 1, que l'accident ait eu pour cause l'erreur ou l'impropriété des prescriptions, règlements d'ateliers ou instructions spéciales visés par ledit paragraphe.

Toutefois ne pourront être considérés comme « erronés ou impropres » les règlements d'atelier ou lois locales acceptés et approuvés par l'un des Premiers secrétaires d'Etat de Sa Majesté, par le Ministère du commerce, ou par tout autre département ministériel en vertu d'un Act du Parlement.

3^e Dans tous les cas où l'ouvrier connaissait le défaut ou la négligence qui ont causé son préjudice, il faut qu'il en ait averti en temps raisonnable le patron ou l'un des employés au service du patron et sous les ordres de qui il se trouvait, à moins qu'il n'eut la certitude que ce patron ou ce supérieur étaient déjà au courant de ce défaut ou de cette négligence.

§ III. L'indemnité recouvrable d'après le présent Act ne pourra, en aucun cas, excéder une somme estimée équivalente aux salaires qu'aurait gagnés pendant les trois années qui ont précédé l'accident, une personne du même rang, employée pendant ces trois années dans un travail semblable et dans le même district que celui où l'ouvrier était employé à l'époque de l'accident.

§ IV. L'action en dommages-intérêts donnée par le présent Act ne pourra être valablement introduite en justice si une notification (notice) de l'accident n'a pas été faite dans les six semaines et si les poursuites n'ont pas été intentées dans les six mois à compter de l'époque où l'accident causant le préjudice s'est produit, ou, en cas de mort, dans les 12 mois à compter du moment de la mort.

Toutefois, en cas de mort, le simple défaut de notification ne serait pas un obstacle à l'exercice du droit d'action si le juge considère qu'il y a un motif raisonnable pour excuser ce défaut de notification.

§ V. Il faudra, en fixant le taux de l'indemnité à accorder d'après le présent Act à l'ouvrier, à ses représentants ou à toute personne intéressée, tenir compte des sommes représentant une condamnation pénale encourue en application de tout autre Act du Parlement et déjà payées aux demandeurs.

L'ouvrier ou ses représentants qui ont intenté des poursuites d'après le présent Act ne pourront en cas de condamnation pénale du défendeur à la suite de l'accident qui motive les poursuites et en application de tout autre Act du Parlement, recevoir en plus de l'indemnité à eux accordée d'après le présent Act, le montant de cette condamnation pénale.

§ VI. Toute action en dommages-intérêts, intentée d'après le présent Act devra être introduite devant une Cour de comté mais sur la demande de l'une des parties elle pourra être ensuite transférée devant une Cour supérieur de justice de la même manière et dans les mêmes conditions que toute autre action soumise à une Cour de comté.

2° Si les débats ont lieu dans une Cour de comté devant un juge siégeant seul, ce dernier aura la faculté de s'adjoindre un ou plusieurs assesseurs dans le but de fixer le montant de l'indemnité.

3° Dans le but de régler les conditions et le mode de nomination et de rémunération de ces assesseurs et pour fixer les questions de procédure concernant leurs devoirs ou pour consolider une action introduite d'après cet Act devant une Cour de comté et prévenir la multiplicité des procès, des règlements pourront être établis et de temps à autre modifiés de la même manière que les règles fixant

la pratique et la procédure à suivre dans toute autre action soumise à une Cour de comté.

L'expression « County Court » sera, en ce qui concerne l'Ecosse, remplacée par celle de « Sheriff's Court » et en ce qui regarde l'Irlande par celle de « Civil Bill Court ».

En Ecosse toute action introduite d'après le présent Act, peut sur la demande de l'une des parties, être transférée devant la « Court of Session » de la manière et dans les conditions prescrites par le Sheriff Courts (Scotland) Act de 1877.

En Ecosse le Sheriff peut joindre et réunir plusieurs actions distinctes ayant la même origine et basées sur un même fait, bien qu'il n'y ait aucun rapport entre les parties en cause et que les préjudices subis soit différents.

§ VII. La notification exigée par le présent Act (s. IV) contiendra le nom et l'adresse de la victime et exposera en langage ordinaire la cause de l'accident et la date à laquelle il s'est produit. Elle sera envoyée au patron ou s'il y en a plusieurs, à chacun d'eux.

Pour signifier cette notification, il suffira de la déposer au domicile du patron ou au lieu où il a ses affaires.

La victime pourra aussi adresser la notification à l'intéressé sous pli recommandé envoyé soit à son dernier domicile connu, soit là où en dernier lieu il exerçait son industrie.

La notification envoyée sous pli recommandé sera censée connue de l'intéressé au moment où la lettre a dû lui parvenir d'après les délais ordinaires de la poste. Il sera suffisant, pour prouver la délivrance de cette notification d'établir que le pli a été régulièrement adressé et inscrit sur les registres de la poste.

Si la victime était au service d'un groupe de personnes,

associées ou non, la notification sera faite soit directement, soit au moyen de la poste sous pli recommandé adressé au siège social ou à l'un quelconque des bureaux du groupe.

Cette notification ne serait pas infirmée par une simple omission ou une erreur à moins que le magistrat qui juge l'affaire ne soit d'avis que le défendeur a ainsi subi un préjudice dans ses moyens de défense, ou que ce défaut était volontaire et avait pour but de tromper le défendeur.

§ VIII. Dans l'application du présent Act, l'expression « personne ayant une surveillance à exercer » désigne toute personne dont le seul ou principal devoir est celui de surveiller et qui ne se livre pas, d'une manière ordinaire, à un travail manuel ;

L'expression « employer » (patron) désigne tout groupe ou réunion de personnes associées ou non ;

L'expression « workman » (ouvrier) comprend les employés de chemin de fer et toute personne à laquelle s'applique l'Employers and Workmen Act, de 1875.

§ IX. Le présent Act n'entrera en vigueur qu'à partir du 1^{er} janvier 1881.

§ X. Le présent Act sera désigné sous le nom de « Employers' liability Act, 1880 » ; il continuera à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 1887, à moins que le Parlement n'en décide autrement, mais dans ce cas toutes les actions intentées pendant cette période et avant l'échéance du terme suivront leur cours comme si ledit Act n'était pas expiré.

Bill modificatif de la Loi sur la réparation des dommages par accidents survenus aux ouvriers dans le cours de leur travail.

Présenté à la Chambre des Communes par Sir Mathew White Redley, Ministre de l'Intérieur, M. Chamberlain, Ministre des colonies et M. l'Attorney général, le 3 mai 1897 (1).

Art. 1^{er}. — Si dans un travail auquel s'applique la présente loi, un dommage personnel est causé à un ouvrier par un accident survenu par suite et au cours du travail, le patron sera, conformément aux dispositions ci-après, tenu au paiement d'une indemnité en conformité de la première annexe de la présente loi.

Toutefois :

a) Le patron ne sera pas responsable par application de la présente loi pour un dommage qui ne met pas l'ouvrier pendant une durée minima de deux semaines dans l'incapacité de gagner le salaire auquel il était employé.

b) Lorsque, conformément aux dispositions ci-après, il est reconnu que le dommage a été causé par un acte ou une négligence volontaire et coupable du patron ou d'une personne dont les actes ou négligence engagent la responsabilité du patron, la présente loi ne touchera en rien à la responsabilité civile ou pénale de l'employeur ou des personnes dont il a à répondre ; toutefois le patron ne sera pas tenu au paiement simultané d'une indemnité tant indépendamment que par application de la présente loi, et il ne sera tenu au paiement d'une indemnité indépendamment de la présente loi que s'il a commis un acte ou une négligence volontaire et coupable.

1. Traduction de M. Maurice Bellom, ingénieur en chef au corps des Mines.

En cas de contestation sur le point de savoir si le travail est un de ceux auxquels s'applique la présente loi, ou si le dommage a été causé par un acte ou une négligence volontaire et coupable du patron ou d'une personne dont les actes ou négligence engagent la responsabilité du patron, ou si le dommage a été causé par un accident survenu par suite et au cours du travail de l'ouvrier blessé, ou sur le montant et la durée de l'indemnité résultant de l'application de la présente loi, ou en général sur l'obligation à indemnité par application de la présente loi, la contestation, à défaut d'accord amiable, sera, sous réserve des dispositions de la première annexe de la présente loi, réglée par voie d'arbitrage, en conformité de la deuxième annexe de la présente loi.

Si le Registrar des sociétés de secours mutuels (Friendly Societies) certifie qu'un plan d'indemnité ou d'assurance pour les ouvriers d'une entreprise est dans l'ensemble aussi avantageux pour l'ouvrier que les dispositions de la présente loi, le patron, peut, tant que ce certificat n'est pas révoqué, convenir avec l'un de ses ouvriers que les dispositions de ce plan seront substituées à celles de la présente loi, et dès lors la responsabilité du patron sera réglée uniquement d'après ce plan, mais la présente loi sera applicable conformément aux dispositions qui précèdent, nonobstant toute convention contraire faite postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. II. — La présente loi ne sera applicable qu'au travail dans ou pour les chemins de fer, les usines les mines, les carrières ou les travaux du génie civil.

Dans la présente loi :

L'expression « Chemins de fer » signifie les chemins de fer des compagnies de chemins de fer auxquels s'ap-

plique le Railway Act de 1871, et les expressions « Chemins de fer » et « compagnies de chemin de fer » ont la même signification que dans cette loi.

L'expression « Usines » a la même signification que dans les Factory and Workshop Acts de 1878 à 1891 et comprend également les docks et embarcadères, quais et magasins auxquels le Factory et Workshop de 1895 applique les dispositions des lois susvisées.

L'expression « Mines » signifie les mines auxquelles s'applique le Coal Mines Regulation Act de 1887 ou le Metalliferous Mines Regulation Act de 1872.

L'expression « carrières » signifie les carrières soumises au Quarries Act de 1894.

L'expression « travaux du génie civil » signifie les travaux de constructions de chemins de fer, de ports, de docks de canaux ou d'égouts et comprend toute construction ou tout autre travail dont l'exécution comporte l'emploi d'engins actionnés par la vapeur, l'eau ou une force mécanique.

L'expression « patron » comprend toute réunion de personnes formant ou non une personne morale.

L'expression « ouvrier » comprend toute personne occupée à un travail assujetti à la présente loi, qu'il s'agisse d'un travail manuel ou autre que le contrat soit un contrat de service d'apprentissage ou d'autre nature et qu'il soit exprès ou tacite, verbal ou écrit.

Art. III. — La présente loi ne s'appliquera pas aux personnes employées au service de la marine ou de l'armée de la Couronne, mais elle s'appliquera à tout travail effectué par ou sous l'autorité de la Couronne, auquel la présente loi s'appliquerait si le patron était un particulier.

La trésorerie peut, par un règlement présenté au Par-

lement, modifier, au point de vue de l'application de la présente loi, le règlement établi en vertu de l'art. 1^{er} de la loi sur les pensions de retraites de 1887.

Art. IV. — Tout contrat existant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, par lequel un ouvrier renonce à un droit à indemnité de la part du patron pour un dommage personnel survenu par suite et au cours du travail, ne sera pas, au point de vue de la présente loi, considéré comme continuant au delà de l'époque à laquelle doit expirer le contrat de travail de l'ouvrier, si avis de cette époque a été donné lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. V. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1898.

Elle sera désignée sous le nom de loi sur la réparation des accidents du travail de 1897.

ANNEXES

PREMIÈRE ANNEXE

Taux et conditions de la réparation.

Art. I^{er}. — Le montant de l'indemnité prévue par la présente loi sera :

a) En cas de décès résultant du dommage :

i) Si l'ouvrier laisse des ayants-droit une somme équivalente au salaire de l'ouvrier durant les trois dernières années qui ont précédé le dommage, ou la somme de cent

cinquante livres sterling ; on prendra la plus élevée des deux sommes sans qu'elle puisse en aucun cas excéder trois cents livres sterling et sous déduction du montant de tout versement hebdomadaire effectué par application de la présente loi.

ii) Si l'ouvrier ne laisse pas d'ayants-droit, la valeur des dépenses pour soins médicaux et funérailles, jusqu'à concurrence d'un maximum de dix livres sterling,

b) En cas d'incapacité de travail, un versement hebdomadaire pendant la durée de l'incapacité à dater de l'expiration de la deuxième semaine, jusqu'à concurrence de 50 0/0 de son salaire hebdomadaire à l'époque de l'accident et d'un maximum d'une livre sterling.

Art. II. — Le versement sera, en cas de décès, effectué au représentant personnel légal de l'ouvrier, ou si ce dernier n'a pas de représentant personnel légal à ses ayants-droit, ou s'il ne laisse pas d'ayants-droit à la personne à qui le remboursement des dépenses est dû.

Art. III. — L'expression « ayants-droit » employée dans cette annexe signifie les membres de la famille de l'ouvrier qui ont droit à des dommages-intérêts dans les cas visés par la loi sur les accidents mortels de 1846 (Fatal accidents Act); et toute contestation sur la qualité d'ayants-droit ou sur le montant des sommes dues à un ayant-droit sera, à défaut d'accord amiable, réglée par voie d'arbitrage en conformité de la présente loi.

Art. IV. — Si l'un des ayants-droit est un enfant, sa part d'indemnité pourra être placée à son profit selon la décision de l'arbitre.

Art. V. — Un versement hebdomadaire peut être revisé à des intervalles de trois mois au moins, sur la demande soit du patron, soit de l'ouvrier, et, lors d'une

telle revision, être supprimé réduit, ou augmenté conformément au maximum susvisé, et le montant du versement sera, à défaut d'accord amiable, fixé par voie d'arbitrage en conformité de la présente loi.

Art. VI. — Un versement hebdomadaire ne pourra être ni cédé, ni engagé, ni transféré à une autre personne par une voie de droit.

SECONDE ANNEXE

Arbitrage.

Les dispositions suivantes seront appliquées pour le règlement des questions que la présente loi renvoie à l'arbitrage :

Art. I^{er}. — S'il existe un comité, représentant le patron et ses ouvriers, qui ait le pouvoir de régler entre le patron et les ouvriers les questions prévues par la présente loi, ces questions seront, sauf objection de l'une des deux parties, réglées par le comité.

Art. II. — Si l'une des deux parties fait une objection ou s'il n'existe pas de comité de cette nature, la question sera réglée par un arbitre unique agréé par les deux parties, ou, à défaut d'accord, par le juge de la Cour de Comté, ou, si le lord Chancelier certifie que, en raison des circonstances du district dont il s'agit, il ne convient pas que le juge de la Cour de Comté ait à connaître de l'affaire comme arbitre, par un arbitre unique désigné par le juge de la Cour de Comté.

Art. III. — Un arbitre autre que le juge de la Cour de Comté sera payé sur les fonds prévus par le Parlement conformément aux règlements que devra faire la trésorerie.

Art. IV. — La loi sur l'arbitrage de 1889 ne s'appliquera point à un arbitrage effectué d'après la présente loi ; mais un arbitre peut, s'il le juge convenable soumettre une question de droit à la décision du juge de la Cour de Comté, et la décision du juge sur une question de droit, soit dans le cas où l'affaire lui a été ainsi soumise, soit dans le cas où il agit lui-même comme arbitre par application de la présente loi sera définitive ; et toute décision rendue en vertu de la présente loi aura la même force qu'un jugement de Cour de Comté.

Art. V. — Les frais de l'arbitrage seront déterminés par l'arbitre.

Art. VI. — Les pouvoirs du juge de la Cour de Comté pour l'application de la présente loi, seront, conformément au règlement de la Cour, une partie des pouvoirs de la Cour de Comté, et les officiers de la Cour agiront en conséquence.

Art. VII. — Toute somme fixée à titre d'indemnité sera payée sur la quittance de la personne qui y avait droit et son avoué ou son agent judiciaire n'aura pas qualité pour obtenir d'elle ni pour demander un gage sur la somme obtenue pour des dépenses autres que celles que l'arbitre aura fixées.

Art. VIII. — Le comité, juge ou autre arbitre peut désigner un médecin-expert aux fins de présenter un rapport sur un sujet que paraît soulever la question soumise à l'arbitrage, et les frais d'une telle expertise médicale, n'excédant pas deux guinées seront payés par le patron.

Art. IX. — Dans l'application de la présente annexe à l'Ecosse, l'expression « sheriff » sera substituée à l'expression « juge de la Cour de Comté ».

Loi sur la réparation des dommages par accidents survenus aux ouvriers au cours de leur travail.

Du 6 août 1897.

Art. 1^{er}. — Si, dans un travail auquel s'applique la présente loi, un dommage personnel est causé à un ouvrier par un accident survenu par suite et au cours du travail, le patron sera, conformément aux dispositions ci-après, tenu au paiement d'une indemnité en conformité de la première annexe de la présente loi.

Toutefois :

a) Le patron ne sera pas responsable par application de la présente loi pour un dommage qui ne met pas l'ouvrier pendant une durée minima de deux semaines dans l'incapacité de gagner le salaire entier dans le travail auquel il est employé ;

b) Si le dommage a été causé par la négligence personnelle ou l'acte volontaire du patron ou d'une personne dont les actes ou négligences engagent la responsabilité du patron la présente loi ne touchera en rien à la responsabilité civile du patron ; toutefois dans ce cas, l'ouvrier peut à son choix, soit réclamer une indemnité par application de la présente loi, soit intenter l'action qui lui était ouverte avant l'entrée en vigueur de la présente loi ; mais le patron ne sera pas tenu au paiement simultané d'une indemnité pour un dommage causé à un ouvrier par un accident survenu par suite et au cours du travail tant indépendamment que par application de la présente loi, et il ne sera exposé à un recours indépen-

damment de la présente loi que dans le cas de la négligence personnelle ou de l'acte volontaire susvisé ;

c) S'il est prouvé que le dommage causé à un ouvrier est attribuable à un manquement grave et volontaire de cet ouvrier à ses devoirs, toute demande d'indemnité formulée en raison de ce dommage sera rejetée.

En cas de contestation, survenue dans une action intentée par application de la présente loi, sur la question de l'obligation au paiement d'une indemnité par application de la présente loi (y compris le cas de contestation sur le point de savoir si le travail est un de ceux auxquels s'applique la présente loi), ou sur le montant ou la durée de l'indemnité résultant de l'application de la présente loi, la contestation, à défaut d'accord amiable, sera sous réserve des dispositions de la première annexe de la présente loi, réglée par voie d'arbitrage, en conformité de la seconde annexe de la présente loi.

Si, dans le délai fixé ci-après dans la présente loi pour l'exercice du droit, une action est intentée pour obtenir des dommages-intérêts indépendamment de la présente loi pour un dommage causé par un accident, et s'il est établi dans cette action que le dommage est un de ceux pour lesquels le patron n'est pas susceptible d'être attaqué par une action de ce genre, mais qu'il aurait été tenu au paiement d'une indemnité par application des dispositions de la présente loi, l'action sera repoussée ; mais la cour, saisie de l'affaire, procédera, s'il plaît au demandeur, à la détermination de l'indemnité, et elle aura la faculté de déduire de cette indemnité toutes les dépenses qui, à son avis, ont été causées par le demandeur qui a intenté l'action au lieu de recourir à l'application de la présente loi.

Dans l'application du paragraphe qui précède, lorsque la Cour aura déterminé l'indemnité, elle donnera un certificat relatif aux décisions prises pour la fixation de l'indemnité et la déduction des dépenses et un tel certificat aura la force et les effets d'une décision rendue en vertu de la présente loi.

La présente loi ne porte nullement atteinte à une procédure ouverte en vue d'une amende conformément aux règlements sur les mines ou usines, ni à l'application d'une telle amende; mais si une telle amende a été, en totalité ou en partie, affectée au profit de la personne blessée, la somme qui a reçu cette affectation entrera en compte dans l'évaluation de l'indemnité résultant de l'application de la présente loi.

Art. II. — L'action en indemnité pour un dommage intentée par application de la présente loi, ne sera recevable que si l'accident a été l'objet d'un avis donné aussitôt que possible après qu'il est survenu et avant que l'ouvrier ait quitté volontairement le travail dans lequel il a été blessé, et si la demande d'indemnité en raison de l'accident a été formulée dans un délai de six mois compté à partir du décès. Toutefois l'absence, l'imperfection ou l'inexactitude de l'avis ne sera pas opposable à l'action, s'il est établi dans la procédure relative à l'examen de la demande que l'absence, l'imperfection ou l'inexactitude n'a pas causé de préjudice au patron dans sa défense, ou que cette absence, cette imperfection ou cette inexactitude résulte d'une erreur ou d'une autre cause légitime.

L'avis, relatif au dommage visé par la présente loi, indiquera le nom et l'adresse de la personne blessée, et exposera en langage ordinaire la cause du dommage et la

date à laquelle il a été éprouvé et sera notifié au patron ou, s'il y a plusieurs patrons à l'un deux.

L'avis peut être notifié par sa remise, soit à la personne à qui il doit être notifié, soit à la résidence ou au lieu de l'occupation de cette personne.

L'avis peut aussi être notifié par la poste sous forme de lettre recommandée adressée à la personne à qui il doit être notifié, au dernier lieu connu de sa résidence ou de son occupation et, si l'avis est notifié par la poste, il sera considéré comme ayant été notifié dans le délai du transport au cours ordinaire de la poste, de la lettre qui le contient, et la preuve de la notification de cet avis résultera suffisamment de l'administration de la preuve, que l'avis a été convenablement adressé et recommandé à la poste.

Lorsque le patron est une réunion de personnes formant ou non une personne morale, l'avis peut être notifié par la remise de cet avis ou par l'envoi par la poste sous forme de lettre recommandée adressée au patron, à son bureau ou, s'il y a plusieurs bureaux, à l'un des bureaux de la réunion.

Art. III. — Si le fonctionnaire des sociétés de secours mutuels, après une enquête auprès du patron et des ouvriers, certifie qu'un système d'indemnité, d'allocation ou d'assurance pour les ouvriers d'un patron dans une exploitation, qu'un tel système s'applique ou non à d'autres patrons et à leurs ouvriers, est dans l'ensemble aussi avantageux pour la généralité des ouvriers et de leurs ayants droit que les dispositions de la présente loi, le patron peut, tant que ce certificat n'est pas révoqué, convenir avec l'un de ses ouvriers que les dispositions de ce système seront substituées à celles de la présente loi, et dès

lors les obligations du patron seront réglées uniquement d'après ce système ; mais la présente loi sera applicable, conformément aux dispositions qui précèdent, nonobstant toute convention contraire faite postérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Le Fonctionnaire (Registrar) peut donner un certificat valable pour une période d'une durée limitée de cinq ans au moins.

Le certificat sera refusé à un système qui contient l'obligation, pour les ouvriers, d'adhérer à ce système comme condition de leur engagement.

Si le « Registrar des Friendly Societies est saisi par les ouvriers d'un patron ou au nom de ceux-ci, d'une plainte portant que les dispositions d'un système de ce genre sont dans l'ensemble de beaucoup moins avantageuses pour la généralité des ouvriers de ce patron et de leurs ayants droit, que les dispositions de la présente loi, ou que les dispositions d'un système de ce genre sont violées, ou que le système n'est pas loyalement appliqué, ou qu'il existe des motifs suffisants pour la révocation du certificat, le Registrar examinera la plainte, et s'il la juge fondée, il révoquera le certificat, à moins que la cause de la plainte n'ait disparu.

Si un certificat est révoqué ou expiré, les sommes ou garanties conservées pour l'application du système seront distribuées selon les dispositions arrêtées de concert entre le patron et les ouvriers ou déterminées en cas de désaccord, par le Registrar des Friendly societies.

Lorsqu'un système a été l'objet d'un certificat conformément aux dispositions qui précèdent, le patron a le devoir, en ce qui concerne le système, de répondre, à

toutes les enquêtes et de fournir tous les comptes que le Registrar peut faire ou exiger.

Le fonctionnaire en chef, (Chief Registrar) des sociétés de secours mutuels (Friendly societies) inscrira dans son rapport annuel les détails du service du Registrar conformément à la présente loi.

Art. IV. — Si, dans un travail auquel s'applique la présente loi, l'entrepreneur, au sens de la définition donnée ci-après, traite avec une personne pour l'exécution d'un travail par cette dernière ou sous la direction de cette dernière, et si l'entrepreneur devait dans le cas où ce travail aurait été exécuté par des ouvriers occupés directement par lui-même, être tenu au paiement d'une indemnité au profit de ces ouvriers par application de la présente loi en raison d'un accident survenu par suite et au cours du travail, l'entrepreneur devra payer à un ouvrier occupé à l'exécution du travail l'indemnité dont la personne précitée est redevable à l'ouvrier (soit en vertu de la présente loi soit par suite de sa négligence personnelle ou d'un acte volontaire indépendamment de la présente loi) ou dont elle serait redevable si elle était un patron assujetti à la présente loi.

Toutefois, l'entrepreneur aura droit à une indemnité de la part de toute autre personne qui aurait été responsable indépendamment du présent article.

Le présent article ne s'appliquera pas à un contrat avec une personne pour l'exécution, par celle-ci ou sous la direction de celle-ci, d'un travail qui n'est effectué qu'à titre accessoire ou accidentel et ne constitue ni une partie proprement dite, ni une opération de l'industrie ou de l'exploitation dirigée par l'entrepreneur.

Art. V. — Si un patron vient à être tenu, par applica-

tion de la présente loi, au paiement d'une indemnité en raison d'un accident et s'il a droit à une somme de la part d'un assureur en raison du montant dû à l'ouvrier par suite de l'obligation du patron, en cas de faillite du patron, de concordat ou d'arrangement avec ses créanciers, ou, si le patron est une compagnie, en cas de commencement de liquidation de la compagnie, l'ouvrier aura un privilège sur la somme précitée pour le montant qui lui est ainsi dû et le juge de la Cour de comté peut ordonner à l'assureur de payer cette somme à la Caisse d'épargne postale au nom du greffier de la Cour, et en prescrire le placement ou l'emploi conformément aux dispositions de la première annexe de la présente loi qui concernent le placement à la Caisse d'épargne postale d'une somme attribuée à titre d'indemnité, et ces dispositions s'appliqueront en conséquence.

Dans l'application de cet article à l'Ecosse les mots : « un privilège » seront remplacés par les mots : « un droit de préférence ».

Art. VI. — Si le dommage, pour lequel une indemnité doit être payée par l'application de la présente loi, a été causé dans des circonstances créant, pour une personne autre que le patron, une obligation légale de payer des dommages-intérêts en raison de ce dommage, l'ouvrier peut, à son choix, soit intenter une action en dommages-intérêts contre cette personne, soit réclamer à son patron une indemnité par application de la présente loi, sans toutefois pouvoir agir contre l'une et l'autre, et, si une indemnité est payée par application de la présente loi, le patron aura un recours en indemnité contre l'autre personne susvisée.

Art. VII. — La présente loi ne sera applicable qu'au

travail effectué au service des entrepreneurs définis ci-après à, dans ou pour les chemins de fer, les usines, les mines, les carrières ou les travaux du génie civil, et au travail effectué au service des entrepreneurs définis ci-après à, dans ou pour un bâtiment dont la hauteur excède trente pieds et qui est, soit construit ou réparé au moyen d'échafaudages, soit démoli, ou dans lequel des engins actionnés par la vapeur, l'eau, ou une autre force mécanique sont employés en vue de la construction, de la réparation ou de la démolition de ce bâtiment.

Dans la présente loi :

L'expression « Chemins de Fer » signifie les chemins de fer des compagnies de chemins de fer que régit le « Railways Regulation Act » de 1873, y compris les chemins de fer légers construits en vertu de la loi sur les chemins de fer légers (Light Railways Act) de 1896 ; et les expressions « Chemins de fer » et « Compagnies de chemins de fer » ont la même signification que dans les lois précitées de 1873 et de 1896 ;

L'expression « Usines » à la même signification que dans les Factory and Workshop Acts de 1878 à 1891, et comprend également les docks, embarcadères, quais, magasins, installations mécaniques ou chantiers auxquels les dispositions des lois sur les usines s'appliquent en vertu du Factory and Workshop Act de 1895, ainsi que toute buanderie actionnée par la vapeur, l'eau, ou une autre force mécanique ;

L'expression « Mines » signifie les mines auxquelles s'applique la loi sur les mines de houille (Coal Mines Regulation Act) de 1887 ou la loi sur les mines métalliques (Metalliferous Mines Regulation Act) de 1872 ;

L'expression « carrières » signifie les carrières sou-

mises à la loi sur les carrières (Quarries Act) de 1894 ;

L'expression « Travaux de génie civil » (Engineering Work) signifie les travaux de construction, de modification ou de réparation des chemins de fer, de ports, de docks, de canaux ou d'égouts, et comprend tout autre travail de construction, de modification ou de réparation, dont l'exécution comporte l'emploi d'engins actionnés par la vapeur, l'eau ou une autre force mécanique ;

L'expression « Entrepreneur » (Undertakers) signifie dans le cas d'un chemin de fer, la compagnie du chemin de fer ; dans le cas d'une mine, d'une carrière ou d'une buanderie, l'exploitant au sens des Factory and workshop Acts de 1878 à 1895 ; dans le cas d'une usine, le propriétaire au sens de la loi sur les mines de houille de 1887 ou de la loi sur les mines métalliques de 1872, selon le cas ; et, dans le cas d'un travail du génie civil, la personne qui entreprend la construction, la modification, ou la réparation ; et, dans le cas d'un bâtiment, les personnes qui entreprennent la construction, la réparation ou la démolition ;

L'expression « patron » (employer) comprend toute réunion de personnes formant ou non une personne morale ainsi que le représentant personnel légal du patron décédé ;

L'expression « ouvrier » (workman) comprend toute personne occupée à un travail assujéti à la présente loi, qu'il s'agisse d'un travail manuel ou autre, que le contrat soit un contrat de service, d'apprentissage ou d'autre nature et qu'il soit exprès ou tacite, verbal ou écrit. Toute mention relative à un ouvrier blessé comprendra, si l'ouvrier est décédé, la mention de son représentant person-

nel légal ou de ses ayants droit ou d'une autre personne à qui l'indemnité doit être payée ;

L'expression « ayants droit » signifie :

a) En Angleterre et en Irlande les membres de la famille de l'ouvrier visés dans la loi sur les accidents fortuits (1) de 1846 (Lord Campbell's fatal accidents Act), en tant que leur subsistance dépend en totalité ou en partie du salaire de l'ouvrier à l'époque de son décès ; — et

b) En Ecosse, parmi les personnes admises, par la loi écossaise, à réclamer au patron des dommages-intérêts, en raison du décès de l'ouvrier, celles dont la subsistance dépend, en totalité ou en partie, du salaire de l'ouvrier à l'époque de son décès.

L'ouvrier, occupé dans un chantier de constructions navales, ne sera pas exclu du bénéfice de la présente loi pour ce seul motif que l'accident s'est produit à l'extérieur du chantier au cours du travail de l'ouvrier sur un navire, dans un dock, dans des eaux fluviales ou maritimes au voisinage du chantier.

Art. VIII. — La présente loi ne s'appliquera pas aux

1. M. Bellom traduit « fatal accidents » par « accidents fortuits » : c'est une erreur. — La loi de 1846 s'applique, comme nous l'avons vu (*suprà*, p. 52), aux accidents *mortels* et non aux accidents fortuits. — L'expression fatal accidents n'a d'ailleurs jamais eu le sens qui lui est attribué ici. Si l'on voulait s'en convaincre, il suffirait d'ouvrir n'importe quel ouvrage de statistique anglaise des accidents. — On y verrait que les Coroners font des enquêtes sur les « fatal accidents », c'est-à-dire sur les accidents ayant entraîné la mort dans un délai de un an et un jour.

Cette erreur est d'autant plus grave qu'elle pourrait, à première vue et pour une personne peu au courant de la législation anglaise laisser croire que le risque professionnel a été reconnu en 1846, alors qu'il ne l'a été que cinquante ans plus tard.

personnes employées au service de la marine ou de l'armée de la Couronne, mais elle s'appliquera à tout travail effectué par ou sous l'autorité de la Couronne, auquel la présente loi s'appliquerait si le patron était un particulier.

La Trésorerie peut, par un règlement présenté au Parlement, modifier au point de vue de l'application de la présente loi, le règlement établi en vertu de l'article 1^{er} de la loi sur les pensions de retraites de 1887, et, notwithstanding les dispositions de la présente loi, ou d'un tel règlement, établir un système en vue d'obtenir à son sujet, par application de la présente loi, un certificat du Registrar des Friendly Societies.

Art. IX. — Tout contrat existant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, par lequel un ouvrier renonce à un droit à indemnité de la part du patron pour un dommage personnel survenu par suite et au cours du travail, ne sera pas, au point de vue de la présente loi, considéré comme continuant au delà de l'époque à laquelle doit expirer le contrat de travail de l'ouvrier, si avis de cette époque a été donné lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. X. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1898.

La présente loi peut être désignée sous le nom de « Loi de 1897 sur la réparation des accidents du travail » (Workmen compensation Act, 1897).

ANNEXES

PREMIÈRE ANNEXE

Taux et conditions de la réparation.

Art. I. — Le montant de l'indemnité prévu par la présente loi sera :

a) En cas de décès résultant du dommage :

i) Si l'ouvrier laisse des ayants-droits dont la subsistance dépend en totalité de son salaire à l'époque de son décès, une somme égale au salaire de l'ouvrier, dans son travail au service de ce patron, durant les trois années qui ont précédé immédiatement le dommage, sans que cette somme puisse être inférieure à cent cinquante livres sterling, ni en aucun cas supérieure à trois cents, et sous déduction du montant de tout versement hebdomadaire effectué par application de la présente loi, et si la durée de la période du travail de l'ouvrier au service du patron précité a été inférieure à la durée susvisée de trois années, le montant durant les trois années susvisées sera considéré comme égal à cent cinquante six fois le salaire hebdomadaire moyen durant la période de son travail actuel au service du patron précité ;

ii) Si l'ouvrier ne laisse pas de tels ayants-droit, mais s'il laisse des ayants-droit dont la subsistance dépend en partie de son salaire à l'époque de son décès, une somme, n'excédant en aucun cas le montant exigible

en vertu des dispositions qui précèdent, et déterminée soit à l'amiable, soit, à défaut d'accord, par voie d'arbitrage conformément à la présente loi, le taux devant être raisonnable et proportionné au dommage éprouvé par les ayants-droit précités ;

iii) S'il ne laisse pas d'ayants-droit, la valeur des dépenses pour soins médicaux et funérailles, jusqu'à concurrence d'un maximum de dix livres sterling ;

b) En cas d'incapacité de travail, totale ou partielle résultant du dommage, un versement hebdomadaire pendant la durée de l'incapacité, à dater de l'expiration de la deuxième semaine, jusqu'à concurrence de 50 0/0 du salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier durant les douze mois précédents, s'il a été occupé pendant une période de cette durée, et sinon durant la période moindre pendant laquelle il a été occupé au service du même patron sans que ce versement hebdomadaire puisse excéder une livre sterling.

Art. II. — Dans la détermination du montant du versement hebdomadaire, il sera tenu compte de la différence entre le montant du salaire hebdomadaire moyen de l'ouvrier avant l'accident et la valeur moyenne de la somme qu'il est capable de gagner après l'accident, ainsi que d'un versement, distinct du salaire, que l'ouvrier peut recevoir du patron en raison du dommage durant la période de son incapacité de travail.

Art. III. — Lorsqu'un ouvrier a donné avis d'un accident, il doit se soumettre, sur la requête du patron, à l'examen d'un médecin-expert désigné et rétribué par le patron, et, s'il refuse de se soumettre à cet examen ou s'il y met obstacle de quelque manière, son droit à indemnité sera, ainsi que toute action intentée par appli-

cation de la présente loi en matière d'indemnité, suspendu jusqu'à exécution de l'examen médical.

Art. IV. — Le versement sera, en cas de décès, effectué entre les mains du représentant personnel légal de l'ouvrier, ou si ce dernier n'a pas de représentant personnel légal, entre les mains ou au profit de ses ayants-droit, ou, s'il ne laisse pas d'ayants-droit, entre les mains de la personne à qui le remboursement des dépenses est dû ; et, si le versement est effectué entre les mains du représentant personnel légal, celui-ci le remettra entre les mains ou au profit des ayants-droit ou d'une autre personne qui doit en être bénéficiaire en vertu de la présente loi.

Art. V. — Toute contestation sur la qualité d'ayant-droit ou sur le montant de la somme due à un ayant-droit, sera, à défaut d'accord amiable, réglée par voie d'arbitrage conformément à la présente loi.

Art. VI. — La somme, allouée à titre d'indemnité à un ayant-droit, peut-être, soit d'après une décision amiable, soit d'après une injonction du comité ou d'un autre arbitre, placée ou employée autrement au profit de la personne qui doit en être bénéficiaire.

Art. VII. — Une somme, dont le placement a été décidé à l'amiable ou prescrit par le comité ou l'arbitre, peut être placée, en totalité ou en partie à la caisse d'épargne postale par le greffier de la Cour de comté agissant en cette qualité.

Art. VIII. — Une somme, qui doit être l'objet d'un tel placement, peut être placée par voie d'achat de titres de la Dette nationale par l'intermédiaire de la Caisse d'Épargne postale ou être acceptée par le Directeur général des postes à titre de dépôt effectué au nom du greffier

agissant en cette qualité, et les dispositions statutaires ou réglementaires, relatives aux limites des dépôts de caisse d'épargne et à la déclaration exigée du déposant, ne s'appliqueront pas à de telles sommes.

Art. IX. — Aucune partie d'une somme déposée au nom du greffier d'une Cour de comté à la caisse d'épargne postale en conformité de la présente loi, ne sera payée, à moins d'autorisation adressée au Directeur général des postes par la Trésorerie ou par le juge de la Cour de Comté.

Art. X. — Une personne tirant un bénéfice d'une somme placée à une caisse d'épargne postale en conformité des dispositions de la présente loi peut cependant se faire ouvrir à son propre nom un compte dans une caisse d'épargne postale ou dans une autre caisse d'épargne sans être passible des pénalités statutaires ou réglementaires qui frappent l'ouverture de comptes à deux caisses d'épargne ou deux comptes à la même caisse d'épargne.

Art. XI. Un ouvrier, bénéficiaire d'un versement hebdomadaire, conformément à la présente loi, se soumettra de temps en temps, sur la requête du patron ou d'une autre personne à qui le patron a le droit de réclamer une indemnité en vertu de l'article VI de la présente loi, à l'examen d'un médecin-expert désigné et rétribué par le patron ou par cette autre personne; mais, si l'ouvrier refuse de se soumettre à l'examen de ce médecin ou s'il n'est pas satisfait du certificat que ce médecin a formulé au sujet de son état, lorsque le certificat lui est communiqué, il peut se soumettre lui-même à l'examen de l'un des médecins désignés pour l'application de la présente loi, ainsi qu'il est mentionné dans la seconde annexe de la présente loi, et le certificat de ce médecin relatif à l'é-

tat de l'ouvrier à l'époque de l'examen, sera remis au patron et à l'ouvrier et il sera probant au sujet de cet état. Si l'ouvrier refuse de se soumettre à un tel examen ou s'il y met obstacle de quelque manière, son droit à l'allocation hebdomadaire sera suspendu jusqu'à exécution de l'examen médical.

Art. XII. — Un versement hebdomadaire peut être revisé sur la demande, soit du patron, soit de l'ouvrier et, lors d'une telle revision, être supprimé, réduit ou augmenté, eu égard au maximum susvisé, et le montant du versement sera, à défaut d'accord amiable, fixé par voie d'arbitrage en conformité de la présente loi.

Art. XIII. — Lorsqu'un versement hebdomadaire a été continué pendant une période de six mois au moins, l'obligation de ce versement peut, sur la demande adressée par le patron ou au nom de celui-ci, être rachetée par le paiement d'une somme unique, qui doit être, à défaut d'accord amiable, fixée par voie d'arbitrage en conformité de la présente loi, et le comité ou l'arbitre peut ordonner le placement ou un autre emploi de cette somme conformément aux dispositions qui précèdent.

Art. XIV. — Un versement hebdomadaire, ou un paiement effectué en vue de son rachat, ne pourra être ni cédé, ni engagé, ni saisi, ni transféré à une autre personne par une voie de droit et il ne peut pas être admis en compensation d'une demande.

Art. XV. — Lorsqu'un système, qui a été l'objet d'un certificat conformément à la présente loi, pourvoit au paiement de l'indemnité par une société de secours mutuels, les dispositions du premier numéro de l'art. 8, de l'art. 16 et de l'art. 41 de la loi sur les sociétés de secours

mutuels de 1896 ne s'appliqueront pas à cette société en ce qui concerne le système en question,

Art. XVI. — Dans l'application de la présente annexe à l'Ecosse, l'expression « greffier de la Cour de comté » sera remplacée par l'expression « greffier de la Cour de Sheriff » et l'expression « juge de la Cour de comté » par l'expression « Sheriff ».

Art. XVII. — Dans l'application de la présente loi à l'Irlande, les dispositions de la loi Irlandaise de 1877 sur les officiers et Cours de comté, qui concernent les sommes déposées à la caisse d'épargne postale s'appliquent aux sommes déposées à la caisse d'épargne postale, conformément à la présente loi.

SECONDE ANNEXE

Arbitrage

Les dispositions suivantes seront appliquées pour le règlement des questions que la présente loi renvoie à un arbitrage :

Art. I^{er}. — S'il existe un comité, représentant un patron et ses ouvriers, qui ait le pouvoir de régler les questions prévues par la présente loi pour le patron et les ouvriers, la question sera, sauf objection de l'une des parties, notifiée par écrit à l'autre partie avant que le comité se réunisse pour examiner l'affaire, réglée par l'arbitrage du comité ou renvoyée par celui-ci, à son gré, à l'arbitrage prévu ci-après.

Art. II. — En cas d'opposition de l'une des parties ou

en l'absence de comité de cette nature, ou en cas de renvoi de l'affaire par le comité ou en l'absence de décision de ce dernier pendant un délai de trois mois compté à partir de la demande, la question sera réglée par un arbitre unique agréé par les parties ou, à défaut d'accord, par le juge de la Cour de comté, conformément à la procédure prescrite par les règlements de la cour ou, si en Angleterre le Lord Chancelier l'autorise, conformément à la même procédure, par un arbitre unique désigné par le juge de la Cour de comté.

Art. III. — Un arbitre désigné par le juge de la Cour de comté aura, pour l'application de la présente loi, tous les pouvoirs d'un juge de Cour de comté et sera payé sur les fonds prévus par le Parlement conformément aux règlements que devra faire la Trésorerie.

Art. IV. — La loi sur l'arbitrage de 1889 ne s'appliquera pas à un arbitrage effectué d'après la présente loi; mais un arbitre peut, s'il le juge convenable, soumettre une question de droit à la décision du juge de la Cour de comté et la décision du juge sur une question de droit soit dans le cas où l'affaire lui a été ainsi soumise, soit dans le cas où il règle lui-même l'affaire par application de la présente loi, sera définitive à moins que l'une des parties n'interjette appel dans les délais et en conformité des conditions prescrites par les règlements de la Cour suprême, et le juge de la Cour de comté ou l'arbitre désigné par lui aura, pour l'arbitrage effectué par application de la présente loi, les mêmes pouvoirs, en matière de citation de témoins et de demande de documents, que si l'action en indemnité avait été portée devant la Cour de comté.

Art. V. — Les règlements de la Cour peuvent prévoir

que, dans un arbitrage résultant de l'application de la présente loi, une partie comparaitra par une autre personne.

Art. VI. — Les frais directs ou indirects de l'arbitrage et de la procédure qui s'y rattache seront déterminés par l'arbitre. Les frais, soit devant l'arbitre, soit devant la Cour de comté, n'excéderont pas la limite fixée par les règlements de la Cour et seront déterminés dans les formes prescrites par ces règlements.

Art. VII. — En cas de décès, de refus ou d'incapacité d'un arbitre, le juge de la Haute Cour à l'audience des référés peut, sur la demande d'une partie désigner un nouvel arbitre.

Art. VIII. — Lorsque le montant de l'indemnité par application de la présente loi a été déterminé, ou qu'un paiement hebdomadaire a été modifié, ou qu'une autre question a été réglée, en vertu de la présente loi, soit par un comité, soit par un arbitre, soit par un accord amiable, un extrait de la décision doit être, dans les formes prescrites par les règlements de la Cour, envoyé par le comité ou par l'arbitre précité ou par l'une des parties intéressées au greffier de la Cour de comté du district où réside chaque personne pouvant prétendre à l'indemnité ; le greffier doit, conformément à ces règlements, après s'être assuré de l'authenticité de la pièce, la transcrire sans frais, sur un registre spécial, et dès lors cette pièce sera à tous égards exécutoire comme un jugement de Cour de comté. Toutefois, le juge de la Cour de comté peut, à toute époque, rectifier le registre.

Art. IX. — Lorsqu'une question doit être, par application de la présente loi, portée devant une Cour de comté ou comporte l'intervention du juge ou du greffier d'une

Cour de comté, la question sera, à moins qu'une intention contraire ne soit manifestée, soumise, conformément aux règlements de la Cour, au juge ou au greffier de la Cour de comté du district dans lequel résident toutes les parties intéressées, ou, si ces dernières résident dans des districts différents, de celui de la Cour du district dans lequel s'est produit l'accident qui a donné lieu à l'affaire, sans préjudice d'un transfert dans les formes prévues par les règlements de la Cour.

Art. X. — Les fonctions d'un juge de Cour de comté agissant en vertu de la présente loi, ou celles d'un arbitre désigné par lui constitueront, conformément aux règlements de la Cour, une partie de celles de la Cour de comté, et les officiers de la Cour agiront en conséquence; et des règlements de la Cour peuvent être faits, tant pour un objet pour lequel la présente loi autorise à faire des règlements de ce genre, que d'une manière générale pour la réalisation de l'application de la présente loi en tant que celle-ci intéresse la Cour de comté ou un arbitre désigné par le juge de la Cour de comté, et la procédure dans une Cour de comté ou devant un tel arbitre; ces règlements peuvent, en Angleterre, être faits par les cinq juges de la Cour de comté désignés pour faire des règlements par application de l'art. 164 de la loi sur les Cours de comté de 1888, et lorsqu'ils ont été approuvés par le Lord Chancelier, ainsi que le prévoit cet article, ils doivent avoir leur plein effet, indépendamment de tout accord ultérieur.

Art. XI. — Aucune somme pour frais de la Cour n'est exigible d'une partie, en raison d'une procédure résultant de l'application de la présente loi dans la Cour de comté, avant le prononcé de la décision,

Art. XII. — Toute somme attribuée à titre d'indemnité sera payée sur la quittance de la personne à qui elle est payable d'après une convention ou une décision, et ni l'avoué, ni l'agent judiciaire de cette personne n'auront qualité, ni pour obtenir d'elle, ni pour demander un gage sur la somme attribuée, ni pour effectuer sur celle-ci un prélèvement pour des frais autres que ceux que l'arbitre ou le juge de la Cour de comté aura pu fixer sur une demande de l'une des parties visant la détermination du montant des frais à payer à l'avoué ou à l'agent précité, cette détermination devant être effectuée d'après la taxation et les tarifs de frais prescrits par les règlements de la Cour.

Art. XIII. — Le secrétaire d'Etat peut désigner des médecins-experts pour l'application de la présente loi, et un comité, un arbitre ou un juge peut, conformément aux règlements établis par le secrétaire d'Etat et la Trésorerie, désigner un médecin en vue de la production d'un rapport sur toute matière qui semble essentielle à une question soumise à l'arbitrage ; et les dépenses occasionnées par le concours de ce médecin seront, conformément aux règlements de la Trésorerie, payés sur les fonds prévus par le Parlement.

Art. XIV. — Dans l'application de la présente annexe à l'Ecosse.

a) Les expressions : « Sheriff », « Cour de Sheriff », « action », « greffier de la Cour de Sheriff », « acts of sederunt » seront substituées respectivement aux expressions : « Juge de la Cour de comté », « Cour de comté », « plainte », « greffier de la Cour de comté », « règlements de la Cour ».

b) Toute décision ou tout accord relatif à l'indemnité

peut être transcrit pour exécution dans les registres de conseil et de session ou dans ceux de la Cour de Sheriff et doit être exécutoire comme une sentence arbitrale transcrite.

c) Une demande portée devant le Sheriff agissant comme arbitre, sera entendue, jugée et réglée sommairement dans les formes prévues par l'art. 52 de la loi écossaise de 1876 sur les Cours de Sheriffs ; toutefois les parties peuvent être représentées par une personne autorisée par écrit à comparaître pour elles et chaque partie aura la faculté, dans le délai et conformément aux conditions définies par l'act of sederunt, de demander au Sheriff de prononcer une décision sur tout point de droit soumis à son examen, et sa décision sur ce point peut être soumise à l'une des décisions de la Cour de session qui peut l'examiner et le juger définitivement et renvoyer l'affaire au Sheriff avec des instructions relatives au jugement à prononcer.

Art. XV. — Les articles 4 et 7 de la présente annexe ne s'appliquent pas à l'Ecosse.

Art. XVI. — Dans l'application de la présente annexe à l'Irlande, l'expression : « Juge de la Cour de comté » comprendra le premier officier judiciaire de toute cité ou ville.

Vu :

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

Vu :

Le Doyen,

GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — La responsabilité du patron d'après le droit commun (common law et common employment)	1
CHAPITRE II. — La responsabilité du patron d'après le lord Campbell's, fatal accident act	47
CHAPITRE III. — La responsabilité du patron d'après l'Employers' liability act	63
CHAPITRE IV. — Les « Factory and Workshop Acts » et leurs effets sur la responsabilité du patron	136
CHAPITRE V. — Workmen compensation act	146
APPENDICE	320
